



Onze morts à Jérusalem

AU MOINS onze Israéliens ont été tués et des dizaines d'autres blessés, lors d'un attentat-suicide perpétré, jeudi matin 21 novembre, par un Palestinien dans un autocar de Jérusalem-Ouest. Des enfants ont été tués ou blessés, le terroriste ayant déclenché sa bombe à l'heure où les écoliers prennent le bus. L'attentat n'a pas été revendiqué. Un porte-parole a déclaré que cet attentat excluait qu'Israël continue les discussions sur un « plan de paix ».

Lire page 3

SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

Belles étrangères
Scott Fitzgerald

CINÉMA
Le cinéaste israélien Amos Gitai tourne à Tel-Aviv p. 15

CROISSANCE
L'OCDE révisé à la baisse p. 4

MARÉE NOIRE
Les propriétaires du « Prestige » : deux autres naufrages p. 6

TABAC
Le Parlement européen contre la publicité p. 7

PARTI SOCIALISTE
La stratégie de François Hollande p. 11

TÉLÉVISION
La grève du service public p. 21

International.....	2	Marchés.....	22
Union européenne.....	7	Carnet.....	24
France-Société.....	8	Abonnements.....	24
Régions.....	14	Aujourd'hui.....	25
Horizons.....	15	Météorologie-Jeux.....	29
Entreprises.....	19	Culture.....	30
Communication.....	21	Radio-Télévision.....	35

JOUETS DE NOËL

Adieu robot, bonjour tendresse



LA VACHE Clara séduit autant les parents que les enfants. Loin des robots mécaniques, ce jouet symbolise le retour des objets agréables à toucher. Lire page 28

Les « nouveaux réactionnaires » : enquête sur le paysage intellectuel

ÉVÉNEMENT rare dans le monde intellectuel français : un livre, *Le Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires* (Seuil, « La République des idées ») de l'historien Daniel Lindenberg, suscite une violente polémique qui révèle les profonds bouleversements des clivages politiques au sein du débat public. Conseiller de la revue *Esprit*, l'auteur dénonce la dérive « réactionnaire » d'un certain nombre d'intellectuels, souvent venus de la gauche, accusés d'entretenir la critique de Mai 68, de l'islam, du « droit-de-l'hommeisme » et du féminisme. *Le Monde* a mené l'enquête sur l'impact de ce livre qui brouille les familles intellectuelles. Dans un entretien exclusif, Pierre Rosanvallon, animateur de « La République des idées », explique qu'il est temps de « refaire le bagage d'idées de la démocratie française ». Les fondateurs de la revue *Le Débat*, Pierre Nora et Marcel Gauchet, voient au contraire, dans l'ouvrage de Daniel Lindenberg, le symptôme d'une « dégénérescence de la vie intellectuelle ».



► Un livre de Daniel Lindenberg contre une nouvelle réaction

► Une enquête sur le retour à l'ordre d'intellectuels venus de la gauche

► Les explications de Pierre Rosanvallon, éditeur du livre

► Les répliques de Pierre Nora et de Marcel Gauchet

Lire notre enquête pages 30-31, le portrait page 34, la chronique de Pierre Georges page 36 et « Le Monde des livres » page 7

Routiers et agriculteurs : les raisons de leurs colères

PLUSIEURS MILLIERS d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), ont bloqué, dans la nuit du 20 au 21 novembre, une soixantaine de dépôts de la grande distribution. Ils dénoncent le « racket » qu'organiserait, selon eux, ce secteur. D'autre part, le patronat et les syndicats du transport routier doivent se rencontrer à nouveau, vendredi 22 novembre, dans la matinée, pour tenter d'éviter un conflit.

En cas d'échec, la CFDT et la CGT pourraient organiser des barages routiers dès le week-end prochain. Alors que la CFDT revendique un treizième mois pour toute la branche, le patronat propose 9 % d'augmentation des salaires sur trois ans.

Lire pages 14 et 19

Trente prisons supplémentaires d'ici à 2007

DOMINIQUE PERBEN, garde des sceaux (photo) et Pierre Bédier, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice, ont présenté, jeudi 21 novembre, le contenu de leur programme de construction de prisons. Trente établissements en métropole et dans les DOM-TOM, dont huit spécialisés pour les mineurs, représentant un total de 13 200 places, doivent être édifiés avant 2007, pour un montant de 1,4 milliard d'euros. Il s'agit du plan le plus vaste depuis celui lancé en 1986 par Albin Chalandon. Le gou-



vernement espère ainsi mieux répondre à la forte augmentation récente de la population carcérale, qui a dépassé les limites du parc existant, et à la dégradation des locaux, dénoncée notamment dans plusieurs rapports parlementaires. La carte de ces nouvelles prisons, que *Le Monde* publie, montre un rééquilibrage de la répartition géographique des implantations vers le grand Ouest et vers le pourtour méditerranéen. Les nouveaux établissements devraient être davantage centrés

sur l'éducation, selon la chancellerie. Toutefois, il n'est pas prévu de fermer tous les quartiers des mineurs au sein des établissements actuels. Ceux-ci pourraient être réservés aux jeunes détenus considérés comme les plus dangereux. Dans un entretien au *Monde*, Dominique Perben espère que ce programme permettra aux magistrats d'« être libres d'incarcérer sans tenir compte des capacités d'accueil ».

Lire page 8

A l'OTAN, l'hommage ému des dirigeants occidentaux à Vaclav Havel

PRAGUE
de notre correspondant

Sous les lambris et les lustres de cristal des salons baroques de l'empereur Rodolphe II au château de Prague, l'émotion est à son comble mercredi 20 novembre. Le président français Jacques Chirac, au nom des 18 autres dirigeants des pays membres de l'Alliance atlantique, vient de prononcer un vibrant hommage de Vaclav Havel. L'hôte du dîner de gala organisé à la veille de l'ouverture du 14^e sommet de l'OTAN dans la capitale tchèque, « profondément touché » par les paroles de reconnaissance de ses pairs, comme il l'avoue dans son anglais sobre, ne trouve pas les mots pour remercier « Jacques ».

A moins de trois mois de la fin du dernier mandat présidentiel de Vaclav Havel, les dirigeants européens et nord-américains ont exprimé « leur admiration et leur gratitude » au dernier dissident anticommuniste exerçant encore des fonctions au-delà de l'ancien rideau de fer. En quittant le château de

Prague, le 2 février 2003, Vaclav Havel va tourner une page d'histoire. Depuis treize ans à la tête de la Tchécoslovaquie puis de la République tchèque, après autant d'années passées au premier rang de l'opposition au régime communiste, le dramaturge a participé de tous les bouleversements intervenus sur le continent. Le 7 juin 1990, il signait à Prague avec les dirigeants des ex-pays frères l'autodissolution du pacte de Varsovie. Depuis cette date, il n'a cessé de plaider pour un élargissement de l'Alliance aux pays de l'autre Europe et pour une adaptation de l'organisation atlantique aux nouveaux défis de sécurité dans le monde. Prague - avec Varsovie et Budapest - sera invité en 1997, au sommet de Madrid, à rejoindre les seize membres de l'OTAN.

Lorsqu'en 1999 les trois pays centre-européens rejoignent effectivement les rangs de l'Alliance, Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat d'origine tchèque de Bill Clinton, convainc ses homologues européens de l'OTAN d'organiser à Prague la réunion du nouvel élar-

gissement vers l'Est. Outre l'amitié qui lie M^{me} Albright à M. Havel - il a même caressé un moment l'idée qu'elle pourrait lui succéder au Château... - et « l'admiration de l'Amérique », comme l'a souligné le président Bush, le choix de Prague s'imposait. Prague pour faire oublier le pacte de Varsovie, Prague pour réparer les accords de Munich avec Hitler (1938) puis le partage de l'Europe à Yalta (1945). Prague, enfin, en souvenir de la répression, en 1968, du « printemps » démocratique. A ce « rêveur », ce « visionnaire », cet « homme de paix qui s'est attaché à cicatriser, entre voisins, les plaies du passé », selon M. Chirac, le traité de l'Atlantique nord se devait d'associer l'homme et son pays à l'un des moments historiques décisifs pour l'avenir de l'Alliance.

Martin Plichta

Le point de vue de Vaclav Havel page 16, George Bush au sommet de l'OTAN page 2, et notre éditorial page 17

FOOTBALL

Le bonheur retrouvé des Bleus



PRIVÉE de son joueur vedette, Zinedine Zidane, l'équipe de France de football a battu la Yougoslavie (3-0), mercredi 20 novembre au Stade de France, grâce à deux buts d'Eric Carrière et un de Kapo (photo). Pendant ce temps, à Tunis, l'ancien sélectionneur Roger Lemerre livrait au *Monde* ses confidences sur l'échec des Bleus lors du Mondial. A lire aussi un entretien avec Aimé Jacquet.

Lire pages 25-26

ANALYSE

Chirac, acte II

PLUS DE SIX MOIS DÉJÀ que Jacques Chirac a retrouvé le confort et la puissance de la fonction présidentielle de la V^e République. Qui fait du président, selon la formule du général de Gaulle, « l'homme en charge de l'essentiel », celui qui dialogue d'égal à égal avec les Grands de ce monde, fixe la ligne à suivre au premier ministre qu'il a choisi, tance ses ministres, nomme ses amis et ses fidèles partout où il le peut et contrôle, via ses conseillers les plus proches, le parti majoritaire.

Le bonheur chiracien serait complet si l'on pouvait ajouter que Jacques Chirac est désormais un président à la fois populaire et respecté des Français. Ce que son premier mandat, marqué par le reniement de la fracture sociale, la dissolution ratée, l'abaissement de la fonction présiden-

tielle et les affaires, n'avait pas permis. La sanction était venue avec le score de 19 % des voix le 21 avril dernier, qui eût été perçu comme outrageant pour un président en place s'il n'avait été miraculeusement gommé par l'élimination du premier ministre socialiste. Le second mandat, qui s'ouvre avec les 82 % du 5 mai obtenus contre Le Pen, laisse espérer à Jacques Chirac une autre relation avec les Français. L'imagerie chiracienne répétée à satiété fait désormais du président l'incarnation des valeurs républicaines, où, des droits de l'homme au contrat d'intégration, l'unité d'un homme réside dans son refus constant de l'extrême droite.

Jérôme Jaffré pour *Le Monde*

Lire la suite page 17

BUNGE

PAGE 19

Cereol

INTERNATIONAL

STRATÉGIE

Le président américain, George Bush, a ouvert la rencontre au sommet des pays membres de l'OTAN, jeudi 21 et vendredi 22 novembre, sur un **AVERTISSEMENT** à Saddam Hussein : le dictateur irakien est sommé de

déclarer au Conseil de sécurité de l'ONU la totalité de son armement sauf à devoir faire face « *aux plus graves conséquences* ». Bagdad sera désarmé « *volontairement ou par la force* », a souligné le chef de l'exécutif

américain. L'OTAN devait adopter une courte résolution reprenant les termes de la résolution 1441 de l'ONU sur le **DÉSARMEMENT DE L'IRAK**. L'Alliance atlantique accueille formellement **SEPT NOUVEAUX**

MEMBRES à ce sommet, le premier tenu à l'est de l'ancien rideau de fer depuis la signature du traité en 1949. Trois de ces pays (la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie) appartenaient à l'URSS.

George Bush mobilise les alliés au sein de l'OTAN contre Bagdad

Au sommet de l'Organisation à Prague, les Etats-Unis vont obtenir une expression de solidarité des pays parties au traité de l'Atlantique nord reprenant les termes de la résolution 1441 des Nations unies à propos de l'Irak. Il ira ensuite rassurer son « ami Vladimir Poutine »

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Rassurer les alliés des Etats-Unis et en particulier les Européens sur la permanence de l'Alliance atlantique et sa pertinence face à de nouvelles menaces, rassurer la Russie qui voit l'OTAN (avec, il est vrai, de moins en moins d'inquiétude) arriver à ses frontières, inciter les Européens à se doter des capacités militaires leur permettant d'être des partenaires sérieux de Washington, et profiter de l'occasion pour lancer un nouveau message d'avertissement à l'Irak : tel est l'exercice multiforme auquel s'est livré le président George Bush, mercredi 20 novembre, à la veille de l'ouverture du sommet de l'OTAN, qui se tient à Prague les 21 et 22 novembre.

Les Etats-Unis souhaitaient obtie-

nir une expression de solidarité de leurs alliés à propos de l'Irak, et ils auront gain de cause sous la forme d'une résolution qui sera adoptée par le sommet de Prague, et qui reprend l'essentiel de la résolution 1441 des Nations unies. Ce texte court stipule que les alliés sont unis pour exiger que l'Irak remplisse « *sans conditions ou restrictions* » ses obligations, et il contient un avertissement à Bagdad, qui devra faire face à de « *sérieuses conséquences* » en cas de manquements.

COALITION EN PRÉPARATION

Rappelant que le président irakien a, à de nombreuses reprises, floué la communauté internationale en acceptant les inspecteurs de l'ONU sur son territoire, puis en les empêchant d'effectuer les vérifications nécessaires, le chef de la Mai-

son Blanche a souligné : « *Ce jeu de tromperie, de supercherie et de reniement doit cesser.* » Si Saddam Hussein dément une nouvelle fois l'existence de son « *arsenal de terreur* » - le 8 décembre, lorsque Bagdad remettra au Conseil de sécurité de l'ONU une déclaration dressant la liste de ses armements - ce sera un mensonge, a affirmé M. Bush. « *Et cette fois, a-t-il insisté, la duperie ne sera pas tolérée ; des retards et des défis provoqueront les plus graves conséquences.* » Le but de l'Amérique et du monde est d'obtenir la paix, grâce à un désarmement complet et vérifié des armes de destruction massive possédées par l'Irak, a déclaré M. Bush, ajoutant : « *volontairement ou par force, ce but sera atteint.* »

Les Etats-Unis ont, du reste, com-

mencé à Prague de battre le rappel de leurs alliés - y compris hors de l'OTAN - contre Bagdad. Ils se sont adressés, selon des responsables du département d'Etat, à cinquante-deux pays susceptibles de leur apporter une aide spécifique au profit d'une éventuelle coalition anti-irakienne. Cette contribution ne devrait pas relever du seul domaine militaire, mais manifester aussi « *une volonté politique* » de réussir à désarmer l'Irak.

« *Toutes les nations seront en mesure de choisir si oui ou non elles veulent participer,* a déclaré M. Bush. *Si la décision est prise d'user de la force militaire, nous consulterons nos amis et nous espérons qu'ils nous rejoindront.* » La France a été approchée et elle a « *pris note* » des demandes américaines, tout en rappelant que l'actualité,

aujourd'hui, est la mise en œuvre de la résolution 1441 des Nations unies « *en vue du désarmement pacifique de l'Irak sous l'autorité du Conseil de sécurité* », selon un porte-parole adjoint du quai d'Orsay.

Partant à dessein de la menace représentée par l'Irak, le président américain est passé naturellement à la nécessité pour l'OTAN de se doter de nouvelles capacités militaires : « *Parce que bien des menaces contre les membres de l'OTAN proviennent de l'extérieur de l'Europe, les forces de l'OTAN doivent être organisées pour agir à l'extérieur de l'Europe* », a souligné M. Bush, confirmant ainsi que le débat sur la zone naturelle d'intervention de l'OTAN (à l'origine la zone euro-atlantique) est dépassé.

La Force de réaction de l'OTAN, a expliqué M. Bush, « *rassemblera*

des forces aériennes, terrestres et maritimes bien équipées et rapidement opérationnelles, [provenant] des alliés de l'OTAN, actuels ou nouveaux ». Parce que l'Amérique soutient une Europe plus unie, elle soutient fortement l'élargissement de l'Alliance atlantique, « *maintenant et à l'avenir* », une manière de donner espoir aux candidats à l'OTAN qui ne seront pas retenus cette fois-ci, comme l'Albanie et la Macédoine.

Pour répondre aux inquiétudes russes, George Bush, qui rencontrera le président Poutine en fin de semaine, a précisé : « *La Russie n'a pas besoin de zone tampon pour sa protection, elle a besoin de voisins pacifiques et prospères, qui sont aussi des amis.* »

Laurent Zecchini

L'Alliance atlantique accueille sept nouveaux membres et se cherche une nouvelle raison d'être

PRAGUE

de notre envoyé spécial

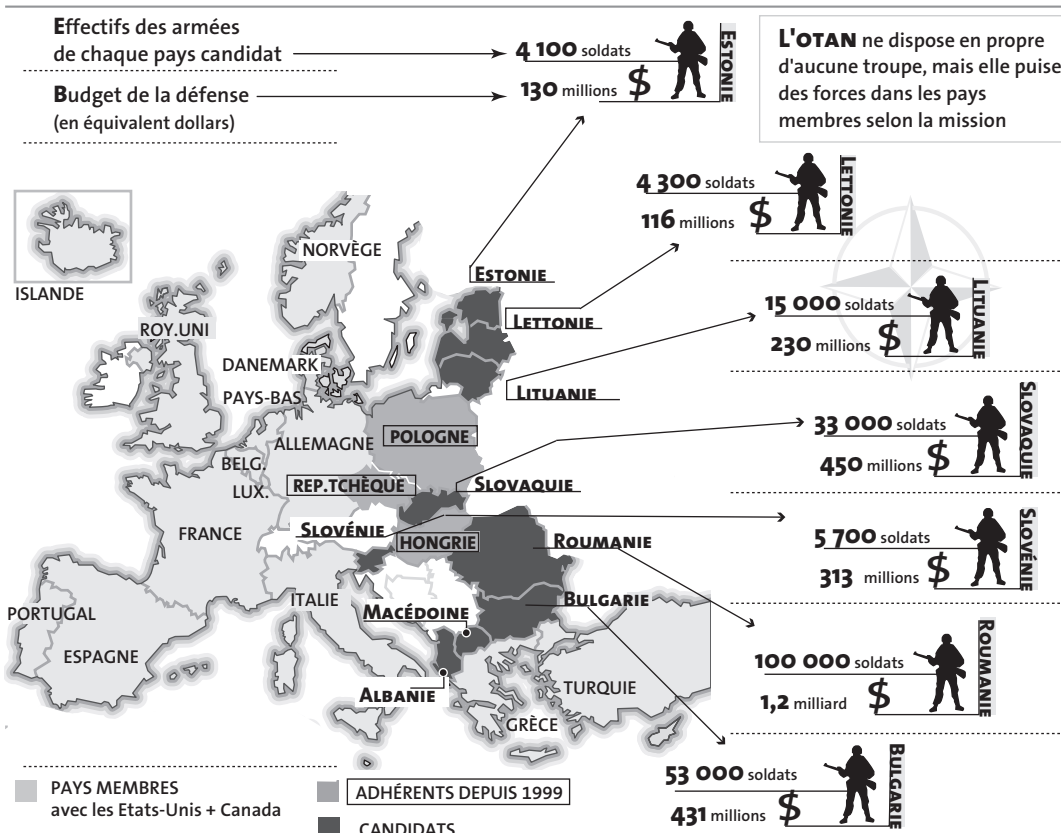
Le sommet de l'OTAN qui se tient, jeudi 21 et vendredi 22 novembre, à Prague mérite le qualificatif d'« *historique* » que lui ont décerné Lord Robertson, son secrétaire général, et le président américain, George Bush. Le choix du lieu d'abord : la capitale tchèque, où a été dissous le pacte de Varsovie (l'alliance militaire des pays communistes) en 1991. L'objet de cette réunion des dix-neuf chefs d'Etat ou de gouvernement de l'OTAN, ensuite : il s'agit d'accueillir sept nouveaux pays : la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie, qui ont longtemps fait partie de l'orbite de l'ex-URSS ; la Lituanie ; et la Lettonie et l'Estonie, qui appartenaient à l'URSS.

Il s'agit donc d'étendre l'influence de l'Alliance atlantique dominée par les Etats-Unis aux portes de la Russie. « *Historique* » par le moment, enfin : la menace est aujourd'hui bien davantage celle d'une « *mouvance terroriste* » que celle d'Etats hégémoniques ; et les Etats membres sont peut-être à la veille d'un conflit majeur avec l'Irak. Mais le véritable enjeu est de réussir la mue de l'OTAN, menacée de perdre sa raison d'être depuis la chute du mur de Berlin, en 1989.

TRANSFORMER L'ORGANISATION

Comment transformer une alliance créée il y a cinquante-trois ans en pleine guerre froide, et dont le ciment entre les nations qui la composent était une volonté collective d'établir un rempart face à l'ex-URSS, en une organisation militaire « *high-tech* » capable d'affronter les nouvelles menaces que sont le terrorisme international et la prolifération des armes de destruction massive ? Le fait que ce soient les Etats-Unis qui aient

L'ALLIANCE ATLANTIQUE S'ÉTEND JUSQU' AUX PORTES DE LA RUSSIE



L'OTAN, créée en 1949 par douze Etats, devrait compter vingt-six membres à l'issue du sommet de Prague. Sur les neuf candidats à l'adhésion à l'OTAN, l'Albanie et la Macédoine ne seront vraisemblablement pas retenues

Source : Institut international des études stratégiques : IISS à Londres

apporté une réponse à cette question tend à relativiser l'acte de décès de l'OTAN trop vite dressé par certains.

La plupart des responsables américains continuent de penser que les intérêts géostratégiques de l'Amérique supposent la permanence de sa présence militaire sur le Vieux Continent. L'Alliance atlantique, a souligné mercredi M. Bush, est « *à l'échelle mondiale,*

la relation la plus importante de l'Amérique ». La guerre froide n'est plus, mais Washington entend se servir de l'OTAN pour stabiliser l'est de l'Europe, institutionnaliser son dialogue politique avec la Russie, et pousser ses pions en Europe centrale et asiatique, via le Partenariat pour la paix - instance de dialogue, créée en 1991, pour la coopération entre les Etats membres de l'OTAN et leurs pays partenaires

en l'Europe centrale et dans l'ex-URSS.

Pour se réincarner, ont expliqué en substance les Américains, l'Alliance doit se doter de nouvelles capacités militaires, et d'une Force de réaction (FRO) composée de 20 000 hommes, capable de se « *projeter* » rapidement dans des « *conflits de haute intensité* ». Cette proposition, faite au moment où les Quinze éprouvent bien des diffi-

cultés à mettre sur pied leur Force d'action rapide de 60 000 hommes, continue d'être interprétée avec un mélange de soulagement et de méfiance par les capitales européennes.

Soulagement, parce que nombre de pays européens tiennent à conserver le « *parapluie* » militaire de l'OTAN, ce qui leur permet de ne pas trop se soucier de leur propre sécurité. Méfiance, parce que ce n'est un secret pour personne que le Pentagone n'a jamais été un chaud partisan d'une défense européenne qui pourrait, à terme, marginaliser l'OTAN.

Un accord est intervenu, mercredi 20 novembre, au Conseil de l'Atlantique nord sur le renouvellement du mandat de la force de l'OTAN en Macédoine qui expire le 15 décembre. La France souhaite que l'Union européenne puisse prendre le relais de l'OTAN fin janvier. Paris table sur le fait que, d'ici là, la Turquie aura levé son veto sur l'utilisation par l'UE des moyens de l'OTAN et que des « *arrangements permanents* » entre l'Alliance atlantique et les Quinze auront été conclus. Le compromis de mercredi prévoit le maintien d'une force réduite de l'OTAN en Macédoine pour encore six mois. Mais la situation sera réexaminée à mi-parcours (fin février). Si l'OTAN décidait alors de se retirer, cela permettrait aux Européens de mettre en œuvre leur défense commune, symboliquement et pour la première fois. La France obtient donc partiellement gain de cause : la porte reste ouverte sans pour autant signifier que les Quinze pourraient intervenir en Macédoine sans accord avec l'OTAN, thèse défendue par Paris. - (Corresp.)

SOUÇONS EUROPÉENS

C'est donc aujourd'hui au tour des Européens d'avoir des soupçons sur les intentions de Washington. Les assurances américaines, selon lesquelles « *les deux forces* (qui seront issues du même « *réservoir* » de troupes) *seront complémentaires et non concurrentes* », ne convainquent qu'à moitié. S'agit-il d'une tentative de l'Amérique de rendre caduque la Force européenne ? Veut-elle disposer ainsi d'une « *légion étrangère* » de soldats européens au sein de l'OTAN, pour mener « *ses* » guerres, à sa façon, comme le suggérait récemment un éditorialiste américain ? Face à ces hypothèses, les Européens hésitent. Ils attendent de savoir quelle sera la contribution américaine à une Force de réaction dont les effectifs limités signifient qu'elle ne sera de toute façon qu'une force d'appoint. C'est donc avec des arrière-pensées que les Européens vont apporter un soutien de principe à l'initiative de Washington, qui sera entérinée à Prague.

Mardi, à Bruxelles, les ministres de la défense des Quinze ont, pour la première fois officiellement, annoncé que la Force de réaction

euphémisme pour parler des Européens), insiste Washington, doit combler ses lacunes (transport stratégique et ravitaillement en vol, armements de précision et munitions guidées, communications, etc.), pour être en mesure d'assumer les missions correspondant à son nouveau rôle. Quel est-il ? Si l'OTAN n'a pas été sollicitée lors des opérations en Afghanistan, a expliqué en substance George Bush, c'est qu'elle n'était pas prête.

Reste qu'elle a été ainsi marginalisée, et qu'elle risque de l'être encore en cas d'attaque contre l'Irak. En septembre dernier, à Varsovie, Donald Rumsfeld, le secrétaire américain à la défense, avait indiqué que l'idée de faire appel à l'OTAN en cas de conflit avec l'Irak ne lui a pas « *traversé l'esprit* ». Avant son arrivée à Prague, le chef de la Maison Blanche a tenté de corriger cette fâcheuse impression en indiquant qu'une coalition contre l'Irak « *pourra être formée avec l'OTAN, si elle le souhaite* ». Il est probable qu'il faudra d'autres efforts pour que l'Alliance atlantique surmonte son questionnement existentiel.

Jacques Isnard

L. Z.

Washington dénonce le manque d'avions de transport stratégiques en Europe et propose ses C-17

LES ÉTATS-UNIS ont proposé aux Européens de l'Alliance atlantique de créer deux agences de l'OTAN qui générerait, pour leur compte, un parc d'appareils gros-porteurs et de ravitailleurs en vol susceptibles d'être exploités en pool pour satisfaire leurs nouveaux besoins en avions militaires engagés dans des

opérations de projection extérieure. Le fait de détenir sans délai ces appareils de conception américaine, achetés ou loués, permettrait de combler une carence relevée par le Pentagone. Selon les Etats-Unis, les Européens ne disposent pas, actuellement, d'une flotte suffisante pour déployer leurs forces sur de longues distances sans une aide américaine.

Dans ce projet, l'Allemagne dirigerait l'agence chargée de gérer un parc de gros cargos de transport militaire, on évoque le chiffre d'une vingtaine d'appareils ; et l'Espagne s'occuperait d'une flotte d'une centaine de *tankers* - des appareils civils aménagés pour fournir en vol le carburant nécessaire aux avions de combat et hélicoptères.

Dans les deux cas, l'offre américaine vise à concurrencer des solutions proprement européennes, puisque le groupe Airbus a des projets pour un avion-cargo militaire (l'A-400M), conçu pour la double mission de

transport et de parachutage, et pour un ravitailleur en vol (le Multi Role Tanker Transport), dérivé d'un appareil commercial. En la circonstance, les Etats-Unis tirent profit de la lenteur avec laquelle les Européens mettent sur pied leur programme d'Airbus A-400M et du peu d'intérêt, pour des raisons budgétaires et industrielles, qu'ils ont à lancer un projet de tanker en si faible quantité.

Pour s'en tenir à l'exemple de l'A-400M, les promesses faites par sept pays européens, de commandes portant sur un total de 200 avions, sont déjà revues à la baisse. L'Allemagne, qui devait en être le principal client avec 73 unités au départ, a révisé ses ambitions pour se rapprocher désormais des besoins - 50 appareils - exprimés par Paris. Le programme fait du surplace, même si les Britanniques laissent entendre qu'ils pourraient augmenter leur participation pour com-

prendre la défaillance germanique. L'Airbus militaire ne serait pas en service avant 2008, au mieux, et la flotte ne serait pas complète avant 2018. De sorte que Washington, qui dénonce le manque d'avions de transport stratégiques en Europe, incite ses alliés à lui louer des C-17 de Boeing en attendant, argumentant que, déjà, le Royaume-Uni en a acquis quatre en leasing indépendamment de ses besoins affichés en A-400M.

ÉLIMINER L'A-400M

Le secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson, est partisan d'une formule qui consiste à utiliser les C-17 américains en pool, comme le ferait une société d'avions-taxis et comme l'OTAN s'y est résolue, dans le passé, pour ses avions-radars Awacs américains.

Chez Airbus, qui mène un combat permanent contre Boeing en matière d'aviation commerciale, mais en

France et en Grande-Bretagne aussi, cette option, présentée comme intérimaire, ne fait pas l'unanimité. Le C-17 est un gros porteur, et l'Europe continue d'avoir besoin d'un appareil plus tactique et polyvalent, comme l'a été le C-160 Transall en son temps ou comme peut l'être actuellement le C-130 Hercules de Lockheed Martin. Les dirigeants d'Airbus craignent d'autre part que la solution du C-17 ne vise à terme l'élimination de l'A-400M du marché, laissant de fait aux Américains le contrôle des capacités opérationnelles futures de l'Europe en matière d'aviation de transport.

De son côté, l'Ukraine vient d'entrer dans la compétition en proposant aux Européens d'acheter ou de louer des Antonov AN-124. Mais, face aux offres américaines, l'espoir qu'elle réussisse à les convaincre est des plus improbables.

BACHELIERS 2002

➤ **PRÉPAREZ SCIENCES PO EN 1 SEMESTRE (JANVIER-MAI)**

➤ **ET INTÉGREZ LA 2^{ÈME} ANNÉE**

ISTH
01 42 24 10 72
www.isth-es.com

ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS - PRIVÉS

Irak : la définition du « casus belli » divise la communauté internationale

Les tirs de la défense anti aérienne de Bagdad sont mis en cause

LES TIRS de la défense anti-aérienne irakienne contre les avions américains et britanniques qui survolent le nord et le sud de l'Irak constituent-ils des « violations patentes » de la résolution 1441 du Conseil de sécurité de l'ONU ? Oui, répond Washington. Non, disent de façon plus ou moins claire d'autres gouvernements. Une polémique à fleurets mouchetés et à distance a opposé, à ce sujet, mardi 19 novembre, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, au porte-parole du département d'Etat, Scott McClellan, et au secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld. « Je ne pense pas que le Conseil de sécurité dira qu'il s'agit d'une violation de la résolution 1441 », a déclaré M. Annan lors d'une visite à Pristina, au Kosovo. Washington pense le contraire et la résolution 1441 autorise les Etats-Unis « s'ils le veulent, à la soumettre au Conseil de sécurité » de l'ONU, a déclaré M. McClellan. « Je ne sais pas s'il [M. Annan] reflète le point de vue des Nations unies. Le centre de gravité c'est le Conseil de sécurité », a renchéri M. Rumsfeld. « Il serait imprudent d'attendre la sécurité de personnels chargés d'accompagner les inspecteurs dans telle ou telle mission. Prenant une certaine distance avec Washington, le ministre britannique de la défense, Geoff Hoon s'est borné à déclarer mercredi que Londres a « toujours pris ces tirs avec le plus grand sérieux. Nos avions ont le droit, conformément au droit international d'y répondre ». Et « ce sera au Conseil de sécurité d'en discuter une fois que toutes les preuves auront été rassemblées ». La veille, la France s'était réfugiée dans une circonlocution qui la distancie elle aussi des Etats-Unis. « Nous sommes aujourd'hui dans une séquence où l'essentiel consiste à mettre en œuvre la résolution 1441 (...) Il appartient à MM. Hans Blix et Mohammed Al-Baradei [les chefs des missions d'inspection de l'ONU] de saisir le Conseil de sécurité en cas d'éventuels manquements de l'Irak à ses obligations en matière de désarme-

ment et de non prolifération », a estimé le Quai d'Orsay. Depuis la fin de l'opération « Renard du désert », menée en décembre 1998 par les Etats-Unis et le Royaume uni contre l'Irak, les avions des deux pays qui survolent le nord et le sud du territoire irakien, bombardent quasi quotidiennement des cibles en Irak. Ces bombardements sont consécutifs à des tirs de la DCA irakienne, assurent les Américains et les Britanniques. Les Irakiens disent l'inverse.

Les zones d'exclusion aériennes ne sont explicitement prévues par aucune des résolutions de l'ONU relatives à l'Irak

Les régions survolées sont celles qui ont été délimitées « zones d'exclusion » de l'aviation irakienne, après que Bagdad eut écrasé dans le sang les révoltes chiite et kurde au printemps 1991. Elles se situent au nord du 36° parallèle (dans une partie du Kurdistan) et au sud du 33°, et ont pour objectif d'assurer la protection des populations de ces deux régions. Elles ne sont explicitement prévues par aucune des résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'Irak et correspondent à une interprétation américano-franco-britannique de la résolution 688 du Conseil, qui exige de l'Irak le respect des droits de l'homme. Les diplomates à l'ONU font remarquer que la résolution 688 est l'une des rares concernant l'Irak qui ne soit pas placée sous le Chapitre VII de la Charte, qui autorise la communauté internationale au recours à la force. L'Irak considère pour sa part que ces « zones d'exclusion » sont des violations de sa souveraineté.

Dès 1996, la France s'est retirée du dispositif d'observation du nord (dit Northern Watch) et en 1998, Paris a refusé de suivre ses partenaires lorsque, après l'opération « Renard du désert », ils ont décidé de porter du 32° au 33° parallèle la « zone d'exclusion » dans le sud (Southern Watch). Les appareils français ne se sont jamais joints depuis 1998 à la mini-guerre menée par les Britanniques et les Américains.

Corine Lesnes, à New York
et Mouna Naïm

Un nouvel attentat à Jérusalem a fait au moins onze morts

Il s'agit de la première action kamikaze depuis le 31 juillet dans la ville sainte. Des écoliers figurent parmi les victimes

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Une nouvelle fois, à la télévision israélienne, les programmes se sont interrompus pour laisser la place à une carte marquée d'une flamme rouge et aux récits des témoins par téléphone. Il était un peu plus de 7 heures du matin, jeudi 21 novembre, lorsqu'un kamikaze a déclenché la bombe qu'il portait sur lui, à bord de l'autobus dans lequel il avait pris place, à la périphérie sud-ouest de Jérusalem. L'avant du véhicule, bondé à cette heure de très forte affluence, a été soufflé par l'explosion. Au moins onze morts, outre l'auteur de l'attentat, et une quarantaine de blessés dont certains dans un état très grave étaient dénombrés par la police jeudi en fin de matinée. Parmi eux figuraient des enfants sur le chemin de l'école.

Il s'agit de la première opération terroriste perpétrée à Jérusalem depuis l'attentat commis le 31 juillet à l'université hébraïque qui a coûté la vie à huit personnes. En juin, un autre attentat sanglant contre un bus assurant la liaison entre le quartier de colonisation de Gillo et le centre ville, avait amené les autorités israéliennes à lancer l'opération « Voie ferme », qui a pris le relais de « Mur de protection », en avril. « Voie ferme », toujours en cours, s'est soldée par la « reconquête » durable des anciennes zones autonomes palestiniennes, qui sont également soumises au couvre-feu. Les principales agglomérations de Cisjordanie ont, par ailleurs, été la cible d'interventions militaires ponctuelles, ces dernières semaines, à la suite d'attentats ou d'attaques palestiniennes perpétrées en Israël et dans les territoires occupés. Dans le cas de Tulkarem, Naplouse et Hébron, ces opérations ne sont pas encore terminées.

A la suite de cette nouvelle action kamikaze, le premier ministre Ariel Sharon s'est entretenu avec le ministre de la défense, Shaoul Mofaz. « Les consignes adéquates ont été données à l'armée, et il n'y a

pour l'heure pas lieu de réunir le cabinet de sécurité », a indiqué, à l'AFP, Raanan Gissin, porte-parole du gouvernement sans fournir de précisions sur ces consignes. « Israël doit riposter rapidement afin d'endiguer une nouvelle vague d'attentats terroristes », a-t-il ajouté précisant que l'auteur de l'attentat est venu de Bethléem. « C'est tout à fait symptomatique, car l'armée israélienne a quitté cette ville (en août), et c'est la réponse des Palestiniens au geste d'Israël. C'est aussi ce qui s'est passé à Hébron » où l'armée a quitté fin octobre le secteur autonome.

TSahal à BETHLÉEM

Dès jeudi matin, sans que cela soit une réplique à l'attentat, l'armée a pénétré à Bethléem et procède

à une tique opposée à toute attaque contre des civils, qu'ils soient Palestiniens ou Israéliens ». De Prague, George W. Bush s'est déclaré « profondément perturbé ». Si aucun groupuscule militaire israélien n'avait encore revendiqué l'attentat, jeudi matin, un responsable du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), Abdel Aziz al-Rantissi, a estimé dans un entretien à la chaîne d'information qatarie Al-Jazira, que « de telles opérations doivent se poursuivre (...) il n'y a pas de raison qu'elles s'arrêtent. Le peuple palestinien n'est pas le seul à être assassiné, il faut tuer tout criminel sioniste ». La semaine dernière, au Caire, des délégations du Hamas et du Fatah, le parti du chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, s'étaient ren-

Sept Palestiniens tués à Tulkarem, mardi

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a « déploré », mercredi 20 novembre, les violences qui ont coûté la vie mardi à Tulkarem (Cisjordanie) à « au moins sept Palestiniens dont trois adolescents ». Dans un message, il « presse une nouvelle fois le gouvernement israélien de cesser de faire un usage excessif de la force dans les secteurs civils ». « Six des morts sont le résultat d'un raid militaire », déclare également M. Annan. Une douzaine de personnes ont été blessées.

D'autre part, deux Palestiniens armés ont été ensevelis, mercredi matin, sous les débris de deux maisons abandonnées détruites par des obus de chars et des bulldozers près de la colonie de Kfar Darom dans le sud de la bande de Gaza.

Enfin, plusieurs dizaines de blindés israéliens ont opéré durant plusieurs heures au cours de la nuit de mercredi à jeudi dans quatre localités de la bande de Gaza, faisant trois blessés dont un chauffeur d'ambulance et un adolescent de quinze ans. — (AFP.)

dé à plusieurs arrestations de Palestiniens. Toutefois en réaction à cette attaque meurtrière, le gouvernement a exclu toute discussion sur le plan de paix élaboré par le quartet (Etats-Unis, ONU, Russie, Union européenne). « C'est bien joli de parler de feuille de route, mais les feuilles de route ne vont aller nulle part tant que les citoyens israéliens ne seront pas capables de conduire en sécurité sur leurs propres routes pour aller à l'école, sur leur lieu de travail ou chez eux », a déclaré à l'AFP, Ron Prossor, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Il se réferait ainsi au document adopté dans ses grandes lignes le 17 septembre à New York qui prévoit notamment la création par étapes d'un Etat palestinien d'ici à 2005. Son détail devrait être rendu public le 20 décembre. Mais, d'ores et déjà, le gouvernement d'Ariel Sharon avait exprimé des réserves sur ce plan.

L'Autorité palestinienne a immédiatement condamné « le meurtre d'innocents conformément à sa poli-

contrées pour dresser un bilan des deux ans écoulés. Le Fatah, soutenu par l'Égypte et l'Arabie saoudite et des représentants de l'Union européenne, avait plaidé en faveur d'un cessez-le feu. Le Hamas, en dépit des pressions, avait refusé de s'engager publiquement tout en se félicitant d'un dialogue qui l'avait, à cette occasion, posé, au grand déplaisir de M. Arafat, comme le pendant du Fatah.

Plusieurs proches du chef de l'Autorité palestinienne se sont récemment exprimés en faveur d'une trêve. Ils redoutent en effet que la poursuite des attentats ne renforce encore le camp du premier ministre, Ariel Sharon, donné grand favori pour les prochaines élections générales fixées au 28 janvier. Car la campagne électorale est d'ores et déjà lancée en Israël. Sur les flancs de l'autobus ravagé par l'attentat de jeudi matin figurait d'ailleurs une publicité en faveur du parti ultra-orthodoxe Shass.

Gilles Paris

Des avions-espions américains et français pour la mission Blix

LES ÉTATS-UNIS et la France sont prêts à mettre des avions-espions au service des inspecteurs de l'ONU chargés de contrôler le désarmement de l'Irak, si leur chef, Hans Blix, le réclame, indépendamment des informations qu'il peut obtenir de satellites-espions commerciaux en achetant la production.

Ainsi, des U2, modernisés par rapport à celui qui défraya la chronique, en 1960, pour avoir été abattu au cours d'une mission au-dessus de l'URSS, sont d'ores et déjà disponibles. Ces appareils américains avaient été utilisés lors de précédentes inspections en Irak, entre 1991 et 1998. A l'époque, les pilotes étaient libres de déterminer, à l'improviste, les objectifs à photographier. Et l'on doit à l'un d'entre eux la découverte d'un site de bombes R-400A qui contenait un agent toxique, le bacille botulique, et que Bagdad n'avait pas déclaré.

De son côté, la France a déjà utilisé, en Afghanistan, deux de ses avions-espions Mi-

rage IVP pour recenser des cibles attaquées par les Américains et par les Super-Etendard du porte-avions Charles-de-Gaulle. Depuis les Emirats arabes unis, où ils étaient basés, ces appareils ont accompli pas moins de 77 missions, soit 450 heures de vol au total entre fin octobre 2001 et début février 2002. La France a déployé à Al-Kharg, en Arabie saoudite, des avions Mirage F1CR de reconnaissance, qui continuent de pouvoir s'y entraîner. Mais, si des Mirage IVP à capacité d'avantage stratégique sont prêts, ces Mirage F1CR ne seront pas mobilisés pour les besoins des inspecteurs en Irak.

PIÉGER LES LABORATOIRES MOBILES

Pourquoi la mission confiée à M. Blix ferait-elle appel à ces U2 et à ces Mirage IVP ? Pour contrôler des sites fixes et identifiés, les satellites-espions suffisent. En revanche, pour des installations mobiles — comme ces camions-laboratoires de la guerre chimique et biolo-

gique dont les Britanniques assurent l'existence — ou pour des sites dissimulés, voire transférables d'un lieu à l'autre pour contourner les inspections, un avion-espion qui peut modifier sa navigation sur demande peut produire un effet de surprise et « piéger » sur place les auteurs d'activités secrètes.

Il semble que l'une des missions dévolues à ces avions-espions sera de lever le voile sur le sort de certains missiles sol-sol Scud, du type de la trentaine qui frappèrent Israël en 1991. Bagdad est suspecté de détenir plusieurs dizaines de Scud en pièces détachées, qui pourraient être assemblées pour que ces engins soient opérationnels le jour où... C'est ce qui explique que l'ONU a demandé à Paris d'envoyer, auprès de Hans Blix, sept experts « missiliers » sur les vingt et un inspecteurs français membres de sa commission de vérification.

Jacques Isnard

Le général Al-Khazraji, opposant irakien en exil, a été arrêté au Danemark

JUSQU'À L'ÉTÉ, le général Nizar Al-Khazraji n'était connu que des Irakiens, de ceux qui aux Etats-Unis planchent sur l'après-Saddam Hussein et des exégètes du vaste réseau d'opposants au régime de Bagdad. C'est seulement en juillet que son nom parvint aux oreilles d'un plus large public, à l'occasion de la réunion à Londres d'un congrès d'anciens officiers irakiens qui ont fui leur pays et rejoint les rangs de l'opposition. Cet ancien plus haut gradé des militaires irakiens en exil, chef d'Etat-major de l'armée dans les années 1980, fut alors publiquement présenté comme un possible successeur de M. Hussein après le renversement du régime.

Les Etats-Unis, qui étaient les inspirateurs de cette conférence, étaient — et sont peut-être encore aujourd'hui — à la recherche d'un ou de plusieurs hommes politiques sunnites, capables de « renflouer le maillon faible de l'opposition, sa composante sunnite précisément »,

pour reprendre l'expression d'un opposant.

Le général Al-Khazraji ne participait pas toutefois à ce forum, parce qu'au Danemark, où il réside depuis 1999, il faisait l'objet d'une enquête pour crimes de guerre. Des plaintes avaient été déposées contre lui, notamment par des familles kurdes, qui le tiennent pour responsable des exactions commises au Kurdistan par l'armée irakienne, et de l'utilisation d'armes chimiques dans cette région, lors de la guerre Irak-Iran (1980 à 1988).

TÉMOIGNAGES

Mardi 19 novembre, le général Al-Khazraji a été placé en résidence surveillée par un tribunal danois, qui veut l'empêcher d'échapper à de possibles poursuites. Cette mesure a été prise après que l'intéressé eut demandé à l'office de l'immigration un document de voyage pour partir à l'étranger, vraisemblablement en Arabie saoudite. L'ancien chef d'Etat-major a aussitôt dénon-

cé une conspiration du régime irakien et de ceux qui sont à sa solde. Plusieurs responsables de l'opposition ont volé à son secours, affirmant qu'il n'avait fait qu'exécuter des ordres, donnés, disent certains, par le général Ali Hassan Al-Majid, le ministre de la défense, par Saddam Hussein en personne, affirmant d'autres. La justice danoise a recueilli des témoignages dans les deux sens. Il n'est pas le premier responsable, mais il porte sans doute « une part de responsabilité » commente un opposant.

Le général Al-Khazraji, aujourd'hui âgé de 64 ans, n'a pas approuvé l'invasion du Koweït par l'Irak en août 1991. Il a fui son pays quatre ans plus tard, d'abord pour la Jordanie, puis pour le Danemark. Comme d'autres officiers, tel le général Wafiq Al-Samarraï, ancien chef des services de renseignements, il savait que quiconque commençait à bénéficier de la moindre popularité au sein de l'armée ou était suspect de résistance, était un

mort en sursis, explique Ahmad Bamarni, le représentant en France de l'Union patriotique du Kurdistan. Ainsi, pour avoir été le « héros » de la libération de Fao, lors de la guerre contre l'Iran, le général Maher Rachid a-t-il été mis à la retraite et placé en résidence surveillée. Il n'a dû cette « clémence » qu'au fait qu'il est le beau-père de l'un des fils de Saddam Hussein. D'autres ont été tués, tels Fadel Barak et Rafah Takriti, ajoute-t-il.

Dans des déclarations publiées en mars par l'hebdomadaire américain Newsweek, le général Al-Khazraji, se disait convaincu que l'armée se soulèverait contre Saddam Hussein. Il souffra de bombardements intensifs et bien ciblés et d'une certaine organisation des militaires en exil qui ont gardé des contacts avec des officiers d'active. « Cela aura un effet boule de neige (...) J'ai dirigé cette armée et je connais mes hommes », assurait-il alors.

M. Na.

PLANTU

LA FRANCE À LA BAGUETTE



L'actualité croquée par Plantu et un dossier spécial

« Mes 30 ans au Monde »

www.seuil.com

Seuil

Le Pentagone envisage de croiser des fichiers informatiques pour prévenir des actes terroristes

Confié à l'ex-amiral John Poindexter, naguère impliqué dans le scandale de l'Irangate, ce vaste projet de surveillance électronique est critiqué comme atteinte aux libertés individuelles

WASHINGTON
de notre correspondant

Les succès remportés par George Bush n'empêchent pas que des interrogations se fassent jour sur sa politique. Son adversaire démocrate de l'élection présidentielle, Al Gore, qui fait un retour parfaitement orchestré dans les médias et doit annoncer en décembre s'il entend affronter de nouveau M. Bush en 2004, félicite le président pour la façon dont il a réagi aux attentats du 11 septembre 2001, mais il le critique pour ce qu'il a fait depuis.

Fin septembre, déjà, M. Gore avait reproché à M. Bush de partir en guerre contre Saddam Hussein, alors qu'Oussama Ben Laden était toujours en liberté et que les réseaux d'Al-Qaïda n'étaient pas détruits. La diffusion d'un enregistrement de Ben Laden, le 12 novembre, lui a plutôt donné raison. « Il [le président] dit que Ben Laden est sa priorité, mais ce n'est pas ce qu'il fait », a déclaré M. Gore, mardi 19 novembre, sur CNN.

REPÉRER DES COMPORTEMENTS

Mercredi, invité de la radio publique NPR, l'ancien vice-président a attaqué sur un autre terrain, celui des libertés. Il a dénoncé le projet mis à l'étude au Pentagone et dirigé par un ancien collaborateur de Ronald Reagan, John Poindexter, projet qui vise à connecter toutes sortes de bases de données informatiques afin de repérer les personnes dont le comportement pourrait être interprété comme celui de terroristes se préparant à passer à l'action.

« Comment peut-on imaginer un projet pareil ? Et comment peut-on le confier à John Poindexter ? », a demandé M. Gore. Conseiller de M. Reagan pour la sécurité nationale, l'ex-amiral Poindexter a été impliqué, avec son prédécesseur,

Robert McFarlane, dans le scandale Iran-« contras », un complot destiné à aider financièrement la guérilla antisandiniste, au Nicaragua, malgré l'interdiction du Congrès. Condamné pour avoir menti dans ses dépositions, M. Poindexter a échappé à la prison en appel.

Sous-secrétaire à la défense, chargé de la technologie, Peter Aldridge a tenté, mercredi, de justifier ce projet baptisé « Total Information Awareness » (TIA), quelque

secrétaire, ce qui explique qu'il ait été choisi pour le diriger. Signe, toutefois, que le Pentagone est conscient de la méfiance que peut inspirer l'ex-amiral, M. Aldridge a précisé que M. Poindexter « ne fera pas fonctionner l'outil ». « Il le développe, il ne l'utilise pas », a-t-il ajouté.

Il y a un peu plus d'un an, le Pentagone avait lancé un appel d'offres pour tous procédés informatiques ou électroniques pouvant con-

un pays où la carte d'identité n'existe pas), les permis de conduire, les comptes bancaires, les compagnies aériennes, etc.

L'idée est simple : on peut savoir énormément de choses sur un individu en reliant les informations qu'il fournit lui-même. C'est le Big Brother du roman de George Orwell, 1984, sous la forme d'un gigantesque ordinateur.

LA « VIE » D'UNE LISTE

Il se trouve qu'un projet de ce genre a été mis en œuvre dans l'autre sens, empiriquement, par le FBI, le Bureau fédéral d'investigation, après les attentats du 11 septembre. Le *Wall Street Journal* a révélé, mardi, que la police fédérale a communiqué une liste de personnes qu'elle considérait comme suspectes à d'innombrables entreprises, parmi lesquelles les compagnies de location d'automobiles, les compagnies aériennes, les entreprises de transport routier, les banques, les industries chimiques et pharmaceutiques et les casinos.

Le quotidien de New York explique que cette liste a acquis une « vie propre » : ses premiers destinataires l'ont transmise à d'autres, elle est passée sur l'Internet, elle s'est développée au fil des homonymies ou des erreurs orthographiques commises par certains systèmes. Des centaines de personnes sont ainsi enregistrées sur des centaines de fichiers comme suspects de terrorisme.

Le responsable du Pentagone qui s'est exprimé mercredi n'a rien dit qui donne à penser que le gouvernement s'apprêterait à renoncer au projet TIA. La veille, le ministre de la justice, John Ashcroft, avait paru défendre le principe d'une surveillance informatique généralisée.

Patrick Jarreau

Le nouveau ministère de la sécurité est créé

Un proverbe américain dit qu'il y a deux produits dont il vaut mieux ne pas observer la fabrication : les saucisses et les lois. La création du ministère de la sécurité du territoire a dégagé de tels effluves d'arrière-cuisine que même certains sénateurs républicains se sont pincé le nez. Cependant, par un vote quasi unanime – 90 voix contre 9 –, mardi 19 novembre, le Sénat a créé une vaste administration regroupant 22 services et employant 170 000 personnes. Les députés républicains ont accroché à cette réforme des cadeaux pour certaines entreprises ou institutions. Des compagnies pharmaceutiques et des fournisseurs de matériel électronique échapperont aux poursuites en cas de malversations ; une université du Texas accueillera l'institut de recherches lié au ministère ; et le fabricant de médicaments Eli Lilly ne pourra pas être poursuivi pour un vaccin au mercure accusé de provoquer l'autisme. Des sénateurs républicains ont menacé de voter avec les démocrates contre ces dispositions, mais la Maison Blanche a exercé de fortes pressions pour les faire rentrer dans le rang. – (Corresp.)

choses comme « vigilance informatique totale ». Le Bureau de la vigilance informatique, doté d'une devise en latin – *Scientia est potentia*, la science est puissance –, a été créé, en février, par la Darpa, l'Agence des programmes de défense avancés. Celle-ci est l'héritière de l'Arpa, auréolée du prestige d'avoir inventé l'Internet. TIA, a expliqué M. Aldridge, « est un projet de recherche important, destiné à déterminer la possibilité d'utiliser certaines transactions et certains événements pour repérer les terroristes et intervenir avant qu'ils n'agissent ».

M. Poindexter, qui s'est reconverti dans l'informatique, « est passionné par ce projet », a ajouté le sous-

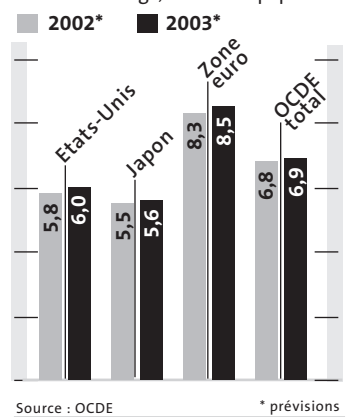
tribuer à la lutte contre le terrorisme et à la sécurité du territoire. Etaient décrits, notamment, dans le cahier des charges, des systèmes permettant de repérer des types de comportement pouvant révéler l'existence d'un projet terroriste. Sans doute M. Poindexter et la société dont il est le vice-président, Syntek Technologies, ont-ils présenté leur projet, qui a pu bénéficier des relations de l'ex-amiral. Le résultat est la mise à l'étude d'un dispositif permettant de passer en revue des fichiers informatiques aussi différents que les cartes de crédit, la Sécurité sociale (régime de retraite général, délivrant un numéro qui sert d'identifiant dans

L'OCDE révisé en forte baisse ses prévisions pour 2003

Croissance de 2,2 % pour les 29 pays de la zone

36 MILLIONS DE CHÔMEURS

Taux de chômage, en % de la pop. active



mois plus tôt. Les Etats-Unis ne sont plus crédités que d'une croissance de 2,6 % (contre 3,5 % en avril), ce qui rejoint la dernière estimation du Fonds monétaire international. En revanche, l'OCDE est moins optimiste que le FMI sur la vigueur de la reprise dans la zone euro : il rabote d'un point la prévision de croissance par rapport à avril, de 2,8 % à 1,8 %, alors que le FMI maintient 2,3 %.

« 2002 a été beaucoup plus faible et cela pèse naturellement sur 2003 », dit M. Cotis, qui estime qu'il faut « encore six mois pour qu'on émerge à nouveau ».

DEUX FOYERS DE RISQUES

L'enchaînement des événements a été diabolique : le recul des marchés boursiers s'est poursuivi en 2002, entraînant une dégradation du climat d'investissement ; les investisseurs se sont montrés, et se montrent toujours, moins enclins à prendre des risques ; les consommateurs ont vu leur patrimoine boursier se dévaloriser ; cette baisse des cours influe directement sur les dépenses des ménages.

Les Perspectives tablent donc sur « une certaine langueur » de la conjoncture dans la plupart des pays de l'OCDE jusqu'au milieu de 2003, suivie d'un raffermissement progressif à l'horizon 2004.

Ce scénario n'est pas sans risque, estime, malgré tout, les experts : nouveaux chocs sur les marchés financiers, qui différerait encore l'investissement des entreprises ; éventuelle nouvelle réduction du patrimoine des ménages liée à une baisse des prix de l'immobilier ; résorption désordonnée des déséquilibres internationaux ; crise des économies émergentes ou forte hausse du prix du pétrole.

Dans son scénario, l'OCDE ne retient que deux foyers de risques principaux : aux Etats-Unis, où la consommation des ménages « pourrait s'essouffler » avant la reprise de l'investissement, si cette dernière tarde trop. Au Japon et en Allemagne, où la consommation des ménages reste peu dynamique, les problèmes actuels (secteur bancaire pour le premier, marché du travail pour le second) ont « une importante dimension structurelle » et sont, par conséquent, « durablement enracinés » avec des conséquences négatives pour la confiance et la vigueur de la reprise attendue.

Dans ce contexte, estime l'OCDE, il est « crucial » de tirer le meilleur parti des politiques macro-économiques. Le scénario tient compte du relâchement récent de la politique monétaire américaine et du souci de la Réserve fédérale d'intervenir à nouveau, si nécessaire. Il intègre aussi, à brève échéance, une réduction de 50 points de base des taux de la Banque centrale européenne, « sur fond d'atténuation des pressions inflationnistes et de reprise molle ».

L'organisation se garde d'évoquer les conséquences d'un conflit en Irak et reste sur le plan strictement technique. Elle table sur un prix moyen du pétrole importé « au voisinage » de 26 dollars jusqu'à fin 2003, ce qui comporte déjà une « prime de risque ». Selon les experts, une augmentation temporaire du prix du baril de 10 dollars pendant une année pousserait l'inflation d'un demi-point à la hausse et réduirait la production d'environ un quart de point.

Babette Stern

Un témoignage implique Zacarias Moussaoui dans le 11 septembre 2001

NEW YORK

de notre correspondant

Zacarias Moussaoui parviendra-t-il à échapper à la peine de mort ? Jour après jour, le Français de 34 ans, seule personne accusée par la justice américaine d'avoir préparé les attentats du 11 septembre 2001, voit son système de défense s'affaiblir. Il a reconnu être membre d'Al-Qaïda, il a proclamé à plusieurs reprises son allégeance à Oussama Ben Laden, mais il a toujours nié avoir un lien avec les attaques du 11 septembre. Cette dernière affirmation est aujourd'hui contredite par le témoignage de Ramzi Ben Al-Shaiba, un Yéménite de 30 ans, arrêté en septembre au Pakistan et interrogé par les Américains. Ramzi Ben Al-Shaiba, qui était membre de la cellule basée à Hambourg est considéré comme l'un des organisateurs des attentats sur le territoire américain.

Selon l'acte d'accusation, Zacarias Moussaoui aurait eu au moins un contact téléphonique avec Ramzi Ben Al-Shaiba à la fin de juillet 2001.

Celui-ci lui a envoyé, au début d'août, 14 000 dollars d'Allemagne en deux virements. Le Français semble alors avoir été mobilisé en hâte et envoyé s'entraîner sur des simulateurs de vol à Minneapolis (Minnesota), où son comportement suspect conduira à son arrestation, le 16 août. Si la justice américaine parvient à prouver qu'il avait connaissance au moins en partie des attentats en préparation, il en devient de fait le complice, n'ayant rien dit aux autorités.

RENCONTRE EN AFGHANISTAN

Selon des informations publiées par le *Washington Post* du 20 novembre, puis confirmées par des officiels américains, Ramzi Ben Al-Shaiba a affirmé au FBI que Zacarias Moussaoui a rencontré en Afghanistan, pendant l'hiver 2000-2001, Khaled Cheikh Mohammed, le directeur des opérations d'Al-Qaïda et le cerveau des détournements du 11 septembre. Khaled Cheikh Mohammed est considéré aussi comme l'organisateur de l'attentat de 1993 contre

le World Trade Center et de l'assassinat au Pakistan, au début de l'année, du journaliste américain Daniel Pearl.

Khaled Cheikh Mohammed aurait fourni à Zacarias Moussaoui des noms de contacts aux Etats-Unis. Ramzi Ben Al-Shaiba a confirmé lui avoir donné l'adresse électronique d'un membre du réseau et lui avoir transféré de l'argent. Toujours selon l'acte d'accusation, Zacarias Moussaoui aurait bien voyagé, début décembre 2000, de Hambourg à Londres et pris, le 9 décembre, un vol pour le Pakistan. Il serait revenu en Angleterre, le 7 février 2001. Deux semaines plus tard, il se rendait aux Etats-Unis et s'inscrivait dans une première école de pilotage à Norman (Oklahoma).

Mais Ramzi Ben Al-Shaiba et Khaled Cheikh Mohammed doutaient de ses capacités et de sa discrétion. Ils auraient décidé de ne l'utiliser qu'en dernier ressort.

Eric Leser

La France épinglée pour son budget

« L'exécution du budget 2002 a donné lieu à un net relâchement de la politique budgétaire, le dépassement étant pour près de moitié d'origine structurelle », souligne l'organisation de coopération et de développement économiques. « Le projet de budget pour 2003 ne comporte pas de mesures bien définies visant à corriger ces dérapages, de sorte que la situation budgétaire pourrait se dégrader encore davantage si la faiblesse conjoncturelle persiste », poursuit l'OCDE qui table, pour la France, sur une croissance de 1 % en 2002 et de 1,9 % en 2003. « Afin d'éviter que la dette publique ne dépasse 60 % du PIB et pour assurer la viabilité future des finances publiques, face notamment à l'alourdissement des obligations au titre des retraites, d'importantes économies budgétaires devront être réalisées dans le proche avenir. »

Le ministre de l'économie, Francis Mer, a affirmé, mercredi 20 novembre, que l'estimation de 2,8 % de déficit public en 2002 et de 2,6 % en 2003 « n'est pas remise en cause ».

Espace Suffren

40 ter, av. de Suffren
Paris 15

Tél. : 01 53 58 10 00

Concession Volkswagen

Michel Ange

97, rue Michel Ange
Paris 16

Tél. : 01 40 71 12 12

Concession Volkswagen

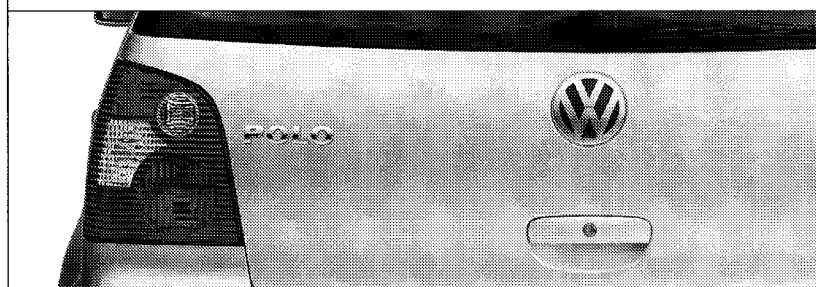
Lamartine

181, av. Victor Hugo
Paris 16

Tél. : 01 44 05 34 90

Agent Volkswagen

L'entretien, l'autoradio, la climatisation⁽²⁾, la peinture métallisée... et le service compris !



Polo 1,2 65 ch avec Abrégio Location 290 €/mois

Profitez d'une Polo 1.2 65 ch à 290€⁽¹⁾ par mois et de la Climatisation 'Climatic' pour 1€⁽²⁾ de plus. Elle est dotée en plus, de la peinture métallisée, d'un autoradio CD et de l'entretien pendant 36 mois ou 50 000 km.

Polo. Tant de réponses sans question



3615 Volkswagen (0,02 € l'accès, 0,20 € la minute) - 0 825 02 25 25 (0,15 € la minute). Consommations de la Polo 1.2 65 ch CE 93/116 (l/100 km) poids à vide minimal - maximal : cycle urbain / extra-urbain / mixte : 7,6 - 7,7 / 5,1 / 5,9 - 6,0 / (CO₂) (g/km) : 142 - 144.

(1) Contrat Abrégio Location. Location avec option d'achat pendant 37 mois, avec assurance Garantie Capital Auto GCA Plus incluse. Exemple pour une Polo 1.2 65 ch 5 portes au prix total de 13851 € TTC. tarif avec option au 01/08/02, incluant la peinture métallisée, un autoradio CD, la climatisation 'Climatic' et l'entretien du véhicule pendant 36 mois et 50000 km. Dépôt de garantie de 2077,65 € et premier loyer majoré de 692,55 € suivi de 36 loyers de 289,49 €. Option d'achat en fin de contrat : 5401,89 € ou reprise du véhicule en fin de contrat suivant engagement sous conditions de votre Concessionnaire. Coût total en cas d'acquisition 16516,08 €. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 20/12/02 chez vos Concessionnaires Espace Suffren et Michel Ange, sous réserve d'acceptation du dossier par VOLKSWAGEN FINANCE SA, 11 avenue de Boursonne - 02600 Villers-Cotterêts - RC. Soissons B 642 032 148. (2) Climatisation 'Climatic' pour 1 € de plus, valable pour toute commande de Polo neuve de finition de base livrée entre le 01/11/02 et le 20/12/02.

MÉDAILLE D'OR 2001 concours NF ameublement

DETAILLANT - GROSSISTE VEND AUX PARTICULIERS

Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

MIEUX QUE DES SOLDÉS

MATELAS • SOMMIERS

Vente par téléphone possible fixes ou relevables - toutes dimensions.

SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX
Garantie 5 et 10 ans

CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC

Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

MOBECO

247, rue de Belleville - Paris 19^{ème}
148, av. de Malakoff - Paris 16^{ème}
50, avenue d'Italie - Paris 13^{ème}

01.42.08.71.00 - 7j/7

5500 m² d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Au Brésil, à la faveur d'une transition tranquille, les « hommes de Lula » sortent de l'ombre

La date de l'investiture de Luiz Inacio da Silva, élu le 27 octobre, n'est cependant pas arrêtée, le real évolue en dents de scie, et la composition du gouvernement de coalition reste incertaine

BRASILIA

de notre envoyé spécial
« La transition est trop longue, le Brésil flotte », résume un diplomate. La date de l'intronisation de Luiz Inacio Lula da Silva, le fondateur du Parti des travailleurs (PT) élu à la présidence le 27 octobre, est devenue incertaine : constitutionnellement, elle est fixée au 1^{er} janvier, mais Lula voudrait la repousser au 6 janvier pour faciliter la présence de chefs d'Etat étrangers. Le real n'en finit pas de tanguer : après avoir perdu, la semaine dernière, 5 % par rapport au dollar, la monnaie brésilienne a été cotée en légère hausse, mercredi 20 novembre. Le manque d'indices sur la composition de la future équipe économique attise la nervosité du marché des changes. En revanche, Brasilia baigne dans une quiétude un brin insolite.

Journaliste au *Correio Braziliense* depuis la fondation de Brasilia en 1960, Ari Cunha, éditeur politique, ne se souvient pas d'une alternance « aussi sereine ». La capitale fédérale, selon lui, « est habituée aux successions orageuses. Mais Fernando Henrique Cardoso [le président sortant] et Lula se respectent ». Isolés sur la berge du lac Paranoa, les locaux du centre culturel de la Banco do Brasil sont le théâtre d'une routine illustrant les bonnes dispositions du président sortant à l'égard de son successeur : formée d'une centaine de représentants du gouvernement et du président élu, une « commission de transition », divisée en cinq groupes de travail, y prépare la passation des pouvoirs dans une ambiance on ne peut plus cordiale.

Sans craindre de faire languir les milieux d'affaires, Lula poursuit sa tournée nationale de « consultations politiques » en vue de former un gouvernement de coalition, dont il fait pour l'heure le plus grand mystère. En attendant, dans la capitale, ses hommes de confiance tiennent le haut du pavé.

Ex-coordonateur du programme

de gouvernement du candidat du PT, devenu celui de la « commission de transition », Antonio Palocci a officiellement renoncé, mercredi, à son mandat de maire de Ribeiro Preto, dans l'Etat de Sao Paulo, après avoir reçu, deux jours plus tôt, un hommage appuyé de Lula dans cette ville d'un demi-

Dès sa prise de fonctions, Lula se retrouvera sous la tutelle du FMI, qu'il accusait de tous les maux il n'y a pas si longtemps

million d'habitants où l'ancien édile, jadis militant trotskiste, s'est fait le pionnier des privatisations façon PT.

Signe supplémentaire de sa promotion au premier cercle du pouvoir en gestation, c'est ce même Antonio Palocci qui a reçu, le lendemain, la mission du Fonds monétaire international (FMI), venue, conformément à l'accord conclu en août, examiner l'évolution des « fondamentaux » de l'économie brésilienne. « Cela ne nous prive pas de l'autonomie de fixer les paramètres de notre politique économique », a déclaré le représentant du président élu à l'issue de la rencontre, jugée « productive », à propos de l'engagement pris par Lula, avant et après sa victoire, de respecter tous les contrats internationaux, dont l'accord avec le FMI.

Dès sa prise de fonctions, le prochain président se retrouvera sous la tutelle d'un organisme qu'il accusait de tous les maux il n'y a pas si longtemps. Sur le crédit global de 30 milliards de dollars mis à la disposition du Brésil par le fonds,

24 milliards sont libérables en 2003. Mais seulement à condition que la cure d'austérité prescrite soit rigoureusement appliquée. C'est là que le bât pourrait blesser le jour où le premier président brésilien de gauche voudra s'attaquer aux revendications sociales les plus urgentes.

« Notre position est connue. Nous sommes contre », avise le député fédéral de Sao Paulo, José Dirceu, président du PT, en se référant au débat sur l'opportunité d'augmenter en 2003 l'excédent budgétaire primaire (hors service de la dette), fixé à 3,75 % du PIB dans l'accord. Cet ancien guérillero, qui a jadis fréquenté les camps d'entraînement cubains avant de se faire la cheville ouvrière du recentrage du PT, passe déjà pour la « future éminence grise de Lula ». En tant que coordinateur politique au Congrès, une tâche ingrate et prioritaire lui est assignée. Elle consiste, en reniant les revendications antérieures du parti, à freiner des quatre fers le réajustement du salaire minimum, actuellement de 200 reais (environ 60 euros), dans le projet de budget pour 2003 qui doit être approuvé par le Par-

lement avant la fin de l'année.

Au côté d'Antonio Palocci, ancien trotskiste, depuis longtemps converti aux lois du marché et coordinateur de la délégation du président élu au sein de la « commission de transition », José Dirceu apparaît comme l'une des pièces maîtresses du dispositif qui se met en place. Homme de l'ombre, il se retrouve en première ligne dans les tractations pour trouver une majorité présidentielle au Parlement. Une mission d'autant plus délicate que des réticences se font jour parmi les alliés du PT au second tour de la présidentielle.

Gouverneur sortant et sénateur élu de l'Etat amazonien de l'Amapa, Joao Capiberibe vient de participer à Brasilia à une réunion du comité exécutif du Parti socialiste brésilien (PSB), dont il est l'un des fondateurs, convoquée pour examiner une possible alliance avec le PT. Ayant administré son Etat pendant huit ans avec l'appui du PT, avec lequel il a fini par se brouiller, il se méfie de la « tendance hégémonique » du PT.

Jean-Jacques Sevilla

Exécution au Missouri du condamné William Jones

WASHINGTON. Un condamné à mort de 37 ans, William Jones, a été exécuté par injection, mercredi 20 novembre, à Kansas City (Missouri). William Jones avait été condamné pour avoir tué un homme de cinq coups de couteau afin de lui voler sa voiture. Il avait affirmé s'être défendu contre les avances de la victime, rencontrée dans un parc fréquenté par des homosexuels. Le meurtre avait été commis en 1986. Le Missouri a rétabli la peine de mort en 1989. William Jones a été défendu par l'association française Ensemble contre la peine de mort. Celle-ci a fait signer une pétition au Parlement européen, mardi, demandant au gouverneur du Missouri de commuer sa peine. Gerti Jones, de nationalité autrichienne, que le condamné avait rencontrée sur l'Internet et épousée en prison, a assisté à l'exécution. - (Corresp.)

Union européenne: soupçon d'irrégularités en France

BRUXELLES. L'Office européen de lutte anti-fraude (Olaf) a indiqué, mercredi, avoir ouvert une enquête sur des soupçons de mauvaise gestion de subventions allouées par la direction générale presse de la Commission européenne au titre de la politique d'information. « Pour éviter toute perception de conflit d'intérêt, il a été décidé, dans l'intérêt du service, de réaffecter à Bruxelles deux fonctionnaires de la représentation de la Commission à Paris », a précisé, dans un communiqué, Jonathan Faull, directeur-général responsable de la presse. Les fonctionnaires concernés sont Jean-Louis Giraudi, directeur de la représentation de l'Union en France, ainsi que l'administrateur Frédéric Magloire. - (Corresp.)

DÉPÊCHE

■ CÔTE D'IVOIRE: les rebelles ont rejeté comme « diversion », mercredi, la proposition du président Laurent Gbagbo d'un référendum constitutionnel, à la fin 2003 ou au début 2004, pour abroger les restrictions d'éligibilité. Un nouveau round de négociations directes devait s'ouvrir, jeudi à Lomé, sous l'égide du président togolais Eyadéma. - (AFP.)

Le fils du président Chissano est mis en cause dans le meurtre d'un journaliste mozambicain

Carlos Cardoso a été assassiné en 2000

MAPUTO

correspondance

Pour la seconde fois, le nom du fils du président mozambicain Joaquim Chissano a été cité comme « commanditaire » du meurtre du journaliste Carlos Cardoso, au cours du procès contre six prévenus qui s'est ouvert lundi 18 novembre à Maputo. Mozambicain d'origine portugaise, Carlos Cardoso était le directeur du journal *Metical*, fondé en 1997, édité par fax et reconnu pour son sérieux et pour son indépendance. Cardoso enquêtait sur le plus grand scandale financier depuis l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise : le détournement de 14 millions de dollars lors de la privatisation d'une banque en 1996. Il a été assassiné en pleine rue, à Maputo, le 22 novembre 2000.

Deux ans après le meurtre, cinq suspects se retrouvent dans le box des accusés. Deux hommes d'affaires mozambicains d'origine pakistanaise et un ancien responsable de la banque sont accusés d'avoir commandité le meurtre, les deux autres prévenus de l'avoir exécuté. Le grand absent, jugé par contumace, est Anibal dos Santos Junior, surnommé « Anibalzinho », qui est accusé d'avoir assuré la partie logistique de l'assassinat. Le 1^{er} septembre, il a réussi à s'échapper de la prison de haute sécurité de Maputo. Pour la presse nationale, son évasion aurait été facilitée par des complicités de haut niveau, pour étouffer des révélations sur les « véritables commanditaires » du crime.

Cependant, deux accusés ont cité devant le tribunal le nom de Nyimpine Chissano, le fils du président de la République. Le premier inculpé a reconnu avoir participé au meurtre et a désigné le fils du chef de l'Etat comme le « commanditaire » de l'assassinat. Le second a indiqué avoir

servi d'intermédiaire entre Nyimpine Chissano et « Anibalzinho » pour des paiements devant atteindre 300 000 dollars. Cependant, aucune preuve pour ses allégations n'a été apportée jusqu'à présent.

Homme d'affaires prospère à la réputation sulfureuse, Nyimpine Chissano avait déjà été mis en cause par un témoin. Mais l'apparition tardive de son nom dans l'affaire n'avait pas permis que son dossier soit intégré au procès en cours. C'est aussi le cas d'Octavio Muthemba, ex-ministre de la justice et président du conseil d'administration de la banque incriminée, et d'Antonio Namburete, ancien procureur général, accusé d'avoir freiné l'enquête.

Pour des raisons de sécurité, le procès s'est ouvert dans l'enceinte de la prison de haute sécurité de la capitale, sous surveillance militaire. Les audiences sont néanmoins publiques, et le procès est retransmis en direct par la radiotélévision nationale. Quelques personnalités ont fait le déplacement pour assister au procès, dont Graça Machel, veuve du premier président mozambicain et épouse de Nelson Mandela, et Mia Couto, écrivain et ami de la victime. La mort brutale de Carlos Cardoso avait choqué l'opinion publique, très attachée à la liberté de sa presse depuis la fin de la guerre en 1992. Pour la société civile, ce procès doit être l'heure de vérité non seulement sur le cas Cardoso, mais aussi sur la valeur d'un système judiciaire sali par de nombreux scandales. Cité en exemple pour sa sortie pacifique d'une longue guerre civile, puis pour ses performances économiques (14 % de croissance en 2001), le Mozambique souffre aujourd'hui d'une corruption dans tous les rouages de l'Etat.

Jordane Bertrand



©2002 NextiraOne. Tous droits réservés.

VOIR

Portez un regard neuf sur les communications de votre entreprise.

Avez-vous hâte de savoir de quoi sera fait demain, ou la semaine prochaine, ou mieux encore, le mois prochain ? Si vous êtes un client NextiraOne, il y a des chances que la réponse soit oui. Parce qu'avec NextiraOne, l'avenir est plus simple. Qu'il s'agisse de voix, de données ou de centres de contacts, nous pensons qu'il n'est pas nécessaire de maîtriser un jargon technique pour comprendre l'intérêt de nos solutions de communication. Nos experts en sécurité vous apportent des solutions simples pour protéger l'activité de votre entreprise. La gamme complète de services en ligne NextiraOne vous libère de la complexité technologique. De plus, notre maîtrise de l'ensemble des technologies de la communication et notre collaboration avec les éditeurs et constructeurs leaders du marché, nous permettent de vous proposer des solutions sur mesure répondant exactement à vos besoins. Pour toutes ces raisons, près d'un demi-million d'entreprises et d'administrations dans le monde nous font déjà confiance. Découvrez-nous davantage sur www.nextiraone.com

nextiraOne

Les propriétaires du « Prestige », récidivistes des marées noires

Mare Shipping Inc., propriétaire du navire qui vient de couler au large des côtes ibériques, appartient à un trust dirigé par à un clan d'armateurs, les Coulouthros, basés à Londres et au Pirée. Ils ont été mêlés à deux autres naufrages, en 1979 et 1992

LONDRES

de notre correspondant

Derrière le propriétaire libérien du *Prestige*, la Mare Shipping Inc., se cache une famille d'armateurs grecs récidivistes en matière de marées noires : les Coulouthros. Le naufrage du pétrolier au large du Portugal est en effet le troisième sinistre auquel sont mêlés ces opérateurs basés à Londres et au Pirée, qui ont le goût du secret.

« Vous savez, les affaires de transport maritime sont toujours des histoires de famille, surtout en Grèce. Le père, ses fils, des bateaux, des cargaisons... » : c'est un expert qui parle. Il s'appelle Peter Swift, directeur général d'Intertanko, le groupement des opérateurs de tankers indépendants. La famille grecque Coulouthros, propriétaire du pétrolier *Prestige* qui a coulé au large du Portugal, figure parmi les membres de cette association professionnelle basée à Londres. A la lumière des conditions draconiennes d'admission dans ce « club », il s'agit indéniablement de gens honorables. Reste que dans un passé récent, deux bateaux appartenant à ce clan d'armateurs originaires de l'île d'Andros ont défrayé la chronique en provoquant des marées noires retentissantes.

Ainsi, en 1992, l'un de ses pétroliers, l'*Agean Sea*, s'échoue près du port de La Corogne (Espagne), lâchant une nappe de pétrole s'étendant sur une centaine de kilomètres de côtes. En 1979, l'*Agean Captain*, l'un de ses vaisseaux amiraux, entre en collision avec l'*Atlantic Empress* en mer des Caraïbes, au large de l'île de Tobago, tuant 26 marins. Cet abordage entraîne également la perte de 280 000 tonnes de pétrole, ce qui constitue à ce jour un record mondial pour un accident de ce type. Aujourd'hui,



PANC H-D

le *Prestige*, qui a provoqué la pollution des côtes de Galice, projette les Coulouthros à la « une » de l'actualité. L'opérateur du pétrolier, Universe Maritime, immatriculé au Liberia, est en effet étroitement lié à la branche grecque de la famille.

A l'origine, deux frères, John et Nicholas, qui héritent d'un groupe d'armement maritime créé en 1934 par leur père. Le premier est installé à Athènes, le second opère depuis Londres où vit une importante communauté d'armateurs grecs. Les affaires marchent plutôt bien. A la fin des années 1970, la société est devenue le neuvième armateur grec avec vingt-sept navires, pétroliers en majorité. Mais en 1981, les deux hommes se séparent pour des raisons inconnues.

Le drame de l'*Agean Captain* a-t-il joué un rôle dans ce divorce cinglant ? La flotte est scindée en deux ; les frères s'évitent soigneusement.

John, qui n'a pas d'enfants, meurt subitement en 1981. Un trust est mis en place pour gérer son patrimoine au profit de ses héritiers. Selon le *Lloyd's List*, le quotidien maritime londonien qui fait autorité en matière de transport par mer, cette entité mystérieuse, totalement opaque, contrôlerait aujourd'hui la société de gestion Universe Maritime, créée en 1998, véritable locomotive du holding familial. Se cachant derrière une cascade de sociétés écrans, le trust serait également propriétaire de Mare Shipping Inc., propriétaire d'un seul navire, le *Prestige*.

Selon l'annuaire d'Intertanko, officiellement, Universe Maritime ne possède que quatre vieux pétroliers, trois immatriculés aux Bahamas, le dernier au Liberia. Pas la moindre mention, bien sûr, du *Prestige*.

La branche londonienne dirigée par Nicholas, Coulouthros Ltd, a mal résisté à la crise pétrolière de la mi-1985. Au bord de la faillite, Nicholas meurt en 1997. Ses deux enfants, Anthony et Basil, reprennent le flambeau. D'après Intertanko, la flotte de Coulouthros UK, sise à Savile Row, petite artère du quartier chic de Mayfair, possède actuellement deux navires construits respectivement en 1977 et en 1975. Le téléphone de la société a été récemment coupé.

« Nous n'avons rien à voir avec les deux sinistres précédents qui concernent la branche anglaise, des cousins lointains. Franchement, il n'y a plus de contacts depuis plus de trente ans » : tout en exprimant son « regret profond » pour la catastrophe, le porte-parole d'Universe Maritime Ltd, un avocat du Pirée souhaitant garder l'anonymat, dément

tout lien entre la disparition du *Prestige* et les deux autres accidents. Pour sa part, Peter Swift se veut rassurant : « N'essayez pas à tout prix de mettre des chapeaux sur les portemanteaux. Dans l'aviation, la séparation entre propriétaire et agent est une pratique courante comme c'est le cas dans le shipping. Cette distinction est plus rentable, voilà tout. »

En 1981, un trust est mis en place, une entité mystérieuse, totalement opaque

Voilà tout ? Chaque naufrage suscite des velléités d'en finir avec l'absence de transparence d'un secteur fragmenté, volatil, qui dégage de faibles marges bénéficiaires. En termes de tonnage, la flotte pétrolière grecque est au troisième rang mondial après le Panama et le Liberia, mais devant les Bahamas.

Ces pavillons de complaisance – officiellement appelés de « libre immatriculation » – contrôlent l'Organisation maritime internationale, association onusienne dépourvue de tout pouvoir réel. Dans un souci de protection de ses armateurs, considérés comme l'un des derniers bijoux de sa couronne, Athènes ne se montre guère exigeante en matière de contrôle.

Résultat : protégée par son statut privé, la galaxie Coulouthros échappe à la surveillance de la Bourse comme de la presse. « Disons simplement que je n'ai jamais rencontré de représentants de cette compagnie lors des salons professionnels ou des colloques où se nouent les contrats. Il s'agit d'un opérateur moyen couleuvre muraille », affirme à propos d'Universe Maritime un journaliste en poste à Athènes.

Depuis la disparition du *Prestige*, la City bruit régulièrement des plus folles rumeurs concernant l'« empire ». Ainsi, Anthony, dit-on, a passé commande d'un supertanker à un chantier naval coréen. En digne Coulouthros ?

Marc Roche

En Galice, « il ne nous reste plus qu'à prier »

RIAS BAIXAS (Galice)

de notre envoyée spéciale

Si la résignation pèse sur toute la Côte de la mort, d'autant qu'une nouvelle nappe de fioul de 8 kilomètres de long sur 5 kilomètres de large menace les villages au nord du cap Fisterra (cap Finisterre) en pleine tempête, c'est l'inquiétude, plus au sud, dans les Rias Baixas, une des plus riches régions du monde pour la pêche aux moules, l'une des plus belles aussi avec ses côtes escarpées, ses plages, ses criques.

Le parc naturel formé par les îles Cies, Salvora et Ons, la réserve d'oiseaux de l'île Toja, le poisson, les crustacés, les coquillages y font vivre 30 000 personnes, presque 7 % de la population de Galice, avec un chiffre d'affaires estimé à plus de 30 millions d'euros par an. A O Grove, dans la petite entreprise de dépuración de coques, d'huîtres et de palourdes, on attend. « Pour le moment, on travaille normalement. Mais tout le monde est inquiet, dit le patron. Au nord, ils ne peuvent plus travailler. On a tous peur. Les maires et les patrons pêcheurs ont proposé de protéger la côte en alternant leurs bateaux et les barrières anticontamination. Mais la délégation gouvernementale s'y est opposée. Individuellement, on ne peut rien faire. On n'a aucune autre information que la radio, la télévision et les journaux. Il ne nous reste plus qu'à prier. »

Le conseiller pour la pêche de la junte de Galice, Enrique Lopez Veiga, a essayé de convaincre qu'il n'y avait pas de risques, demandant aux gens de garder la tête froide et accusant les médias d'alar-

misme. Il n'a pas été entendu. Au marché aux poissons, Mari-Lor, Mari-Carmen et Lola, de la directiva de Pescadores, sont en colère : « Personne ne l'a cru. On ne sait plus où l'on va. Après tant d'années, tant de marées noires, à chaque fois, on dit la même chose et on n'a toujours rien, ni barrières ni bateaux. Il faut faire venir les bateaux français, allemands, hollandais, chinois, et nous, on n'a rien. »

FEMMES EN COLÈRE

La Galice a subi cinq marées noires depuis 1976, mais l'Espagne ne dispose d'aucun bateau anticontamination et il n'y a que trois remorqueurs en Galice. Mais les gens de la baie d'Arousa ont une autre rancœur : « Ils ont promené ce maudit *Prestige* tout au long de la côte. On ne comprend pas. » Les neuf associations écologistes qui se sont regroupées à La Corogne pour une conférence de presse ne disent pas autre chose : « La Galice devrait être exportatrice de moyens anticontamination (...). Il aurait fallu transvaser le fioul au plus vite et éloigner [le bateau] des eaux espagnoles. »

Les femmes en colère n'ont pas apprécié la phrase du conseiller à la pêche qui leur a promis qu'elles auraient leur tour de Noël : « Qu'ils ne viennent pas nous tranquilliser avec des mots doux. Il faut nous dire ce que l'on va et peut faire. Ici, ceux qui ne vivent pas de la mer vivent du tourisme. Ce n'est pas seulement pour nous, mais pour tous ceux qui viennent profiter de cette région : rompre l'écosystème, c'est un péché. »

Martine Silber

Polémique sur les contrôles à Gibraltar

LA CATASTROPHE du *Prestige* a donné lieu, mercredi 20 novembre, à une polémique entre la Grande-Bretagne et la Commission à propos des contrôles à Gibraltar. L'ambassadeur britannique auprès de l'Union européenne (UE), Sir Nigel Sheinwald, a reproché à la Commission d'avoir déclaré que le *Prestige* avait fait « plusieurs escalades » à Gibraltar depuis 1999, et il a insisté pour qu'elle « confirme publiquement que le Royaume-Uni et Gibraltar ne portent pas de responsabilité » dans le naufrage.

« Nous avons reçu une réponse des autorités britanniques dont le ressort que le bateau s'est arrêté à Gibraltar le 13 juin 2002 », a répliqué le porte-parole de la commissaire espagnole Loyola de Palacio. « La position de la Commission demeure que, dans l'esprit de la nouvelle directive européenne qui doit entrer en vigueur en juillet prochain, il est nécessaire pour tous les Etats membres de tout faire pour contrôler les bateaux-poubelles qui n'ont pas été contrôlés depuis plusieurs années. »

Colonie de la Couronne, considéré comme un paradis fiscal « à problèmes », Gibraltar est un centre maritime important. Son pavillon de complaisance offre des tas d'avantages fiscaux, en particulier pour les activités de cabotage. Ses détracteurs critiquent la souplesse de la législation maritime, qui autorise, par exemple, l'enregistrement de bateaux sans limitation de tonnage. Les syndicats de la marine

britannique ont récemment dénoncé l'absence de normes gouvernant le sous-équipement en matière de contrôle technique ou d'environnement. Faute de personnel, les inspections officielles sont sous-traitées aux sociétés de vérification internationales, ce qui pose des problèmes éthiques.

Formés dans les meilleures universités maritimes, les avocats de Gibraltar sont renommés pour leur savoir en matière maritime. Gibraltar est souvent utilisé pour la vente de bateaux dont les propriétaires ont fait faillite.

M. R.

Appel au Ministre de la Culture et de la Communication

Monsieur le Ministre,

En 1999, l'État rachetait le Château de Voltaire afin d'y développer un projet artistique et patrimonial d'envergure nationale, initié par Hervé Loichemol. À ce titre, le Château de Voltaire devenait le 10e Centre culturel de rencontre de France. Depuis, en liaison avec de nombreux partenaires, des dizaines de manifestations (spectacles, expositions, concerts, colloques, résidences d'auteurs) ont été organisées avec un succès public et critique incontestable. Diverses tragédies et comédies de Voltaire furent sorties de l'oubli et remises en perspective, tandis que plusieurs auteurs contemporains, de Vidosav Stevanovic à Nedim Gürsel, écrivaient des textes nouveaux créés au Château. Des milliers de visiteurs et de spectateurs venus de toute la région, mais aussi de Genève, du bassin lémanique et de la France entière, ont suivi et apprécié les manifestations, contribuant à rendre vie (hors des cinémas et de la seule sphère éditoriale ou universitaire) à l'héritage voltairien. Des troupes, des metteurs en scène, des artistes, des écrivains, des intellectuels de haute réputation s'y sont associés.

En dépit de conditions techniques et financières d'une très grande précarité, le porteur de projet a toujours tenu ses engagements artistiques avec exigence et probité, malgré des dysfonctionnements structurels dont le Président de l'association a immédiatement été informé.

Nous apprenons qu'on songe aujourd'hui à mettre Hervé Loichemol à l'écart. Ce projet aurait certes besoin d'être restructuré et réorganisé administrativement, mais il ne saurait trouver son éclat artistique et intellectuel sans celui qui l'a conçu et mis en pratique avec succès pendant quatre ans, après l'avoir longuement préparé à la ferme du Châtelard qu'il a réhabilité et dont il a fait un bel instrument de théâtre et de réflexion autour de Voltaire et du XVIIIe siècle.

Partenaires institutionnels, artistes liés au projet, ou témoins de son développement, nous en mesurons les enjeux à long terme. Nous demandons que les moyens effectifs et contractuels indispensables soient enfin donnés à Hervé Loichemol pour qu'il poursuive l'action dont il est, avec nombre d'entre nous, le répondant. Il n'y a pas d'alternative à ce projet si l'on veut que le Château de Voltaire et l'esprit qui l'anime demeurent dans l'espace public.

Nous vous prions, Monsieur le Ministre, de bien vouloir agréer l'expression de notre haute considération.

Listes des premiers signataires

Robert Abirached, écrivain - Fethi Benslama, psychanalyste - Jean-Claude Bérutti et François Rancillac, directeurs de la Comédie de Saint-Étienne - Beno Besson, metteur en scène - Anne Bisang, directrice de la Comédie de Genève - Monique Blin, présidente d'Écritures vagabondes - Laurence Chable, comédienne - François Chatillon, président de Voltaire Aujourd'hui - Nicholas Cronk, directeur de la Voltaire Foundation, Université d'Oxford - Daniel de Roulet, président des Écrivains Suisse - Armand Farrachi, écrivain - Suzanne Flon, comédienne - Daniel Girard, directeur du CCR la Chartreuse - Arno Gisinger, photographe - René Gonzalez, directeur du théâtre de Vidy Lausanne - Karl Grumberg, secrétaire général de ACOR SOS Racisme - Denis Guénoun, écrivain, professeur à l'Université de Paris-Sorbonne - Nedim Gürsel, écrivain - Eric Hazan, éditeur - Ginette Herry, directrice de l'association Goldoni européen - Jean-Louis Hourdin, metteur en scène - Jean-Claude Jay, comédien - Jean Jourdeuil, écrivain - metteur en scène, professeur à l'université de Paris X Nanterre - Michel Khleifi, cinéaste - Yves Laplace, écrivain - Patrick Le Mauff, directeur du Festival International des Théâtres Francophones - Francis Maréchal, directeur du CCR de Royaumont - Jean-Noël Mathieu, directeur de l'ACCR - Christiane Mervaud, présidente de la Société des Études voltairiennes - Mathilde Monnier, chorégraphe, directrice du CCN de Montpellier - Véronique Nahoum-Grappe, chercheur en sciences sociales - Gilles Privat, comédien - Olivier Py, metteur en scène, écrivain - Jean-Loup Rivière, professeur au Conservatoire national supérieur d'art dramatique - François Rochemaix, directeur du théâtre de Carouge-Atelier de Genève - Elias Sanbar, écrivain - Pierre Santini, comédien, Président de l'ADAMI - Philippe Sireuil, directeur artistique de l'Atelièrthéâtre Jean Vilar, Belgique - Eyal Sivan, cinéaste - Josiane Stroh, Conseil artistique - François Tanguy, metteur en scène - Jean-Marie Thiedey, directeur de l'Estran - Pierre Vidal-Naquet, historien - Jean-Pierre Vincent, metteur en scène - André Waldis, directeur La Bâtie-festival de Genève.

Voltaire Aujourd'hui (association loi 1901) - 27 rue de Versoix
01210 Ferney-Voltaire - e-mail : voltaire-aujourd'hui@voila.fr



Précurseur de Style
Stylos, montres et accessoires
www.recife.fr

UE : le Parlement a voté l'interdiction partielle de la publicité pour le tabac

Les dispositions concernent la presse, la radio, Internet et le sponsoring

STRASBOURG

de notre bureau européen

Il y a des années que la Commission européenne tente de légiférer sur le tabac, et qu'elle se heurte au puissant lobby de la cigarette. En 2000, les cigarettiers ont obtenu l'annulation, par la Cour de justice des Communautés européennes, d'une loi qui interdisait toute publicité en faveur du tabac en Europe (au cinéma, sur les affiches, dans la presse, sur les parasols, ainsi que sur les stades ou les circuits automobiles), arguant du fait que les mesures de santé publique ne sont pas de la compétence de la communauté. Bruxelles a remis son ouvrage sur le métier, dès 2001, en tenant compte des observations des juges, qui estimaient que seule une interdiction pour « entraves au marché intérieur » était possible. Le Parlement a adopté sa proposition, mercredi 20 novembre.

Le Parlement de Strasbourg, tout comme la Commission, propose donc d'interdire partiellement la publicité pour le tabac : dans la presse, à la radio et sur Internet, à partir du 31 juillet 2005. Il souhaite aussi prohiber le sponsoring des événements transfrontaliers (comme les Grands Prix de Formule 1, qui sont retransmis par les télévisions de plusieurs pays). Ces dispositions permettent en effet de supprimer certaines entraves au marché intérieur - il ne serait pas juste, par exemple, que les journaux de certains pays bénéficient des recettes de la publicité pour le tabac, et d'autres pas. En revanche, la publicité au cinéma ou par voie d'affichage, ainsi que la publicité indirecte (sur des T-shirts et des chaussures), ne sont pas concernées, puisque seuls les Etats peuvent prendre des mesures destinées à protéger la santé, une compétence que la communauté n'a pas le droit d'exercer en vertu du traité.

AMENDEMENTS REJETÉS

Pour que ce texte ne soit pas à nouveau attaqué, il fallait qu'il soit voté tel quel au Parlement européen. « Mieux vaut une interdiction limitée que pas d'interdiction du tout », n'a cessé de rappeler la députée Verte Heidi Hautala. Le rapporteur en titre, le socialiste espagnol Manuel Medina Ortega, avait accepté un certain nombre d'amendements, déposés par des députés favorables à la



OLIVIER MULHAUPT/STF

Michael Schumacher sur Ferrari au Grand Prix de Spa en Belgique. Le Parlement européen souhaite prohiber le sponsoring des événements transfrontaliers comme les Grands Prix de Formule 1, qui sont retransmis par les télévisions de plusieurs pays.

cause des industriels, notamment des conservateurs britanniques et des Allemands, de droite comme de gauche (l'industrie du tabac ayant sponsorisé les congrès des démocrates-chrétiens comme des sociaux-démocrates). M^{me} Hautala, appuyée par Laura Gonzalez Alvarez (GUE), Minerva Malliori (socialiste) et Jules Maaten (libéral), a obtenu le rejet de tous ces amendements, par 311 voix contre 202 et 39 abstentions.

David Byrne, le commissaire à la santé, a salué ce vote, et affirmé que le Conseil, colégislateur, serait en mesure d'adopter le texte en des termes identiques, c'est-à-dire de manière définitive, au début du mois de décembre. Il a insisté sur le fait que seule une législation commune à l'ensemble de l'Union européenne évitera que certains pays, comme la Belgique, soient pénalisés pour leur politique volontariste : la commission Formule 1 de la Fédération internationale automobile a décidé de supprimer en 2003 le Grand Prix de Spa-Francorchamps, parce que la Belgique a voté une loi interdisant le sponsoring par le tabac à partir de cette année-là. Lorsqu'il l'a appris, M. Byrne s'est exclamé : « L'argent sale des grands cigarettiers est-il plus important pour la Formule 1 que l'esprit du sport et l'attachement de ses fans à ce circuit, qui est incontestablement l'un des plus spectaculaires du monde ? »

Le commissaire a rappelé qu'il vient de lancer une campagne anti-tabac en direction des jeunes :

des clips, mettant en scène des vedettes de la chanson pop, qui conseillent de « dire non » à la cigarette, passeront dans plus de 5 000 cinémas et sur une quarantaine de chaînes de télévision européennes.

Rafaële Rivais

Bruxelles reprend l'initiative en faveur du « ciel unique » européen

Les Etats membres sont sommés de dénoncer leurs accords bilatéraux conclus avec les Etats-Unis en matière de trafic aérien

BRUXELLES

de notre bureau européen

La Commission européenne a demandé, mercredi 20 novembre, aux Etats membres d'annuler les accords bilatéraux qu'ils ont conclus avec les Etats-Unis dans le domaine du trafic aérien, suscitant une vive réplique américaine. Loyola de Palacio, la commissaire chargée des transports, entend obtenir des Quinze un mandat pour aller négocier un accord global avec Washington, valable pour toute l'Union.

Farouchement attachée au projet « Ciel unique » qui favorisera, selon elle, la restructuration de l'industrie aéronautique européenne et une baisse des tarifs, M^{me} de Palacio a été relancée dans son combat par l'arrêt rendu début novembre par la Cour de justice. Les juges ont estimé contraires au droit communautaire les accords bilatéraux conclus en cascade ces dernières années avec les Etats-Unis par huit Etats membres, avec en tête l'Allemagne et le Royaume-Uni. La France comme l'Italie ont suivi le mouvement plus tard et n'étaient qu'indirectement visées par la procédure lancée à Luxembourg.

Permettre à toutes les compagnies européennes de desservir les Etats-Unis à partir de n'importe quel aéroport de l'Union et les autoriser à voler d'une ville américaine à l'autre, alors qu'elles sont cantonnées aujourd'hui à une seule destination : voilà, entre autres, ce que la commissaire entend obtenir. M^{me} de Palacio juge également utile d'améliorer la position des compagnies européennes sur le plan mondial, trois d'entre elles seulement (British Airways, Lufthansa et Air France) figurant dans le « Top 10 ».

COMPAGNIES EN DIFFICULTÉ

Consolidation, fusion, restructuration : cette perspective effraye certaines capitales, qui redoutent que la redéfinition des règles de la concurrence avec les Etats-Unis ne leur crée des problèmes. Une compagnie nationale a déjà fait faillite (la belge Sabena, remplacée par une plus petite, SN Brussels), d'autres (Olympic Airways, Alitalia) sont en difficulté. Si les grandes compagnies peuvent, demain, s'installer dans les capitales des « petits » pays pour voler vers l'Amérique ou d'autres destina-

tions (M^{me} de Palacio entend aussi négocier avec le Japon ou la Russie), d'autres épisodes douloureux sont à prévoir.

La commissaire doit aussi affronter les Etats-Unis, qui estiment que l'arrêt de Luxembourg n'a rien changé pour les compagnies. Le département d'Etat l'a réaffirmé mercredi, en invitant les Etats membres à discuter « sur une base bilatérale » des demandes de la Cour. « Faux », rétorque la Commission, qui s'estime fondée à décider, au nom de l'Union, dans plusieurs domaines : les systèmes de réservation et de tarification, les créneaux horaires, la sécurité, les règles environnementales, les droits de douane, la protection des consommateurs, etc.

Dans un projet de lettre aux Etats membres, la commissaire évoque donc non seulement la nécessité de dénoncer rapidement les accords bilatéraux conclus mais l'obligation d'obtenir l'aval de Bruxelles avant toute autre initiative, sous peine de sanctions. C'est le Conseil européen qui devra trancher, et, au sein de celui-ci, l'Allemagne a déjà manifesté des réticences.

Jean-Pierre Stroobants

LE CHOIX DE JAMES BOND

MEURS UN AUTRE JOUR



SEVENNOR

Bond. James Bond. Protégé des services secrets par l'agent... est le préféré de tous les fans du monde. Les plus célèbres de l'histoire du cinéma. L'agent secret 007. Les plus aussi les plus remarquables à sa survie. Omega est fière d'être une fois encore le choix de James Bond dans « Meurs Un Autre Jour ».

Ω
OMEGA

LES MONDRES 58, rue Bonaparte - 75006 Paris - Tel : 01 45 24 71 38
40, rue de Passy - 75008 Paris - Tel : 01 53 92 51 61

Le commissaire Patten et la Turquie : « M. Giscard d'Estaing a tort »

AVANT D'ÊTRE entendu, le mercredi 20 novembre, par la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Chris Patten, commissaire européen chargé des relations extérieures, s'est exprimé sur la candidature de la Turquie à l'Union. Il a clairement pris ses distances avec Valéry Giscard d'Estaing, qui s'est prononcé contre. L'adhésion de la Turquie « serait la fin de l'UE », avait déclaré le président de la Convention. « M. Giscard d'Estaing a tort », a affirmé le dernier gouverneur britannique de Hongkong, en rappelant que la perspective d'une entrée dans l'UE avait été donnée à la Turquie dès 1963.

Il faut s'en tenir à la décision du conseil d'Helsinki qui l'a acceptée comme candidate, même si elle a encore un long chemin à faire avant de remplir les critères de Copenhague. « Ce n'est pas au moment où la Turquie s'efforce de respecter les règles du jeu qu'il faut les changer », a-t-il ajouté. Au-delà de la Turquie, c'est toute la stratégie européenne d'encouragement de la laïcité dans le monde musulman qui est en jeu. Se présentant comme un catholique conservateur, Chris Patten a rejeté l'idée d'une Europe-club chrétien à l'aide d'une citation de Gandhi. Comme on lui demandait ce qu'il pensait de la civilisation occidentale, le mahatma avait répliqué : « Ce serait une excellente idée. »

A propos de la politique étrangère commune, Chris Patten s'est interrogé sur la manière dont la

politique étrangère et de sécurité commune (PESC) est « gérée, exprimée, soutenue ». Il s'est prononcé pour le maintien dans l'Union réformée des deux fonctions de commissaire pour la politique extérieure et de Haut représentant pour la PESC, qui dépend du Conseil, même si « une meilleure synergie » doit être organisée.

Le commissaire reconnaît que cette solution a peu de chance d'être retenue par la Convention. Une autre hypothèse serait la « communautarisation » de la PESC, mais elle est peu réaliste car « on touche là au cœur de ce qui fait l'Etat-nation ». Reste un troisième modèle - le plus probable -, la fusion des fonctions de commissaire aux relations extérieures et de celles de M. PESC, ce que dans le jargon bruxellois on appelle « la double casquette ». Chris Patten est sceptique : « La casquette serait très large et exigerait une grosse tête », dit-il.

Il professe le même scepticisme à l'égard du poste de président de l'Union, dont la création a été suggérée à la fois par Jacques Chirac, Tony Blair et José María Aznar. Quel rôle aurait ce président ?, se demande M. Patten. « Valéry Giscard d'Estaing le décrit comme un président de la V^e République chargé d'être l'interlocuteur de Bush. Pour les Britanniques, ce serait plutôt feu la reine mère... qui n'a jamais songé à négocier avec un président des Etats-Unis. »

Daniel Vernet

FRANCE - SOCIÉTÉ

JUSTICE

DOMINIQUE PERBEN, garde des sceaux, et **PIERRE BÉDIER**, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice, ont présenté, jeudi 21 novembre, le contenu de leur plan de construction de prisons. Tren-

te établissements, dont huit spécialisés pour les mineurs, représentant un total de 13 200 places, seront édifiés avant 2007, pour un montant de **1,4 MILLIARD D'EUROS**. La carte de ces nouvelles prisons,

que *Le Monde* publie, montre **UN RÉÉQUILIBRAGE** de la répartition géographique des sites vers le Grand Ouest et le pourtour méditerranéen. Les nouveaux établissements spécialement réservés aux mineurs

devraient être centrés davantage sur l'éducation. Toutefois, la chancellerie n'a pas prévu de fermer tous les anciens quartiers pour les mineurs, qui pourraient être **RÉSERVÉS AUX PLUS DANGEREUX** d'entre eux.

Trente nouvelles prisons doivent être construites avant 2007

Pour faire face à la surpopulation carcérale et à la dégradation des locaux existants, le gouvernement lance un programme de 13 200 nouvelles places. Parmi ces établissements, huit seront spécialement consacrés aux mineurs, à proximité des grands centres urbains

LE CHANTIER n'a pas traîné. Six mois après leur prise de fonction, le garde des sceaux, Dominique Perben, et le secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice, Pierre Bédier, ont présenté, jeudi 21 novembre, le contenu d'un vaste plan de construction de prisons. Ambitieux, ce programme prévoit la construction de 22 nouveaux établissements pour les détenus majeurs (dont deux dans les DOM-TOM) et de 8 établissements spécialisés pour les mineurs, en application des engagements pris dans le cadre de la loi d'orientation de la justice. Ce programme, qui débouchera sur l'ouverture de 13 200 nouvelles places de prison, sera financé à hauteur de 1,4 milliard d'euros et devrait être livré au plus tard en 2007. « C'est un engagement en termes de quantité, de rapidité et de qualité », a déclaré au *Monde*, M. Bédier, qui est spécialement en charge de la mise en œuvre du plan.

Renouvelant plus du quart du parc pénitentiaire – la capacité d'accueil des prisons françaises est actuellement de 47 933 places –, ce plan de construction est le plus important depuis plus de quinze ans. Par sa taille autant que par sa philosophie, il s'apparente au « programme 13 000 » (pour 13 000 places de prison) qu'avait initié Albin Chalandon, garde des sceaux (RPR) du gouvernement Chirac (1986-1988). Au terme de cet ancien plan, 25 nouveaux établissements avaient été livrés dans les années 1990, tous construits et gérés par des groupes privés, selon un principe de « gestion déléguée ». C'est ce même principe qui devrait être repris par le plan Perben-

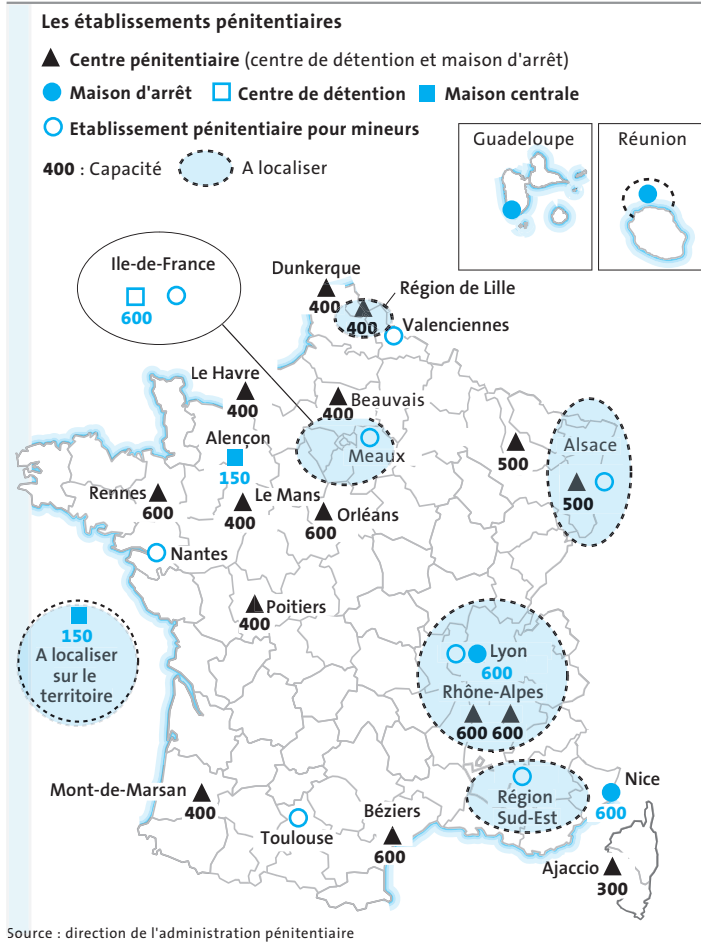
Bédier : les fonctions régaliennes de surveillance et d'administration de la détention relèveront de l'Etat, et ce seront des sociétés privées qui assureront le bâti et l'hôtellerie.

Regroupant 10 800 places au total – 9 200 en métropole et 1 600 en outre-mer –, le programme de construction des établissements pour majeurs est réparti sur 22 nouveaux sites. Quinze de ces nouvelles prisons seront des centres pénitentiaires comprenant chacun un quartier maison d'arrêt (pour les prévenus en attente de jugement), et un quartier centre de détention (pour les condamnés définitifs). La plupart seront implantées dans le nord-ouest de la France et sur le pourtour méditerranéen, deux d'entre eux étant localisés en région lyonnaise. Outre deux maisons d'arrêt et un centre de détention, le programme immobilier comporte également deux maisons centrales, spécialement sécurisées pour accueillir les détenus les plus dangereux. Certains établissements viendront remplacer d'anciennes prisons, qui seront progressivement détruites : 4 000 places pallieront ainsi les futures fermetures.

UN CHEMIN DE RONDE

Sur le plan architectural, les futures prisons devraient s'inspirer du « programme 4 000 », dont les premiers établissements ouvrent actuellement, comme à Seysses, près de Toulouse. Comprenant de 400 à 600 places maximum, elles seront divisées en petites unités de 200 places maximum, et comporteront des locaux permettant des activités professionnelles, sportives et culturelles. L'encellulement individuel, qui était

13 200 NOUVELLES PLACES AVANT 2007



une priorité des commissions d'enquête parlementaire sur les prisons, en 2000, ne sera absolument assuré que dans les centres de détention.

L'équipement de chaque cellule en douche, qui était une autre exigence des parlementaires, est un objectif visé « sans qu'on puisse le promettre à

l'heure actuelle », explique M. Bédier. Les établissements comporteront toutefois des cellules pour personnes handicapées, ainsi que des espaces aménagés pour l'accueil des mères et des enfants. Un soin particulier sera porté aux questions de sécurité : chaque établissement sera doté d'une double enceinte avec un chemin de ronde surveillé par des miradors placés en diagonale.

« CENTRÉS SUR L'ÉDUCATION »

Disséminés sur tout le territoire, les huit prisons destinées aux mineurs, constituent la principale innovation du programme de la chancellerie. Alors qu'aujourd'hui les mineurs sont cantonnés dans des quartiers annexes aux prisons majeures, à l'écart de toute relative – à l'exception notable du Centre des jeunes détenus de Fleury-Mérogis (Essonne) –, le gouvernement crée une nouvelle catégorie de prisons, les établissements pénitentiaires pour mineurs (EPM), à destination des 13-18 ans. Constitués de petits bâtiments, comprenant de 40 à 60 places, ils seront implantés à proximité de grands centres urbains, « dans un lieu accessible aux familles, non loin d'une gare ou d'un axe routier, afin d'éviter la désocialisation des jeunes », explique Pierre Bédier. Ces prisons pour jeunes pourraient d'ailleurs présenter un visage différent : le secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers envisage de les entourer de grillages plutôt que de murs d'enceinte, « car la prison n'a pas à se cacher ».

Pour ces nouveaux établissements « centrés sur l'éducation et non plus sur la cellule », la chancellerie

prévoit de concentrer ses efforts sur la prise en charge quotidienne des jeunes. Le projet pédagogique reposera donc sur « l'idée que le mineur doit être occupé toute la journée », des activités sportives à la salle de classe. « C'est ce qui devrait permettre de les garder », affirme ainsi M. Bédier. Tous les mineurs ne pourront cependant pas bénéficier de ce régime d'incarcération. Choisisant de construire 400 places en EPM, la chancellerie n'a pas prévu, en retour, de fermer tous les quartiers mineurs. « Pour les mineurs d'une très grande dangerosité, il faudra garder les quartiers actuels afin de ne pas trop sécuriser les nouveaux établissements », projette le secrétaire d'Etat.

Les contours de ces établissements seront précisés dans les mois prochains : une mission « sur la prison du futur » a été confiée à René Eladari, ingénieur des Ponts et chaussées et ancien maître d'œuvre du programme Chalandon, qui devrait rendre ses conclusions début 2003. Il s'agit d'aller vite : le lancement des appels d'offre est programmé pour la seconde moitié de 2003. Plusieurs sociétés de BTP pourraient être intéressées par ce chantier d'autant que les possibilités de financement du programme ont été étendues : aux contrats de constructions classiques, soumis à un concours, la loi Perben du 9 septembre a ajouté le dispositif du crédit-bail, passé avec un organisme financier, et la location avec option d'achat, qui devrait permettre à un prestataire privé de financer et réaliser une prison pour ensuite la louer à l'Etat.

Cécile Prieur

Une douche par cellule, des salles de classe et de gym...

TOULOUSE

de notre correspondant

Des murs de béton gris de 200 mètres de long et de 6 mètres de hauteur, trois miradors intégrés à chaque angle et une curieuse entrée en forme de sas : la maison d'arrêt de Seysses (Haute-Garonne), dite de « nouvelle génération », devrait ouvrir en janvier. La rocambolesque évasion de Roger Garcia, ce détenu qui s'était échappé en escaladant le mur d'enceinte de la prison toulousaine Saint-Michel, semble ici impossible. Même le scénario de la « belle en hélicoptère » devra être rangé parmi les histoires anciennes, en raison des filins installés au-dessus de la cour et du terrain de football. Le déploiement des équipements sécuritaires se veut exemplaire et ostensible. Des caméras surveillent les moindres recoins, l'ouverture des lourdes grilles est pilotée par ordinateur, à partir d'un poste central conçu à la manière d'une salle de commande de centrale nucléaire. Les badges électroniques remplacent les clés.

Pourtant, à l'intérieur de l'enceinte, tout est fait pour tenter de faire oublier l'enfermement. Couleurs

des murs, lumière : on se croirait presque dans un collège moderne, avec son gymnase, sa salle polyvalente, sa bibliothèque. On y trouve même une salle de classe et une pour les professeurs. Il y a déjà les noms sur les casiers métalliques des vestiaires pour le personnel.

Les cellules des détenus ressemblent à des chambres d'hôtel de type Formule 1. Equipées d'un seul lit pour la plupart, elles sont dotées d'une douche et d'un bloc sanitaire. Les 600 places de la maison d'arrêt se décomposent en six quartiers distincts, disposant chacun de services communs : laverie, salle de gymnastique, etc. Outre deux quartiers réservés aux hommes (240 places théoriques chacun), la maison d'arrêt comprendra un quartier réservé aux femmes (40 places) et un autre destiné aux mineurs (40 places), ainsi qu'un service médico-psychologique (20 places) et un « quartier d'accueil » de 14 places. La maison d'arrêt abritera également un atelier de travail pour les détenus, concédé à une société privée.

Stéphane Thépot

Dominique Perben, ministre de la justice

« Les magistrats doivent pouvoir être libres d'incarcérer sans tenir compte des capacités d'accueil »

CET ENTRETIEN a été relu et amendé par M. Perben.

Pourquoi construire 13 200 places de prison ?

Afin de tenir compte de la situation des prisons aujourd'hui : la capacité d'accueil des établissements est de 47 000 places alors que la population carcérale compte environ 54 000 personnes. Il faut donc augmenter le parc pénitentiaire de 7 000 places pour que les conditions d'accueil et de sécurité soient satisfaisantes. Il nous faut par ailleurs disposer d'une marge pour répondre aux besoins futurs, en sachant que la population carcérale est une population éminemment variable : depuis la fin 2001, le nombre de détenus augmente régulièrement, et nous devons pouvoir y faire face.

La seconde raison, c'est un problème de qualité. Sur les 13 200 places de la loi de programme, il y a en effet 4 000 substitutions entre des places à construire et des places à détruire. Beaucoup de nos prisons sont en très mauvais état, les conditions d'accueil et de surpopulation y sont parfois inadmissibles. Autre élément très important, les jeunes : les quartiers pour mineurs sont inadaptés, ils ne permettent pas une démarche éducative, et sont trop souvent peu séparés des quartiers adultes. Nous allons donc construire des établissements spécialisés pour mineurs, conçus différemment des prisons actuelles car organisés autour du principe d'éducation : les éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse pourront y intervenir, ce qui était jusqu'ici impossible dans les prisons.

Nous souhaitons enfin une meilleure répartition géographique de nos prisons sur l'ensemble du territoire. Après chaque condamnation, il est nécessaire de pouvoir garder une proximité relative avec les familles, comme en Corse, où nous construisons un établissement près d'Ajaccio, mais c'est loin d'être la seule région dans ce cas. Bien souvent, les prisons pour détenus, à la différence des maisons d'arrêt pour prévenus, restent trop éloignées des familles, comme en Ile-de-France ou

dans certaines parties de l'ouest de la France. Il est donc nécessaire de profiter de ce plan, le plus important depuis longtemps, pour tenter un rééquilibrage géographique.

Quelles seront les normes des futures prisons, en particulier pour l'encellulement individuel ?

S'agissant des centres de détention, après toute condamnation définitive, l'encellulement individuel est la règle. Mais, dans les maisons d'arrêt, je ne considère pas que cela doit être une règle absolue. Je ne peux admettre une contrainte quantitative de place, car les magistrats doivent être libres de pouvoir incarcérer les personnes sans tenir compte des capacités d'accueil dans les prisons. Je ne crois pas que l'encellulement individuel soit une bonne réponse pour certains détenus. Je suis très préoccupé par une relative remontée des suicides en prison : compte tenu de la fragilité de certains prisonniers, il est préférable qu'ils ne soient pas tout seuls en cellule.

Que répondez-vous à ceux qui vous reprochent de pratiquer une politique de « tout-carcéral » ?

Je crois qu'il nous faut sortir de ce genre de débat théorique. De mon point de vue, il y a urgence : je constate que la population carcérale est nettement supérieure aux capacités d'accueil ; que la sécurité des prisons n'est pas bien assurée dans certains

établissements ; que les conditions de vie, tant des surveillants que des détenus, ne sont pas bonnes : il me semble donc nécessaire de construire des établissements qui apportent des conditions de travail et de vie dignes pour tout le monde. Il est quand même très impressionnant, quand on visite les établissements, de voir combien ils sont nombreux à avoir été construits au XIX^e siècle. Il n'y a pas de quoi être fier.

J'assume complètement la responsabilité politique de ce plan, que je crois être une nécessité absolue. J'ajoute que nous avons réservé 2 000 places afin de réfléchir sur de nouveaux concepts pénitentiaires. Nous avons confié une mission au député Jean-Luc Warsmann sur les courtes peines. Il n'est pas évident que la prison classique soit la meilleure solution pour les délits punis de moins d'un an. La loi de programmation de la justice prévoit une panoplie d'actions complémentaires, comme l'augmentation de 20 % du nombre d'éducateurs sur les cinq ans à venir, la hausse de 20 % du nombre de magistrats chargés des enfants en 2003, le plan d'aide aux victimes. Le plan prison s'inscrit donc dans une politique d'ensemble qui vise à apporter une justice à la fois plus rapide, plus équitable et plus sûre.

Propos recueillis par C. Pr.

Hugues Tertrais

Asie du Sud-Est : enjeu régional ou enjeu mondial ?

Islamisme, capitalisme, communisme : le séisme à venir

288 pages
7 €

koliko III actuel

ventes aux enchères publiques
47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

75 Vente aux Enchères Publiques au Palais de Justice de Paris, Jeudi 19 Décembre 2002 à 14h30

APPARTEMENT (59,2 m²) à PARIS 17^{ème}
46, Rue des Moines

au 1^{er} étage, esc. Droite, bât. sur rue, comprenant entrée, cuisine, wc, s.de bains, débarras, 2 pièces/rue dont une av. débarras, une pièce/cour - Cave

Mise à Prix : 20.000 €

Libre de Location & d'Occupation

S'adresser à Maître Bernard MALINVAUD, Avocat, 1 bis, place de l'Alma 75116 Paris - Tél : 01.47.23.02.49 - Au Greffe des Criées du Tribunal de Grande Instance de Paris où le cahier des charges est déposé

Visite le Lundi 16 Décembre 2002 de 14h à 15h

Le plan Mattei vise à renforcer l'investissement et à réformer la tarification des hôpitaux

La rénovation des établissements sera accélérée. Public et privé auront le même mode de financement

« **NOUS IRONS pas à pas. Je ne veux pas mener une réforme hospitalière sans les hospitaliers** » : en présentant, mercredi 20 novembre, les grandes lignes du plan « Hôpital 2007 », le ministre de la santé, Jean-François Mattei, a longuement insisté sur la nécessité de « redonner confiance » aux hôpitaux publics et privés. A l'issue d'une communication en conseil des ministres, il a précisé sa méthode et son calendrier en confirmant deux mesures inscrites dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2003 : la rénovation du parc hospitalier et le passage rapide à la tarification à l'activité.

Le premier volet d'« Hôpital 2007 » concerne l'allègement des contraintes extérieures aux établissements. Sa mise en œuvre commencera dès la promulgation de la loi de financement de la « Sécu ». Le second train de mesures, relatif à la modernisation de la gestion interne des hôpitaux publics, fera l'objet d'une concertation. Deux « groupes projets », composés de professionnels de santé, sont constitués : l'un sur le statut de l'hôpital et sa gestion sociale, l'autre sur l'évolution des centres hospitaliers universitaires (CHU). Ils élaboreront, après discussion avec les acteurs concernés, des propositions pour la fin du premier trimestre 2003. Elles seront « soumises à concertation pour aboutir à un projet de texte » avant l'été 2003.

Faute de disposer d'enveloppes budgétaires substantielles, comme Nicolas Sarkozy pour la sécurité intérieure, M. Mattei pousse ses pions pas à pas. Pour faire adopter les mesures auxquelles il tient, le ministre empruntera « différents véhicules » législatifs : les projets de loi de financement de la Sécurité

sociale (PLFSS), l'ordonnance de simplification administrative, la prochaine loi quinquennale de santé publique. Mais il n'y aura pas d'« énième loi hospitalière », a-t-il prévenu.

Conscient de la situation de « malaise profond » de l'hôpital, du désenchantement des personnels et du découragement des gestionnaires, le ministre de la santé a résolu d'employer, avec l'hôpital, les mêmes armes qu'avec la médecine

Les mises en garde de Claude Evin (PS)

Ancien ministre de la santé, artisan de la loi hospitalière de 1991, membre du conseil d'administration de la Fédération hospitalière de France (FHF), le socialiste Claude Evin est, lui aussi, convaincu de la nécessité d'atténuer les rigidités d'un hôpital public auquel on demande « énormément ». C'est « le seul service public ouvert 24 heures sur 24, 365 jours sur 365, prêt à recevoir quiconque désire s'adresser à lui » et il subit « des pressions de plus en plus lourdes », pointe le député de Loire-Atlantique. Favorable à la tarification à l'activité, dont il avait déjà défendu le principe, M. Evin doute, cependant, qu'on puisse la généraliser dès 2004. Et s'il est acquis à l'idée d'assouplir l'organisation interne des établissements (donner plus de responsabilités aux conseils d'administration, aux personnels, etc.), le député PS note aussi qu'en matière de répartition des dotations budgétaires, l'hôpital public est, en 2003, moins bien traité que l'hospitalisation privée et la médecine ambulatoire. Il y voit un mauvais signe. « La question est celle des moyens donnés ou non à l'hôpital public », fait-il valoir, remarquant que notre système de santé devrait être mis en situation de pouvoir « traiter un certain nombre de demandes qui n'ont pas lieu d'arriver à l'hôpital. »

de ville : « La confiance et la responsabilité partagée. » Fort de ses trente ans de carrière de praticien hospitalier à Marseille, M. Mattei est persuadé que « l'hôpital détient en lui les ressources nécessaires à son évolution et sa modernisation. » Libéral, il est convaincu que le rôle de l'Etat est de « créer les conditions favorables au changement » en introduisant souplesse et liberté dans le système.

La première étape de la modernisation passe par la rénovation d'un parc vieillissant. En 2000, le taux de

vétusté des équipements frisait les 70 %. Au rythme actuel d'investissement (2,7 milliards d'euros par an), il faudrait treize ans pour les remettre à niveau. Le gouvernement va réduire ce délai et annoncer 6 milliards d'euros d'investissements supplémentaires sur cinq ans. Pour 2003, l'aide à l'investissement sera d'un milliard d'euros : l'Etat fera un effort supplémentaire de 300 millions via la Fonds de modernisation des établissements

des structures de soins : la dotation globale pour les établissements participant au service public hospitalier ; la tarification à la journée et le forfait pour les cliniques.

Jugeant que ce double système « obère les comparaisons et rend difficile les coopérations », M. Mattei veut « engager la généralisation » de la tarification à l'activité dès 2004. Des expérimentations seront menées dans une quarantaine d'établissements en 2003.

Parallèlement, le dispositif de planification sanitaire, hérité des années 1970, sera assoupli. Le ministre de la santé envisage notamment de « supprimer les notions d'indices de lit et d'équipement », jugées dépassées, et de faire jouer un rôle nouveau aux schémas régionaux d'organisation sanitaire, qui auront notamment à traiter de la santé mentale et des soins palliatifs. Il veut simplifier et unifier les outils de coopération entre un ou plusieurs établissements de santé et des libéraux, et il affirme « la nécessité de l'ouverture et des coopérations, sans distinction de statut » entre le public et le privé.

En matière de modernisation de la gestion interne, plusieurs pistes sont esquissées, dont la généralisation des pôles d'activité, le développement de la contractualisation interne avec l'octroi de nouveaux pouvoirs au conseil d'administration, l'intéressement des personnels. La modernisation du dialogue social et la déconcentration de la gestion des praticiens hospitaliers sont explicitement envisagées. Tout comme la prochaine rénovation des achats. Le tout, renvoyé à la concertation, sera précisé avant l'été prochain.

Sandrine Blanchard
et Claire Guélaud

Assemblée et Sénat divergent sur le contrôle des CHR

Les députés veulent retirer aux chambres régionales des comptes une partie de leurs compétences

QUI DOIT CONTRÔLER les trente plus gros hôpitaux français : les chambres régionales des comptes, comme c'est actuellement le cas ou la Cour des comptes elle-même ? Le 29 octobre, lors de l'examen du projet de la loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), les députés ont voté un amendement retirant aux chambres régionales le contrôle de la gestion des centres hospitaliers régionaux (CHR), qui absorbent un tiers des crédits hospitaliers, pour le confier aux magistrats de la rue Cambon. Le 18 novembre, les sénateurs ont retiré cette disposition du PLFSS.

Claude Evin (PS), ancien ministre de la santé, s'étonne qu'« au moment où on affirme qu'il faut organiser l'offre de soins au plus près de la population et responsabiliser les professionnels de santé, on souhaite confier le contrôle à l'échelon national ». Il juge également surprenant que le gouvernement – qui s'en était remis à la sagesse de l'Assemblée lors du vote de l'amendement – ait ainsi désavoué ces juridictions régionales alors qu'il engage une nouvelle étape de la décentralisation qui doit entraîner une extension de leurs prérogatives.

Dans leur dispositif, les députés séparent le contrôle de la gestion des hôpitaux de l'examen de la régularité de leurs comptes ; ce dernier restant de la compétence des chambres. Bernard Cieutat, président de la 6^e chambre de la Cour des comptes, souligne lui-même « l'absurdité » d'une telle séparation. D'autant que la Cour de comptes ne dispose pas des moyens des vingt-deux chambres régionales.

Certains élus, qui président le conseil d'administration des CHR et des professionnels hospitaliers cherchent-ils ainsi à desserrer l'étoupe du contrôle financier sur leur

établissement ? Cosignataire de l'amendement avec Yves Bur et Jean Bardet, également praticien hospitalo-universitaire, le professeur de médecine et député UMP Jean-Michel Dubernard élude la question. « Il ne faut voir dans cet amendement qu'une adaptation fonctionnelle, objecte-t-il. Il s'agit de rendre plus efficace le contrôle des CHR et de renforcer les liens entre les chambres régionales et la Cour des comptes. »

« ANALYSE GLOBALE »

« Ce qui nous intéresse, ajoute-t-il, c'est que la Cour puisse fournir une analyse globale de la gestion des CHR. Nous souhaitons que le Parlement puisse disposer d'une bonne vision du pilotage des hôpitaux. Cette question fera partie des discussions que nous aurons avec les sénateurs lors de la commission mixte paritaire qui aura lieu le 27 novembre. »

Il laisse cependant entendre que les députés ne défendront pas coûte que coûte leur amendement s'ils obtiennent l'assurance que la Cour des comptes renforcera sa collecte d'informations sur les CHR.

La Cour des comptes entend elle-même soumettre au gouvernement et aux parlementaires une proposition allant dans ce sens. « Sans dépouiller les chambres régionales des comptes, il suffirait de donner la possibilité à la Cour de recueillir, en liaison avec ces dernières, des informations auprès des grands hôpitaux publics », explique M. Cieutat. Le magistrat rappelle que la Cour a déjà mis en place, depuis deux ans, un groupe de travail sur l'hôpital public auquel participent des magistrats des chambres régionales.

Laetitia Van Eeckhout

Tarifs Evasion 30.

The advertisement features a map of France with various flight routes indicated by lines. The routes are labeled with city names and flight numbers. The text is arranged in columns, listing destinations such as Amsterdam, Berlin, Brno, Budapest, Cologne, Frankfurt, Geneva, London, Madrid, Milan, Munich, Nice, Paris, Rome, Vienna, and Zurich. The background is a light blue with a subtle pattern.

Les plus petits prix d'Air France en France Métropolitaine. Pour en bénéficier, achetez votre billet au moins 30 jours à l'avance.

AIR FRANCE

« Faire du ciel le plus bel endroit de la terre »

Tarif soumis à conditions. Disponible en aller-retour uniquement. Contactez votre agence de voyages ou Air France au 0 620 820 820 (12 cents/min) ou airfrance.fr

Le recours à M. Chirac, crève-cœur des partisans de José Bové

Après de vifs débats, la Confédération paysanne assume la demande de grâce

FAUT-IL demander une grâce présidentielle pour José Bové ? A la Confédération paysanne, le débat a été vif. Parce que ses partisans ne se faisaient aucune illusion sur l'issue du pourvoi en cassation et parce qu'ils savaient que la menace de l'exécution d'une peine de quatorze mois de prison arriverait très rapidement.

« Cela a été assez difficile en interne de conclure sur cette question. Il y a les grands principes, les grandes idées : Chirac c'est pas ma tasse de thé, le droit de grâce, résidu d'un privilège monarchique, non plus. Et puis, à côté, il y a le copain qui doit aller en prison pour quatorze mois, qui n'en a pas envie et nous non plus », raconte Bernard Moser, élu-veur de moutons dans la Drôme.

L'intéressé a beaucoup hésité. « On en a beaucoup parlé avec José. A la ferme, ma femme et moi sommes famille d'accueil pour les enfants de détenus. Souvent, nous accompagnons les gamins voir leur père ou leur mère incarcéré. Tous disent : "ce que je vis là, c'est au-delà de la peine qui m'a été infligée". » Et de conclure : « On ne peut pas faire la fine bouche. C'est désormais le seul recours. » Pour

Bernard, cette demande de grâce fera sûrement « moins mal au ventre » s'il y a « une mobilisation de l'opinion, si les cartes-pétitions adressées au président de la République marchent bien et arrivent par centaines de milliers, si on n'est pas les seuls à trouver cela totalement injuste ».

Pour Christian Roqueiroi qui élève des brebis et des vaches sur la même exploitation que le porte-parole de la Confédération paysanne, dans le Larzac : « C'est vrai : une grâce, ce n'est pas la justice. Mais, on n'a pas le choix. Ce n'est pas José qui la demande, mais nous. On ne peut accepter cet acharnement judiciaire contre une seule personne. On ne peut pas accepter qu'un individu soit condamné pour l'exemple alors que toutes les actions qu'il a menées étaient collectives. Derrière sa condamnation, c'est nous tous qui sommes touchés. »

« RÉVOLTANT »

Les opérations d'arrachage d'OGM étaient « plus que nécessaires », poursuit-il. « Si on n'était pas passé à l'action à l'époque, la France entière en serait couverte aujourd'hui. Il faut bien le dire : on est passé à l'acte, en raison de l'incurie des politiques, de leur inaction devant les multinationales agrochimiques », s'énervait ce paysan. Et d'ajouter : « Avant de prendre sa décision, Chirac devrait se rappeler dans quelles conditions il a été élu. La Confédération paysanne avait appelé à voter pour lui au second tour. »

Léon Maillé vient de quitter ses brebis laitières bio. Et de se caler devant le journal télévisé. Bien sûr que la grâce, ce n'est pas politiquement « le top », reconnaît-il. Mais comment faire ? « De toute façon, Bové a toujours été un sacré révélateur », grogne-t-il. « Là, il est révélateur du fait que la justice déconne ». « Vous savez, poursuit-il, les compagnies d'assurance refusent aujourd'hui d'assurer le risque OGM. Alors qu'est-ce qu'on lui reproche à José ? Comment peut-on l'envoyer en prison alors qu'il n'a jamais mis un centime dans sa poche et au même moment mettre du sursis à Roland Dumas et aux autres qui ont tripatoillé des millions ? C'est révoltant. »

Caroline Monnot

La constitution de l'équipe dirigeante de l'UMP fait l'objet d'âpres tractations

Alain Juppé tarde à communiquer la liste des dix secrétaires généraux adjoints et des conseillers politiques qui devraient l'entourer

QUATRE JOURS après son élection à la tête de l'UMP, Alain Juppé n'a toujours pas annoncé la composition de son équipe. Pourtant, réuni mercredi soir au siège de l'Union, rue La Boétie à Paris, le comité exécutif, devenu désormais bureau politique provisoire, a entériné la « liste des attributions » des postes de direction.

Dix secrétaires généraux adjoints, quatre conseillers politiques et une quarantaine de secrétaires nationaux compléteront, d'ici une dizaine de jours, le trio Juppé, Douste-Blazy, Gaudin élu dimanche par les militants. La liste nominative des dix secrétaires généraux adjoints sera annoncée à l'issue du prochain bureau politique, prévu mardi 26 novembre. Mais, d'ores et déjà, des propositions de plus en plus précises circulent.

Ainsi, les noms de Guy Drut, soutenu par François Fillon, de Philippe Briand, député d'Indre-et-Loire, de Valérie Pécresse, ancienne conseillère de l'Elysée, de Serge Lepeltier, ancien secrétaire général du RPR, de Georges Tron, proche d'Edouard Balladur, des anciens UDF Marc-Philippe Daubresse et Renaud Donnedieu de Vabres, et

des ex-DL Dominique Dord et François Goulard ont été soumis à la réflexion de M. Juppé. Un dixième nom est encore recherché, probablement celui d'une femme venue de l'UDF ou de DL. Chacun de ces postes correspond à un secteur de travail bien déterminé : élections, formation des cadres, études, relations internationales, fédérations, parité et détection de nouveaux talents.

NÉGOCIATIONS

Aux côtés de ces secrétaires généraux adjoints, les anciens RPR Patrick Ollier et Christian Estrosi, proche de Nicolas Sarkozy, l'UDF Pierre Méhaugnerie et le sénateur DL Jean-François Humbert pourraient constituer le groupe des conseillers politiques.

Fruit de discussions parfois âpres au nom du respect des équilibres, ces listes font encore l'objet de négociations. Ainsi, le principal collaborateur de Nicolas Sarkozy, le député européen Brice Hortefeux, n'est plus évoqué parmi les secrétaires généraux adjoints possibles. Faut-il y voir une mesure de rétorsion suite aux tensions relevées dimanche au Bourget lors du

congrès fondateur de l'UMP, où le ministre de l'intérieur avait tenté de ravir la vedette à Alain Juppé ? « Il faut rester prudent, prévient un proche du président de l'UMP. Cela peut encore bouger dans les jours à venir. »

Parallèlement à ces manœuvres, la désignation des « chargés de mission » départementaux se poursuit. Depuis lundi, les trois délégués généraux et la direction administrative de l'UMP épluchent au cas par cas les noms de ces cadres locaux qui seront chargés d'organiser les élections des organismes de direction dans leur département respectif. « Là, c'est le dernier acte de la mise à mort des anciens partis », raconte un dirigeant. Durant des années, les dirigeants locaux des partis constituant désormais l'UMP se sont parfois affrontés rudement. « Les cicatrices restent encore vives, explique-t-on rue La Boétie, et il n'est pas rare que tel responsable DL ne souhaite pas travailler aux côtés de tel RPR, lequel refuse de parler avec tel UDF. » Un comportement avec lequel il est apparemment difficile de rompre.

Yves Bordenave

Avec le club « Démocrates », la droite se penche sur les institutions

LES IDÉES de gauche continuent d'inspirer la réflexion à droite. Après la proposition d'Yves Jégo (UMP, Seine-et-Marne) d'accorder le droit de vote aux étrangers non communautaires et celle d'Etienne Pinte (UMP, Yvelines) de supprimer la double peine, la droite s'empare du sujet des institutions. Un nouveau club de réflexion baptisé « Démocrates » et réunissant des parlementaires de l'UMP - dont MM. Jégo et Pinte - devrait se consacrer à ce thème. Cette initiative du député (UMP) de Haute-Saône, Alain Joyandet, a déjà reçu l'assentiment de dix parlementaires qui ont signé sa proposition de « changer le mode de fonctionnement des institutions publiques ».

Les signataires, après avoir pointé la « crise institutionnelle qui se prolonge », s'entendent pour réfléchir à « l'avenir des institutions nationales et européennes ; à redéfinir les missions régaliennes de l'Etat ; à réhabiliter le Parlement ». En fait, leur constat est simple : la V^e République serait, selon eux, à bout de souffle ; la « phase 2 » de la décentralisation, portée par Jean-Pierre Raffarin, ne ferait qu'ajouter des échelons à ceux existants.

Philippe Ridet

Des villiéristes rejoignent le nouveau parti chiraquien

NICOLE THOMAS-MAURO, députée au Parlement européen et membre du bureau national du MPF, le parti de Philippe de Villiers, a rejoint l'UMP où elle devrait participer à la création d'un courant « souverainiste ». Elle emmène avec elle le conseiller de la région Champagne-Ardennes, Thierry Ruinat, et les responsables de la fédération de la Marne dont elle est présidente.

C'est par courrier que les militants du MPF de la Marne ont appris la nouvelle. Dans leur lettre, les responsables locaux dénoncent la « multiplicité des fautes politiques et la disparition de l'esprit du mouvement ». « La stratégie de Philippe de Villiers est incohérente. Il n'arrête pas de souffler le chaud et le froid vis-à-vis du gouvernement », explique M. Ruinat. Il craint la marginalisation du MPF, dont le président refuse de rejoindre les rangs du nouveau parti chiraquien. « Nous pensons qu'il sera plus facile de faire passer nos idées à l'intérieur de l'UMP qu'au dehors », ajoute l'élu.

Selon M^{me} Thomas-Mauro, il fallait « saisir la chance historique qu'offre la droite de s'unir et de mettre fin aux divisions qui la minent depuis des décennies ». Elle souhaite « soutenir le gouvernement dans la mise en œuvre des réformes » tout

en continuant à défendre son courant de pensée au sein de l'UMP.

Ce ralliement des villiéristes de la Marne au grand parti de la droite a été préparé avec une députée européenne, la pasquaienne Isabelle Caullery, qui est par ailleurs adhérente de l'association Nation et Progrès créée par M^{me} Caullery à la mi-octobre avant de rejoindre l'UMP.

« Nation et Progrès a été fondée pour donner aux élus locaux du RPF un cadre dans lequel ils pouvaient se retrouver et éviter d'être marginalisés. C'était une nécessité pour sauter le pas vers l'UMP », explique M^{me} Caullery. « Notre priorité c'est l'union, mais, comme les libéraux et les centristes qui souhaitent garder leur sensibilité, nous voulons que les gaullistes puissent garder leurs valeurs », insiste-t-elle.

A l'heure actuelle, M^{me} Caullery ne ménage pas ses efforts pour faire en sorte que les quelque 200 élus locaux et militants (RPF, MPF et RPR) de son association, ainsi que les députés issus du RPF, se rapprochent du gaulliste déclaré Nicolas Dupont-Aignan, qui a réuni sur son nom 14,91 % des voix lors du congrès fondateur de l'UMP, dimanche 17 novembre, au Bourget.

Christiane Chombeau

HONDA
The Power of Dreams™

du 15 novembre au 31 décembre

CIVIC DIESEL CTDi Common rail

15 700€⁽¹⁾

Ou à partir de 150€/mois sur 60 mois⁽²⁾



Pendant les journées infidèles devenez fidèles à Honda

(1) Civic Diesel CTDi Common rail : 15 700€ TTC (hors taxes). (2) Offrande financée par Honda Finance. Voir conditions sur le site www.honda.fr. Le crédit est financé par Honda Finance. Le crédit est financé par Honda Finance. Le crédit est financé par Honda Finance. Le crédit est financé par Honda Finance.

 **Rendez-vous chez votre concessionnaire Honda**

M. Hollande cherche à atténuer la tutelle de M. Fabius et de DSK

En accord avec les deux anciens ministres des finances, le premier secrétaire du PS, pressé de toutes parts de clarifier sa position, a annoncé, jeudi 21 novembre dans « Libération », son intention de présenter seul sa contribution au prochain congrès du PS

LE SCENARIO a été mis au point tant bien que mal. Mardi soir 19 novembre, après le bureau national du PS, une autre réunion s'est tenue dans le bureau du premier secrétaire, à l'issue de laquelle un pacte, non écrit, a été passé et un « plan média » établi. Les conjurés de l'axe majoritaire se sont distribués les rôles. Tout est calé jusqu'à la mi-janvier, date de clôture pour le dépôt des contributions au congrès du PS, qui se tiendra à Dijon, en mai 2003.

A ses interlocuteurs, François Hollande commence par annoncer, ce soir-là, qu'il va rendre public, jeudi 21 novembre, dans un entretien accordé à *Libération*, sa décision de présenter, seul, sa contribution pour le prochain congrès. Autour de la table ont pris place Laurent Fabius et ses lieutenants - Claude Bartolone, Henri Weber et Alain Claeys -, Dominique Strauss-Kahn et les siens - Jean-Christophe Cambadélis et Pierre Moscovici - ainsi que la garde rapprochée de François Hollande : Daniel Vaillant, François Rebsamen, et Eric Besson. Le premier, M. Fabius, qui, stratégiquement aurait préféré figurer sur un premier texte commun avant la motion, réagit : « En gros, tu nous demandes d'être avec toi, mais de ne pas être trop voyants. »



François Hollande, le 6 novembre, au cours d'une conférence de presse au siège du parti, à Paris. Le premier secrétaire du Parti socialiste, dans un entretien publié par « Libération », a fait part de son intention de présenter seul sa contribution pour le prochain congrès du PS, en mai 2003.

C'est précisément ce que souhaite François Hollande. Il sait que, dans le parti, beaucoup le pressent de ne pas trop s'afficher avec les anciens ministres des finances Fabius et « DSK ». Déjà soumis à la pression des courants Nouveau Monde d'Henri Emmanuelli et Jean-Luc Mélenchon et Nouveau parti socialiste (NPS) du trio Arnaud Montebourg, Vincent Peillon et Julien Dray, il subit aussi l'insistance de Martine Aubry ou de Marc Dolez, premier secrétaire de la fédération du Nord (qui présentera, avec 16 autres premiers

fédéraux, la « contribution des militants »).

Le premier secrétaire sait aussi qu'il doit réagir avant le calendrier médiatique arrêté par ceux qui n'ont cessé de lui apporter leur soutien : M. Strauss-Kahn est sur France 2 jeudi soir, Laurent Fabius sur Canal + samedi et au Grand Jury RTL-Le Monde dimanche. Il connaît, enfin, les résultats du sondage Ipsos sur la côte de popularité des leaders socialistes, publié jeudi par le *Figaro*, qui le place loin derrière Bertrand Delanoë, mais aussi Martine Aubry ou Jack Lang.

« Les retombées de son discours au Conseil national [le 19 octobre] n'ont pas été celles escomptées. Il faut recommencer », analyse l'un des « conjurés ».

Les amis de M. Hollande ont donc préparé le terrain en l'exhortant publiquement à s'exprimer, et à éviter, comme le rapporte un participant, « une mise sous tutelle ». « Nous avons mis au point le mécanisme de la future motion de l'axe majoritaire, le périmètre de chacun. Mais aujourd'hui, François doit se singulariser », poursuit ce même témoin. « Nous avons pris acte de

la décision de François. C'est une bonne solution si on montre aussitôt après qu'on peut se rassembler », commente Claude Bartolone. « Je comprends qu'il faut qu'il trouve de l'oxygène mais je ne suis pas sûr que ce soit la bonne stratégie pour rassembler les réformistes », ajoute-t-il. « Le temps de l'affirmation est bienvenu, à la condition qu'il se combine à celui de l'union », souligne de son côté Jean-Christophe Cambadélis.

Fabusiens et partisans de DSK ont en effet mis en garde M. Hollande contre une démarche qui, estiment-ils, « ne trompera personne ». Ils lui ont dit redouter le syndrome du congrès de Rennes de 1990, où les déchirements avaient été vifs : « Nous devons nous assurer de bien maîtriser la dynamique que tu mets en place. » Les « hollandais » dévoilent alors leur plan média : Daniel Vaillant, Jean-Marc Ayrault et d'autres doivent s'exprimer tour à tour pour crédibiliser la démarche du premier secrétaire. L'ancien ministre de l'intérieur devrait ainsi prochainement annoncer qu'il ne déposera pas, lui-même, de contribution. Le message est simple : le premier secrétaire livrera quelques principes, tout en prenant soin d'annoncer qu'il s'inspirera de tout le monde. « Je n'entends pas me situer par rapport aux personnes mais par rapport aux idées », indique-t-il dans *Libération*. « Nous, tout ce qu'on veut, c'est sauver la majorité », l'ont averti les proches de M. Fabius et de M. Strauss-Kahn.

A ce stade de la discussion, la question a tourné autour de l'opportunité, pour les deux ex-ministres des finances, de déposer leur propre contribution. Eric Besson, secrétaire national à l'emploi et député de la Drôme, en a émis l'hy-

pothèse. « Hollande l'a rejeté énergiquement », assure un participant. Les fabusiens hésitent. « Il ne faudrait pas que ça tourne au racolage de signatures », prévient le sénateur fabusien Henri Weber. Personne n'a intérêt à se compter.

Mardi, juste avant ce huis clos

L'« entrisme » de Jospin vu par Lambert

Sous le titre « Quelques précisions sur l'itinéraire de Jospin », Pierre Lambert, fondateur de l'ex-OCI, aujourd'hui Parti des travailleurs (PT), évoque, dans l'hebdomadaire *Informations ouvrières* du 6 novembre, l'entrée de Lionel Jospin au PS alors qu'il était militant trotskiste. « Lorsque nous avons discuté de son entrée dans le PS », écrit M. Lambert, François Mitterrand se revendiquait de la « rupture avec le capitalisme ». Il précise que l'adhésion du futur premier ministre suivit une entrevue de M. Jospin avec Pierre Joxe. « J'ai dit : Pourquoi pas ? Donc, il est entré dans le PS », indique M. Lambert, qui se déclare favorable à « l'entrisme ». Il estime que, par la suite, « Jospin a pris goût aux délices du pouvoir ». Sa rupture avec l'OCI résulte d'« une lente dégradation », dit-il, concluant : « Il a cru, petit à petit, qu'il devenait "un grand homme" ».

dans le bureau de M. Hollande, Pierre Mauroy a tonné contre tous ceux qui, ne se « reconnaissant pas dans le PS, peuvent en sortir ». Pour beaucoup, ce message s'adressait autant à Arnaud Montebourg qu'à Martine Aubry ou à Marc Dolez. La machine est en marche.

Isabelle Mandraud et Daniel Psenny

Henri Emmanuelli, cofondateur de Nouveau monde

« Il faut laisser les militants débattre librement »

François Hollande annonce qu'il présentera seul une contribution au congrès de Dijon. En tant que cofondateur du courant Nouveau monde, quel est votre commentaire ?

Cela veut dire qu'à l'arrivée il sera avec Fabius et Strauss-Kahn. C'est leur droit le plus absolu. Ce n'est pas une surprise. Pourquoi des personnes se seraient-elles rassemblées à la hâte en juin, pour restructurer une direction qui n'était menacée par personne, pour se séparer ensuite à l'automne ou au printemps ? « C'est pas moi qui suis avec eux, c'est eux qui sont avec moi ». Il fallait y penser ! Ça change effectivement tout.

Il s'en prend aux « impatiens », aux « combinaisons et postures », aux « pétitions de principe ». Vous sentez-vous visé ?

Non. Côté impatience, nous ne l'étions pas au printemps pour refaire la direction en un week-end. Côté posture, ce n'est pas nous qui changeons d'avis de semaine en semaine sur l'ouverture du capital d'EDF, ou sur la fiscalité, pour ne citer que deux exemples. Notre analyse est politique et

stratégique, et non tactique. Elle est claire : pour redonner des perspectives de victoire à la gauche, il faut recréer les conditions d'un rassemblement progressiste le plus large possible. Ce rassemblement ne peut se faire sur une ligne social-libérale rejetée par une large partie de l'électorat socialiste, les Verts dans leur majorité, ainsi que les



« On nous abreuve d'épithètes (...) sur un "pôle de radicalité" que nous n'avons jamais revendiqué » HENRI EMMANUELLI

communistes et ce qu'il est convenu d'appeler la « gauche mouvementiste », étrangement absents des calculs de notre premier secrétaire. Sans parler des 5 % qui ont voté Chevènement. Sans méconnaître le bilan du gouvernement Jospin, nous n'avons pas inventé cette dérive social-libérale, pour les besoins d'un congrès. Nous en avons dénoncé les aspects, lorsque nous étions au pouvoir, sur des sujets bien précis : ouverture du capital des entreprises publiques,

fiscalité, encouragement aux stock-options, fonds de pension à la française, résultats du sommet de Barcelone, refus de prendre en compte les 40 annuités, prime à l'emploi, etc. En retour, on nous abreuve d'épithètes et de phraséologie creuse sur un « pôle de radicalité » que nous n'avons jamais revendiqué. Enfin, on nous explique qu'en nous écoutant, on resterait dans l'opposition pour trente ans : les mêmes nous expliquaient comment faire pour ne pas perdre ! Ce n'est pas très sérieux !

A six mois du congrès, comment va se dérouler le débat ? N'est-ce pas trop long ?

Nous étions partisans de délais plus rapprochés, nous nous sommes inclinés. Mais les ambiguïtés qui rendent parfois hésitante notre démarche d'opposants, face à une droite dure particulièrement revancharde, démontrent qu'une clarification rapide était nécessaire. Nous respecterons les délais et les statuts de notre parti. Mais nous n'accepterons pas que l'on rejoue une fois de plus le simulacre de la synthèse de la parole des militants faite au sommet après qu'ils aient été consultés par questionnaire.

Pour regagner la confiance du peuple de gauche, il faut d'abord faire confiance aux militants et les laisser débattre librement.

Propos recueillis par D. P.

Julien Dray, cofondateur du Nouveau Parti socialiste

« Pour le moment, le débat d'idées n'existe pas »

François Hollande annonce qu'il présentera, seul, une contribution pour préparer le prochain congrès du PS. Cela vous surprend-il ?

Pas du tout. Il me l'avait dit depuis cinq mois, dès cet été. Il sent bien qu'il y a une pression de plus en plus forte pour éviter un rassemblement fourre-tout où il y aurait à boire et à manger pour tout le monde. Cela pourrait très mal tourner au congrès. François veut donc donner le sentiment que le rassemblement se fera autour de lui. Il lâche une soupape.

Selon vous, tous les leaders socialistes doivent donc déposer leur propre contribution ?

Si Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn ne le font pas, alors la démarche de François n'aura été qu'un pas de deux, un marché de dupes. La phase des contributions, c'est un peu comme l'échauffement avant le match. Mais la vraie question c'est : avec qui compte-t-il former son « axe majoritaire » ?

Vous reconnaissez-vous dans les « impatiens » et les « bruyants » que décrit le premier secrétaire ?

Je reconnais que moi-même,

Arnaud [Montebourg] et Vincent [Peillon], nous aimons bien le bruit. Pas le tapage. La préparation d'un congrès comme celui-ci donne forcément lieu à un échange d'idées, à des confrontations, et c'est tant mieux. Les congrès silencieux, il vaut mieux s'en méfier :



« Les congrès silencieux, il vaut mieux s'en méfier : cela signifie que tout se passe dans les arrières-cuisines » JULIEN DRAY

cela signifie que tout se passe dans les arrières-cuisines.

Cela dit, François Hollande ne révèle rien du contenu de ses propositions, sur le fond, pour un « réformisme de gauche »...

Il y a les têtes de chapitre, sur la mondialisation, l'immigration, le social ou l'éducation, c'est tout. Le débat d'idées, pour le moment, n'existe pas beaucoup, en dehors des actes de contrition que tout le monde s'évertue à exprimer sur la défaite que nous avons vécue.

Vous-même, pour quelles raisons vous êtes-vous détourné du futur axe majoritaire ?

Je l'ai fait à partir du moment où je n'ai pas obtenu du premier secrétaire les réponses que j'attendais et que j'ai vu se dessiner le spectre d'un texte de rassemblement fourre-tout. Si cela signifie que l'on rassemble dans un même mouvement ceux qui ont défendu la hausse du smic et ceux qui ont imposé la prime pour l'emploi ou l'allègement de la fiscalité sur les stock-options, ça ne va pas. J'attendais qu'il fixe la ligne jaune. Il ne l'a pas fait.

Lors du dernier bureau national, Pierre Mauroy s'en est pris à Arnaud Montebourg sur le thème de l'unité du parti... Comment réagissez-vous ?

J'étais présent à cette réunion. Il m'a semblé qu'au-delà d'Arnaud, le message de Mauroy était plutôt destiné à Martine Aubry et à Marc Dolez [premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord]. Il peut y avoir, ici et là, quelques excès verbaux. Mais les débats qui agitent aujourd'hui le PS se retrouvent aussi chez les socialistes italiens ou espagnols. Ce dont je ne veux surtout pas, c'est que l'on personnalise trop les débats pour aboutir à une chasse à l'homme.

Propos recueillis par I. M.

Le Livre de Poche

«...Les compagnons menuisiers et tailleurs de pierre nous méprisent. Nous n'avons pas contribué à l'édification du temple de Salomon. Mais quel métier peut se targuer d'une plus grande ancienneté que le nôtre ? **Nous, boulangers, nous nourrissons les hommes depuis qu'ils savent cultiver le blé !**»

Bernard Lenteric
Le Secret

C'est plus grand en Livre de Poche

Les avocats du procès Elf plaident la relaxe de leurs clients

La modération des peines requises donne des ailes à la défense de MM. Dumas et Le Floch-Prigent, qui enchaînent les bons mots



PEUT-ON encore parler d'un procès Dumas ? La question est posée depuis le réquisitoire modéré de l'avocat général, Marc Guirimand, devant la cour d'appel de Paris. En renonçant à demander une peine d'emprisonnement ferme à l'encontre de l'ancien ministre qui est aussi la personnalité la plus emblématique de cette affaire, le ministère public a donné un signal dans lequel la défense de Roland Dumas s'est engouffrée, mercredi 20 novembre. Comment en effet ne pas voir dans le « recul » revendiqué par l'avocat général par rapport « aux péripéties passées et à l'agitation sur ce dossier » un désaveu de l'accusation de première instance ? Il n'en fallait pas plus à M^{re} Jean-René Farthouat pour signer l'acte de décès de « l'affaire Dumas » et plaider la relaxe de son client. « Souvenez-vous... », a-t-il lancé à la cour en rappelant l'image du président du Conseil constitutionnel quittant au petit matin son domicile parisien, encadré par les deux juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky devant les caméras de télévision. Evoquant ensuite les « rumeurs » et les « romans » qui ont accompagné ce dossier et dont témoignent les multiples procès-verbaux qu'il exhibe devant la cour, M^{re} Farthouat affirme : « Chaque fois que passait, à la hauteur de ceux qui avaient fonction d'instruire, ce qui pouvait calomnier, salir, noircir Roland Dumas, on enquêtait. »

Voilà pour « l'atmosphère ». Quant au fond, l'avocat de l'ancien ministre a méthodiquement mis en pièces des charges déjà fragilisées par l'accusation elle-même. Le chef

de « complicité d'abus de biens sociaux » n'ayant pas été retenu par le jugement de première instance, c'est celui de « recel » que M^{re} Farthouat s'est employé à écarter : Les bottines ? « Une histoire de cornecul ! ». Les statuettes ? « C'est un cadeau. Quand elle les lui offre, il aurait donc fallu qu'il lui demande : avec quoi les as-tu payées ma chérie ? »

L'avocat de M. Dumas se montre tout aussi ironique à propos de l'affirmation selon laquelle son client aurait tiré profit du train de vie de sa maîtresse et surtout de son appartement de la rue de Lille, payé avec les commissions versées par Elf. « C'est une délinquance de proximité qui est reprochée à M. Dumas ! », tonne-t-il. Mais M^{re} Farthouat le sait, la partie sur ce point est loin d'être gagnée devant la cour et il ne peut se contenter d'ironie.

« LE NOM DE SON CHIEN »

L'avocat de Roland Dumas règle donc quelques comptes. Avec Christine Deviers-Joncour d'abord, qui « prend parfois quelques distances avec la vérité ». Il évoque notamment des frais acquittés avec la Carte bleue d'Elf et dont elle a dit qu'ils correspondaient à des voyages en compagnie de M. Dumas, notamment à New York. « M. Dumas était bien à New York à ces dates, mais à des assemblées générales de l'ONU. Et je ne pense pas que le ministre des affaires étrangères de la France ait besoin de Christine Deviers-Joncour pour aller à New York, dormir à New York, manger à New York », observe M^{re} Farthouat.

Encore plus acide, il remarque que certaines de ces dépenses sont faites en Floride - à « Oualte Disney, préci-se-t-il... alors que M. Dumas n'y a jamais mis les pieds ! ». Au nom de son client, M^{re} Farthouat réserve aus-

si quelques petites banderilles à l'« autre » amant de M^{re} Deviers-Joncour, Gilbert Miara. « Qui donne le nom de son chien au compte bancaire par lequel transitent les commissions ? Qui choisit l'agent immobilier, le notaire, la décoration pour l'appartement de la rue de Lille ? Mais c'est notre excellent ami, notre voisin de banc, Gilbert Miara ! », observe-t-il sous le regard approbateur de Roland Dumas, tandis que Christine Deviers-Joncour, blessée par les mots de l'avocat, se cache le visage dans ses mains.

De l'autre côté du prétoire, Loïc Le Floch-Prigent n'a rien perdu de la plaidoirie de M^{re} Farthouat. Car, pour l'ex-PDG d'Elf, la ligne de défense est claire : s'il figure parmi les prévenus dans cette affaire, c'est uniquement parce que l'instruction avait besoin d'un dirigeant pour tenir tout le dossier de l'abus de bien social. « C'est Loïc Le Floch-pigeon ! », s'exclame son avocat, M^{re} Maurice Lanoume. « Sans dirigeant, il n'y a pas d'abus de bien social, donc pas de complice, donc pas de receleurs, donc pas Dumas. Et tout s'écroule ! » Une piste qui a d'ailleurs été suggérée par l'avocat général et qui n'est sans doute pas étrangère à la modération de la peine qu'il a requise contre M. Le Floch-Prigent : trente mois d'emprisonnement avec sursis. « Vous n'êtes pas condamnée, Madame la présidente, à rattraper les erreurs d'une procédure », remarque-t-il, en demandant la relaxe pour son client, qui a été condamné à trois ans et demi de prison en première instance. Avec son confrère, M^{re} Philippe Pétillault, il insiste. Si cette relaxe devait en entraîner d'autres, « ce ne serait pas un drame. Il n'y a pas de dossier emblématique ».

Pascale Robert-Diard

La Cour de cassation rejette la requête en révision du procès d'Omar Raddad

Le jardinier marocain, condamné en 1994, ne sera pas rejugé

OMAR RADDAD ne sera pas rejugé. Les magistrats de la chambre criminelle de la Cour de cassation, siégeant mercredi 20 novembre comme Cour de révision, ont rejeté la requête formulée en 1999 par l'avocat du jardinier marocain, condamné à 18 ans de prison pour le meurtre de sa patronne, Ghislaine Marchal, en 1991. Dans un arrêt d'une dizaine de pages, la Cour a estimé qu'aucun des cinq arguments avancés par M^{re} Jacques Vergès pour exiger que son client soit rejugé ne constituait un fait nouveau de nature « à faire naître un doute sur la culpabilité du condamné ». A défaut d'apporter la clé d'une énigme criminelle rendue célèbre par quelques lettres de sang, cette décision met toutefois un terme à la longue bataille judiciaire et médiatique engagée par les défenseurs d'Omar Raddad pour prouver son innocence, dès sa condamnation en 1994 et depuis sa grâce partielle, en 1996. La Cour a en effet rejeté très clairement tous les éléments avancés par la défense du jardinier pour accrédi-ter la thèse d'un tueur machiavélique qui aurait accusé un innocent avec le doigt englanté de sa victime.

► **L'heure du crime.** Pour démontrer que le meurtre de Ghislaine Marchal aurait été commis le 24 juin 1991 et non le 23, date à laquelle Omar Raddad ne dispose d'aucun alibi, un avis technique a été produit par le professeur Fournier, expert auprès de la Cour de cassation. « Cet avis, fourni par un praticien auquel n'avait été communiqué ni la totalité des expertises antérieures ni l'ensemble des photographies réalisées lors de la découverte du corps, est entaché de contradictions internes », note la Cour, pour qui la mort de Ghislaine Marchal est bien survenue le 23 avant 20 heures, comme l'at-

te le dernier collègue d'experts désigné par la commission de révision.

► **Les soupçons sur le fils de la victime.** A l'appui d'une contre-enquête menée par un détective privé, M^{re} Vergès n'avait pas hésité à mettre nommément en cause le fils de la victime, qui aurait eu « des problèmes d'argent et des disputes » avec sa mère et aurait « caché » certains éléments à la justice. La femme de ménage de M^{re} Marchal avait également été accusée d'avoir menti sur son emploi du temps du 23 juin, et d'avoir disposé, après le meurtre, de ressources financières anormalement élevées. Or « aucun élément de preuve n'est venu étayer ces affirmations », précise l'arrêt. Quant aux accusations « extrêmement graves » portées après coup par l'oncle du condamné contre le fils de M^{re} Marchal, elles ont été « contredites par l'ensemble des témoignages », tandis que leur auteur se trouvait « incapable d'expliquer pour quelles raisons il n'avait pas demandé à être entendu par les enquêteurs, le juge d'instruction ou la cour d'assises ».

► **Le blocage de la porte.** Ghislaine Marchal a été retrouvée barricadée dans sa cave, dont la porte était bloquée de l'intérieur par un lit pliant, un chevron de bois et un tube métallique. Pour la défense d'Omar Raddad, c'est bien le meurtrier, et non Ghislaine Marchal, qui aurait installé cet ingénieux système « dont toutes les tentatives pour démontrer que la mise en place était réalisable par une personne quittant la cave ont échoué », rappellent les magistrats.

► **Les inscriptions accusatrices.** Les avis divergents des experts graphologues sur l'auteur des deux inscriptions « Omar m'a tué » avaient été retenus par la commission de révision comme un élément susceptible de faire naître un doute sur la

culpabilité du condamné. Or l'examen en lumière rasante de la porte de la chaufferie a révélé la présence de « caractères évanouis », dont certains, désignant Omar, ont été tracés sous les inscriptions visibles. « Loïn d'accréditer la thèse d'un scripteur autre que la victime, cette découverte est au contraire propre à établir que celle-ci était bien l'auteur des inscriptions », en concluent les magistrats.

► **Les analyses génétiques.** Le dernier argument de M^{re} Vergès portait sur la découverte d'ADN masculin différent de celui d'Omar Raddad dans deux traces de sang. Cet élément a lui aussi été rejeté par la Cour, pour qui « il est impossible de déterminer à quel moment, antérieur, concomitant ou postérieur au meurtre ces traces ont été laissées ».

Omar Raddad n'assistait pas à l'audience. C'est du cabinet de l'un de ses avocats, à Aix-en-Provence, qu'il a réagi au rejet de sa requête : « Je vais combattre jusqu'à la fin de ma vie », a-t-il déclaré à un journaliste de l'AFP, considérant que « la justice française a craché sur la vérité ».

Son avocat compte désormais saisir la Cour européenne des droits de l'homme pour que « la vérité ne soit pas étouffée ». De son côté, l'un des avocats de la famille Marchal, M^{re} Georges Kiejman, s'en est pris aux défenseurs du jardinier, ces « avocats, écrivains, journalistes, voire académiciens, qui ont accumulé les affabulations et les prétentions pour créer une victime innocente ». Plus discret, le fils de M^{re} Marchal, très ému à la sortie du tribunal, a préféré saluer dans la décision de la Cour de révision « la reconnaissance de l'immense courage que [sa] mère a eu dans les instants qui ont précédé sa mort ».

Alexandre Garcia

Les gendarmes sont réquisitionnés pour remplacer les inspecteurs du permis de conduire en grève

Selon Gilles de Robien, « plus rien ne justifie la poursuite du mouvement »

LE GOUVERNEMENT réquisitionne des gendarmes. Direction : les centres d'examen du permis de conduire. La grève des inspecteurs n'a que trop duré. « Plus rien ne justifie la poursuite du mouvement engagé il y a plus de quatre semaines », a déclaré le ministre des transports, Gilles de Robien, mercredi 20 novembre. « Ce mouvement pénalise gravement l'activité économique de milliers d'auto-écoles et empêche des dizaines de milliers de candidats d'accéder au permis de conduire. »

Dès lundi prochain, 25 novembre, dans les départements les plus touchés par la grève, des gendarmes devraient donc se poster derrière les vidéoprojecteurs et diriger les épreuves du code. Mais le ministère des transports se penche aussi sur la possibilité de confier la partie pratique de l'examen aux forces de l'ordre. L'armée française dispose en effet d'instructeurs, habilités à faire passer le permis aux militaires, qui pourraient bien faire l'affaire.

« Le ministre n'essaie pas de [nous] comprendre », a aussitôt rétorqué le secrétaire général du Snica-FO, syndicat majoritaire parmi les inspecteurs, instigateur du mouvement. Aujourd'hui, un agent sur trois poursuit la grève, selon le ministère. Plus des deux tiers, selon FO. Principale revendication : l'abandon du projet de déconcentration, déjà commencée. Celui-ci permettrait de gérer depuis les préfectures, au plus près du terrain, le corps des inspecteurs - un millier en France -, alors que ces derniers avaient l'habitude de dialoguer en direct avec le ministère des transports. « Finie l'indépendance », annonce FO. Pour d'autres, c'est surtout « finie la cogestion », sous-entendant que FO perdrait de son influence.

« UN RETARD INGÉRABLE »

La CFDT, second syndicat chez les inspecteurs, et le CNPA (Conseil national des professionnels de l'auto-école), majoritaire chez les directeurs d'auto-écoles, se disent, eux, favorables à cette départementalisation. Le président de la branche auto-école du CNPA, Daniel Blot, a donc demandé au gouvernement de « res-

ter ferme sur ses positions ». « Cette grève devient obscène », confie-t-il.

Mercredi, des centaines de moniteurs et gérants d'auto-écoles ont manifesté, notamment à Paris, Melun (Seine-et-Marne) et Colmar (Haut-Rhin), pour souligner les conséquences économiques du conflit. Partout, les élèves annulent des heures de cours. Quelques moniteurs sont contraints au chômage technique. « En un mois, j'ai perdu 2 000 euros, sur un chiffre d'affaires de 10 000 », estime Jean-Pierre Mes-

siaen, gérant d'une petite école à Dunkerque (Nord). « Je bosse 10 heures par jour, pour 1 500 euros par mois. Je dois payer 3 800 euros de taxe professionnelle mi-décembre. Dans le coin, cinq collègues ont fermé leurs portes, ajoute-t-il. Que le gouvernement envoie les gendarmes. Très bien. Sinon, on va accumuler un retard ingérable et les candidats devront attendre six mois avant de passer leur examen. »

Mathilde Mathieu

Courrier INTERNATIONAL
www.courrierinternational.com

IRAK - ONU
Les outils des inspecteurs

CORÉE DU NORD
nucléaire
manipulation
drogues
Les secrets d'un "Etat voyou"

Courrier DES LIVRES, DES IDÉES

Risible humanisme
Portrait de John Gray par Will Self

Ex-Yougoslavie
Ecrire après la guerre
Quatre nouvelles inédites
Darwin, les gènes et la morale par Steven Pinker

La Chine et le Tibet par Wang Lixiong

Racines de García Márquez par Tomás Eloy Martínez

EN CADEAU
Un supplément livres et idées
Et chaque jour : www.courrierinternational.com

FRANCIS FUKUYAMA
LA FIN DE L'HOMME
Les conséquences de la révolution biotechnique

Photo : © Laura Holmgren

FRANCIS FUKUYAMA

« Le nouveau livre de Francis Fukuyama est un événement »
(François Busnel - L'Express)

« Un essai ambitieux et sulfureux »
(Pierre-André Taguieff - Marianne)

« L'essai le plus important de cet automne »
(Marcus Gribus - Dernières Nouvelles d'Alsace)

LA TABLE RONDE

M. Raffarin répond aux invectives de la gauche sur la décentralisation

JEAN-PIERRE RAFFARIN s'est rendu, mercredi, devant les députés lors de la fin de la discussion générale de son projet de loi constitutionnelle sur la décentralisation. Dénouant « l'injure blessante » lancée par Jean Glavany (PS) lors de la séance de questions au gouvernement, le premier ministre s'est défendu de mener une réforme pour « convenance personnelle ». Sous l'oeil de Jean-Louis Debré qui avait mis en garde fin octobre contre « l'intégrisme décentralisateur », il a assuré que la réforme n'avait « d'autre objet que de placer l'Etat au cœur de ses responsabilités (...). Nous avons besoin d'un Etat fort qui assure les fonctions régaliennes et garantisse l'égalité, en particulier entre les territoires », a-t-il martelé. M. Raffarin s'est encore défendu de mener une réforme accordant la prééminence à la « France des notables » comme le lui reprochait la veille Ségolène Royal (PS).



M. Perben veut imposer le test du sida aux délinquants sexuels

LE MINISTRE de la justice Dominique Perben a annoncé, mercredi 20 novembre à l'Assemblée nationale, que le gouvernement projetait d'imposer dès que possible un dépistage du sida aux auteurs de délits et crimes sexuels. « Il me paraît nécessaire, en liaison avec les représentants du corps médical, de poser comme principe que (...) nous puissions introduire cette obligation de test HIV sur un agresseur sexuel », a-t-il indiqué. Deux députés de l'UMP, Alain Marsaud et Michel Voisin, avaient déposé la veille une proposition de loi allant dans le même sens. Reste à connaître l'étendue de cette mesure : concernera-t-elle uniquement les condamnés définitifs ou bien également les personnes mises en examen, donc présumées innocentes ? « Nous avons deux principes juridiques en apparence contradictoires : d'une part l'inviolabilité du corps humain et d'autre part la nécessité de santé publique », a expliqué Dominique Perben.

DÉPÊCHES

■ **ANCIENS COMBATTANTS** : une revalorisation des pensions et retraites des anciens combattants étrangers a été examinée lors du conseil des ministres, mercredi 20 novembre. Le gel des pensions, décidé par le gouvernement français en 1959 au moment de la décolonisation (*Le Monde* du 11 novembre) devrait prendre fin. Le dispositif retenu revalorisera les pensions en fonction du coût de la vie dans le pays d'origine de l'ancien combattant.

■ **PERSONNES ÂGÉES** : François Fillon propose une révision des barèmes de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA). Le ministre des affaires sociales, assure qu'il « faudra tenir compte d'avantage de la capacité contributive des bénéficiaires ».

■ **JUSTICE** : le tribunal de Paris a annulé pour un vice de procédure, mercredi 20 novembre, les poursuites engagées par trois organisations antiracistes contre la journaliste italienne Oriana Fallaci et son livre *La Rage et l'Orgueil*, un pamphlet anti-musulman qu'elles accusaient de « provocation à la haine raciale ».

■ **Le tribunal de Paris a rejeté, mercredi 20 novembre, les demandes d'indemnisation formulées par Jean-Marie et Christine Villemin.** Le tribunal a jugé que les parents de Grégory, mort en octobre 1984, n'ont pas prouvé l'existence d'une « faute lourde » de la justice dans l'instruction du juge Jean-Michel Lambert.

■ **La Mairie de Paris a déposé plainte contre X...** avec constitution de partie civile, mercredi 20 novembre, dans l'affaire des dépenses de la questure de 1987 à 2000. Un rapport de l'Inspection générale de la Ville, transmis le 3 juillet au parquet de Paris par le maire (PS) Bertrand Delanoë, avait souligné notamment des frais de réception et d'alimentation somptuaires - 14 millions de francs (2,14 millions d'euros) - du couple Chirac à l'Hôtel de Ville entre 1987 et 1995.

■ **La Cour de cassation a rejeté, mercredi 20 novembre, le pourvoi de Michele d'Auria,** médecin personnel de l'abbé Pierre, qui contestait son extradition vers l'Italie. Arrêté à Paris dans la nuit du 22 au 23 février, le docteur d'Auria vivait en France depuis une dizaine d'années sous le nom d'emprunt d'Antonio Canino. L'Italie réclame son extradition pour qu'il exécute une peine de neuf ans d'emprisonnement prononcée le 30 septembre 1997 par la cour d'appel de Milan pour des hold-ups commis sept ans plus tôt.

■ **FRANCE** : une plaque commémorative à la mémoire de l'opposant marocain, Mehdi Ben Barka, enlevé et assassiné en octobre 1965, sera installée à Paris près de la brasserie Lipp, dans le quartier Saint-Germain-des-Prés. Cette initiative, votée mardi 19 novembre par l'ensemble des conseillers de gauche du Conseil de Paris, avait été lancée par Jean Vuillemoz, président du groupe communiste. Les représentants de la droite se sont quant à eux abstenus lors du vote - (AFP).

■ **IMMIGRATION** : le ministère de l'intérieur a indiqué, mercredi 20 novembre, que 33 des 37 immigrants bulgares en situation irrégulière qui avaient été interpellés au début du mois à Bordeaux (*Le Monde* du 9 novembre), sont rentrés dans leur pays d'origine. Sept personnes ont été embarquées sous escorte le 13 novembre, dans un avion. Les 26 autres sont partis volontairement, à bord de vols réguliers.

Le Conseil des impôts réaffirme l'intérêt de la retenue à la source

LE CONSEIL DES IMPÔTS qui a rendu public, jeudi 21 novembre, son vingtième rapport, viendra certainement éclairer les réflexions préalables aux réformes annoncées par Francis Mer le 8 octobre. Alors que le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie a choisi d'abandonner l'idée d'un prélèvement à la source - sur la feuille de paie - de l'impôt sur le revenu, le Conseil qui s'est intéressé cette année aux relations entre les contribuables et l'administration, engage le gouvernement à maintenir l'objectif d'une telle mesure. Il souligne qu'elle constituerait une simplification importante tant pour les usagers que pour l'administration. Prenant cependant acte des obstacles à une telle réforme, il préconise une étape intermédiaire consistant à prendre comme assiette le revenu de l'année courante et non plus celui de l'année précédente. Impliquant une régularisation en fin d'année ou au début de l'année suivante, cette formule existe déjà pour l'impôt sur les sociétés.

De plus en plus de femmes africaines vivant en France sont touchées par le sida

68 % d'entre elles ignorent leur séropositivité lorsqu'elles tombent malades. Selon l'Institut de veille sanitaire, au premier semestre, 50 % du total des cas provenait d'une contamination hétérosexuelle

LES FEMMES, en particulier celles qui ont la nationalité d'un pays d'Afrique subsaharienne, représentent une proportion croissante des personnes infectées par le VIH en France. Déjà observée en 2001, cette tendance se confirme, selon les données rendues publiques, mercredi 20 novembre, par l'Institut de veille sanitaire (InVS). Dans l'ensemble, le nombre de nouvelles contaminations (4 500 à 5 000 en 2001), de nouveaux diagnostics de sida (840 au premier semestre 2002) et de décès (350 au premier semestre 2002) restent stables.

Derrière ces chiffres globaux existent de fortes disparités selon le mode de contamination et selon la nationalité. Entre 1998 et 2001, le nombre de cas de sida avait continué à diminuer d'environ 30 % chez les homosexuels et les usagers de drogues. Sur les trois derniers semestres, le nombre de cas s'est stabilisé chez les homosexuels.

Chez les hétérosexuels, la tendance 1998-2001 était inverse, le nombre de nouveaux cas ne diminuait plus, enregistrant une hausse de presque 10 %. « Ainsi, notent les experts de l'InVS, au premier semestre 2002, la moitié des cas de sida

sont liés à une contamination hétérosexuelle. » C'est d'ailleurs parmi cette population hétérosexuelle que s'observe la plus forte proportion de personnes n'ayant pas eu accès au dépistage du VIH : 64 % au premier semestre 2002, quand cette proportion est de 45 % pour les personnes contaminées par des rapports homosexuels et de 17 % pour celles ayant contracté le virus lors d'un usage intra-veineux de drogues.

Les personnes ayant la nationalité d'un pays d'Afrique subsaharienne représentent 22 % des malades au premier semestre 2002, contre 12 % en 1998 et 5 % en 1995. Elles représentent 41 % des cas liés à une contamination hétérosexuelle au premier semestre 2002. Cette augmentation est particulièrement marquée chez les femmes : au premier semestre 2002, 42 % des femmes ayant un sida ont la nationalité d'un pays d'Afrique subsaharienne, contre 20 % en 1998 ; la proportion chez les hommes était respectivement de 16 % et de 9 % en 1998. Avant le diagnostic de leur sida, 68 % des malades de nationalité d'un pays d'Afrique subsaharienne ignoraient leur séropositivité (42 % dans le cas des personnes de nation-

nalité française). En général arrivée en France déjà porteuse du VIH, cette population constitue donc un groupe particulièrement vulnérable.

SURVEILLANCE DE LA SYPHILIS

Parallèlement, la surveillance des infections sexuellement transmissibles (IST) avait permis de mettre en évidence une recrudescence des gonocoques à partir de 1998, en particulier chez des homosexuels masculins. L'enquête Presse gay 2000 avait confirmé cette tendance, rapprochée du constat d'un relâchement des comportements et de l'augmentation des prises de risques. Si une diminution du nombre des gonocoques a pu être observée chez les hommes en Ile-de-France et dans les autres régions, le pourcentage de souches ano-rectales en Ile-de-France reste élevé (19 % en 2001).

La mise en place d'un dispositif de surveillance de la syphilis à Paris a également permis de documenter une recrudescence de cette maladie (*Le Monde* du 1^{er} septembre 2001). Depuis le début de l'année, 203 cas ont été diagnostiqués à Paris, contre 148 en 2001.

La photographie d'ensemble fournie par le dispositif de surveillance des infections par le VIH et des autres infections sexuellement transmissibles, souvent concomitantes, se fait donc de plus en plus précise. Elle devrait l'être davantage encore lorsque la déclaration obligatoire des diagnostics d'infection à VIH entrera dans les faits, début 2003.

Un recensement plus exhaustif des contaminations sera alors possible, avec d'autant plus de précisions qu'une nouvelle stratégie de dépistage rend possible la distinction entre les contaminations récentes et celles datant de plus de six mois. Utilisant des tests différenciés, cette technique a été développée par le Centre national de référence du VIH dirigé par le professeur Francis Barin (CHU de Tours) avec le soutien de l'Agence nationale de recherches sur le sida (ANRS). Conçue comme un outil épidémiologique, elle ne devrait pas être utilisée pour renseigner sur les cas individuels. L'InVS a saisi le Comité consultatif national d'éthique sur ce point.

Paul Benkimoun

innovation
à la Fnac

Venez découvrir i-mode™, l'internet de poche par Bouygues Telecom dans votre magasin Fnac.



— Une nouvelle Fnac à Paris :
— Fnac Digitale,
— 81 bd Saint-Germain Paris 6^e



Les agriculteurs partent en guerre contre la grande distribution

A l'appel de la FNSEA et des Jeunes agriculteurs, plusieurs milliers de paysans ont commencé à bloquer, mercredi 20 novembre, une soixantaine de centrales d'achat de produits frais. Les grandes surfaces répondent qu'elles ne peuvent pas garantir le revenu agricole

LES AGRICULTEURS se lancent dans l'épreuve de force. Quelque 10 000 militants de la FNSEA et des Jeunes agriculteurs (JA, ex-CNJA) bloquent, depuis mercredi 20 novembre au soir, plus de soixante centrales d'achat de produits frais de la grande distribution. Jeudi matin, ces actions concernaient le Grand Ouest (Normandie, Bretagne, Pays-de-la-Loire), le Sud-Ouest (Poitou-Charentes, Aquitaine, Haute-Garonne), l'Hérault, les Bouches-du-Rhône, la Bourgogne, Rhône-Alpes, la Lorraine, l'Alsace, le Nord-Pas-de-Calais et la Picardie.

Ce blocus, d'une durée illimitée, vise à « faire changer l'état d'esprit, à la fois dans les pratiques commerciales entre acheteurs et fournisseurs, et au niveau du gouvernement, qui doit faire appliquer la loi », précise Jean-Michel Lemétayer, président de la FNSEA.

Les agriculteurs dénoncent le « racket » des grandes surfaces : pratiques commerciales « abusives », « marges arrières » (facturation de services comme la présentation en magasin), stockage artificiel, marges commerciales disproportionnées, remises diverses qui, selon eux, sont répercutées sur les prix payés aux exploitants. Les attaques contre une grande distribu-

tion accusée de s'enrichir au détriment de l'amont tiennent une place prépondérante dans le discours de la FNSEA et des JA, centré sur l'idée que les agriculteurs doivent vivre du prix de leurs produits.

Les responsables syndicaux fournissent les chiffres traduisant le décrochage des prix payés aux agriculteurs. La crise de la vache folle a attisé leur colère : pendant que les prix payés aux éleveurs dégringolaient, les consommateurs payaient plus cher la viande bovine. Toutes les filières sont régulièrement touchées par ce type de crise : fruits et légumes, viande bovine, porc, volaille...

A chaque fois, la FNSEA réclame l'application de la loi sur les nouvelles régulations économiques (NRE), votée le 15 mai 2001, qui prévoit des sanctions en cas de pratiques commerciales abusives. Les JA envisagent, pour leur part, la fixation de prix minimum par filière et une éventuelle indexation des prix d'achat aux producteurs sur les prix de vente en magasin.

Le blocus des centrales d'achat entrepris mercredi n'est pas une surprise. La tension monte depuis plusieurs semaines, et toutes les tentatives de concertation ont échoué. Début octobre, une table ronde réunie sous l'égide du secré-



DOMINIQUE FAGET/APF

taire d'Etat au commerce, Renaud Dutreil, avait déçu les agriculteurs, même si, pour la première fois, ils avaient été admis dans la commission d'examen des pratiques commerciales, chargée de travailler sur les relations entre distributeurs et fournisseurs. « Nous en avons assez des groupes de travail ; nous en avons eus avec la distribution tout l'été. Cette réunion est un camouflet et une déception », avait déclaré

Jérôme Despey, président des JA. « Ce gouvernement est aussi timide que le précédent. Le sujet a toujours embarrassé les politiques », commente aujourd'hui M. Lemétayer, qui en appelle au premier ministre. Les relations entre agriculteurs et professionnels de la grande distribution tiennent presque du rituel. Face à une forme de commerce accusée d'abuser de sa position dominante aux dépens des

transformateurs et des producteurs, ces derniers ont pris l'habitude de réclamer l'arbitrage des pouvoirs publics. « Si nous ne lançons pas une mobilisation générale, rien ne changera », affirme M. Lemétayer.

PRIX FIXÉS PAR RÉGION

Le président de la FNSEA reconnaît que « la capacité des filières à s'organiser elles-mêmes » est déter-

minante pour peser sur les prix. L'exemple est donné par la filière laitière, pionnière dans ce domaine. Un accord avec l'industrie de la transformation et la distribution permet de fixer les prix par région. Le respect de l'accord est surveillé par les agriculteurs, qui inspectent régulièrement les magasins. Michel-Edouard Leclerc parle, à ce propos, de « prix FNSEA : 0,53 centime d'euros par litre de lait UHT », en-dessous duquel la brique ne doit pas descendre. La filière laitière dispose d'une force : la maîtrise des volumes instaurée par les quotas en 1984.

Dans les autres secteurs, les situations varient fortement. Les producteurs de fruits et légumes frais pâtissent de leur isolement. La moitié des exploitants seulement appartient à une organisation de producteurs. François Lafitte, président de l'Interprofession des fruits et légumes frais (Interfel), cite en exemple la production de tomates. « Ils ont su se donner des disciplines en concentrant leur offre, ce qui leur permet d'être moins sensibles aux fluctuations du marché », affirme-t-il.

Dans le secteur de la viande, traiter avec les abattoirs, les grossistes ou les industriels de la transformation ne met pas à l'abri de la pression sur les prix, selon M. Lemétayer. « On a l'impression que quand les grandes surfaces traitent avec les entreprises commerciales, ça ne concerne plus les producteurs. Mais quand une entreprise cède quelques points de marge arrière, pour je ne sais quel service, c'est forcément nous qui trinquons », affirme-t-il.

Les agriculteurs veulent donc se substituer aux industriels. « Les entreprises n'iront jamais dire que ça se passe mal avec une enseigne. Les éleveurs savent très bien qu'eux seuls peuvent aller demander des comptes à la grande distribution », explique Bernard Esnault, directeur de la Fédération nationale porcine (FNP). Pascal Coste, secrétaire général de FNSEA, insiste de son côté sur la dimension sociale du mouvement engagé, qui vise, selon lui, à défendre le maintien « des agriculteurs, et des PME, donc de l'emploi » sur tout le territoire.

Stéphane Lauer

Gaëlle Dupont

Le soutien de l'UFC-Que Choisir

Marie-José Nicoli, présidente de l'UFC-Que Choisir, a indiqué, mercredi 20 novembre : « Nous comprenons très bien que les agriculteurs fassent ce genre de blocus car, depuis des mois, les discussions n'aboutissent pas entre la grande distribution et les représentants des agriculteurs. » Selon elle, les agriculteurs « parlent également pour les PME qui n'osent pas revendiquer par peur d'être déréférencées » par la distribution. Leurs produits ne seraient alors plus vendus. « Avec cinq centrales d'achat, la grande distribution est en train d'étrangler tout le monde, estime M^{me} Nicoli. Malgré l'image qu'elle tente de donner à travers la FCD (Fédération du commerce et de la distribution) ou ses enseignes respectives, elle regarde avant tout ses propres intérêts. »

La Fédération du commerce (FCD) dénonce une « prise d'otage »

LA GRANDE distribution avait appelé à la raison les agriculteurs, dès le début du mois de novembre. Cet appel n'a visiblement pas été entendu. Les syndicats agricoles se sont finalement résolus à employer les grands moyens pour se faire entendre. Les enseignes telles que Carrefour, Auchan et Leclerc sont accusées de « pratiques abusives ». La querelle porte sur la répartition des marges entre distributeurs et agriculteurs.

La Fédération du commerce et de la distribution (FCD), qui regroupe la plupart des enseignes à l'exception de Leclerc et d'Intermarché, a fermement réagi, pour s'élever contre cet « affrontement stérile avec cette mise en scène médiatique ». « Prendre en otage nos magasins et nos clients est inacceptable », affirmait récemment Jérôme Bédier, président de la FCD. A un mois des fêtes de Noël, ce blocage intervient au plus mauvais moment pour les grandes surfaces, d'autant que la conjoncture reste fragile et qu'un infléchissement des indices de consommation n'est pas à exclure.

Le mouvement des agriculteurs touche un point névralgique de l'organisation de la distribution. L'autonomie en produits frais (fruits, produits laitiers, viande) n'est que de un ou deux jours pour un hypermarché et de trois ou quatre pour un supermarché. Des ruptures de stocks sont donc à craindre si le mouvement se prolonge.

UN ACCORD ILLÉGAL

Les distributeurs reconnaissent que « le sujet de la rémunération des agriculteurs est central ». « L'iniquité des agriculteurs est justifiée par l'évolution de la politique agricole commune, l'augmentation des contraintes techniques et réglementaires », reconnaît M. Bédier, qui, pour autant, ne se sent pas directement responsable de la situation. « Nous sommes incapables d'apporter une garantie de revenu au monde agricole. Nous ne pouvons pas nous substituer aux politiques agricoles », insiste M. Bédier même si « c'est l'intérêt des commerçants de pouvoir compter sur des prix stables ». Pour la grande distribution, les revendications

agricoles visant à instaurer des prix minimum ou à réglementer les marges « reviennent à encadrer le marché et à recréer des mécanismes d'économie administrée, qui sont contraires aux règles communautaires ». Début octobre, le Conseil de la concurrence a ainsi déclaré illégal un accord signé l'été dernier, qui visait à réguler le prix des pêches et des nectarines. La Commission européenne enquête de son côté sur le marché de la viande.

Enfin, la grande distribution conteste l'argument utilisé par les agriculteurs qui consiste à fustiger les marges arrières. Ces sommes réclamées par la distribution aux fournisseurs pour obtenir des avantages commerciaux concerne en effet essentiellement les produits transformés et donc les industriels plus que les agriculteurs. Même si la FCD se dit prête à discuter avec les agriculteurs, les relations sont en train de virer au dialogue de sourds.

L'agglomération toulonnaise veut améliorer ses transports

Les élus programment un « Plan bus », un nouveau tunnel et un tramway

TOULON

de notre correspondant

Après quatre décennies d'une gestion de droite puis d'extrême droite, d'immobilisme, d'attentisme et de projets sans suite en matière de circulation, Toulon s'attelle au chantier des déplacements dans la vil-

Après les six ans de gestion du FN, la municipalité n'avait pas les moyens financiers d'investir dans un tel chantier

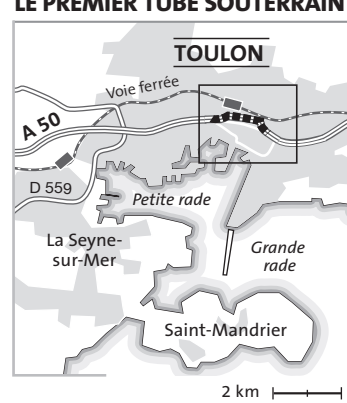
le. La municipalité élue en mars 2001 s'appuie notamment pour cela sur une profonde rénovation des transports en communs. Traversée souterraine, tramway, bus, navettes maritimes bénéficieraient d'attentions d'autant plus vitales que la ville est menacée d'as-

phyxie.

Le 19 septembre, le premier tube de la traversée souterraine de Toulon a été ouvert. Long de 3,3 kilomètres, il relie les sorties est et ouest de la ville. Cet axe à sens unique absorbe 30 000 véhicules par jour, soit 23 % de la circulation de surface. Néanmoins, avec une augmentation de la circulation automobile 6 % par an, la réalisation du second tube relevait de l'urgence. Mais après les six ans de gestion du Front national, la municipalité d'Hubert Falco (UMP), aujourd'hui secrétaire d'Etat aux personnes âgées auprès du ministre des affaires sociales, n'avait pas les moyens financiers d'investir dans un tel chantier, pas plus que dans celui du tramway. Aucun toulonnais n'espérait plus que ces deux projets voient le jour avant 2012.

Devenu, en novembre 2001, président de Toulon Provence Méditerranée (TPM), la nouvelle Communauté d'agglomération regroupant 11 communes et 500 000 habitants, le maire a rouvert le dossier du financement et du calendrier. Evalué à 230 millions d'euros, le budget du second tube aurait pu être calqué

LE PREMIER TUBE SOUTERRAIN



sur la structure du premier ; une participation de l'Etat et de la région PACA (27,50 % chacun) et du conseil général (22,5 %), en plus de l'effort de la ville. Mais M. Falco souhaitait que son ami et nouveau président de l'assemblée départementale, Horace Lanfranchi (div. droite), fasse un effort, avec 5 à 10 % de financement supplémentaire. Cela minorerait d'autant la part de Toulon, actuellement de 22,5 %, payée en fait par la Communauté d'agglomération.

Les études techniques pour le deuxième tunnel routier sont en cours. « Les travaux pourraient commencer en 2004, après les appels d'offres, et le second tube pourrait être ouvert à la circulation vers 2007 », indique Joël Chatain, directeur de la DDE du Var.

L'investissement du tramway (580 millions d'euros) sera sensiblement égal à celui de la traversée souterraine. Les travaux devaient commencer en 2004, mais le chantier est déjà ouvert. Le premier tronçon de 18 km (sur les 33 km de l'ensemble) sera opérationnel en 2008.

Le « pôle transports » de la Communauté d'agglomération s'est substitué à l'ancien syndicat intercommunal (Sicitat), qui regroupait huit communes. Il met en place un vaste « plan bus » qui vise notamment à harmoniser les tarifs et à mieux adapter l'offre : le nombre de kilomètres parcourus par an et par habitant dans l'agglomération est l'un des plus bas de France : entre 7,9 et 27 (selon les communes), contre 36,1 au plan national. Michel Brûre, adjoint au maire de Toulon et président du « pôle transports » de la Communauté d'agglomération précise : « TPM va accroître de 30 % son réseau, ce qui devrait porter le niveau de l'offre à 26,6 km par habitant et par an. D'où la nécessité d'acheter 60 nouveaux bus et de réaliser d'importants travaux de voirie, soit un investissement de 16 millions d'euros sur trois ans ».

Par ailleurs, une partie de l'agglomération dispose déjà d'un système de navettes maritimes unique en France ; il permet, avec des tarifs identiques à ceux des bus, de se déplacer dans des conditions de confort et de régularité exceptionnelles. Ce qui explique que ces lignes soient empruntées, chaque année, par 3,2 millions de personnes. Les lignes de ces navettes vont subir des aménagements qui pourraient accroître le trafic de 10 % à 15%. Des extensions aux autres communes sont envisagées.

« Toulon doit respirer », lançait Hubert Falco lors de sa campagne municipale. Il ne pensait pas, à l'époque, y parvenir grâce à ses voisins qui, pour la plupart, vivaient jusqu'alors sur la base du chacun pour soi.

José Lenzini

M. de Robien confirme l'abandon du projet de canal Rhin-Rhône

GILLES DE ROBIEN, ministre des transports, a confirmé, dans un courrier rendu public, lundi 18 novembre, qu'il ne souhaitait pas rouvrir le dossier du canal Rhin-Rhône, abandonné par le précédent gouvernement. « A part la modernisation du réseau existant et l'aménagement progressif de la liaison Seine-Nord à grand gabarit (...), aucun autre projet de liaison fluviale à grand gabarit n'a été retenu dans les schémas de service », a-t-il écrit au président du conseil général du Doubs, Claude Girard (UMP). Ce dernier avait récemment rappelé à M. de Robien « l'opposition de l'ensemble des députés UMP de Franche-Comté, du président du conseil régional, ainsi que d'une majorité des habitants du département » à la réouverture du dossier. Déclaré d'utilité publique en 1978, le canal Rhin-Rhône était destiné à compléter la liaison fluviale entre la mer du Nord et la Méditerranée. Ce projet avait été abandonné en 1997 par le gouvernement Jospin, à la demande de la ministre de l'environnement, Dominique Voynet.

DÉPÊCHES

■ ILE-DE-FRANCE : le conseil régional a effectué, mercredi 21 novembre, sa première émission de billets de trésorerie (obligations à court terme), devenant ainsi, selon son président (PS), Jean-Paul Huchon, la première collectivité locale d'Europe à recourir à ce financement. Le programme de billets de trésorerie porte sur 500 millions d'euros et est, selon le conseil régional, « destiné à régir ses opérations de financement à court terme et permet à la région de diversifier ses sources de financement et d'optimiser ses coûts de trésorerie ».

■ PARIS : les chauffeurs de taxi acceptent la création de 1 500 autorisations nouvelles dans les prochaines années, en fonction de l'augmentation de la demande. A la suite d'une rencontre avec la commission professionnelle, mercredi 20 novembre, Jean-Paul Proust, préfet de police de Paris, a obtenu un accord sur son projet d'augmentation du parc, qui compte aujourd'hui 14 900 licences (Le Monde du 21 novembre).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA CÔTE-D'OR
SUPPRESSION DU PASSAGE À NIVEAU N°5 DE LA LIGNE DIJON - VALLORBE SUR LA RD 122 a.
Par arrêté préfectoral du 25 octobre 2002, le Conseil Général de la Côte-d'Or est autorisé à réaliser les travaux de rectification et de canalisation du cours d'eau « Le Suzon » afin de procéder à la suppression du passage à niveau n°5 de la ligne DIJON - VALLORBE sur la RD 122 a.
Cet arrêté définit les prescriptions applicables à l'opération qui relève des rubriques n°2.5.0 et 5.3.0 de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-6 du code de l'environnement correspondants à l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
Toute personne intéressée peut prendre connaissance des dispositions de cet arrêté soit dans les mairies de DIJON et de LONGVIC, soit à la Préfecture, Bureau de l'Environnement au 53, rue de la Préfecture à Dijon.
Pour le Préfet et par délégation, le Chef de Bureau R. VIROT.

CULTURE
Publicités
EN
RÉGIONS

THÉÂTRE GYPTIS
LES 28 et 29 novembre 2002
Le Couronnement de Poppée
Opéra de Monteverdi
Chœur de Monteverdi
Cie. Dada Ex Machina
Direction Artistique M. Garcia
Mise en scène A. Vozjoucas
UN BAROQUE TRIOMPHANT
04 91 11 00 91 - Marseille
Rens. publicité : ☎ 01.42.17.39.65

AMOS GITAI

C

A commence avec les Chinois. Des ouvriers chinois qui traversent le parking en portant des matériaux de construction, sous le soleil brûlant de début novembre, à Tel-Aviv. On entend un orgue

électrique, dont joue avec application une femme asiatique, sur le perron d'un des bâtiments de Nehushtan. Situé là où la première capitale d'Israël se transforme en sa voisine arabe, Jaffa, Nehushtan va bientôt disparaître, et c'est triste.

Triste, car l'endroit est magnifique, avec ses premiers bâtiments érigés par des templiers allemands au XIX^e siècle, son assemblage inventif d'ateliers et d'entrepôts ajoutés lorsque le lieu est devenu une usine d'ascenseurs. Triste parce que cet endroit est devenu l'épicentre de l'œuvre singulière qu'élabore, avec une énergie et une créativité qui semblent ne cesser de croître et embellir, Amos Gitaï, cinéaste israélien solitaire et très bien entouré. Il a entrepris d'y ajouter un nouvel élément, *Alila* – en hébreu, le mot signifie soit « fiction », soit « complot », le cinéaste se garde bien de trancher entre les deux acceptions.

« Ici, c'était la synagogue de Kadosh, montre le cinéaste en désignant la grande pièce affectée au secrétariat de la production. Là, l'hôpital de Kippour. La chambre où est tournée la scène du début était située dans ce hangar, dont la hauteur sous plafond permettait de filmer de très haut. » A l'étage, il montre les traces de ce qui fut la librairie d'Eden, une autre de ses réalisations récentes. Beaucoup de films sont tournés dans des lieux à l'abandon, mais rare sont les cinéastes qui ont le talent et la possibilité d'investir ainsi un lieu, pour en faire non seulement un outil de travail, mais un outil de création.

Semblable démarche est au centre du travail d'un metteur en scène qui ne manque jamais de rappeler qu'il a d'abord étudié l'architecture. Depuis toujours, il pense en volumes, en espaces, en mises en relation de surfaces; son cinéma naît de cette approche. Et son nouveau film représente un pas de plus dans cette direction. Il s'agit pourtant, phénomène rare chez l'auteur de *Kedma*, d'une adaptation littéraire. Ecrivain largement reconnu en Israël et dans le monde anglophone, mais jamais traduit en français, Yehoshua Knaz a donné au réalisateur toute latitude dans la transposition à l'écran de son roman *Returning Lost Loves*. « Une comédie noire, une sorte de Short Cuts du Tel-Aviv contemporain », dit Marie-José Sanselme, l'ancienne attachée culturelle à l'ambassade de France en Israël, devenue la scénariste d'élection de Gitaï, tentant elle aussi un raccourci dont elle est la première à mesurer les limites.

Ce que sera le film terminé reste encore imprévisible : Gitaï a l'habitude de modifier considérablement les projets en cours de tournage, sa scénariste est bien placée pour le savoir. Ce qui n'empêche pas la définition d'un principe de mise en scène établi à l'avance : pour évoquer cette histoire des relations des multiples personnages principaux que sont les habitants de la cour, il a conçu une construction en « modules narratifs », successions de cellules composées chacune d'un plan-séquence. Inspiré de celui qui constituait la contribution d'Amos Gitaï au film collectif *11'09'01* (une virtuose scène d'attentat, qui trouvera un écho dans ce nouveau projet, si les autorités l'acceptent), ces plans-séquences doivent de plus jouer sur le passage sans solution de continuité des intérieurs à l'extérieur, ou inversement. De quoi réjouir Renato Berta, l'un des meilleurs chefs opérateurs du monde, complice de Gitaï sur cinq films depuis



Amos Gitaï et Yaël Abecassis, lors du tournage du film « Alila », dans un hangar à Nehushtan.

TOURNE « ALILA »

Le cinéaste israélien a planté à Tel-Aviv le décor de son prochain film, qu'il construit à la manière d'un architecte

Devarim, en 1986, qui court la planète aux côtés des cinéastes parmi les plus exigeants – Oliveira, Straub, Resnais... – pour se confronter à ce genre de défi.

Les « blocs narratifs » conçus par Amos Gitaï viennent directement de sa formation d'architecte, plus précisément de l'héritage dont il se réclame explicitement : son père, Munio Weinraub, fut l'une des grandes figures du Bauhaus. Emigré en Palestine après l'arrivée au pouvoir de Hit-

Aujourd'hui, pour mettre en œuvre son « ciné-bauhaus », le cinéaste dispose d'un lieu, d'une histoire, mais aussi d'une relation exceptionnelle à ceux qui l'entourent. Mal vu dans son pays, jalouxé par les uns pour sa reconnaissance internationale, vilipendé par les autres pour le regard critique qu'il porte sur la société et la politique israéliennes, il commençait de tourner ce 3 novembre, malgré le « coup de poignard dans le dos » de la Commission

chot, la plupart des comédiens et la quasi-totalité des techniciens. Cette assemblée de fidèles souligne un engagement, qui saute aux yeux sur le tournage : où voit-on un tel élan, un tel partage joyeux des tâches sur un plateau, généralement lieu des frilosités et des quant-à-soi corporatistes ?

Le cosmopolitisme de l'équipe (Berta est tessinois, parmi les Français il faut aussi mentionner Daniel Ollivier, l'ingénieur du son; le chef décorateur, Migel Markin, vient d'Argentine, la costumière, Laura Sheim-Dinulesku, est d'origine roumaine, Prosper Shaul, machiniste polyglotte promu perchman sur le front des troupes, est né au Zaïre...) participe à l'évidence de ce rapport singulier, mais aussi de la manière de travailler de Gitaï.

Ce corps massif monté sur les semelles d'air d'imposantes baskets polarise les énergies, les sollicite et les réfracte, en un ballet intrigant d'apartés, de conciliabules avec techniciens et acteurs, de brusques replis solitaires, de coups de gueule foudroyants, de blagues chaleureuses et gamines, de déploiements théoriques impressionnants et de pure mauvaise foi. Petit à petit se met en place un complexe double ballet, celui des personnages – pas moins de cinq, sans compter les figurants, chacun suivant sa trajectoire singulière – et celui de l'ensemble de l'équipe avec et entre les acteurs.

Gitaï fait reprendre et reprendre enco-

re, il cherche l'harmonie du mouvement d'ensemble, et puis, au cœur de l'harmonie, la rupture, la stridence. Le scénario est construit selon les principes des fameux blocs narratifs, la mise en scène cherche à ne pas s'y laisser enfermer. « Ça manque de balagan ! », se plaint Renato Berta, c'est-à-dire de désordre. Sur les instructions de Gitaï, Laurent Truchot fait déplacer des voitures, ajoutant à la confusion dans le cadre où Yaël Abecassis (qui jouait la belle victime de l'intégrisme juif dans *Kaddosh*) est poursuivie par Liron Levo (qui fut le séduisant militaire héros de *Kippour*).

Mais du *balagan*, Amos Gitaï en veut au principe même de ce film dont, en le regardant travailler, on perçoit l'intense tension. Celle qui se joue entre le projet de l'architecte adepte des épures rectilignes et le non-dit, le non-montré qui doit hanter ce film aux ambitions considérables sous ses apparences de comédie de mœurs dans un immeuble où cohabitent des figures hautes en couleur. La veille du premier jour de tournage, Amos Gitaï est allé sur les lieux de son enfance, à Haïfa. Il a parlé avec sa mère et avec ses propres enfants, et puis il a rendu visite à Youssef et à sa femme, dans le *wadi*.

Tourné en trois fois sur vingt ans, inédit en France, *Wadi* – le mot veut dire « vallée » – est l'un des plus beaux films d'Amos Gitaï, et peut-être le plus beau travail cinématographique sur la situation actuelle au Proche-Orient. Dans ce canyon creusé au cœur même de la cité vivent des hommes et des femmes au destin magnifique et terrible. Ces juifs, ces

Ce que sera le film terminé reste encore imprévisible : Gitaï a l'habitude de modifier considérablement les projets en cours de tournage

ler, il y introduisit cet urbanisme incarnant l'utopie sociale et esthétique dont se voulaient porteurs les pionniers du sionisme, et qui a donné son apparence à de nombreux quartiers de Tel-Aviv. Le jeune Amos avait commencé par marcher sur les traces de ce père très admiré, en construisant des logements pour les transfonctionnaires mexicains en Californie, à partir d'un système de « modules » simples et bon marché, adaptables aux besoins de chacun.

du film (l'équivalent local de l'avance sur recettes), qui, après lui avoir attribué une aide financière importante, venait de faire savoir qu'elle était retirée.

Gitaï dit qu'il a l'habitude. Il n'a pas besoin de dire qu'il a aussi l'habitude de compter sur ses proches et fermes alliés – qu'il appelle en riant : « *Mon kibboutz personnel* ». Au nombre de ceux-ci comptent, outre Marie-Jo Sanselme et Renato Berta, le producteur Michel Propper, l'inépuisable directeur de production Laurent Tru-

Arabes, ces Bédouins, ces immigrants venus d'Europe centrale, d'Afrique du Nord ou de Russie sont comme l'inconscient d'Israël, personne ne les voit. Dans le *wadi*, aujourd'hui désert, et dont seul Youssef a refusé de partir, Amos Gitaï s'est assis devant la barque de tôles et de planches. Il a bu le thé, il a souri et parlé et écouté, il a mangé les fruits des arbres qui poussent entre les falaises de roc.

Sur le parking d'*Alila*, il y a les Chinois, et la jeune femme asiatique qui joue de l'orgue : la Taïwanaise Lin Zamir joue Linda, la bonne philippine du vieux Schwartz, le concierge ashkénase et atrabilaire qui tente de s'opposer à la construction sauvage d'un appartement par les nouveaux venus, des juifs marocains. Très présents à Tel-Aviv, ces Asiatiques sont la main-d'œuvre que fait venir, plus ou moins légalement, Israël, pour remplacer les Palestiniens, désormais engagés dans leurs territoires. Omniprésent et paradoxal, l'inconscient du temps présent habite le film sur tous les plans. Si Amos Gitaï peut encore tourner à Nehushtan, c'est grâce à l'Intifada, qui, en suscitant une crise économique, a – au moins temporairement – bloqué les projets du promoteur qui avait racheté les lieux pour les raser.

Jean-Michel Frodon



Uri Ran Klauzner, Lupo Berrovitch et Amos Gitaï au studio Nehushtan à Tel-Aviv.



Avec l'actrice israélienne Yaël Abecassis, qui jouait le rôle Rivka dans « Kaddosh » (1999), un film précédent d'Amos Gitaï.



OTAN : comment je vois l'avenir *par Vaclav Havel*

TREIZE ans après la chute du rideau de fer, à une époque où sont perpétrées d'horribles attaques terroristes contre la population civile, nul ne peut désormais ignorer que le principal ennemi des valeurs que défend l'OTAN n'est plus incarné par un pouvoir d'Etat ou une grande puissance quelconque, mais se révèle un mal très diffus et dangereux car extrêmement difficile à saisir, voire à comprendre.

Or, si l'Alliance veut continuer d'accomplir sa mission originale, force lui est d'opérer une transformation franche et rapide : de se métamorphoser en un instrument efficace, apte à faire front à un ensemble de menaces jusqu'ici inconnu. Elle ne doit plus être assimilable à des comités et commissions sans grande influence ni se limiter à un commandement sans armées, auquel les Etats membres sont prêts, s'il le faut, à affecter des unités détachées de leurs propres forces. Si l'Alliance veut avoir un sens aujourd'hui, il lui est indispensable de disposer d'informations nombreuses, bien et rapidement traitées, afin d'être capable de prendre des décisions éclairées et de déployer partout où c'est nécessaire des unités permanentes toujours prêtes et excellentement entraînées ou bien des forces spécialisées, telles qu'elles existent parmi les pays membres, capables de faire face aux dangers modernes que représentent le terrorisme, les armes nucléaires, chimiques ou bactériologiques.

Quitte à déplaire à certains, j'estime qu'une partie au moins de ces unités devraient se voir également doter de compétences policières, et non seulement militaires.

Qu'est-ce qui empêche aujourd'hui ce type de transformation, qu'est-ce qui la freine ? A mes yeux, ce ne sont rien d'autre que l'inertie et le bureaucratisme, des habitudes acquises avec le temps et qui provoquent l'effroi devant tout ce qui est

nouveau chez ceux qui y ont succombé. Il est nécessaire de rompre avec cette inertie, avant qu'il ne soit trop tard. (...)

Le sommet de Prague sera celui d'un élargissement considérable, le plus important, en quelque sorte le plus explosif que l'Alliance ait jamais vécu. Il lui compliquera la vie, c'est certain. Mais ces complications seront, à mes yeux, mille fois récompensées parce qu'elles représentent sur le principe et à long terme cet élargissement. Ce sera la manière pour l'Alliance de faire enfin savoir qu'elle a pris au sérieux le fait que l'Europe divisée en deux n'existe plus.

Si certains pouvaient prendre le précédent élargissement, qui vit accéder au statut de membres la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, comme une tentative, un signe de changement, comme une concession face aux conséquences de ces changements, un acte d'altruisme, l'élargissement qui se présente aujourd'hui ne saurait plus être compris sous ce jour-là. Au contraire, il est désormais évident que l'Alliance n'est plus un club de vétérans de la guerre froide, un peu effrayés par ce qui se trame dans les pays post-communistes, mais qu'elle veut devenir une organisation embrassant tout l'espace culturel euroaméricain sans égard aux revendications d'appartenance territoriale, passées ou présentes, des uns et des autres.

Si les grandes puissances, au cours des derniers siècles, avaient pris l'habitude de se répartir entre elles les pays européens de taille et d'importance plus modestes sans leur demander leur avis, que ce soit par un pacte tel que celui de Ribbentrop-Molotov, ou, indirectement, par des traités, comme celui de Yalta, le présent élargissement de l'Alliance indique clairement que la période de ce genre de partage est définitivement révolue. L'Europe n'est plus, ne sera plus et ne doit plus être partagée en deux, malgré ses citoyens et malgré leur volonté de rejoindre une

sphère d'intérêt ou d'influence. (...)

Puisque nous discutons de l'élargissement de notre organisation de défense, nous ne pouvons nous enfoncer la tête dans le sable devant la question des limites de celui-ci. Est-il possible d'élargir ce type d'organisation à l'infini ?

Je suis convaincu que l'élargissement de l'OTAN a ses limites logiques dont le dépassement signifierait ôter tout sens à cette institution. Or je comprends l'OTAN comme une organisation un tant soit peu régionale. Elle couvre une civilisation, un espace spécifique, qualifiés d'euroatlantique, d'euroaméricain ou, tout simplement, d'Ouest. Les pays de cet espace partagent une histoire, des traditions, des traits culturels ainsi que des valeurs, un système politique et une vision de la position de l'homme dans l'univers.

Si nous rabâchons que nous défendons certaines valeurs, cela peut donner l'impression que les autres respectent et défendent des valeurs erronées

Par ailleurs, les frontières géographiques de cet espace sont bien délimitées. Personne n'aura l'idée de proposer l'adhésion à l'OTAN à la Nouvelle-Zélande qui, de par sa civilisation, est certainement plus proche de la Grande-Bretagne que l'Albanie, alors que, tôt ou tard, l'Albanie figurera certainement parmi les candidats à l'adhésion. La Russie occupe une grosse partie de l'Europe, mais elle est indubitablement une entité euroasiatique, entièrement autonome, et son adhésion à l'Alliance n'aurait aucun sens. La seule conséquence serait de rendre les deux partenaires considérablement affaiblis, sinon dérisoires. (...)

Où commence et s'arrête la civilisation que l'Alliance cerne ou

devrait cerner, selon toute logique ?

A l'Ouest, c'est sans doute la frontière séparant les Etats-Unis et le Mexique.

A l'Est, je n'ose pas m'exprimer avec la même certitude. Tout dépend non seulement des réflexions stratégiques de l'organisation en question, mais aussi de la vision qu'ont les différents Etats d'eux-mêmes.

De toute manière, une discussion concrète devrait être ouverte à ce sujet. Il me semble qu'en dehors des Etats invités à rejoindre l'Alliance demain, on devrait, tôt ou tard – en le formulant clairement dès maintenant – proposer l'accession à l'OTAN à d'autres pays des Balkans : Croatie, Albanie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Serbie et Monténégro. Quant aux frontières entre Est et Ouest, j'estime que l'Alliance devrait

nature de la responsabilité américaine. Ils devraient aussi, s'il le faut, savoir pardonner le manque de sensibilité, la maladresse ou la prétention qui peuvent parfois accompagner cette dernière. J'irai encore plus loin en vous avouant que tout Européen qui en veut aux Etats-Unis pour la domination qu'ils exercent à travers leurs firmes mondiales sur l'économie planétaire devrait savoir que c'est l'Europe qui a créé cette culture du bénéfice et de l'expansion économique avant de la léguer à l'Amérique. Ce n'est pas faire preuve d'une grande finesse que d'en vouloir à son miroir. D'ailleurs, ne s'agit-il pas ici d'une ethnicisation inadmissible du problème. Ce n'est pas un hasard si les grandes firmes portent le qualificatif de « *supranationales* ».

De son côté, l'Amérique devrait comprendre qu'elle doit, entre autres, sa grandeur et sa force à des racines qui puisent au plus profond de la civilisation européenne, mais surtout qu'elle aura, assurément, rudement besoin de l'Europe ! Il n'est guère difficile d'imaginer que, d'ici dix ou vingt ans, on verra naître sur les différents continents d'autres puissances, tout aussi développées que les Etats-Unis d'aujourd'hui, et que les étroits liens culturels, politiques, sécuritaires et de civilisation unissant l'Amérique et les 500 millions d'Européens peuvent se révéler utiles, ne serait-ce que pour assurer le maintien d'un équilibre.

Les controverses, ô ! combien complexes, avec ce sac de nœuds qu'est parfois l'Europe aux yeux des Américains ont un sens, et cela vaut la peine de continuer à les supporter. Dans quel coin du monde l'Amérique irait-elle chercher un allié ou un partenaire plus proche que l'Europe ?

Il y a six mois, à l'occasion du rendez-vous de l'OTAN avec la Russie en Italie, nous avons consacré la validité d'un lien institutionnel nouveau, plus fort, unissant ces deux entités importantes. J'attends avec impatience les nouvelles sur le fonctionnement de ce nouveau partenariat, les résultats de la coopération qu'il institue en matière de lutte contre le terrorisme et les autres dangers menaçant les deux parties.

Néanmoins, je tiens à rappeler l'avertissement que j'ai formulé à Rome : ce lien solide entre l'OTAN et la Russie ne devrait nullement donner l'impression que l'hémisphère Nord, plus riche que le Sud, pactise à son détriment. Commence l'ère

d'un monde multipolaire dont l'ordre politique et la sécurité devraient reposer sur le principe d'égalité entre différentes cultures ou civilisations, différents mondes religieux, diverses organisations régionales, divers continents. Outre l'édification de bonnes relations avec la Russie, j'estime qu'il convient, dès mainte-

VACLAV HAVEL est le président de la République tchèque.

nant, avant qu'il ne soit trop tard, de chercher et de définir ces relations de l'OTAN avec d'autres formations importantes du monde actuel, qu'il s'agisse d'Etats ou de leurs associations régionales.

On répète souvent que l'OTAN est une alliance pour la défense de certaines valeurs, par lesquelles on entend d'ordinaire un ordre démocratique, les droits de l'homme, l'Etat de droit, l'économie de marché, la liberté d'expression, etc. Oui, il en est certainement ainsi. Je recommanderais pourtant de s'appliquer à trouver des termes plus fins et de parler, plutôt que de valeurs, d'une certaine conception – en l'occurrence occidentale – des valeurs humaines. En effet, si nous rabâchons que nous représentons et défendons certaines valeurs, cela peut donner l'impression que les autres respectent et défendent des valeurs erronées. L'humanité a déjà fait la cruelle expérience de situations où certains se prennent pour les seuls gardiens de la vérité et les partisans de divinités plus « vraies » que d'autres, ce qui les élève plus haut que les barbares, les païens et autres sauvages. Dans la lutte contre les sauvages, c'est au nom de la « *bonne et juste vérité* » que les plus grandes atrocités ont eu lieu. (...)

J'ai du mal à imaginer comment on pourrait faire front au terrorisme mondial aux côtés des Russes, sans leur faire savoir ce que l'on pense de la guerre qu'ils mènent contre la nation tchétchène, ou encore comment on pourrait lutter, aux côtés de la République populaire de Chine, pour le droit des peuples à la souveraineté sans mentionner la politique de cette dernière au Tibet. (...)

★ Texte extrait d'une intervention, le 20 novembre, à Prague, au cours de la conférence internationale organisée par l'Institut Aspen, qui a précédé le sommet de l'OTAN.

Traduit du tchèque par Suzana Tomanova

Réussir la transformation de l'École

Chaque enseignant en fait le constat : le métier évolue, se complexifie ; l'exercice du métier est plus difficile. La question du sens de l'École, des apprentissages, est plus que jamais d'actualité. L'École accueille tous les enfants d'une même classe d'âge plus longtemps qu'autrefois. Les inégalités sociales, tout comme les inégalités produites par le fonctionnement même du système éducatif, engendrent trop de situations d'échec que les élèves et leurs familles vivent mal, ce qui peut s'exprimer dans des décrochages scolaires, les violences des jeunes par rapport à eux-mêmes ou envers l'institution, les relations qui se tendent avec les enseignants... Nous n'acceptons pas cette situation.

FAIRE ÉVOLUER LE MÉTIER ENSEIGNANT

Pour le Sgen-CFDT, faire évoluer le métier enseignant est nécessaire à toute politique de transformation du système qui place le jeune en formation au centre du dispositif éducatif. C'est aussi un élément essentiel de réponse aux questions, aux frustrations, aux difficultés multiples, voire au découragement, que connaissent nombre d'enseignants dans l'exercice quotidien d'une pratique professionnelle dont les exigences se sont de fait transformées.

Cette évolution du métier doit se traduire par une redéfinition du service et de la formation qui reconnaisse toutes les tâches inhérentes aux missions de l'École afin d'alléger, enfin, la charge de travail des enseignants.

MIEUX VIVRE
LE MÉTIER
ENSEIGNANT
MIEUX VIVRE
L'ÉCOLE

Fédération des Sgen-CFDT
47/49, avenue Simon Bolivar - 75950 Paris cedex 19
Tél : 01 56 41 51 99 - Fax : 01 56 41 51 31
www.sgen-cfdt.org

**SGEN
CFDT**
Une dynamique solidaire

OGM : le quiproquo

JOSÉ BOVÉ, syndicaliste de la Confédération paysanne est envoyé en prison pour avoir fauché des champs : on n'avait pas vu cela

en France depuis le temps des rois. Pour que ce phénomène étrange soit socialement possible, on doit avoir touché des valeurs devenues presque sacrées dans la société : la science, et plus particulièrement le génie génétique, la recherche, et donc, par ricochet, la croissance économique.

Science, recherche ? On semble entretenir volontairement un quiproquo sur la nature même des essais aux champs des plantes transgéniques, les fameux OGM. En fait, ces cultures ne peuvent apporter, pour l'essentiel, que très peu de nouvelles connaissances, très indirectement. Bien sûr, quelques recherches très encadrées scientifiquement sur les risques de pollinisations croisées de plantes et les disséminations sont intéressantes, mais elles n'ont nullement besoin des OGM en tant que tels pour être menées, dans la réalité.

Et de toute manière, ces essais purement de recherche, correspondent à une petite minorité des surfaces expérimentales (8 %). Les champs d'OGM expérimentaux en Europe servent donc très largement à mettre au point de nouvelles variétés de plantes commerciales. En France, un des pays où les statistiques sont les mieux tenues et qui a été leader dans les expérimentations, plus de 60 % des cultures d'OGM autorisées sont alimentaires, et plus de 30 % sont destinées à produire des médicaments.

Ces dernières ont d'ailleurs pour vocation d'être davantage confinées, même si elles n'y parviennent

pas toujours, comme cela se passe hélas aujourd'hui aux Etats-Unis. Les contaminations des cultures tout-venant par des produits pharmaceutiques seraient en effet dangereuses.

Revenons aux autres champs fauchés. Les plantes OGM alimentaires expérimentées cultivées contiennent dans 90 % des cas le caractère de tolérance à un herbicide, seul ou accompagné. On les a modifiées génétiquement afin qu'elles puissent absorber un désherbant sans mourir : cela correspond-il à une stratégie intéressante sur le plan environnemental ou sanitaire ? Nous ne le pensons pas. Réduire les herbicides est un objectif qui pourrait être atteint en stimulant l'agriculture biologique ; elle sait déjà s'en passer. Celle-ci est bien plus demandée d'ailleurs par le public que les OGM.

En fait, ce type d'OGM accompagne techniquement dans le monde le développement de l'agriculture intensive, et sa compatibilité avec l'agriculture durable est hautement discutable. Selon plusieurs rapports, ces OGM ne réduisent pas la quantité globale d'herbicides épanchés mais change leur nature. Un seul désherbant comme le Roundup tue à peu près tout sauf les OGM tolérants, mais cela crée des repousses à contrôler par d'autres herbicides, comme dans le cas du colza. Le processus revient à une aide technique pour les grandes cultures qui ont l'habitude de faire appel par exemple à des avions pour leurs épandages : le nettoyage systématique des cuves en changeant d'herbicide n'est plus nécessaire.

Les essais d'OGM autorisés pour le Ciron ne faisaient pas exception et contenaient ce caractère et/ou leur propre insecticide. Ce deuxième type d'OGM pose aussi des pro-

blèmes car les insecticides contenus dans ces plantes ne sont pas homologués comme les autres, et ne subissent pas de tests toxicologiques approfondis.

On peut parfaitement ne pas adhérer, voire dénoncer certains comportements de José Bové. Il n'en demeure pas moins qu'il a joué

PHILIPPE DESBROSSES, YVES DUPONT, FRÉDÉRIC LEMARCHAND, CORINNE LEPAGE (présidente), **MICHEL PANOFF, JEAN-MARIE PELT ET GILLES-ERIC SERALINI** (président du conseil scientifique) sont membres du CRII-GEN (Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique).

le rôle de brise-glace pour un combat syndical contre l'industrialisation de l'agriculture, l'appauvrissement des paysans et leur prise en otage par la contamination que peuvent provoquer les OGM.

De plus les brevets sur les OGM plantes ou animaux posent des questions fondamentales sur la répartition des richesses et la structure de la société de demain, sans doute bien plus que les brevets sur les gènes humains. Veut-on voir l'essentiel des variétés de riz, soja, maïs, blé protégées par des brevets ? C'est parce que les médicaments sont protégés par des brevets que les pays les plus pauvres en manquent cruellement.

Nous devons donc, dans notre société ouverte et éduquée, éviter quiproquos et amalgames. Les luttes syndicales contre les OGM ne peuvent en aucun cas être raisonnablement réduites à de l'obscurantisme hostile à la recherche : ce serait faire une erreur grossière par méconnaissance du dossier.

La Roumanie et le spectre de la Securitate

RETROUVER LES TOMBES de Nicolae et Elena Ceausescu, le couple dictatorial qui a dirigé la Roumanie pendant vingt-cinq ans, n'est pas chose aisée. Il faut se faire accompagner dans le cimetière militaire Ghencea de Bucarest puisque les deux tombes sont presque introuvables : 2 mètres carrés de terre dans laquelle on a planté deux croix improvisées. Le nom du « génie des Carpates » est à peine lisible.

Après l'exécution sommaire du Conducator et de son épouse en décembre 1989, les Roumains semblent avoir voulu se débarrasser en hâte non seulement de leurs cadavres troués de balles, mais aussi d'une mémoire collective qui continue de hanter leur imaginaire.

Le spectre de la Securitate, la police politique du régime communiste, est toujours présent dans leur vie quotidienne. Selon les médias roumains, bon nombre d'officiers de la Securitate ont été recyclés par son héritier, le Service roumain de renseignements (SRI). D'autres sont devenus des acteurs importants de la vie politique et économique de la Roumanie postcommunisme.

Entre-temps, la Roumanie a posé sa candidature à l'Union européenne et à l'OTAN. Le sommet de l'Alliance atlantique, prévu à Prague vendredi 22 novembre, devra décider de son adhésion. La presse américaine, notamment le *Washington Post*, s'interroge d'ores et déjà sur les risques d'une telle opération.

La question qui se pose est très simple : comment intégrer dans l'OTAN des services de renseignements connus pour leur hostilité à l'égard de l'Occident et qui ne se sont pas suffisamment réformés ? « La question du rôle

joué aujourd'hui par les anciens agents de la Securitate est un mélange de réalité et de mythologie et ne représente pas une source d'inquiétude pour l'OTAN », a déclaré récemment Mircea Geoana, le ministre roumain des affaires étrangères.

Pourtant, cette opinion est contestée en Roumanie. Les journaux de Bucarest ont souvent appelé les autorités à éclaircir cet aspect nébuleux de l'histoire récente du pays. Selon les médias roumains, il faut non seulement interdire l'accès des anciens agents de la police politique à la fonction publique, mais aussi encourager les Roumains à se confronter à leur propre passé. Vaste mission.

1,8 MILLION DE DOSSIERS

Depuis deux ans, ils ont en effet accès aux 12 kilomètres linéaires de dossiers que la Securitate a établis sur leur compte. En cinquante ans de régime communiste, la police politique de la dictature a rédigé 1,8 million de dossiers. Et comme ceux-ci visaient non seulement la personne surveillée mais aussi sa famille et ses amis, la Securitate a réussi la prouesse de radiographier la vie privée de millions de Roumains.

Il aura fallu dix ans pour que les autorités roumaines décident de créer, en 2000, le Conseil national pour l'étude des archives de la Securitate (CNSAS). Malgré la création de cet organisme, l'accès des Roumains aux archives de la Securitate et la révélation de l'identité des officiers qui ont fait partie de la police politique restent problématiques.

En effet, les archives qui contiennent les dossiers de l'ancienne police politique sont

toujours aux mains du Service roumain de renseignement. Avant d'avoir accès à leurs dossiers, les intéressés doivent attendre que ceux-ci soient vérifiés par le SRI. Ce processus peut prendre plusieurs mois, voire un an, ce qui explique le petit nombre de consultations : 862 sur 7 208 demandes en deux ans.

« Ces dossiers sont notre chance de nous guérir du trauma totalitaire, déclare Horia-Roman Patapievici, membre du CNSAS. Nous vivons dans une sorte de schizophrénie : on déteste le communisme, mais on continue de se soumettre à ses critères. Après l'expérience totalitaire, la société roumaine reste complètement déstructurée. Le pire est que nous avons intériorisé les critères de nos bourreaux. Nous sommes comme une mayonnaise qui a tourné. »

La députée du parti extrémiste de la Grande Roumanie, Daniela Buruiana, défend un autre point de vue. « Le passé nous empêche de construire notre avenir, précise-t-elle. Le CNSAS est une institution inutile. La commission parlementaire dont elle est vice-présidente a entamé des démarches pour en prendre le contrôle. »

D'ANCIENS OFFICIERS EN POSTE

L'intention du CNSAS de révéler l'identité des officiers de la Securitate qui ont trempé dans la police politique détériore aussi ses rapports avec les services de renseignements. Une liste d'une centaine d'ex-agents devrait être rendue publique, mais le SRI s'y oppose, tandis que la commission parlementaire menace les membres du CNSAS de la prison.

Mais les vrais enjeux sont ailleurs, car d'anciens officiers ayant appartenu à la police politique de Ceausescu sont toujours en poste. La loi apporte une définition claire de la police politique : « Toute action qui porte atteinte aux droits de l'homme. » Or surveiller quelques millions de Roumains, les mettre sur écoute sans mandat, leur interdire la liberté d'expression, les arrêter, les interroger, les torturer, sont bien des atteintes aux droits de l'homme.

La minutie avec laquelle la Securitate a établi ces dossiers trahit son intention de faire croire que ses activités étaient légales, explique Germina Nagat, membre du CNSAS. En fait, si l'on étudie la législation de l'époque communiste et les règlements intérieurs de la Securitate, on s'aperçoit que les activités de la police politique n'avaient aucune base légale.

Les officiers qui l'ont pratiquée l'ont fait en toute illégalité. C'est là une raison suffisante pour que les victimes poursuivent leurs bourreaux d'antan en justice. Plusieurs procès ont déjà été entamés et les anciens officiers de la Securitate se sentent menacés.

Douze ans après la chute du régime communiste, la Roumanie frappe aux portes de l'OTAN. Nicolae Ceausescu et son épouse Elena ne sont plus de ce monde. Mais une parodie de procès et une exécution sommaire du couple dictatorial semblent insuffisantes pour qu'une société entière puisse aller de l'avant. Le prix que la Roumanie doit payer pour entrer dans la famille euro-atlantique semble plus fort que l'édification hâtive de deux tombes. Y est-elle prête ?

Mirel Bran

Santé PAR PESSIN

14 MOIS DE PRISON
POUR DESTRUCTION D'OGM !
ÇA DOIT VRAIMENT FAIRE
ÊTRE BON À BOUFFER
DU MAÏS TRANSGÉNIQUE.



Chirac, acte II

Suite de la première page

Plus classiquement, le chef de l'Etat s'appuie sur la posture traditionnelle des présidents de la V^e République : très actif sur la scène internationale, plus distant sur la scène intérieure. A l'international, Jacques Chirac porte à nouveau le message de « la Grande Nation », comme nos voisins appellent non sans ironie la France, qui s'inquiète de l'avenir de la planète à Johannesburg, agit pour la paix à l'ONU et défend plus prosaïquement ses intérêts face à l'Allemagne et à l'Angleterre. L'électeur est prié de saluer celui qui tient tête à Bush, menace Blair de tailler dans ses avantages européens et conclut avec Schröder un accord qui laisse quelques années supplémentaires de tranquillité à nos agriculteurs.

A l'opposé, le président reste à bonne distance des difficultés quotidiennes de l'Hexagone. Au premier ministre de les gérer au mieux, en courant le risque d'être remercié, différence majeure avec le premier septennat où Jacques Chirac avait commis l'erreur de se lier à Alain Juppé au point de préférer courir le risque de la dissolution plutôt que de changer de premier ministre, comme l'aurait demandé une pratique normale des institutions. Désormais, il n'y a plus de « couple exécutif », mais plus modestement un tandem où, confortablement installé à l'arrière, celui qui commande invite son partenaire à pédaler plus fort.

Tout est fait pour protéger le président : les institutions, son immunité, un entourage vigilant et une révérence nouvelle qui l'en-

tourne depuis sa réélection. Dans cet univers aseptisé, les problèmes triviaux sont renvoyés au gouvernement, les journalistes tenus à distance même physiquement par une corde durant les déplacements présidentiels... et les contacts avec les Français se limitent à quelques bains de foule soigneusement organisés, où, le plus souvent, les militants gaullistes, pardon UMP, que l'on a eu la précaution de faire venir sont plus nombreux que les citoyens ordinaires.

LA SUBTILITÉ DES SONDÉS

Cette autoprotection sera-t-elle suffisante pour assurer une popularité non seulement immédiate mais tout au long du deuxième mandat ? L'affaire irakienne y pourvoit pour un temps, mais tous les exemples passés montrent que la confiance obtenue durant les grandes crises internationales disparaît avec elles et ne laisse même aucun dividende. D'ores et déjà, les différents sondages de popularité des instituts, s'ils sont assez largement favorables, font apparaître des écarts traduisant la grande subtilité des sondés.

La cote de Jacques Chirac est d'autant plus grande que l'on tourne le dos à l'Hexagone et à ses problèmes. 61 % des Français, contre 38 % d'avis contraire, jugent favorablement son action des six mois écoulés, plaçant en tête sa politique étrangère (Ifop-Le Figaro), 53 % contre 40 % ont une bonne opinion de lui comme président (BVA-Match), mais seulement 50 % contre 48 % lui font confiance pour « résoudre les problèmes du pays » (Sofres-Figaro Magazine). Si la confiance est grande sur la politique étrangère et la lutte contre l'insécurité, elle est déjà minoritaire

sur des sujets dont chacun reconnaîtra le peu d'importance, comme l'emploi, le pouvoir d'achat, les retraites, la santé ou l'éducation nationale...

Plus préoccupant encore, qui confirme la difficulté de la classe politique de droite comme de gauche à rétablir le lien avec les milieux populaires, la cote de Jacques Chirac a, depuis le début de l'année, regagné 11 points de confiance chez les cadres supérieurs mais en a perdu 6 chez les ouvriers où elle ne se situe qu'à 39 %. L'image d'un pouvoir acceptant trop facilement la remontée du chômage et au service des privilégiés transparaît déjà derrière des chiffres globaux encore rassurants.

En revenant à la conception traditionnelle de la fonction présidentielle, Jacques Chirac a choisi délibérément de ne donner aucune signification particulière au passage au quinquennat autre sans doute que celle de donner davantage de chances à un troisième mandat... Pourtant le quinquennat, *nolens volens*, a pour effet de lier davantage le pouvoir présidentiel et le pouvoir gouvernemental puisque le moment de l'élection et le temps dévolu sont les mêmes. Jean-Pierre Raffarin, qui se protège lui-même, ne dit pas autre chose quand il qualifie de charte de son gouvernement les engagements de campagne du candidat Chirac.

La question de fond est de savoir si le président fait le meilleur calcul en se tenant à bonne distance de l'action gouvernementale pour se protéger, ou s'il choisit d'apparaître au contraire comme celui qui assume devant les électeurs les grandes orientations pour donner un sens à son mandat. Pour le moment, la situation est quelque

peu contradictoire : le président se tient à distance, mais ignore le retournement de la conjoncture économique et confirme, par exemple, son engagement sur la baisse des impôts comme l'alpha et l'oméga de sa politique alors même que, déjà peu plausible, l'évolution de la situation la rend irréaliste, au risque d'ajouter au non-respect des promesses l'accusation de manque de lucidité.

LANGAGE DE VÉRITÉ

Les électeurs, en particulier ceux de droite, ne demandent pas à Jacques Chirac une présidence à vocation internationale ou simplement arbitrale à seule fin de soigner une cote de popularité sans grand contenu. Ils ne lui réclament pas davantage la gestion notariale de ses promesses électorales. Ils souhaitent une présidence active où l'on ne se contente pas de humer l'air du temps pour construire les discours du jour jamais en concordance avec des actes. Ils aspirent à un président qui s'engage personnellement dans les réformes profondes toujours repoussées comme les retraites, le financement de la santé ou le montant des dépenses publiques, à condition qu'elles soient équitables dans l'effort et le partage.

Ils attendent davantage d'explications sur les difficultés rencontrées et leurs conséquences sur les choix, ils rêvent d'un langage plus proche de la vérité. Pour les électeurs et son propre camp, réussir le deuxième mandat, c'est demander à Jacques Chirac de moins suivre les diktats de l'opinion pour davantage imprimer sa marque.

Jérôme Jaffré pour Le Monde

Le Monde
ÉDITORIAL

Hold-up sur l'OTAN

CRÉÉE EN 1949 pour contrer la menace communiste sur l'Europe occidentale, l'Alliance atlantique et son organisation militaire, l'OTAN, s'étendront désormais jusqu'aux frontières de la Russie. Ce jeudi 21 novembre à Prague, sept nouveaux Etats ont en effet été invités à entrer dans une institution qui avait à l'origine pour fonction de garder « les Américains en Europe, les Soviétiques en dehors et les Allemands sous contrôle ». Parmi eux, des membres de l'expansive de Varsovie mais aussi les Etats baltes annexés par l'URSS en 1939. Que d'anciennes Républiques soviétiques fassent partie de l'OTAN, sans que Moscou élève de véhémentes protestations, était inimaginable, voilà encore quelques années. La guerre froide est bel et bien finie, George W. Bush ira à Saint-Petersbourg le répéter à son ami Vladimir Poutine dès la fin du sommet de Prague.

Le continent européen avance ainsi vers sa réunification plus vite au sein de l'Alliance atlantique sous la houlette des Etats-Unis qu'au sein de l'Union européenne, où les conditions d'adhésion sont plus difficiles à remplir.

La situation en est d'autant plus paradoxale. Les nouveaux venus de l'OTAN entrent dans une organisation qui n'est plus celle à laquelle ils avaient posé leur candidature il y dix ans. Ils voulaient alors contracter une assurance-vie contre une éventuelle menace de l'Est ; ils se retrouvent dans un régiment de pompiers appelés à éteindre les conflits qui pourraient surgir autour de l'Europe et même au-delà.

Car si le spectre d'une atta-

que massive a disparu, la sécurité du Vieux Continent peut être mise en cause par le terrorisme international ou par la complicité de groupes terroristes et d'Etats peu scrupuleux, comme l'Irak de Saddam Hussein. George W. Bush n'a pas complètement tort quand il exhorte ses alliés européens à s'entendre et à s'armer pour conjurer les nouveaux dangers, au lieu de préparer les guerres d'avant-hier, voire de songer seulement à engranger les dividendes de la paix.

Si l'OTAN n'adapte pas ses moyens de riposte à la menace de demain, elle est condamnée à un lent dépérissement, quand bien même elle continuerait à s'élargir. C'est pourquoi les Etats-Unis pressent leurs alliés d'augmenter leurs dépenses militaires, de réformer leurs armées, de créer des forces dotées des équipements les plus modernes compatibles avec l'armement et la technologie dont disposent les troupes américaines elles-mêmes. Faute de quoi ils deviendront pour Washington des alliés inutiles, voire gênants.

Ce programme serait cependant plus convaincant s'il découlait d'une vision concertée entre les Américains et les Européens, s'il s'appuyait sur une analyse commune des risques et des remèdes. Or il n'en est rien. Dans la conception des Etats-Unis, l'OTAN doit être au service de la politique américaine. On peut déplorer ce hold-up américain sur l'Alliance. Mais aussi longtempes que les Européens ne se seront pas donnés les moyens de se faire entendre, leurs protestations resteront vaines.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel
Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora
Directeur général adjoint : René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;
Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;
Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette
Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg
Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

PÉTROLIER.

Dans l'entretien concernant le naufrage du pétrolier *Prestige* que nous a accordé Loyola de Palacio, commissaire européenne (*Le Monde* du 20 novembre), elle évoquait le droit maritime qui date des XVIII^e et XIX^e siècles et non des « III^e et XIX^e siècles », comme nous le lui avons fait dire par erreur.

JAMES BOND. Dans notre article consacré à l'intrusion des marques dans les aventures cinématographiques de l'agent 007, nous avons traduit littéralement le titre d'un précédent épisode, *The World is Not Enough*, en *Le monde n'est pas assez*. La version française de ce film est en

réalité intitulé *Le monde ne suffit pas*.

PRÉCISIONS

MAFIA. Le mot « coordinateur » – que nous avons employé en titre d'un article consacré à la mort, au Venezuela, de Lillio Lauricella (*Le Monde* daté 17-18 novembre) – n'existe que sous forme d'adjectif. Cette personne était donc le « coordonnateur » de la Mafia italienne en Corse.

ALLEMAGNE. Nous avons annoncé par anticipation en « une » du *Monde* du 20 novembre la publication d'un article sur l'alourdissement de la fiscalité en Allemagne. Ce sujet n'a en fait été abordé que dans l'édition du 21 novembre.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0702 C 81975 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunschbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
PRESIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : Dominique Alduy
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

DANS LA PRESSE FRANÇAISE

LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jean Daniel

Le passage dans l'opposition s'est déroulé pour les vaincus de la même et désastreuse manière. En 1974 pour la gauche, en 1981 pour la droite, en 1997 pour la droite et en 2002 pour la gauche, on a eu droit au même spectacle : le désarroi, la division, l'amertume et l'autocritique masochiste. De même que la droite se reprochait de n'avoir pas été assez à droite, de même la gauche s'accuse aujourd'hui d'avoir trahi ses valeurs, au lieu de s'interroger sur le sens du désaveu que le peuple lui a opposé. Je ne dis pas que la droite et la gauche sont identiques et que leur antagonisme ne veut plus rien dire. Je dis que les partis de gauche, en renonçant à une part incertaine de leur identité (le socialisme collectiviste) et les partis de droite, en renonçant au conservatisme chauvin, ont mis fin à toute une tradition de guerre civile franco-française issue de la Révolution de 1789. Cette paix relative est le fruit d'une double mutilation dont les protagonistes ne sont pas encore consolés.

L'EXPRESS

Denis Jeambar

Avant l'Histoire, il y a toujours la géographie. L'ignorer, c'est à coup sûr se fourvoyer. L'Europe court ce risque avec la Turquie. N'en déplaise à Washington – qui pousse Ankara à l'anatolienne dans les bras de Bruxelles pour mieux fidéliser cette pièce sur son vaste échiquier stratégique –, la vocation géographique, et par conséquent politique et culturelle, de la Turquie est de devenir la grande nation modernisatrice du Proche-Orient et de l'Islam. Si l'aider à se développer et à parvenir à une authentique maturité démocratique est un impératif, l'intégrer à l'UE, c'est défier la vérité géographique et s'exposer à d'immenses périls. Les zéloteurs de la Turquie européenne s'époumonent pour nous faire croire qu'un rejet serait un ratage historique. Mais, entre cette intégration et rien, il y a la place pour tout. Et, notamment, pour une association qui permettrait aux héritiers de l'Empire ottoman d'être la « Sublime porte » d'une modernité proche-orientale.

FRANCE-INTER

Bernard Guetta

Il est faux de dire qu'une adhésion turque ouvrirait la porte à un élargissement illimité de l'Union européenne, car les seules autres candidatures encouragées par les Etats membres sont celles de la Bulgarie, de la Roumanie et des pays anciennement yougoslaves. Avec la Turquie, l'élargissement toucherait au contraire à sa fin. Mais si nous disions que non, finalement, nous ne voulons plus des Turcs, nous dirions clairement que nous ne voulons pas d'un grand Etat musulman, même laïque. Ce serait liberté mais nous ne ferions là rien d'autre que nous porter tort à nous-mêmes. Nous dirions alors, en effet, que les islamistes avaient, tout compte fait, raison, que les frontières de ce siècle sont religieuses et que l'Europe et l'Islam doivent obligatoirement se faire face. Il y a mieux à faire que de laisser la religion façonner des blocs.

Les inculpés du « Bounty »

Descendants des fameux mutins, des occupants de l'île de Pitcairn, rocher perdu du Pacifique, sont accusés de viol. Selon le « Daily Post », s'ils sont condamnés, c'est la population mâle qui risque de se retrouver en prison

The Daily Post

[des mineures] est de 12 ans. Selon les insulaires, l'adultère et l'inceste y sont fort répandus. Ces pratiques sont punies par la loi. Pitcairn est en effet le dernier protectorat de Sa Majesté dans les mers du Sud.

« Le procès ne pourra toutefois pas se tenir [sur l'île], car elle est trop éloignée », prévient le Daily Post. Ce rocher volcanique, qui ne possède pas de port, d'hôtels et d'aéroport, n'a pas les moyens d'accueillir durant plusieurs jours, voire des semaines, une armée de juges, d'avocats, de procureurs, de policiers et de témoins.

Sur requête du parquet britannique, le Parlement néo-zélandais a voté, le 14 octobre, une loi permettant la création à Auckland d'un tribunal exceptionnel sur le modèle

britannique. Cette décision peut paraître assez logique, car plus des trois quarts des personnes impliquées dans cette triste affaire – victimes et inculpés compris – vivent aujourd'hui dans la plus grande ville de Nouvelle-Zélande. Douze hommes, qui devront répondre de plus de vingt chefs d'accusation, devraient être arrêtés prochainement. « S'ils venaient à être emprisonnés à 4 800 kilomètres de leur domicile, les conséquences sur l'île seraient catastrophiques. »

SOUS LA LOI DE SA MAJESTÉ

Ce territoire isolé de tout et de tous a déjà vécu de nombreuses crises en deux siècles d'histoire. En arrivant le 15 janvier 1790 à Pitcairn, Christian Fletcher et huit autres mutins accompagnés de six hommes et de douze femmes provenant de Tahiti, que les rebelles avaient visité après leur révolte contre le capitaine William Bligh, pensaient avoir trouvé le site idéal

pour se cacher après un périple de deux mois qui les avaient conduits aux îles Cook, à Tonga et à Fidji.

Le Bounty fut rapidement ancré près des côtes et dépourvu de sa cargaison de cochons, poulets et patates douces. Les voiles furent pendant des années utilisées pour fabriquer des vêtements. Par peur d'être repérés par des bateaux européens naviguant au large, et afin d'effacer toute trace de leur mutinerie, les anciens marins de Sa Majesté mirent le feu à leur voilier. Mais la vie au quotidien sur Pitcairn s'est vite révélée difficile.

Après plusieurs révoltes des Tahitiens, qui étaient traités comme des esclaves, des meurtres entre colons et les inévitables accidents et maladies qui ont frappé cette minuscule communauté, huit des neuf mutins ont disparu avant 1800. Le seul survivant, John Adams, à la tête d'un groupe de dix femmes et de vingt-trois enfants, a construit au fil des ans

des maisons en dur pour toute sa « famille ». Il mourra en 1829, à l'âge de 62 ans. Les premiers visiteurs à s'installer à Pitcairn, en 1808, étaient américains. En 1831, la population fut transférée à Tahiti, mais plusieurs personnes revinrent la même année sur leur caillou. Une autre tentative d'envoyer en 1856 les 194 Pitcairniens à Norfolk, une île inhabitée mais couverte de terre arable où vivaient de nombreux animaux, s'est vite soldée par le retour de 43 personnes.

L'île survit grâce à l'aide de Londres et aux revenus tirés de la vente de timbres très recherchés par les philatélistes. Les subventions anglaises ont probablement sauvé ce territoire d'une fin certaine. Mais la ténacité des juges pourrait bien causer sa perte.

Frédéric Therin

★ www.fijilive.com

SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse www.lemonde.fr/surlenet

Hépatite B

■ L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afsaps) estime que les études épidémiologiques ne permettent pas de statuer sur les risques de sclérose en plaques chez les personnes vaccinées contre l'hépatite B.

<http://afssaps.sante.fr/html/10/filcoprs/02101.htm>

■ Deux études parues dans le *New England Journal of Medicine* en 2001 écartent ce soupçon.

▷ <http://content.nejm.org/cgi/content/short/344/5/327>

▷ <http://content.nejm.org/cgi/content/short/344/5/319>

■ L'association Arcat-sida réfute à son tour ces dernières conclusions.

www.arcatsida.org/hepatites/hepatiteB133.html

■ La Banque de données automatisée sur les médicaments (BIAM) recense les effets secondaires démontrés ou supposés du vaccin.

www2.biam2.org/www/Sub4569.html

■ Le ministère de la santé publie le rapport de la mission d'expertise sur la politique de vaccination contre l'hépatite B en France, ainsi qu'un dossier d'accompagnement.

▷ www.sante.gouv.fr/html/pointsur/vaccins/dartigues.pdf

▷ www.sante.gouv.fr/html/pointsur/vaccins/effets_sec_hep_b.htm

■ L'Institut de veille sanitaire (INVS) compare « les risques de premières atteintes démyélinisantes centrales aiguës et les bénéfices de la vaccination contre l'hépatite B ».

www.invs.sante.fr/beh/1999/9909/

■ L'Organisation mondiale de la santé (OMS) pointe sur une mapemonde les pays disposant d'une campagne de vaccination contre l'hépatite B en 2002.

www.who.int/vaccines-surveillance/graphics/htmls/hepb.htm

vincent.truffay@lemonde.fr

LA SÉLECTION DE COURRIER INTERNATIONAL

Le gouvernement Jettou vu par la presse marocaine

La lenteur des négociations au sein de la coalition risque de profiter au parti islamiste PJD

DEPUIS l'annonce de la formation de l'équipe du premier ministre Driss Jettou, le 8 novembre, il ne passe pas de jour sans que la presse indépendante affiche son scepticisme. Jamais la nomination d'un gouvernement au Maroc n'a suscité tant de tensions, au point que le quotidien populaire arabophone proche des socialistes de l'USFP, *Al-Ahdath Al-Maghribia*, lui prédit déjà « une courte vie ».

Le gouvernement nommé par Mohammed VI après les législatives du 27 septembre est d'abord critiqué pour la lenteur de sa formation : plus d'un mois d'un processus « empreint d'une opacité en déphasage total avec les professions de foi de transparence du régime », selon *Le Journal*. M. Jettou a pour mission, dit l'hebdomadaire indépendant, « de verrouiller les ministères sensibles. En d'autres termes : nommer des technocrates ou imposer aux partis de recruter des technocrates pour les intégrer ensuite dans le gouvernement comme ministres partisans ». Le cabinet est également critiqué en raison de sa nature jugée trop consensuelle, écartant, écrit le quotidien indépendant *Maroc le Jour*, « une quelconque velléité de rupture » ; ou même, selon *Maroc Hebdo*, proche des milieux sécuritaires, d'être considéré comme « juste un lifting ».

Le journal d'affaires *L'Economiste* ne cache pas son agacement face à l'absence d'une vraie alternance, soulignant dans un éditorial que, « le gouvernement enfin formé, c'est la déception qui se confirme. Les mêmes partis politiques, la même majorité élargie et encore un peu plus diluée. Pour la plupart les mêmes hommes. A quoi servait-il alors de faire des élections ? Appa-

remment, dans l'esprit de nos dirigeants, former un gouvernement est une question de partage ».

« À BOULETS ROUGES »

La grogne de la presse fait écho à celle, encore plus menaçante pour la cohésion du cabinet, qui traverse les partis de la coalition. Pour l'hebdomadaire électronique francophone *L'Observateur*, « aucune des formations politiques de la majorité actuelle n'échappe aux soubresauts postconstitution du gouvernement ». L'hebdomadaire *La Vie économi-*

que explicite les dessous du mécontentement : « On tire d'abord à boulets rouges sur la méthode utilisée » par les dirigeants des partis qui ont mené les négociations. Ainsi, nombre de responsables de l'USFP de l'ex-premier ministre Youssoufi ont mal admis son obstination à mener « les négociations de manière trop personnelle, en mettant en confiance quelques rares proches ».

L'Istiqlal (nationaliste) d'Abbas Al-Fassi ne sort pas non plus indemne de ces tractations. *La Vie économi-*

« L'HEBDO » (Suisse)



Coulé. Le pétrolier « Prestige », qui transportait 70 000 tonnes de fioul, a sombré au large des côtes espagnoles. Des centaines d'oiseaux de mer sont d'ores et déjà repeints en noir.

DESSIN DE MIX ET REMIX

Olfa Lamloom

AU COURRIER DES LECTEURS

José Bové et les autres

Le paisible citoyen que je suis tendrait à s'indigner de l'indignation de M. José Bové devant la peine – certes assez lourde – qui le frappe. Prise isolément, elle semble être conforme à la loi. Si on laisse les gens, syndicalistes ou non, détruire les cultures de son prochain, où allons-nous ?

Cela étant, on ne peut oublier une série de méfaits tout aussi graves et publics : les prises d'assaut de préfectures, l'incroyable violation du bureau de la ministre de l'environnement, M^{me} Voynet, en plein quartier des ministères ; sans oublier les arraisonnements de camions espagnols sur les autoroutes et la destruction de leur marchandise. Une violence proche de bandits de grand chemin. Et tout cela dans une totale impunité qui nous indignent, et depuis fort longtemps ! Alors, pourquoi Bové et pas les autres ?

Raphaël Visocekas

Paris

Antimondialisation et bolchevisme

Le vieillard que je suis a eu le triste privilège d'être le contemporain du socialisme dit « réel » né en Russie et de toutes les horreurs qu'il a véhiculées. Après la chute du mur de Berlin, nous croyions bien être définitivement débarrassés de cette sanglante utopie.

Aujourd'hui, je ne cache pas la crainte que m'inspire le mouvement dit « antimondialiste » qui est parvenu à mobiliser plus d'un million de personnes à Florence. Trop de drapeaux rouges, trop de poings levés, trop de portraits de Che Guevara et même de Lénine, trop de déclarations stigmatisant à la fois le capitalisme et le socialisme réformateur. J'y ai retrouvé la pire prose soviétique et de ses adeptes occidentaux *in illo tempore*. (...)

Ce qui est inquiétant pour la démocratie, c'est la volonté déclarée de la majorité des tenants de ce curieux amalgame qui s'autoproclament représentants du peuple de faire triompher la « nouvelle société » fort nébuleuse qu'ils souhaitent, par la rue plutôt que par les urnes. Il sta-

gne chez « ces gens-là », comme disait Brel, un relent de « grand soir » et de « dictature du prolétariat » qui n'est pas de nature à rassurer ceux qui préfèrent le verdict des élections aux diktats de la rue.

Fernand Glibert

Bruxelles (Belgique)

Inquiétant bonheur

La photographie deux fois répétée de Le Pen en « papa heureux » embrassant sa fille, l'enregistrement sans commentaire de ses « prédictions » mégalomanes sur l'avenir de son parti, l'absence de référence réelle à ses positions politiques, enfin son traitement en politicien comme un autre, c'est-à-dire identifié à son image médiatique, me semblent totalement inacceptables dans un journal comme le vôtre (*Le Monde* du 8 novembre). Il ne s'agit pas de diaboliser le chef du Front national – il n'est qu'humain, trop humain, hélas ! comme ceux qui le suivent. Mais on ne saurait abstraire ce sinistre personnage des idées qu'il incarne et occulter celles-ci derrière le visage avenant et apparemment inoffensif de sa fille.

Or c'est ce que vous faites, participant ainsi à la stratégie de séduction entamée par Le Pen, et qui lui a valu le succès que nous savons au printemps dernier. Je n'ignore pas que le lectorat du *Monde* n'est en rien acquis aux slogans d'extrême droite, et j'apprécie ordinairement la lucidité et la vigilance dont fait preuve votre journal. Mais là vous avez offert une publicité à un homme et à des positions qui ne peuvent laisser neutres les démocrates et les humanistes convaincus que nous sommes. (...)

Claudie Bernard

New York (Etats-Unis)

Pour nous écrire :

Le courrier des lecteurs du *Monde*, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05.

Pour nous envoyer une télécopie : 01-42-17-21-74.

Pour nous envoyer un courrier électronique :

courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Pour saisir le médiateur : mediateur@lemonde.fr

ou par courrier. Merci d'indiquer votre adresse complète.

Parce que le cuir est comme une seconde peau, nous exposons le 1^{er} choix.

Strozzier, Mores, Martini, Rudiastylex, Darsacombort. Une seule des plus grandes marques s'inscrit à l'expertise cuir. Topper sur 4 niveaux d'exposition. La plume de la modernité contemporaine. Des fauteuils de relaxation et de bureau.

du 3 novembre au 21 novembre 2002, deux semaines, deux tables et deux parties qui démontrent l'élégance à votre service.

Revenez nous rencontrer les 4 et 11 novembre, ainsi que les dimanches 10, 17 et 24 novembre.

TOPPER LE PLUS GRAND ESPACE CONFORT À PARIS DEPUIS 1926

63 rue de la Concorde - Paris 15^e. Tel. : 01 45 77 30 41 M. Boucicaut.



ENTREPRISES

SOCIAL

Le monde du transport routier est en ébullition. Les syndicats et le patronat ne sont pas parvenus à un accord mercredi 20 novembre. Alors que la CFDT, première organisation, et la CGT ont fixé l'**ULTIMATUM** à

vendredi soir et que des barrages pourraient être mis en place dès ce week-end, une **NOUVELLE RENCONTRE** entre les partenaires sociaux est prévue vendredi matin. Le patronat propose une augmentation de 9 %

des salaires sur trois ans mais la CFDT a fait d'un **TREIZIÈME MOIS** son cheval de bataille. FO pour sa part réclame 11,4 % d'augmentation. Le gouvernement estime que les conditions d'un conflit dur ne sont pas

encore réunies. Le patronat estime que de nouvelles avancées sociales sont difficiles dans un secteur où la concurrence est très forte. Mais celui-ci se **CONCENTRE** de plus en plus autour de grands groupes.

Veillée d'armes chez les routiers

Les négociations entre le patronat et les syndicats doivent reprendre vendredi matin, quelques heures avant l'ultimatum fixé par la CFDT. Les directions proposent une augmentation de salaire de 9 % sur trois ans ainsi qu'une prime

L'**ÉCHÉANCE** du conflit se rapproche mais les discussions ne sont pas interrompues. Après cinq heures de négociations, dans la soirée du mercredi 20 novembre, les organisations syndicales et patronales du transport routier se sont quittées sur la persistance de désaccords, mais « pas sur un constat d'échec ». Un nouveau rendez-vous a été fixé vendredi 22 au matin, à quelques heures de la fin de l'ultimatum fixé par la CFDT, principale organisation, et la CGT avant l'engagement d'un conflit auquel FO pourrait se joindre.

A quelques semaines des fêtes de Noël, le spectre d'une France

paralysée par des barrages de camions hante le gouvernement, qui a multiplié les appels à la poursuite du « dialogue » (Le Monde du 21 novembre). La menace de paralysie a commencé de prendre corps avec les actions des agriculteurs de la FNSEA contre les plates-formes de la grande distribution (lire page 14).

Dans les préfectures des zones les plus sensibles (dépôts de carburants et axes routiers majeurs), des plans d'intervention et de sécurité ont déjà été élaborés, tandis que certaines sociétés de transport ont mis au repos leurs chauffeurs afin d'éviter qu'ils ne se retrouvent

immobilisés pour une période indéterminée. Elles ont aussi commencé à saisir les huissiers qui seront chargés de dresser des constats. De leur côté, les syndicats ont établi divers scénarios pour « s'installer dans la durée », soit dès samedi, soit plus vraisemblablement à partir de la nuit de dimanche à lundi.

Une étape supplémentaire dans l'aggravation de la tension pourrait être franchie, jeudi, lorsque les dirigeants des syndicats auront rendu compte du résultat de leurs discussions avec les trois principales fédérations patronales, Transport logistique de France (TLF), la Fédération nationale du transport rou-

tier (FNTR) et l'Union nationale des organisations syndicales des transporteurs routiers automobiles (Unostra).

« RÉELLE INCOMPRÉHENSION »

Présidés par un représentant de l'Etat, les débats se seraient tenus dans un « climat plutôt serein ». En revanche, dès leur sortie, les représentants syndicaux ont durci le ton au vu de propositions jugées « insatisfaisantes, nébuleuses et floues », selon les termes de Joël Le Coq, secrétaire général de l'Union fédérale routes (CFDT). Lors de déclarations précédentes, il avait indiqué « ne pas vouloir tout, tout de suite,

mais des engagements selon un calendrier échelonné ». Plus incisif, Alain Arquier (CGT) a estimé que « les patrons se moquent de nous, les chiffres donnés ne correspondent pas à la réalité ». Et Gérard Apruzzese (FO) d'évoquer « une réelle incompréhension sur des propositions encore imprécises ».

Après l'échec des deux premières réunions, les représentants des organisations patronales ont, cette fois, avancé des augmentations du salaire mensuel professionnel garanti de 9 % en moyenne, étalées sur trois ans, réparties en fonction des classifications. Ils y ont ajouté un effort sur la garantie annuelle des rémunérations (GAR), une « prime » qui compléterait les douze mois de salaire sans atteindre le montant d'un treizième mois généralisé dont la CFDT a fait son cheval de bataille.

Après avoir confirmé la pérennisation du financement des congés de fin d'activité, les fédérations patronales ont suggéré l'ouverture du chantier sur les classifications. Faute de chiffres précis sur les modalités d'application concrète de ces dispositions, les partenaires ont prévu de se revoir vendredi.

« La négociation continue, le dialogue social se poursuit dans un climat de respect mutuel », a déclaré, rassurant, Philippe Choutet, délégué général de l'Union fédérale des transports qui regroupe TLF, la FNTR et les chambres syndicales des déménageurs. Selon lui, ces mesures représentent un effort important (mais non chiffré), en raison du « contexte économique difficile pour les entreprises », aggravé par une rude concurrence européenne. En privé toutefois, certains de leurs représentants déploieraient que « ces négociations soient engagées sous la pression d'un ultimatum et la menace de blocages ».

Compte tenu des éventuelles conséquences d'un conflit sur l'activité du pays, les discussions ne sont pas dénuées d'arrière-pensées. M. Apruzzese soupçonne « les patrons de n'avoir pas tout fait pour éviter le conflit en avançant des demi-mesures qui ne peuvent qu'aggraver la tension ».

Joël Le Coq se demande si « le patronat ne cherche pas à faire pression sur le gouvernement pour obtenir des aides supplémentaires et des allègements de charges. On joue avec le temps, et plus le temps passe plus la situation risque de se durcir ». En tout état de cause, il considère que les conditions ne sont pas

Le souvenir des barrages de 1996

La référence est évidente. Pour accentuer la pression sur les discussions en cours, les syndicats de routiers n'hésitent pas à agiter le souvenir des barrages qui ont désorganisé l'activité économique du pays entre les 18 et 30 novembre 1996, puis du 2 au 7 novembre 1997, à l'issue desquels ils ont obtenu de réels avantages sur l'emploi, les rémunérations, les conditions de travail, le congé de fin d'activité...

Déjà en 1992, du 30 juin au 8 juillet, les routiers avaient bloqué les départs en vacances pour protester contre l'instauration du permis à point. En septembre 2000, le blocus des raffineries avait été organisé par les patrons pour obtenir une baisse de la taxe sur les produits pétroliers.

réunies pour une « levée de l'ultimatum ». De leur côté, les représentants patronaux mettent en cause à demi-mot une surenchère à la veille des élections prud'homales, en relevant les divergences entre, notamment, FO et la CFDT.

Interrogé jeudi 21 novembre par Le Monde, Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports, reste confiant : « Les positions entre le patronat et les organisations syndicales ne sont pas si éloignées que cela ; notamment sur les salaires ou le GAR. Le gouvernement va continuer à mettre de l'huile dans les rouages, car nous sentons une bonne volonté de part et d'autre. » Dans l'entourage du ministre, on continue d'espérer que les conditions ne sont pas réunies pour un conflit dur comme en 1996.

Michel Delberghe

Un secteur en croissance et en cours de consolidation

LE TRANSPORT routier ne cesse de gagner du terrain en France et en Europe, essentiellement au détriment du fret ferroviaire. Sur les dix dernières années, alors que le fret ferroviaire perdait 10 points de parts de marché, la route en gagnait 15 en dépit d'une image largement écornée auprès de l'opinion publique sur la pollution, la sécurité routière, ou l'absence d'un véritable politique de ferroutage. En dépit d'une politique volontaire de la SNCF, le fret ne parvient pas à regagner le terrain perdu et le transport routier assure aujourd'hui près de 80 % du transport des marchandises sur le Vieux Continent : en Espagne, la route représente 95 % de l'acheminement des marchandises, en Grande-Bretagne plus de 91 %, en Italie 89 %, en Allemagne 62 % et en France près de 69 %.

En France, le transport routier est un secteur très atomisé. On y dénombre environ 43 000 entreprises dont la grande majorité (34 000) sont des PME qui emploient de 1 à 5 salariés. Le secteur emploie quelque 330 000 personnes, dont environ 75 % de conducteurs, et affiche un chiffre d'affaires d'environ 22 milliards d'euros. En revanche, relève la fédération patronale TLF, en dépit de la croissance importante du volume de marchandises transportées par la route, le parc de poids lourds s'est stabilisé depuis une vingtaine d'années autour de 540 000 unités. Ce qui traduit,

LA SNCF PREMIER TRANSPORTEUR DE FRANCE

Classement des groupes nationaux, en milliers d'euros

Groupes	CA*	RN**	Effectif	Actionnaire***
GRUPE GÉODIS	3 497 100	137 900	25 000	SNCF Participations
GRUPE GEFECO	2 649 000	49 000	7 680	PSA
GEOPOST	1 960 000	n. c.	16 500	La Poste
GRUPE STEF-TFE	1 171 000	15 700	11 300	STEF-TFE
GRUPE CAT	1 273 000	68 350	2 600	Albateam
DANZAS GROUPE	1 045 000	n. c.	6 418	Deutsche Post
N. DENTRESSANGLE	972 000	26 200	9 500	Famille Dentressangle
MORY GROUP	653 470	15 820	6 072	Bridgepoint Capital
CHARLES ANDRÉ	600 000	n. c.	n. c.	Famille André
GIRAUD INTERNATIONAL	587 098	5 989	5 062	Familles Giraud et Fauqueur
SERNAM	537 339	106 410	256	SNCF
TNT EXPRESS FRANCE	483 000	n. c.	3 200	TPG

Source : L'Officiel des transporteurs * Chiffre d'affaires ** Résultat net *** Actionnaire principal

selon TLF, « les efforts d'organisation et de productivité des transporteurs routiers ».

Un classement annuel des 200 premiers transporteurs effectué par L'Officiel des transporteurs, hebdomadaire spécialisé dans le transport, illustre le niveau de concentration actuel du secteur. Selon l'hebdomadaire, une quarantaine de groupes ont aujourd'hui un chiffre d'affaires qui dépasse les 150 millions d'euros et le 200^e a un chiffre d'affaires de 20 millions

d'euros. Il y a dix ans, seule une vingtaine d'entreprises dépassaient 150 millions d'euros de chiffre d'affaires et le 200^e n'atteignait que 10 millions d'euros. Si les leaders du classement, une quinzaine, affichent un chiffre d'affaires supérieur à 500 millions d'euros, ils le doivent au fait d'avoir adopté

une « stratégie d'offre globale » alors que les autres entreprises ont une vocation soit plus nationale, soit plus régionale.

Les poids lourds français parcourent chaque année plus de 30 milliards de kilomètres mais la majorité de leurs trajets sont réalisés sur des distances relativement courtes : 131 km pour compte d'autrui et 42 km pour compte propre. Le marché du transport routier français se caractérise d'ailleurs par cette évolution du « compte d'autrui », c'est-à-dire du transport effectué par une entreprise de la branche transport pour le compte d'une autre, au détriment du « compte propre », soit le transport effectué par les entreprises avec leurs propres moyens. Cela étant, selon TLF, les parcours qui dépassent les 500 km représentent 5 % du nombre des trajets et environ 74 % des tonnages.

En 2001, l'acheminement des marchandises à l'exportation représentait 15 % de l'activité. Mais en raison de la concurrence exercée par les transporteurs routiers étrangers - notamment des pays d'Europe centrale -, les Français ont perdu 8 points de ce marché à l'international entre 1996 et 2000 (45,9 % contre 53,6 %).

François Bostnavar

Les salaires sont au cœur du conflit

« PAS DE PAUSE sociale dans une dynamique de progrès. » Incontestablement, les syndicats reconnaissent que, depuis les précédents conflits de 1996 et 1997, la situation des 520 000 salariés du transport, et en particulier des 300 000 chauffeurs routiers, s'est notablement améliorée. La Fédération nationale des transports routiers (FNTR), l'une des composantes patronales, invoque même une « démarche de progrès social exemplaire » pour justifier un coup d'arrêt à de nouvelles avancées en raison de la situation économique et de la baisse d'activité.

Depuis quelques mois, les négociations butent sur la question salariale avec, pour la CFDT notamment, la revendication d'un treizième mois conventionnel étendu à l'ensemble du secteur. Pour cette organisation, cet avantage est déjà acquis chez les convoyeurs de fonds et devrait l'être pour les transporteurs de voyageurs. « Certaines grandes entreprises l'appliquent déjà à leurs salariés, mais refusent qu'il soit étendu aux sous-traitants qu'ils font travailler », souligne Joël Le Coq, secrétaire général de l'union fédérale routes CFDT.

Après la parution, en mars 2002, du décret sur la réduction du temps de travail, les syndicats n'ont pas tardé à demander des comptes sur les variations salariales engendrées par le passage du taux horaire de 39 à

35 heures. L'inégalité de traitement, selon que les entreprises ont appliqué ou non ces dispositions, explique l'exigence d'un coup de pouce salarial en faveur d'une harmonisation sur la base de 152 heures mensuelles au lieu de 169. Portée par la CFDT et la CGT dans leur plate-forme commune, cette remise à niveau des salaires est la principale et quasiment unique priorité de Force ouvrière, qui a avancé le chiffre de 11,43 % sur trois ans.

« DUMPING SOCIAL » EUROPÉEN

Le « malaise » des routiers est aussi alimenté par l'incertitude créée à la suite des déclarations du ministre du travail sur les préretraites. Ils ont demandé et, pour partie, obtenu la pérennisation du financement des congés de fin d'activité dès 55 ans pour les chauffeurs, avec une légère augmentation des cotisations sociales. Enfin, ils entendent renforcer la pression à propos des discussions engagées à Bruxelles sur les directives du temps de travail et de la sécurité des transports. Si, pour le patronat, « la France est le champion d'Europe des coûts sociaux », la crainte reste vive d'un « dumping social » provoqué par les futurs pays membres de l'Union européenne, viviers de recrutement pour des sociétés de transports en quête de salariés à moindre coût.

M. De.

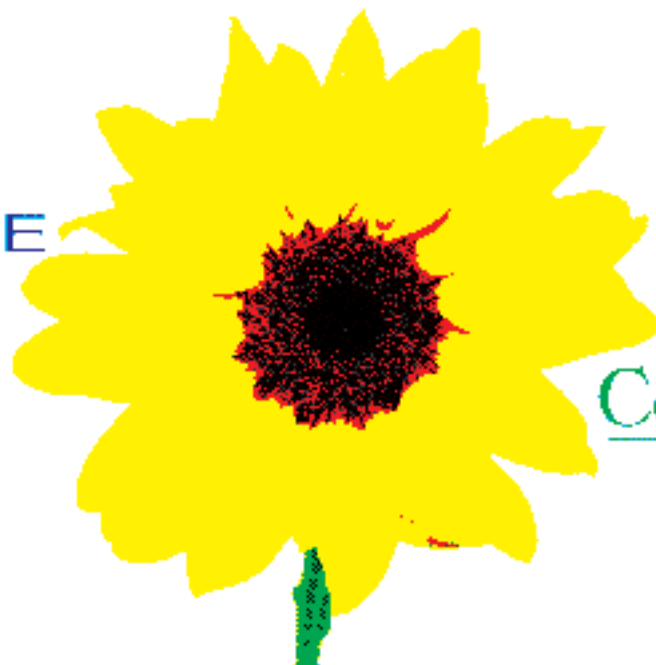
32 €

ACTIONNAIRES DE **Cereol**,
PLUS QUE 5 JOURS!

BUNGE VOUS OFFRE 32 EUROS PAR ACTION.

Vous avez jusqu'au 28 novembre pour apporter vos actions.

BUNGE



Cereol

Un éventuel complément de prix d'un montant maximum de trois euros par action pourra être attribué. Le cas échéant, au seul bénéfice des actionnaires de Cereol qui auront apporté leurs titres à l'Officiel de l'Entreprise dans les conditions décrites dans la notice d'information visée par la COB.

Pour apporter vos actions, contactez vite votre intermédiaire financier !

Cereol est une société cotée en bourse sur le marché réglementé de Paris (Euronext) sous le code ISIN FR0000001107. L'offre est ouverte jusqu'au 28 novembre 2002.

Pour plus d'informations, appelez le 01 53 96 83 83

Vivendi Universal boucle la constitution du noyau dur de Vivendi Environnement

Le conseil d'administration devait entériner, jeudi 21 novembre, la vente de 20 % supplémentaires de sa filiale de distribution d'eau et de services aux collectivités. EDF fait une entrée remarquée

LE TOUR de table de Vivendi Environnement (VE) est sur le point d'être bouclé, alors qu'un conseil d'administration devait examiner, jeudi 21 novembre, le changement d'actionnaire de l'entreprise. Sa maison mère, Vivendi Universal (VU), a prévu de vendre en deux temps la participation de 40,4 % qu'elle détient encore dans VE – dont la moitié immédiatement – pour financer sa contre-attaque sur Cegetel face à Vodafone (*Le Monde* du 9 novembre). Selon nos informations, il restait encore environ 6 % du capital de VE à placer, jeudi, en fin de matinée.

Après EDF, qui devait entériner, jeudi, son entrée au capital de VE à hauteur d'environ 5 %, pour un montant de 500 millions d'euros – avec une option pour monter à 8 % d'ici à 2004 – plusieurs grands investisseurs institutionnels français, qui avaient déjà contribué à l'augmentation de capital de 1,5 milliard d'euros en juin, ont décidé de se renforcer dans le capital de la société. Une tranche de 10 % leur était réservée dans le cadre de cette cession de gré à gré.

Ainsi, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) va acquérir une participation supplémentaire d'au moins 2,5 % dans VE, pour un investissement minimum de 250 millions d'euros. Le curseur devait être définitivement arrêté, jeudi, en fin de matinée, après d'ultimes arbitrages. Ajoutés aux 3,8 % qu'elle détient depuis juin, la CDC sera

donc, avec 6,3 % du capital de VE, son premier actionnaire de référence, devant EDF.

Cet investissement est, selon l'institution publique, purement financier, alors même que la CDC est présente au capital de toutes les entreprises du CAC 40 et que VE, présent sur le marché des biens essentiels (eau, énergie etc.) et dans les pays émergents, représente la perspective de revenus récurrents. Il

Le groupe rejette une offre sur Universal

Vivendi Universal a repoussé une offre globale d'un groupe d'investisseurs sur ses actifs de divertissement, jugeant que cette proposition ne correspondait ni à la valeur de ces actifs ni à la stratégie du groupe, affirmait, jeudi 21 novembre, une source proche de la société citée par l'agence Reuters.

Cette source réagissait à un article du *Wall Street Journal* selon lequel le milliardaire américain Marvin Davis, ainsi qu'un groupe d'investisseurs, avaient proposé à Vivendi Universal 15 milliards de dollars (15 milliards d'euros) pour racheter ses activités de divertissement (Universal Studios, Universal Music, les chaînes câblées aux Etats-Unis et les parcs de loisirs). La rumeur faisait bondir l'action Vivendi Universal de plus de 8 % jeudi matin, à 12,3 euros.

n'est toutefois pas dénué de sens politique, alors que les pouvoirs publics ont bataillé pour conserver l'ancrage français de VE. L'entreprise fournit l'eau à 8 000 communes françaises.

De son côté, la Caisse nationale des caisses d'épargne (CNC), l'organe de tête du groupe coopératif, va monter au capital de VE, en prenant 1 % du capital, pour 100 millions d'euros. « Nous doublons notre participation par rapport au mois de juin », a indiqué, jeudi matin, au

Monde, une source proche de la direction, qui justifie cette décision par le modèle économique de VE, qui, possédant 26 millions de clients et travaillant avec les collectivités locales, est « culturellement proche de l'Ecureuil ».

Seront également présents au tour de table l'assureur mutualiste Groupama et les AGF, filiale de l'allemand Allianz. Selon nos informations, Groupama pourrait s'offrir

La composition de ce noyau dur d'actionnaires, qui était presque totalement verrouillée jeudi matin, contribue donc à ancrer VE en France. Ces investisseurs disposeront d'une option d'achat pour chaque action acquise, à faire valoir d'ici à 2004. Aucun étranger ne s'est invité au tour de table, conformément à l'objectif poursuivi par les pouvoirs publics. Les banques d'affaires Merrill Lynch et Lazard ont conseillé VU.

PLUSIEURS INCONNUES

Reste à savoir comment évoluera ce mecano industriel à plusieurs inconnues. Le sens de l'entrée d'EDF au capital de VE alimente les débats. Il pose la question d'un éventuel partenariat stratégique entre les deux groupes, pour se partager le marché de l'énergie. L'électricien public, qui devient le deuxième actionnaire de l'entreprise derrière la Caisse des dépôts, assure toutefois qu'il vient sécuriser l'avenir de leur filiale commune, Dalkia, spécialisée dans la vente de services liés à l'énergie, dont il détient 34 %.

Les deux milliards d'euros qu'engrangerait VU à l'issue de cette vente de gré à gré devrait lui permettre de lancer sa contre-offensive sur Cegetel. Le groupe de Jean-René Fourtou peut exercer son droit de préemption pour racheter les parts de BT et de SBC dans Cegetel depuis jeudi matin.

Anne Michel

Un juge ariégeois fait le ménage dans les hôtels du groupe Accor

TOULOUSE

de notre correspondant

Miracle ou mirage économique ? Récemment implanté dans le village ariégeois de Tourtouse (169 habitants au dernier recensement), un couple d'entrepreneurs parisiens a déposé en deux ans plus de 2 600 déclarations préalables d'embauche. Une aubaine statistique pour cette petite commune, mais une anomalie pour l'unique inspecteur du travail du département de l'Ariège, qui a fini par saisir la justice de ses doutes.

Alain Desmassias et son épouse Violette ont été mis en examen pour « marchandage et prêt illicite de main-d'œuvre » par le juge d'instruction Vincent Anièr, de Foix, et placés sous contrôle judiciaire à leur sortie de garde à vue, mercredi 20 novembre. Le magistrat ariégeois estime que les deux sociétés

du couple, VSAD et Maxime-Home, ont joué illégalement le rôle d'une agence d'intérim pour recruter des femmes de ménage dans des hôtels de type Formule 1 ou Etap'Hôtel (groupe Accor) sur toute la France.

Mardi 19 novembre, à 9 heures du matin, des centaines de gendarmes assistés d'inspecteurs du travail et de fonctionnaires des services fiscaux et de l'Urssaf sont intervenus simultanément dans 69 établissements du groupe Accor, répartis sur l'ensemble du territoire, sur commission rogatoire du juge Anièr. Choqué par cette opération, Alain Desmassias, 54 ans, ne souhaitait pas s'exprimer en sortant de sa garde à vue. M. Desmassias se présente comme un chef d'entreprise qui a choisi de quitter la région parisienne pour se mettre au vert dans la campagne

ariégeoise avec son épouse, pour convenance personnelle. M. Desmassias refuse les soupçons de « chasseur de primes » qui pèsent aussi sur lui. Tourtouse, comme la plupart des communes de l'Ariège, est en effet classée en « zone de revitalisation économique », ce qui permet l'octroi d'aides publiques et des dégrèvements de charges sociales aux entreprises.

TRAVAIL INTÉrimAIRE

Enregistrée en 1999 au registre du commerce de Pontoise, VSAD, la société à responsabilité limitée qui porte les initiales de son épouse Violette, née Salmon, accolées aux siennes, a toujours son siège social dans un immeuble de Saint-Gratien (Val-d'Oise). Le capital social de cette micro-holding s'élève à 16 000 euros pour un chiffre d'affaires de 1,4 million d'euros à la fin de l'année 2001, en augmentation de plus de 100 % en un peu plus d'un an. Le bureau ariégeois de VSAD est abrité par une deuxième société, Maxime-Home, immatriculée en décembre 1998 par Violette Desmassias à Foix en qualité de commerçante. Le couple aurait créé quatre emplois en tout et pour tout dans le village ariégeois. Loin, donc, des 2 600 créations d'emplois qui ont attiré l'atten-

tion de l'administration. Maxime-Home, qui n'est pas tenue de publier ses bilans, se présente comme une entreprise de « sélection et mise à disposition de personnel ».

Alain Desmassias confirme que les petites entreprises créées avec sa femme travaillaient exclusivement pour des gérants d'hôtels Formule 1 et Etap'Hôtel. Il réfute tout lien direct avec Accor, géant mondial de l'hôtellerie et de la restauration, mettant en avant l'autonomie de chaque établissement hôtelier avec lequel il passait des contrats. Quand le juge d'instruction lui rappelle la réglementation sur le travail intérimaire, M. Desmassias se contente de s'exclamer : « Ça nous coûterait plus cher. »

C'est la première fois qu'une entreprise de sous-traitance travaillant pour des hôtels du groupe Accor est poursuivie par la justice. Une autre entreprise, Arcade, fait l'objet d'un long conflit social dans la région parisienne. Les femmes de ménage de cette société, africaines et illettrées pour la plupart, sont en grève depuis huit semaines pour demander le même statut que les femmes de ménage employées par le groupe Accor.

Stéphane Thépot

La grande distribution notée sur sa politique d'achats de Noël

« EXIGEONS des jouets fabriqués 100 % droits de l'homme. » Quelques semaines avant Noël, le collectif Ethique sur l'étiquette (Artisans du monde, Comité catholique contre la faim et pour le développement, CFDT...) a décidé de lancer, jeudi 21 novembre, une nouvelle campagne pour sensibiliser les distributeurs de jouets et de textile. Son but ? Tenter d'assainir les conditions de travail dans les usines qui, dans les pays émergents, sont particulièrement déplorablement : dépassements horaires non payés, travail forcé, règles de sécurité non respectées...

Le sud-est de la Chine est la première zone mondiale de production de jouets. On estime que 70 % des jouets vendus aux Etats-Unis sont fabriqués dans cette région. C'est également que s'approvisionnent majoritairement les distributeurs français. Pour la deuxième fois, ce collectif publie un « carnet de notes », où il distribue des appréciations sur la bonne conduite sociale de 19 distributeurs français.

Cette année, les entreprises ont plutôt joué le jeu en répondant au questionnaire. Mais le bilan reste mitigé. La majorité des distributeurs se sont dotés de codes de bonne conduite, sans véritablement mettre en place d'actions concrètes. Carrefour, Toys R'Us et Auchan sont allés dans le bon sens (en sensibilisant leurs acheteurs, par exemple). Mais le collectif épingle les enseignes de sport (Sport 2000, Twinner, Intersport, Go sport) et la vente par correspondance (La Redoute, Les 3 Suisses).

Classiquement, les groupes rétorquent que cette dénonciation n'est pas constructive. Cependant les entreprises qui se sont le plus mobilisées jusqu'à présent sur ces dossiers (Nike, Gap) sont celles qui avaient fait l'objet de campagnes. Selon un récent sondage BVA-CCFD, 90 % des Français seraient favorables au fait d'acheter en priorité des produits à des entreprises qui respectent partout les droits sociaux.

Laure Belot

Boeing va supprimer 5 000 emplois en 2003

LE CONSTRUCTEUR aéronautique américain Boeing a annoncé, mercredi 20 novembre, la suppression de 5 000 emplois en 2003 dans sa division d'appareils commerciaux. Plus de la moitié de ces suppressions d'emplois se feront par des départs naturels. Le constructeur américain a déjà supprimé 30 000 postes de travail dans la production des appareils commerciaux depuis les attentats du 11 septembre 2001.

Les attaques ont provoqué une forte baisse des commandes d'appareils (160 commandes nettes à la mi-novembre pour Boeing) en raison d'une chute du chiffre d'affaires et de lourdes pertes des compagnies aériennes. Conséquence, Boeing, qui devrait sortir de ses chaînes 380 avions cette année, ne prévoit qu'entre 275 et 285 livraisons en 2003.

Fin octobre, Boeing avait déjà annoncé, par ailleurs, la suppression de 1 200 à 1 500 emplois dans sa division de services en interne, qui compte actuellement 18 600 salariés.

Philip Morris met en garde à propos des cigarettes légères

LE GÉANT américain du tabac Philip Morris a admis, mercredi 20 novembre, que les cigarettes dites légères ne sont pas moins dangereuses pour la santé que les cigarettes ordinaires, et va en avertir pendant une durée limitée les fumeurs à l'aide d'une note insérée dans ses paquets. Le groupe y indique que les niveaux de goudron et de nicotine contenus dans toutes les publicités de cigarettes ne sont pas nécessairement de bons indicateurs des quantités de ces substances inhalées par les fumeurs.

Le gouvernement italien fait pression sur Fiat

LE GOUVERNEMENT italien a accentué sa pression, mercredi 20 novembre, sur les dirigeants du groupe Fiat. Le numéro deux du gouvernement, Gianfranco Fini, a contesté le plan social touchant la branche automobile du constructeur : « Je répète qu'à mon avis, le plan de Fiat doit être modifié, surtout pour garantir que Termini Imerese [l'usine sicilienne du groupe] ne ferme pas. » « Fiat doit en prendre acte, car si l'entreprise reste sur ses positions, il y aura un affrontement et pas seulement avec les partenaires sociaux. Le gouvernement aura lui aussi une attitude de non-adhésion », a-t-il ajouté à la télévision.

Pour répondre à la crise de sa branche automobile (Fiat, Lancia et Alfa Romeo), Fiat a prévu de réduire de 8 100 le nombre de ses salariés en Italie, principalement par des mises au chômage technique prolongé à partir du 2 décembre. La procédure requiert l'aval du gouvernement. Une journée de grève est prévue, vendredi, à Turin, siège de Fiat, à l'appel des trois principales centrales syndicales.

INDUSTRIE

■ LAFARGE : les autorités de la concurrence européenne devraient infliger une amende pouvant aller au-delà de 100 millions d'euros au groupe français pour entente sur les prix, selon le *Financial Times* de jeudi 21 novembre. Cette sanction, pour entente sur les prix des matériaux de construction, pourrait également être infligée au britannique BPB et à l'Allemand Knauf.

■ SCHNEIDER/LEGRAND : la date limite pour le nouvel examen de la fusion des groupes français d'appareillage électrique Schneider et Legrand par la Commission européenne a été repoussée du 26 novembre au 5 décembre.

■ TETRA LAVAL/SIDEL : la date limite pour le nouvel examen de la fusion Tetra Laval/Sidel par la Commission européenne a été repoussée du 29 novembre au 13 janvier.

■ L'OREAL : le premier ministre Jean-Pierre Raffarin a salué, mercredi 20 novembre, le « parcours d'exception » de Lindsay Owen-Jones, le PDG du groupe de cosmétiques, élu « manager de l'année » par *Le Nouvel Economiste*.

SERVICES

■ UNITED AIRLINES (UAL) : la deuxième compagnie aérienne américaine, qui tente d'échapper à la faillite, a annoncé, mercredi 20 novembre, avoir passé un accord avec les syndicats de mécaniciens prévoyant des économies sur les salaires de 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard d'euros) dans le cadre de son plan de redressement financier.

■ DELTA AIR LINES : la troisième compagnie aérienne américaine va lancer en 2003 une filiale à bas prix pour concurrencer les compagnies discount sur ce segment profitable et en pleine ascension, alors que les transporteurs aériens américains traditionnels traversent l'une des plus graves crises de leur histoire. Delta mise sur une croissance du transport à bas prix, qui devrait représenter entre 30 % et 40 % de la totalité du secteur aux Etats-Unis d'ici à 2010, contre 22 % à présent.

■ RATP : la CGT a déposé un préavis de grève pour le mardi 26 novembre, à l'occasion de la journée de manifestation des cheminots et du secteur public

FINANCE

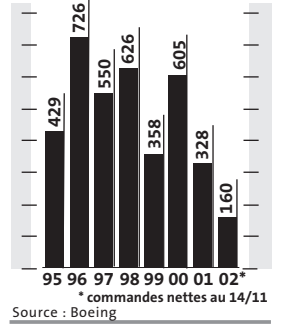
■ WALL STREET : les amendes pour malversation versées par les sociétés cotées à New York dans le cadre d'un « accord global » avec les autorités de régulation pourraient aller dans un fonds de restitution destiné aux investisseurs individuels qui ont perdu de l'argent, affirme le *Washington Post* dans son édition en ligne datée de jeudi 21 novembre. Une douzaine de sociétés devrait payer un milliard de dollars d'amende.

■ SCOR : le réassureur français a annoncé, jeudi 20 novembre, le lancement de son augmentation de capital à hauteur de 381 millions d'euros, avec maintien du droit préférentiel de souscription. Cette émission permettra aux actionnaires de Scor de souscrire douze actions nouvelles pour cinq anciennes.

■ DEUTSCHE BANK : la première banque allemande, la Deutsche Bank, a annoncé, jeudi 20 novembre, qu'elle envisage de céder 3 milliards d'euros de participations détenues dans des sociétés non cotées (private equity) à une équipe formée de cadres de sa filiale DB Capital Partners.

EN BAISSE

Commandes annuelles de Boeing, en nombre d'appareils



CHUTE DU COURS

Action Fiat, en euros, à Milan



A l'occasion du rachat de Vivendi Universal Publishing par le Groupe Lagardère, quelques voix, souvent mal informées, parfois mal intentionnées ont publiquement exprimé des doutes sur l'impartialité de RELAY dans sa politique de référencement du livre pour son réseau de points de vente situé dans les lieux de transport (gares, métros, aéroports...).

Ne voulant pas répondre à chaud, RELAY a préféré, après s'être donné le temps de la réflexion, faire un point approfondi sur la réalité des faits.

Vous voulez en savoir plus ? Alors connectez-vous sur www.relay.fr

(rubrique « le livre chez Relay »)

RELAY

Grève à France Télévisions : contre le recours à la production extérieure

Une manifestation a rassemblé, mercredi 20 novembre, environ 700 salariés de France 2 et France 3 devant le ministère de la culture et de la communication. Des assemblées générales devaient à nouveau se tenir jeudi en milieu de matinée

LES DÉLÉGATIONS des antennes régionales de France 3 venues en autocar arrivent les premières. Avec elles, c'est le tour de France des mécontentements dans l'audiovisuel public qui s'installe pour une longue après-midi de protestations sous les fenêtres du ministère de la culture et de la communication, mercredi 20 novembre. Au plus fort de la manifestation, une fois grossie par les troupes de France 2, c'est un cortège de plusieurs centaines de personnes qui entament un bruyant tour du quartier. Sans grand résultat : en fin de journée, à l'issue de sa rencontre avec des membres du cabinet du ministre Jean-Jacques

Aillagon, la délégation syndicale se montrait fort dépitée par le peu d'engagement du gouvernement dans ce dossier.

Pendant ce temps, place du Palais-Royal, les récriminations tombent en vrac : le report de la télévision numérique régionale, l'usure d'un matériel non remplacé, les primes d'objectifs destinées aux cadres, les rémunérations des vedettes sur l'antenne nationale, les budgets que l'on serre, les rumeurs de privatisation...

« Je fais le même métier que David Pujadas depuis trente ans et je gagne dix fois moins que lui, lance un journaliste de Grenoble. Au fil des

années, je me suis mis à travailler avec des bouts de chandelle. Mon magazine sportif n'a même plus de réalisateur. Je suis présentateur, chef d'édition, reporter, je fais la promotion, le secrétariat... » Un opérateur de prise de vues s'empare : « On est géré comme une boîte privée. » Un autre journaliste dénonce, sur un ton provocateur, le survol de l'information : « On nous parle constamment de gains de productivité. J'ai pourtant connu une époque où des rédacteurs en chef s'honoraient de faire exploser leurs budgets ! »

C'est plutôt l'inquiétude qui l'emporte sur la colère chez les « grèveurs » et les « grèveuses » comme

ils se sont baptisés. Seul, un homme-sandwich affiche, sur des panneaux orange, sa volonté de voir « revaloriser le point d'indice dans l'audiovisuel public », ce qui était pourtant le mot d'ordre fédérateur de la grève entamée mercredi 13 novembre.

ÉMISSIONS EMBLÉMATIQUES

Depuis, le mouvement a pris fin au sein de Radio France – dont une délégation s'est néanmoins jointe à la manifestation –, mais il n'a pas faibli à France 3 et semble s'envenimer à France 2 où l'épreuve de force se cristallise autour de la diffusion des journaux télévisés.

Dans son tract, la CGT, venue en

nombre, réclame en premier lieu des négociations avec la direction et le gouvernement sur « la fabrication des émissions diffusées par France Télévisions avec en priorité l'utilisation des moyens techniques et humains de la chaîne ». La question des salaires semble reléguée au second plan. « Même les bandes-annonces sont souvent réalisées par une société de production extérieure », témoigne une technicienne de France 2.

Le coût de certaines émissions emblématiques produites à l'extérieur sont dans la ligne de mire : 170 000 euros sont dépensés par la chaîne pour chaque émission de « Ça se discute » sur France 2. Fran-

ce 3 paye par numéro de « On ne peut pas plaire à tout le monde » environ 122 000 euros, alors que la direction de la chaîne – dans un document fourni aux syndicats – chiffre le coût de fabrication de l'émission par un producteur privé à 18 294 euros. Lors d'une journée type, jeudi 21 novembre sur France 2 par exemple, au moins 16 émissions devaient être fournies par des producteurs extérieurs sur 24 différentes diffusées entre 5 h 55 et minuit.

« Le plateau qui sert à réaliser "Stade 2", "Douce France", "Télématin", "Cent minutes pour convaincre", etc. n'est pas utilisé un jour par semaine en moyenne, renchérit un des manifestants. On pourrait bien faire une émission hebdomadaire de plus. » A France 2, on s'offusque du « déni du droit de grève ». Certains reprochent à la direction d'avoir fait fabriquer plusieurs émissions « parmi les rares à être encore montées en interne » avant même de savoir si le personnel qui en a la charge était ou non gréviste. Dans les rangs, on raconte à l'envi la façon dont un photographe de *Libération* puis une déléguée syndicale de France 3 ont été vigoureusement éconduits.

En fin de cortège, les salariés de la Chaîne des régions s'interrogent sur leur devenir. Installés près de Lyon, cette cellule dotée de moyens modernes emploie trente personnes dont quinze permanents. Faute d'avoir trouvé son public, la Chaîne des régions, diffusée sur le câble et le satellite, s'arrêtera en février 2003. « Nous étions nés de la grève de 1997. C'est une autre manifestation qui nous enterre », sourit tristement un journaliste.

Les principaux producteurs externes

● **France 2** : Tout sur l'écran, productrice des magazines « Tout le monde en parle » et « On a tout essayé », est le premier fournisseur d'émissions dites de flux (magazines, variétés et divertissements) avec sept heures et dix-huit minutes de présence hebdomadaire en moyenne. Elle devance Sony Pictures Television Production, producteur des jeux (« Les Zamours ») avec six heures et cinquante minutes. Le 3^e est Réservoir Prod (« Ça se discute »), avec quatre heures et cinquante-quatre minutes.

● **France 3** : Réservoir Prod (« C'est mon choix ») est le 1^{er} producteur avec huit heures et treize minutes par semaine. Endemol (« On ne peut pas plaire à tout le monde ») est 2^e avec trois heures et onze minutes, et Fremantle Media (« Questions pour un champion ») 3^e avec trois heures. Source : magazine « Ecran total » du 6 novembre.

Jean Réveillon, directeur général délégué et directeur de l'antenne de France 3

« Nous contrôlons éditorialement toutes nos émissions »

CET ENTRETIEN a été relu et amendé par Jean Réveillon

Comment expliquez-vous que le conflit se cristallise autour de la production externe à France 2 et France 3 ?

Il y a d'abord confusion entre production et fabrication. Le débat porte sur la fabrication des émissions. Une émission coproduite peut être fabriquée pour tout ou partie en interne alors que, dans ce débat, elle est d'office classée en externe. Sur vingt-quatre émissions fabriquées pour le programme national de France 3, seules six le sont totalement en externe. Depuis la création de la chaîne en 1975, nous avons des obligations dans notre cahier des charges. Par la loi, nous devons produire au moins 25 % de programmes à l'extérieur hors fictions, information et émissions régionales. Pour la fiction, nous

devons produire 30 % de nos émissions à l'extérieur. Nous considérons qu'il s'agit là d'une obligation essentielle du service public de la télévision pour promouvoir l'activité de ce secteur et pour contribuer au développement du tissu créatif de l'audiovisuel français. Aujourd'hui, France 3 fabrique au total 80 % de ses programmes. Avec l'information qui est fabriquée en interne, nous franchissons allégrement le seuil des 90 %.

Les coûts en interne sont-ils plus élevés que les coûts en externe ?

Dans certains cas, les devis font apparaître des coûts supérieurs chez nous, dans d'autres la fabrication en interne peut être plus intéressante. Ainsi, après trois mois d'études, nous sommes sur le point de « rapatrier » le jeu quotidien « Questions pour un champion » en interne. Il sera enre-

gistré dans notre studio de Lyon. Nous éviterons ainsi les frais de déplacements à Paris. Nous ne sommes pas opposés à l'internalisation d'autres émissions si elle se fait à coût équivalent et dans les limites des capacités de l'entreprise, notamment de notre personnel permanent. Or nous devons aujourd'hui maintenir une masse salariale constante, c'est l'une des conditions du contrat d'objectifs et de moyens de France Télévisions.

Que répondez-vous aux grévistes qui craignent que l'externalisation ne galvaude le service public ?

Nous contrôlons éditorialement toutes nos émissions, qu'elles soient fabriquées par nos personnels ou par des sociétés de production privées. Ces dernières ont des contacts permanents avec nos conseillers de programme.

Par exemple, l'apparition de Patrick Henry à « Vie privée, vie publique » de Mireille Dumas, une production privée, a provoqué des débats au sein de la chaîne. Cette décision a été prise collectivement et elle a été collectivement assumée.

Comment comptez-vous régler le problème des salariés qui n'ont plus d'affectation ?

Rémy Pfflin, directeur général de France 3, le confirme, nous sommes en mesure d'assurer le plein emploi de tous les salariés permanents de France 3. Nous avons créé une cellule de mobilité. Des cadres de la société seront là pour anticiper des mouvements de personnels entraînés par des changements dans la grille de programme, par exemple.

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

Martine Valo, avec Guy Dutheil

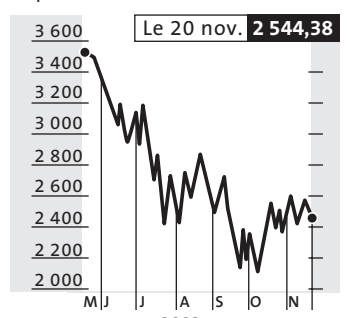
Les valeurs technologiques profitent à Wall Street

LES MARCHÉS européens n'ont pas suivi, mercredi 20 novembre, le mouvement de hausse que les indices boursiers américains ont connu au lendemain d'un repli généralisé. Les investisseurs américains ont transféré sur les actions des capitaux qu'ils avaient placés sur les obligations, s'appuyant sur les déclarations optimistes à propos de l'économie faites mercredi par Michael Moskow, président de la Réserve fédérale de Chicago. « *Bien qu'une grande incertitude persiste à l'horizon, nous pensons que la politique monétaire que nous avons mise en place favorisera la demande globale* », a déclaré M. Moskow.

Les gains de la Bourse américaine ont profité au dollar, qui s'est légèrement redressé, envoyant temporairement l'euro en dessous

INDICE DJ EUROSTOXX 50

En points



Source : Bloomberg

du seuil de 1 dollar, avant de revenir à 1,0017 dollar.

L'indice Dow Jones a terminé en hausse de 1,75 %, à 8 623,01 points, tandis que l'indice Standard & Poor's 500, qui représente mieux l'évolution boursière de l'économie, selon les gestionnaires de fonds, a progressé de 1,94 %, à 914,15 points. L'indice composite du Nasdaq a fait un bond de 3,26 %, à 1 419,35 points. « *Les investisseurs essaient de regagner un peu de leurs pertes en achetant des valeurs technologiques, anticipant un éventuel rebond de fin d'année* », commentaient les experts du courtier ETC dans leur résumé de la séance du jour. Parmi les hausses : Intel (+ 5,51 %), Analog Devices (+ 6,46 %), le spécialiste des semi-conducteurs, qui a annoncé un bénéfice meilleur que prévu pour son quatrième trimestre fiscal, Applied Materials (+ 5,24 %), Microsoft (+ 3,21 %)...

En Europe, peu de places boursières pouvaient se vanter d'avoir fini en hausse : le Mib 30 de Milan a affiché un maigre gain de 0,47 %, à 24 737 points, et le DAX de Francfort a fait une avancée de 0,19 %, à 3 212,99 points. A l'inverse, le Footsie de Londres a enregistré une perte symbolique de 0,04 %, à 4 094,90 points et le CAC 40 de Paris s'est replié de 0,75 %, à 3 153,50 points.

Cécile Prudhomme

LA BAISSÉ des marchés modifie la donne pour les sociétés qui gèrent les sicav et les fonds communs de placement (FCP) en Europe, ont constaté les participants à une réunion organisée le 14 novembre à Amsterdam par le gestionnaire Invesco sur l'avenir de l'industrie de la gestion collective en Europe. Après une longue période de croissance, ces entreprises voient leurs encours stagner sous l'effet de la chute des Bourses. La structure des investissements réalisés par l'intermédiaire des fonds communs s'est elle-même modifiée. Les actions, qui représentaient 36 % des encours en 1999, ne pesaient plus que 30 % à la fin de 2001, selon des statistiques établies par Greenwich Associates, consultant britannique spécialisé dans la gestion collective. Et ce chiffre devrait continuer à diminuer en 2002. Pendant ce temps, les investisseurs, cherchant la sécurité, privilégient les fonds obligataires, qui représentaient 70 % de l'encours des sicav et des FCP en 2001. Cette modification de comportement ne s'explique pas uniquement par la conjoncture. Selon les estimations de Greenwich Associates, les investisseurs devraient augmenter leurs placements dans l'immobilier, le capital-investissement ou les fonds spéculatifs, dont l'évolution n'est pas en corrélation avec celle des marchés.

DEMANDE POUR DES SPÉCIALISTES

Ces changements ne seront pas sans conséquences pour l'industrie de la gestion collective sur le Vieux Continent. En termes d'emploi tout d'abord : selon les projections de Greenwich Associates, le pourcentage d'investisseurs (les caisses de retraites ou les fonds de pension essentiellement) qui pensent faire appel à des gérants généralistes devrait rester stable, alors que la demande en gestionnaires spécialisés

Les sociétés de gestion s'adaptent aussi à la chute des Bourses

CHRONIQUE DES MARCHÉS

LES CINQ PLUS IMPORTANTES

En milliards d'euros	Société	Encours sous gestion
	UBS	2 000
	Crédit suisse Group	1 602
	Axa Group	932
	Barclays Global Investors	893
	Deutsche Asset Management	851
		734

Source : Oliver, Wyman & Company

devoir augmenter fortement. Elle devrait concerner 46 % des investisseurs professionnels en 2003 contre seulement 28 % en 2001. Les investisseurs devraient, dans le même temps, faire appel à un plus grand nombre de sociétés de gestion. Selon les chiffres de Greenwich Associates, les institutionnels utilisaient 4,6 gérants en moyenne en 1999. Ce taux devrait atteindre 8,8 cette année.

CHANGEMENTS DANS LA DISTRIBUTION

En matière de distribution, les gestionnaires de fonds devront eux aussi s'adapter à une donne nouvelle. A l'exception du marché britannique, et dans une moindre mesure du marché helvétique, qui est aux mains des conseillers indépendants, la distribution des produits de gestion collective est largement verrouillée par les banques et les assureurs. Selon des données de Feri Fund Market Information, un cabinet qui analyse le marché de la gestion, banquiers et assureurs contrôlent près de 95 % du marché en Espagne et plus de 80 % en France. Mais on perçoit « *quelques preuves de changement* », note

Diana Mackay, directeur de Feri Fund Market Information. Elle observe que les gestionnaires étrangers voient leurs encours résister mieux que les grands acteurs locaux. Elle pense que les banques et les assureurs devraient faire appel de plus en plus souvent à des gestionnaires extérieurs et vendre leurs produits dans leurs réseaux de distribution.

BAISSE DE LA RENTABILITÉ

Toutes ces évolutions devraient se traduire dans la physionomie de l'industrie de la gestion collective en Europe. Banquiers et assureurs, au cours des années 1990, ont fortement développé cette activité, qui a connu une forte expansion au moment où les marchés enregistraient un mouvement de hausse. Gérer des fonds était un métier fortement bénéficiaire, mais cette période semble révolue. Selon une étude menée par UBS Warburg et le cabinet Oliver, Wyman & Company, il faut s'attendre à un retour sur investissement des sociétés de gestion de l'ordre de 7 % par an à partir de cette année, contre 15 % à la fin des années 1990. « *Sans une restructuration importante et agressive des sociétés de gestion, nous pronostiquons un résultat d'exploitation des gestionnaires de fonds stagnant au niveau actuel jusqu'en 2005* », notent les auteurs de cette étude. Ils estiment que les gérants de sicav et de FCP en Europe devront se spécialiser afin d'améliorer leur rentabilité. Le ralentissement de l'activité devrait conduire ces gérants à s'aligner sur quelques modèles : les « mégaproductions », les gérants de fonds indiciels et les gestionnaires spécialisés sur une niche, indiquent-ils, devraient figurer au nombre des gagnants de demain.

Joël Morio

LES BOURSES DANS LE MONDE 21/11, 9h50

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER	
UNION EUROPÉENNE							
ALLEMAGNE	DAX Index	3256,46	21/11	1,35	5467,31	19/3 2519,30	9/10 21,10
	Euro Neu Markt Price IX	475,27	21/11	1,93	1212,43	4/1 349,01	8/10 11,10
AUTRICHE	Austria traded	1100,93	21/11	-0,13	1368,18	2/5 991,22	10/10 15,20
BELGIQUE	Bel 20	2095,38	21/11	1,51	2906,75	24/4 1752,31	9/10 12,40
DANEMARK	Horsens Bnex	203,46	21/11	0,58	280,92	26/3 180,39	11/10 12,90
ESPAGNE	Ibex 35	6371,90	21/11	1,72	8608,50	4/1 5266,89	10/10 17,00
FINLANDE	Hex General	6449,85	21/11	2,47	9224,38	4/1 4711,08	24/7 17,80
FRANCE	CAC 40	3235,40	21/11	2,60	4720,04	4/1 2612,03	10/10 18,70
	Mid CAC	1455,52	20/11	-0,22	2176,89	2/4 1233,19	10/10 19,00
	SBF 120	2269,71	21/11	2,47	3263,90	28/3 1847,00	10/10 18,70
	SBF 250	2110,26	20/11	-0,60	3081,89	28/3 1767,51	10/10 18,20
	Indice second marché	1855,09	20/11	-0,39	2567,01	15/5 1646,41	10/10 13,00
	Indice nouveau marché	533,11	21/11	1,97	1175,41	7/1 433,89	10/10 13,00
GRÈCE	ASE General	1821,16	21/11	0,00	2655,07	3/1 1678,69	8/11 13,80
IRLANDE	Irish Overall	4335,07	21/11	1,02	6085,02	18/1 3616,98	10/10 11,40
ITALIE	Milan Mib 30	25085,00	21/11	1,41	33548,00	17/4 20542,10	10/10 20,40
LUXEMBOURG	Lux Index	749,66	20/11	1,25	1169,47	14/1 642,21	11/10 13,10
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	348,51	21/11	2,70	531,45	18/4 282,79	24/9 14,90
PORTUGAL	PSI 20	5830,66	21/11	0,53	7998,50	4/1 4937,16	30/9 16,40

EUROPE Jeudi 21 novembre 9h50

INDICES

SECTEURS EURO STOXX

Indice	% var.	
EURO STOXX 50	2599,89	+2,18
AUTOMOBILE	168,04	+1,30
BANQUES	208,12	+2,01
PRODUIT DE BASE	148,45	+1,40
CHEMIE	266,27	+1,39
TÉLÉCOMMUNICATIONS	332,64	+1,99
CONSTRUCTION	174,28	+1,06
CONSOMMATION CYCLIQUE	92,52	+3,20
PHARMACIE	352,71	+2,27
ÉNERGIE	276,65	+1,24
SERVICES FINANCIERS	173,57	+1,56
ALIMENTATION ET BOISSON	210,05	+0,96
BIENS D'ÉQUIPEMENT	251,79	+1,23
ASSURANCES	179,75	+2,43
MÉDIAS	156,51	+3,23
BIENS DE CONSOMMATION	268,55	+1,59
COMMERCE ET DISTRIBUTION	234,72	+1,51
HAUTE TECHNOLOGIE	297,28	+3,38
SERVICES COLLECTIFS	216,26	+1,64

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX

Code pays	Cours	% var. /préc.
ABN AMRO HOLDING	15,99	+4,31
AEGON NV	14,12	+4,36
AIR LIQUIDE	135,90	+2,80
ALCATEL A	5,20	+4,21
ALLIANZ N	107,16	+2,15
AVENTIS	59,80	+2,84
AXA	14,99	+3,88
BASF AG	37,75	+1,21
BAYER	22,97	+0,92
BAYR.HYP.U.VERBK	15,08	+2,24
BVVA	9,99	+2,04
BNP PARIBAS	43,98	+2,76
BSCH	6,43	+2,39
CARREFOUR	46,39	+2,09
DAIMLERCHRYSLER N	33,40	+0,91

DANONE	134,00	+1,13
DEUTSCHE BANK AG	50,00	+0,81
DEUTSCHE TELEKOM	12,38	+1,56
E.ON	45,38	+1,36
ENDESA	11,77	+2,35
ENEL	4,95	+0,41
ENI SPA	14,34	+1,49
FORTIS	19,00	+2,04
FRANCE TELECOM	13,28	+5,40
GENERALI ASS.	18,27	+1,39
ING GROEP CVA	17,65	+3,40
KONINKLIJKE AHOLD	12,54	+3,21
L'OREAL	72,90	+2,03
LVMH	45,06	+3,16
MUENCHENER RUECKV	140,98	+0,23
NOKIA OYJ	18,59	+3,51
PINAULT PRINTEMPS	82,60	+2,61
REPSOL YPF	12,13	+2,10
ROY. PHILIPS ELECTR	20,24	+5,64
T-2111		
RWE	29,58	+1,41
SAINT GOBAIN	26,61	+3,34
SANOPI-SYNTHELABO	60,40	+2,37
SANPAOLO IMI	7,12	+3,19
SIEMENS	48,38	+2,05
SIEMENS AG	52,85	+2,82
SUEZ	18,72	+4,29
TELECOM ITALIA	8,30	+0,61
TELEFONICA	9,78	+2,62
TIFM	5,28	+0,96
TOTAL FINA ELF	138,70	+0,51
UNICREDITO ITALIAN	3,90	+1,30
UNILEVER CVA	61,60	+0,98
VIVENDI UNIVERSAL	12,31	+8,08
VOLKSWAGEN	38,99	+1,19

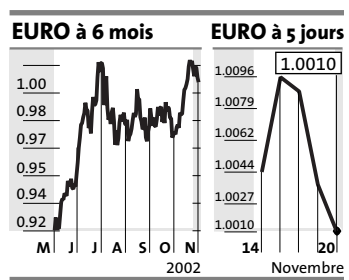
ZONE EURO : FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).
HORS ZONE EURO : CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).

MARCHÉ DES CHANGES 21/11, 9h50

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)	0,81991	1,00330	1,57450	0,68311	
TOKYO (¥)	121,96500	122,35500	192,03000	83,29169	
PARIS (€)	0,99665	0,81720	1,56925	0,68065	
LONDRES (£)	0,63512	0,52075	0,63725	0,43380	
ZURICH (FR. S.)	1,46390	1,20060	1,46905	2,30520	

COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4265	7,4270
COURONNE NORVÉGE	7,3200	7,3250
COURONNE SUÉDOISE	9,0640	9,0760
COURONNE TCHÉQUE	30,3618	30,8727
DOLLAR AUSTRALIEN	1,7863	1,7873
DOLLAR CANADIEN	1,5893	1,5900
DOLLAR HONGKONG	7,8235	7,8278
DOLLAR NÉO-ZÉLANDE	1,9988	2,0034
FORINT HONGROIS	237,3471	238,1707
LEU ROUMAIN	33531,0000	33599,0000
ROUBLE	31,9369	31,9565



Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER	
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	4155,50	21/11	1,48	5362,29	4/1 3609,89	24/9 15,00
	FTSE techMark 100 index	704,15	21/11	1,63	1569,61	4/1 590,02	10/10 12,40
SUÈDE	OMX	558,16	21/11	2,17	878,88	4/1 413,98	10/10 24,20
EUROPE							
HONGRIE	Bux	7618,73	20/11	0,16	9019,42	7/5 6546,35	26/7 10,30
ISLANDE	ICEX 15	1323,96	20/11	0,66	1413,85	21/3 1141,82	28/12 12,10
POLOGNE	WSE Wig 20	1161,81	20/11	0,31	1486,22	28/1 1026,65	26/7 21,90
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	452,80	21/11	0,98	479,39	10/5 384,60	2/1 12,20
RUSSIE	RTS	351,41	20/11	0,04	425,42	20/5 256,75	28/12 12,10
SUISSE	Swiss market	5099,20	21/11	1,29	6740,60	17/5 4333,10	10/10 24,20
TURQUIE	National 100	13549,04	21/11	1,93	15071,83	8/1 8514,03	3/7 27,50
AMÉRIQUES							
ARGENTINE	Merval	460,07	20/11	1,27	471,33	6/2 267,73	14/6 20,50
BRESIL	Bovespa	10087,57	20/11	1,17	14495,28	18/3 8224,61	16/10 8,90
CANADA	TSE 300	6493,14	20/11	1,08	7992,70	7/3 5678,27	10/10 19,30
CHILI	Ipsa	81,24	20/11	-0,50	109,73	28/12 74,86	16/10 14,80
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	8623,01	20/11	1,75	10673,09	19/3 7197,49	10/10 19,20
	Nasdaq composite	1419,35	20/11	3,26	2098,87	9/1 1108,48	10/10 39,50
	Nasdaq 100	1070,53	20/11	4,34	1710,22	9/1 795,25	8/10 43,80
	Wilshire 5000	8619,42	20/11	1,91	10983,40	19/3 7273,39	10/10 18,80
	Standards & Poors 500	914,15	20/11	1,94	1176,96	7/1 768,63	10/10 11,80
MEXIQUE	IPC	5641,74	19/11	-1,47	7611,12	11/4 5500,75	5/8 11,50

FRANCFORT

20/11 : 137 millions d'euros échangés

Valeur	Cours de clôture (€)	% var.
Meilleures performances		
BKN INTERNATIONAL	0,34	+61,90
BKN INTERNATIONAL	0,33	+57,14
TRAVEL24.COM	0,42	+44,83
MEDIGENE	5,04	+40,00
TRADING HOUSE.NET	9,00	+28,57
ADVANCED MEDIEN	0,18	+

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 21 novembre 9h30

Table listing French stock market values with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

Table listing international stock market values with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

Table listing international stock market values with columns: Valeur, Dernier cours, Cours préc., % var. /préc., % var. 31/12, Plus haut, Plus bas, Divid. net, Code sicoam.

NOUVEAU MARCHÉ

20/11 : 13,08 millions d'euros échangés

Table listing new market values with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var., Meilleures performances, Plus mauvaises performances.

Table listing new market values with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var., Plus forts volumes d'échange.

Advertisement for Volkswagen Phaeton, featuring the text 'Enfin une voiture qui a du caractère. Normal, c'est le vôtre.' and 'Réglage des suspensions à la carte Phaeton. Peut-on encore parler d'automobile ?'

SECOND MARCHÉ

20/11 : 16,04 millions d'euros échangés

Table listing second market values with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var., Meilleures performances, Plus mauvaises performances.

Table listing second market values with columns: Valeur, Cours de clôture (€), % var., Plus forts volumes d'échange.

SICAV ET FCP

SÉLECTION publiée sous la responsabilité de l'émetteur

Dernier cours connu le 21/11 à 9h

Table listing SICAV and FCP values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., AGIPI, BNP PARIBAS.

Table listing SICAV and FCP values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., CDC IXIS, CREDIT AGRICOLE.

Table listing SICAV and FCP values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT, EUROCO SOLIDARITE.

Table listing SICAV and FCP values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., LA POSTE, STRATEGIE IND.US.A.

Table listing SICAV and FCP values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., Société Générale Asset Management.

Table listing bank values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., Banque populaire Asset Management, CAISSE D'EPARGNE.

Table listing bank values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., CREDIT AGRICOLE, CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT.

Table listing bank values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., CREDIT LYONNAIS ASSET MANAGEMENT, CREDIT MUTUEL FINANCE.

Table listing bank values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., LA POSTE, STRATEGIE IND.US.A.

Table listing bank values with columns: Valeur, Cours en euro, date, % var., Société Générale Asset Management, F&C EURO HYLD.BD.

DISPARITION

Alexandre de Mérode

Pionnier de la lutte contre le dopage

MEMBRE, BELGE, du Comité international olympique (CIO), le prince Alexandre de Mérode est mort dans un hôpital bruxellois, mercredi 20 novembre, des suites d'un cancer du poumon, à l'âge de 68 ans.

Né le 23 mai 1934 à Etterbeek (Belgique), Alexandre de Mérode est issu de l'une des familles les plus illustres de la noblesse belge. Licencié en droit et en lettres, rien ne le prédestinait à un rôle éminent dans le domaine sportif. C'est le futur roi Albert II, alors prince de Liège, qui lui céda, en 1964, le mandat qu'il détenait au CIO.

Ni athlète (il se contenta de pratiquer un peu l'aviron et la boxe française), ni médecin, il crée en 1967 la commission médicale du CIO, devenant l'un des héros de la lutte contre le dopage, après avoir été impressionné par la mort d'un cycliste quelques années plus tôt. Dès sa nomination, Alexandre de Mérode annonce qu'il compte jouer un rôle important, refusant d'être un aristocrate dilettante. Entre Monaco, où il possède une résidence, Lausanne et le château familial de Solre-sur-Sambre, en Wallonie, Alexandre de Mérode reste toujours d'une grande disponibilité. Au sein du CIO, il a été membre de la commission exécutive de 1980 à 1990, et vice-président de l'institution de 1986 à 1990 et de 1994 à 1998. Il a également fait partie de la commission des réformes « CIO 2000 »

Sa position au sein de la famille olympique a longtemps été ambiguë : il était chargé d'y coordonner la lutte contre le dopage alors que l'institution n'en avait pas fait l'une de ses priorités. Il a ainsi assisté à l'explosion du phénomène du dopage sur les terrains de sport et a vécu en première ligne l'un des plus grands scandales des Jeux, lorsque, à Séoul, en 1988, le sprinter canadien Ben Johnson avait été contrôlé positif aux stéroïdes anabolisants après sa victoire dans la finale olympique du 100 m.

En mai 2000, Alexandre de Mérode - devenu entre-temps l'un des quatre membres du CIO élus à vie - avait présenté sa démission, afin de manifester son désaccord avec la mise en place de l'Agence mondiale antidopage (AMA). Cette démission avait été refusée. En février 2001, constatant que 7 % des athlètes ayant participé aux Jeux olympiques de Sydney avaient déclaré souffrir d'asthme, le prince de Mérode avait déclaré que « parfois, on dirait que les Jeux olympiques sont des Jeux pour malades ».

**Gilles van Kote
et Jean-Pierre Stroobants**

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Les familles **MESCHERIAKOFF** et **PELCERF** sont heureuses d'annoncer la naissance de

Alexis,

chez

**Stéphanie et Pierre
MESCHERIAKOFF,**

le 9 novembre 2002.

Mariages

Cornelia van SCHOTEN
et
Olivier LEROUT-MANGIN

ont le plaisir d'annoncer leur mariage, célébré le vendredi 22 novembre 2002, à Montpellier.

Décès

– Mme Claude Cartier-Bresson, son épouse,
Marthe, Anne et Jean Cartier-Bresson, ses enfants,

Bénédictine Bellocq et Gilles Tiberghien, M. et Mme Henri Cartier-Bresson, son frère et sa belle-sœur, et Mélanie Wüthrich, leur fille,
Laure, Louise, Raphaël et Vincent, ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

Claude CARTIER-BRESSON,
officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, médaillé de la Résistance.

11, quai Anatole-France,
75007 Paris.

– Mme Charles-Hervé Cotten, son épouse,
M. Yann Cotten
et Mme le docteur Régine Cotten-Venot, Mme Joëlle Cotten, ses enfants,
Nicolas, Olivier, Caroline, Vincent et M. et Mme Jorge Sanchez-Navarro-Palazuelos,
M. Steven Arhan-Cotten, ses petits-enfants,
Léo et Tess,
ses arrière-petits-enfants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Charles-Hervé COTTEN,
directeur (h.) au ministère des postes et télécommunications, ancien président-directeur général de l'Office d'annonces, ancien président-directeur général de la Société générale de semiconducteurs, ancien membre du Haut Conseil de l'audiovisuel, commandeur de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945, commandeur de l'ordre de Saint-Charles,
survenu le 16 novembre 2002, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Selon ses volontés, ses obsèques ont eu lieu à La Baule, dans la plus stricte intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons pourront être adressés à la Fédération pour la recherche sur le cerveau, en faveur de la recherche médicale, 48, rue Barge, 75005 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue de la Rosière,
75015 Paris.

– Michèle et Joëlle Ducos
Et toute leur famille
ont la douleur de faire part du décès de

M. André DUCOS,
professeur honoraire,

survenu à Poissy, le 19 novembre 2002, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Ses obsèques religieuses seront célébrées le vendredi 22 novembre, à 15 heures, en l'église Sainte-Marie d'Ozon, à Châtelleraut, où l'on se réunira.

La famille ne recevra pas de condoléances.

L'inhumation aura lieu dans la sépulture de famille, au cimetière Saint-Jacques de Châtelleraut.

33, rue Stendhal,
86100 Châtelleraut.
41, rue de Vouillé,
75015 Paris.
87, rue Mandron,
33000 Bordeaux.

– Mme Evelyne Escoubet, sa mère,
Aude et Stéphane,
ont la douleur de faire part du décès de

Bertrand ESCOUBET.

Les obsèques religieuses seront célébrées le samedi 23 novembre 2002, à 15 heures, en l'église d'Hossegor.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

– Nicole Bouyala,
ses enfants et ses petits-enfants
ont la tristesse de faire part de la disparition de

Ina DERVAÏN GROGA,

leur fille et sœur d'Africie, le 5 novembre 2002, à Abidjan.

Elle a été ensevelie dans le tombeau familial, le 16 novembre.

Ils résident à Charles, Fabrice, Lueka et toute leur famille leur amitié et leur affection.

Le Moulin Neuf,
30700 Saint-Quentin-la-Poterie.

– Frédéric Le Moal-Onomo, son fils,
René et Sylvia Le Moal,
Daniel et Elisabeth Le Moal, ses frères et belles-sœurs,
Eric, Anne, Joël, Claire, Chloé et Marc Le Moal, ses neveux et nièces,
Les familles Le Moal, Le Bihan et Quiguer,
ont l'immense douleur de faire part des adieux à jamais de

**Gilberte Gaud Marie-France
LE MOAL,**

le 18 novembre 2002, dans sa soixante-septième année.

Une messe a été célébrée pour elle ce 21 novembre, en l'église Saint-Séverin, Paris-5^e.

Elle sera inhumée le 22 novembre, à 11 heures, au cimetière de Saint-Ségal (Finistère), dans le caveau de famille où elle rejoindra sa mère et son père, partis trop tôt.

« Mon Royaume n'est pas
de ce monde. »
Jean 18, 36.

« Et pour aller où je m'en vais,
vous savez le chemin. »
Jean 14, 4.

– Bruno et Véronique,
ses enfants,
Anna et Antoine,
ses petits-enfants,
Aleksandra,
sa belle-fille,

Félix et Louissette,
Bernadette et Jean-Charles,
Soizick,
Georges,
Louis et Madeleine,
Brigitte et Jean-Pierre,
Jeannette et Jean,
ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
ses neveux et nièces,

Mme Germaine Fafeur,
sa belle-mère,
Claudine et Bernard Milhaud
et leurs enfants,
sa belle-sœur et son beau-frère,
Tous ceux qui l'ont connue et aimée

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Annick FAFEUR,
née **ROUSSELOT,**
chevalier de l'ordre national du Mérite,
docteur en droit,
secrétaire générale honoraire de la
Caisse nationale d'assurance maladie des
professions indépendantes,

survenu subitement à Paris, le lundi 18 novembre 2002, à l'âge de soixante-treize ans.

Elle a rejoint son mari

Pierre,

dans la paix du Seigneur.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 23 novembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Charles de Monceau, Paris-17^e, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

Micheline MAWAS (Michou),
née **KLING,**

nous a quittés, ce mardi 19 novembre 2002.

De la part de
André Mawas,
son mari,
Gilles et Michèle Mawas,
Bruno et Catherine Mawas,
ses enfants,
Nathan, Gabriel, Simon, Raphaël,
ses petits-enfants,
ses cousins et ses nombreux amis.

L'inhumation aura lieu le mardi 26 novembre, à 15 heures, au cimetière intercommunal, 108, rue de la Porte-de-Trivaux, à Clamart (Hauts-de-Seine), où l'on se réunira (parking assuré).

Michou aimait les fleurs blanches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue Steffen,
92600 Asnières.
3, rue de Luxembourg,
78100 Saint-Germain-en-Laye.
2, rue Parmentier,
92600 Asnières.

– Le président de l'université de Bourgogne,
Les membres du bureau,
Les membres des trois conseils,
Les membres du conseil de l'UFR sciences de la Terre,
Le directeur de l'UFR sciences de la Terre,
Ses collègues, les étudiants et l'ensemble des personnels,
ont la très grande tristesse de faire part du décès de

M. Henri TINTANT,
professeur émérite de paléontologie
à l'université de Bourgogne,

survenu le 14 novembre 2002, et adressent leurs condoléances les plus sincères à sa famille et à ses proches.

– Nantes. Saint-Hilaire-de-Riez.

Le professeur Alain Prost,
son épouse,
Marie-Catherine et François Gascon,
Audrey, Florence et Xavier,
François Prost,
Bertrand et Laurence Prost, Emma et Marie,
Arnaud Prost,
Eric Prost,
ses enfants et petits-enfants
Et sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Liliane PROST,
née **d'HONT,**

survenu à Nantes, le 19 novembre 2002, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 23 novembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Bon-Port, à Nantes.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, au cimetière de Saint-Hilaire-de-Riez.

PFG,
2, rue Gaston-Veil, angle Ile Gloriette,
44000 Nantes.
Tél. : 02-40-12-05-00.

Anniversaires de décès

– En mémoire du bien-aimé

docteur Claude VEIL

(19 octobre 1920 - 22 novembre 1999).

Colloques

Forum sur l'actualité de la langue française, organisé par le Centre international d'études pédagogiques :
« Les enjeux culturels de l'intraduisible ».
Lundi 25 et mardi 26 novembre 2002, de 9 heures à 18 heures.
Carré des sciences, amphithéâtre Poincaré, 25, rue de la Montagne-Sainte-Genève, Paris-5^e.
La traduction du français, en achoppant sur nombre de concepts rebelles à l'exportation, est le meilleur révélateur d'une certaine « identité française ». En quinze conférences à l'adresse du grand public, traducteurs, diplomates, linguistes, historiens, géographes, écrivains et philosophes se proposent d'identifier ces termes à forte charge culturelle. Des correspondants de la presse étrangère en poste à Paris, réunis en table ronde, portent sur ces concepts spécifiques leur regard d'observateurs privilégiés.
Programme complet sur www.ciepf.fr
Contact :
**CIEP, 1, avenue Léon-Journault,
92318 Sèvres Cedex.**
Tél. : 01-45-07-60-51
E-mail : longevialle@ciepf.fr

**Les 5 et 6 décembre 2002,
« Victor Hugo et le débat patrimonial »,**
Une analyse de l'engagement du citoyen et de l'homme politique pour la sauvegarde du patrimoine.

Colloque international organisé par l'Institut national du patrimoine sous la direction de Roland Recht, professeur au Collège de France.
Maison de l'Unesco,
7, place Fontenoy, Paris-7^e.
Renseignements et inscriptions :
01-44-41-16-41.

inp Institut national du patrimoine

**XIII^e journées scientifiques de musicothérapie :
LE CORPS, EN MUSIQUE
ET EN MUSICOTHÉRAPIE,**
les 29 et 30 novembre 2002,
de 9 heures à 17 heures,
Centre universitaire des Saints-Pères,
45, rue des Saints-Pères,
Paris-6^e.

Conférences

Vendredi 22 novembre, de 20 h 15 à 21 h 30,
« Mythe et réalité du troisième œil ».
Loge unie des théosophes,
11 bis, rue Kepler, Paris-16^e.
Entrée libre et gratuite.
Tél. : 01-47-20-42-87.
www.theosophie.asso.fr

Conférences de l'Etoile :

« Dieu, à la limite de l'infini. »
Autour du livre d'Alain Houziaux.
« Dieu à la limite de l'infini » (Cerf)
Au temple de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e. Entrée libre.
Samedi 23 novembre 2002,
14 heures précises-17 heures :
L'infini, la limite et l'absolu (Jean Ladrière), Gödel et la rationalité métaphysique (Dominique Peccoud, S.J.), Gödel et l'incomplétude de la connaissance (B. Nicolescu).
Samedi 30 novembre 2002,
14 heures précises-19 heures :
Légitimer la foi chrétienne, des origines à la Process Theology (A. Gounelle), L'infini en hébreu (Tony Lévy), L'infini des mathématiciens (Jean Petitot).
Un usage de l'infini en cosmologie (Jean-Jacques Szczeciniarz).

Société française de philosophie,
professeur **Jaakko Hintikka.**
« Sur les différentes identités de l'identité. »
Samedi 23 novembre 2002, à 16 heures,
Sorbonne, amphithéâtre Michelet,
46, rue Saint-Jacques,
Paris-5^e.

Débats

– La quatrième édition de la **Journée du livre d'économie** se tiendra le samedi 23 novembre 2002, de 10 h 30 à 18 heures, au Sénat (entrée libre), sur le thème « Nouvelles technologies : quelle place pour l'homme ? ».

Cette manifestation, organisée par l'Association Lire la politique (présidée par Luce Perrot) et sous l'égide de Christian Poncelet, président du Sénat, en partenariat avec, notamment, *Le Monde*, s'ouvrira sur une présentation du sondage sur « Les nouvelles technologies et les Français », réalisé par la Sofres et commenté par l'économiste Daniel Cohen. Trois ateliers sont prévus (« Le nouvel homme technologique » ; « Nouvelles technologies : un eldorado économique » ; « Vers l'e-société ») ainsi qu'un débat de clôture consacré à la fracture numérique.

Cette journée sera marquée, à 12 h 30, par la remise du Prix du livre d'économie par Christian Poncelet et Marc Ladreit de Lacharrière (président de Fimalac, président du jury) et, à 18 h 45, par la remise du Prix européen du livre d'économie par François Roussely (président d'EDF, président du jury).

Communications diverses

– **Centre communautaire de Paris :**
Lundi 25 novembre, 20 h 30. Rencontre-débat « La guerre nécessaire ? », avec Elisabeth Schemla, directrice de *proche-orient.info*.

119, rue La Fayette, Paris-10^e.
Tél. : 01-53-20-52-52 (PAF).

Comité de liaison
des associations juives laïques

JOURNÉE DU JUDAÏSME LAÏQUE
Dimanche 24 novembre 2002,
10 heures-18 h 30

De 14 heures à 17 heures, table ronde :
« La laïcité, rempart contre le communautarisme ? »
Jean Daniel, Serge Jakobowitz,
Philippe Lazar, Dominique Schnapper.

Centre communautaire de Paris,
119, rue La Fayette, Paris-10^e.
Contact : 06-87-48-58-66
clajf@wanadoo.fr

L'hebdomadaire des initiatives citoyennes

**TCHÉTCHÉNIE
Les silences
de l'Europe**

**IMMIGRATION
La désinformation**

**MOIS DE LA PHOTO
Dans la jungle
des villes**

**ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL
Un cinéaste
donne la parole
aux lycéens**

www.politis.fr



CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 2,75 €

Abonnez-vous au **Monde** pour **27,70 € (181,70 F) par mois**

Bulletin à compléter et renvoyer accompagné de votre relevé d'identité bancaire ou postal à :
LE MONDE, Service Abonnements - 60646 Chantilly Cedex

Oui, je souhaite recevoir *Le Monde* pour **27,70 € (181,70 F)** par mois par prélèvement automatique.

M. Mme Prénom : Nom :
Adresse :
Code postal : [] [] [] [] [] Localité :
Offre valable jusqu'au 31/12/2002 en France métropolitaine pour un abonnement postal. 201MQPAN

Autorisation de prélèvements

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer sur ce dernier les prélèvements pour mon abonnement au journal *Le Monde*.

Je resterai libre de suspendre provisoirement ou d'interrompre mon abonnement à tout moment.

Date :

Signature : []

IMPORTANT : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, à votre autorisation. Il y en a dans votre chéquier.

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR

N° 134031

Organisme créancier : **Société Editrice du Monde**
21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05

TITULAIRE DU COMPTE A DÉBITER

Nom

Prénom

N°rue

Code postal [] [] [] [] [] Ville

NOM ET ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT

DU COMPTE A DÉBITER (votre banque, CCP ou Caisse d'épargne)

N°rue

Code postal [] [] [] [] [] Ville

DÉSIGNATION DU COMPTE A DÉBITER

Code Etablissement Code Guichet N° de compte Clé RIB

Pour tout renseignement concernant le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement, etc :
Téléphonez au 01-44-97-54-54 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse ou une suspension vacances, un numéro exclusif : 0 825 022 021 (0,15 € TTC/mois)

"Le Monde" (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year "Le Monde" 21 bis, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodicals postage paid at Champlain N.Y. U.S. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919 1518
Pour les abonnements souscrits aux USA : INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tél. : 800-428-30-03

AUJOURD'HUI

SPORTS

L'ÉQUIPE DE FRANCE DE FOOTBALL a dominé la Yougoslavie (3-0), mercredi 20 novembre, lors d'un match amical au Stade de France. Les buts ont été inscrits par **ÉRIC CARRIÈRE** (12^e, 50^e) et Olivier Kapo (70^e).

Cette rencontre a été l'occasion pour le sélectionneur, **JACQUES SANTINI**, de procéder à plusieurs essais, à la faveur des forfaits de Zinedine Zidane et de Patrick Viera et de la sortie du capitaine, Marcel Desailly, à la

pause. Il a fait entrer six joueurs, parmi lesquels les nouveaux venus Daniel Moreira (Lens) et Benoît Pedretti (Sochaux). Dans un entretien au *Monde*, **AIMÉ JACQUET**, directeur technique national, se

félicite du bon fonctionnement des **CENTRES DE FORMATION**, indispensables au football français, et assure que le système finira par porter ses fruits pour les clubs comme pour l'équipe de France.

Face à la Yougoslavie, les Bleus ont préféré le plaisir à la rigueur

Football • L'équipe de Jacques Santini a battu la formation yougoslave (3-0) lors d'un match amical marqué par l'absence ou le remplacement de titulaires indiscutables, ce qui a permis au sélectionneur national de procéder à une très large revue d'effectifs

« **QUAND j'ai été titularisé pour la première fois en promotion d'honneur (PH) avec l'équipe fanion d'Auch devant environ 100 personnes, j'étais très heureux. Ça me semblait le sommet** », peut-on lire sur le site Internet d'Eric Carrière. Mercredi 20 novembre, en pénétrant sur la pelouse du Stade de France avec le maillot bleu sur les épaules pour affronter la Yougoslavie, le milieu de terrain de l'Olympique lyonnais, âgé de vingt-neuf ans, a dû se rappeler cette époque où il n'était qu'un footballeur amateur parmi d'autres.

Eric Carrière n'a pas fait oublier Zinedine Zidane. Tout juste s'est-il imposé comme son remplaçant le plus crédible

« **J'avais deux façons d'aborder cette rencontre, a-t-il confié après la victoire (3-0) de l'équipe de France. La première consistait à dire : "Tu joues là un des matches les plus importants de ta carrière." Mais cela revenait à me mettre une pression inutilement. J'ai préféré me rappeler qu'il y a dix ans je jouais en PH. Je me suis dit : "Fais-toi plaisir".** »

Eric Carrière s'est fait plaisir. En l'absence de Zinedine Zidane, lequel avait dû renoncer à ce match amical en raison d'une lombalgie, l'ancien joueur du FC Nantes a marqué les deux premiers buts des Bleus. Hasard, opportunisme, ou combinaison des deux, il s'est trouvé au bon endroit et au bon moment pour tromper le gardien yougoslave Dragoslav Jevric, à la faveur de deux tirs détournés (12^e et 50^e).

« **Je ne vais pas m'emballer. Je suis content de ma prestation, mais je veux encore faire mieux. Je suis un**



PATRICK HERTZOG/AFIP

perfectionniste », a-t-il lâché, la voix chevrotante d'émotion, comme à l'aube d'un nouveau jour. Lui qui, adolescent, fut recalé au sport-études de Toulouse en raison de son frère gabarit, et ne fut jamais enrôlé par un centre de formation de club professionnel, a goûté, mercredi, une revanche supplémentaire sur son destin de footballeur atypique.

Aussi chétif qu'une palombe de son Ariège natal, le meneur de jeu de l'OL (1,73 m, 63 kg) n'a, certes, pas fait oublier Zinedine Zidane ; un match comme titulaire et deux buts n'y suffiraient pas. Tout juste s'est-il imposé comme son remplaçant le plus crédible.

Est-ce là le principal, voire l'unique enseignement de cette rencontre au score « un peu flatteur », comme l'a concédé Emmanuel Petit ? Les Bleus ont disputé une première

mi-temps approximative et ennuyeuse qui plongea le Stade de France dans une profonde apathie. Ils rectifièrent le tir au cours d'une deuxième mi-temps où, comme de coutume en pareille occasion, les

remplacements se sont multipliés alors que l'adversaire flanchait sur le plan physique.

Après le troisième but marqué du pied droit par le gaucher Olivier Kapo (70^e), Jacques Santini s'est,

Chypre se replace dans la course à l'Euro

L'équipe de Chypre a battu Malte 2-1 (buts de Rauffmann et Okkas), mercredi 20 novembre, lors d'un match comptant pour les qualifications de l'Euro 2004. Si la France, avec neuf points en trois rencontres, reste largement en tête de ce groupe 1, la victoire chypriote permet aux joueurs de Motsa Vukotic de revenir à hauteur d'Israël et de la Slovaquie. Ces trois équipes comptent trois points, mais Israël, avec deux matches de retard, fait figure de favori pour s'emparer de la deuxième place. La prochaine journée aura lieu le 29 mars 2003 avec France-Malte et Chypre-Israël.

Dans le groupe 9, la victoire galloise obtenue mercredi en Azerbaïdjan (0-2, buts de Speed et Hartson) place l'Italie dans une situation de plus en plus inquiétante. La Squadra azzurra de Giovanni Trapattoni, qui occupe la troisième place, compte cinq points de retard sur le pays de Galles. La Yougoslavie, à égalité de points avec l'Italie, compte un match en moins et accueillera l'Azerbaïdjan le 12 février 2003.

Entré en jeu après le troisième but, marqué du pied droit par le gaucher Olivier Kapo (70^e), Benoît Pedretti, qui tacle ici le Yougoslave Goran Trobok, a connu son baptême du feu avec l'équipe de France. Il profite de la volonté de Jacques Santini d'apporter du sang neuf à la sélection tricolore : à la fin du match, il n'y avait plus sur le terrain que deux champions du monde, et cinq des onze joueurs appartenaient à des clubs de la Ligue 1.

sés seront rétablis et quand Robert Pires aura retrouvé le rythme. En attendant, le sélectionneur a tenu à remercier les clubs français : « **Il faut les féliciter car ils travaillent de façon identique sur les systèmes de jeu. Leurs joueurs se sont parfaitement adaptés à notre organisation.** »

Cet hommage se lit comme un message. Il s'adresse autant aux joueurs de Ligue 1 qu'à ceux qui n'y sont pas. Autant à Daniel Moreira (Lens) – « **très heureux d'avoir touché quelques ballons** » en quinze minutes de jeu – qu'à Nicolas Anelka (Manchester City), l'insurgé boudeur.

Trois jours après son spectaculaire refus d'intégrer l'effectif tricolore, l'ombre de l'enfant terrible du football français n'a aucunement plané sur ce dernier match international des Bleus pour 2002. A supposer qu'il revienne un jour sur sa décision de boycotter l'équipe de France, Nicolas Anelka aura du chemin à parcourir pour se faire pardonner. Jacques Santini est connu pour avoir la rancune durable. Surtout, il n'a pas besoin d'attaquants supplémentaires.

Sous son ère, les Bleus ont marqué quinze buts, soit trois par rencontre. Mercredi soir, Steve Marlet, dont le jeu de remises et de débordements s'adapte parfaitement à celui de Thierry Henry, a confirmé son avènement. En 2003, le joueur de Fulham jouera sa place de titulaire contre David Trezeguet qui en termine avec sa convalescence. Parlera-t-on encore de Nicolas Anelka ?

F. P.

FRANCE-YOUGOSLAVIE 3-0

Match amical

Stade de France ; 60 000 spectateurs ; temps froid ; bon terrain
Arbitre : M. Iturralde Gonzalez (Esp)

BUTS

FRANCE : Carrière (12^e, 50^e), Kapo (70^e).

AVERTISSEMENT

YOUGOSLAVIE : Mihajlovic (43^e)

LES ÉQUIPES

FRANCE

(sélectionneur : J. Santini)
Barthez • Thuram (Pedretti, 80^e), Gallas, Desailly (cap) (Mexès, 46^e), Bréchet (Silvestre, 14^e) • Petit (cap, 46^e), Makelele (Wiltord, 54^e) • Marlet, Carrière (Giuly, 85^e), Kapo • Henry (Moreira, 75^e).

YOUGOSLAVIE

(sélectionneur : D. Savisevic)
Jevric • Vidić, Mihajlovic (cap) (Stefanovic, 61^e), Markovic, Krstajic (Dudic, 85^e) • Dragutinovic, Duljaj (Trobok, 68^e), Djordjevic (Koroman, 51^e), Stankovic (Boskovic, 71^e) • Kezman, Kovacevic (Milosevic, 46^e).

Aimé Jacquet, directeur technique national du football français

« Les clubs français réussiront comme l'équipe de France a réussi »

Quel regard portez-vous sur le travail de Jacques Santini depuis qu'il est à la tête de l'équipe de France ?

Il a une manière de fonctionner qui me plaît bien en appliquant des principes que j'ai moi-même mis en pratique partout où je suis passé. L'équipe de France a un leader de haut niveau, extrêmement compétent, au courant de tout. Il sait notamment très bien utiliser l'ensemble des techniciens de la fédération. Son travail s'inscrit dans la continuité, bien qu'il ne fasse pas partie de la direction technique nationale, il s'est mis dans notre tempo. Entre lui et nous, ça marche du tonnerre de Dieu.

Vous aviez pourtant exprimé des réticences au moment de sa nomination...

Pas des réticences. A l'époque, le directeur technique que je suis avait souhaité faire comprendre aux autorités que la DTN est une institution respectable, composée de gens compétents. Mon devoir était de défendre mes entraîneurs. Des techniciens comme Guy Stephan, René Girard ou Raymond Domenech auraient fait de très bons sélectionneurs. Mais nous avons été rassurés très rapidement par Jacques Santini. Il faisait d'ailleurs partie des postulants pour remplacer Jean-François Jodar [ancien responsable des sélections de jeunes].

Quelles qualités lui trouvez-vous ?

Comme tous les joueurs qui ont été formés à l'AS Saint-Etienne, il est le garant d'une certaine méthodologie. Regardez le nombre d'en-

traîneurs qui ont été joueurs à Saint-Etienne : c'est phénoménal ! Il y a chez Jacques, comme chez les autres, un respect pour l'héritage laissé par des gens comme Albert Batteux, Jean Snella ou Robert Herbin. Franchement, j'aurais tempêté si nous avions choisi un sélectionneur parti sur un projet différent.

Comme vous à votre époque, Jacques Santini a pris en main une équipe convalescente...

Il y a une similitude, effectivement. Cependant, alors que j'avais dû changer pratiquement tous les joueurs, Jacques a poursuivi avec la même génération. Ce n'est pas forcément plus facile.

Que pensez-vous de son programme de matches amicaux ? L'équipe de France évite les gros adversaires comme l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne...

C'est son choix. Son cheminement est très précis. Personnellement, j'aime bien quand on avance par paliers.

Jacques Santini semble ne pas apprécier le peu de considération de certains grands clubs européens vis-à-vis de l'équipe de France...

Ce phénomène n'est pas nouveau, mais je ne suis pas inquiet. Au regard du public, les équipes nationales restent plus importantes que les clubs. L'image du football, ce sont les équipes nationales, pas les clubs. Mettons à part le Real Madrid dont la vocation est internationale. Le football de club, pour moi, ça ne veut pas dire grand-chose : les joueurs vont d'une équipe à l'autre ; l'identité



locale n'existe plus ; on voit jusqu'à douze nationalités différentes dans des effectifs professionnels. Je peux vous dire que, si j'avais la responsabilité d'un club, j'aurais une politique sportive à vocation régionale ou nationale.

Le football fait-il fausse route en voulant à tout prix multiplier ses recettes, augmenter sa force économique ?

Le football est un business. Je viens du monde professionnel et je sais où il ne faut pas aller. Pour moi, le terrain, et lui seul, doit primer. L'homme le plus important dans un club, c'est l'entraîneur. Le business n'est qu'une conséquence, pas une finalité. Tout dirigeant qui n'aurait pas compris cela irait vers de grandes désillusions.

Comment expliquez l'échec des clubs français en Ligue des champions ?

Ce n'est pas un échec. Je trouve que les clubs français sont très courageux dans le contexte actuel, car ils essaient de conserver leurs

joueurs plutôt que de les vendre. Je me suis régalé en regardant Lyon, Lens et Auxerre en Ligue des champions. Certes, ils ne se sont pas qualifiés pour la deuxième phase mais cela s'est joué à peu de chose. Lyon, surtout, a pris une dimension intéressante. Mais l'OL, justement, en est arrivé là en prenant son temps, en grimpaient les échelons un à un. Le club est maintenant dans une situation délicate qui peut même être dangereuse. Que faire pour passer un cap supplémentaire ? Doit-on se mettre dans le rouge sur le plan économique et fragiliser le travail accompli depuis dix ans ? Non, bien sûr.

L'élimination des clubs français fait tout de même mauvais genre...

Et alors ? Il ne faut pas brusquer les choses. Si l'on continue à construire, je suis persuadé qu'un jour viendra où les clubs français passeront devant les autres clubs européens et qu'ils s'installeront au sommet pour longtemps. Ils réussiront comme l'équipe de France a réussi.

Comment résister à cette tentation du tout économique ? Une qualification pour la deuxième phase de la Ligue des champions rapporte 12 millions d'euros...

Qu'est-ce que ça peut faire ? Si on n'a pas ces 12 millions d'euros, on restera plus humble et, au lieu d'acheter à prix fort des joueurs à l'étranger, on fera jouer des jeunes qui ont été formés sur place. Tant mieux. Franchement, le football français ne risque rien.

La réussite de l'OGC Nice s'inscrit-elle dans ce contexte ?

Absolument. La première place de Nice en L1 est une bonne nouvelle pour le football français. Ça signifie quelque chose. Il en est de même pour Auxerre, Sochaux, ou Laval à une certaine époque. La richesse du football français est aussi là.

Propos recueillis par Michel Dalloni et Frédéric Potet

CETTE ANNÉE,
LE PÈRE NOËL PASSE L'HIVER
CHEZ ADAM CLAYTON.



"Je vous offre un cadeau surprise pour l'essai d'un Freelander et 2 500 € de chèques cadeaux à valoir dans une grande enseigne si vous décidez de l'acheter."



BIENVENUE AILLEURS

ADAM CLAYTON
77 avenue Pierre Grenier
92 Boulogne
01 46 10 99 77

* Dans la limite des stocks disponibles.

** Offre non cumulable valable pour l'achat d'un Freelander identifié sur stock avant le 31/12/02.

Exilé en Tunisie, Roger Lemerre tente de se « reconstruire »

Football • L'ancien entraîneur des Bleus a dirigé pour la première fois mercredi la sélection tunisienne, auteur d'un match nul face à l'Égypte (0-0). Revenant sur le Mondial 2002, il dit avoir été « traqué » et confie qu'il éprouve encore un sentiment de peur

TUNIS

de notre envoyé spécial

Physiquement, il est resté le même, massif, droit comme un menhir. Sur ce plan au moins, Roger Lemerre, 61 ans, n'a guère changé. Le voilà de retour sur le devant de la scène, six mois après la débâcle asiatique des Bleus. Il dirige désormais l'équipe nationale de Tunisie. Mercredi 20 novembre, à Tunis, pour son premier match officiel, le groupe qu'il entraîne n'est pas parvenu à l'emporter contre l'Égypte (0-0). Il lui en faudra davantage pour se réjouir.

Ses fêlures intimes, il ne parvient plus à les cacher. Il déteste l'idée d'avoir quitté la France, il a ce regard fixe, la douleur apparente, quand on le questionne sur « le » sujet tabou : l'équipe de France. Il souffre, et ce n'est pas feint : « C'est toujours un sujet sensible, dit-il. Je ne suis pas un faux candide. Je suis venu ici pour tenter de me reconstruire. De toute façon, il fallait que je m'en aille. Les mots ont un sens. Oui, j'ai été traqué. Maintenant, j'ai peur, je suis effrayé, qu'ai-je fait pour mériter cela ? Je n'ai jamais trahi, j'ai tou-



A l'entraînement, Roger Lemerre, le nouveau coach des Tunisiens, n'hésite pas à donner l'exemple, au milieu de ses joueurs. En phase de rodage, son équipe a dû se contenter d'un match nul (0-0) mercredi 20 novembre, contre l'Égypte. Meurtri, Roger Lemerre ne parvient toujours pas à oublier son échec asiatique avec les Bleus.

jours agi loyalement. » Roger Lemerre est prisonnier de ses incertitudes et de ses pudeurs. De ses silences aussi. « J'ai peur », répète-t-il encore. Après le Mondial asiatique, il n'a

pas eu envie de s'expliquer. Il aurait pu raconter les trahisons, les coups fourrés, ce match contre la Corée du Sud dont il ne voulait pas. Il aurait pu aussi admettre ses torts, reconnaître qu'il aurait dû démissionner. Mais il a préféré se taire. Et accepter la proposition de la Tunisie, désireuse de s'attacher les services de cet homme, même blessé. « J'avais vu à la télé le match Tunisie-France, en août, explique-t-il. J'avance petit à petit avec mon nouveau groupe, j'essaie d'amener mes joueurs vers plus de professionnalisme. »

Ici, il est respecté. On préfère se rappeler de son palmarès plutôt que de ses échecs. Le journal *La Presse* a même titré, à son sujet : « Roger le visionnaire, Roger le pourvoyeur... » Mais Roger Lemerre n'est pas dupe : « Je n'ai pas de baguette magique. Ici, comme en

France, ça va très vite quand on n'a pas de résultats. On ne peut pas empêcher les gens d'espérer. En France, ce n'était pas facile d'avoir à supporter le poids d'un titre de champion du monde. Dans ma tête, victoire ou défaite, il y a longtemps que tout est clair. Aujourd'hui, c'est "carpe diem". »

Profiter du temps présent. Aller observer ses joueurs dans les joutes du championnat tunisien, dialoguer avec les techniciens locaux, exiger la réfection de la pelouse d'entraînement. Et préparer son équipe pour la Coupe d'Afrique des nations 2004, organisée par la Tunisie. Roger Lemerre s'impose une activité totale. « Quand on anime, on ne pense plus », lâche-t-il. L'ex-coach des Bleus a dû s'habituer au vocabulaire local. Ici, on dit « pivot » pour milieu défensif, ou « régisseur » pour meneur de jeu.

Bien sûr, il n'a pas changé de tactique : le 4-2-3-1, ce dispositif qu'on lui a tant reproché, conserve sa préférence. « Défendre un titre ou le conquérir, ce n'est pas la même chose. Au Mondial, je n'avais pas refusé un milieu défensif à trois éléments. Mais je pensais que pour sortir des poules, il fallait attaquer, pour revenir ensuite à une formule plus défensive. » Ses joueurs ne s'appellent plus Zidane ou Vieira, mais Zitouni ou Benachour, les journalistes sont moins nombreux. Tout a changé. « Revenir à la base, c'est bien. Il y a un paradoxe entre le type que je suis et l'image que les gens ont de moi. J'ai toujours parlé de la même façon, avec les Bleus ou au bataillon de Joinville. » Il faut l'entendre hurler, lors de l'entraînement des Tunisiens au stade El-Menzah : il couvre la voix du muezzin voisin, mouline de grands gestes. « On avait un sentiment d'infériorité, assure Ali Boumnijel, gardien de but de Bastia et de la Tunisie. M. Lemerre, rien qu'à le voir bouger, on comprend ce qu'il dit. Il va nous inculquer sa confiance. »

Roger Lemerre a professionnalisé la structure, imposé des points-presse compartimentés, interdit l'usage des portables, ordonné le respect des horaires. Les séances de vidéo sont musclées. On l'entend insister sur le remplacement défensif, hausser la voix : « Je ne vous engueule pas, hein, mais j'ai une telle passion, lance-t-il à ses joueurs. Si j'ai pas le foot, je peux pas vivre. Si vous n'avez pas cette volonté, vous ne serez pas champions d'Afrique. » Il n'hésite pas à leur donner des exemples : « Rappelez-vous de David Ginola : on l'a critiqué à cause de France-Bulgarie, en 1993, quand il centre du point de corner. Mais c'est scandaleux ! Il a eu raison, on était en surnombre défensif derrière... »

La passion, toujours cette passion du jeu. Ce besoin de toucher la balle, à l'entraînement, d'avancer ses arguments, dans les discussions. « Au début, son état psychologique me faisait peur, confie Hamouda Ben Ammar, le président de la Fédération tunisienne de football. Mais j'ai senti qu'il avait encore envie. C'est un gros bosseur. » En faisant ce qu'il appelle un « pari raisonné », Hamouda Ben Ammar espère ne pas s'être trompé. Il épaulé Roger Lemerre, qui a accepté d'avoir un adjoint tunisien. Il le soutient, quand il prend son téléphone pour convaincre le Bordelais David Jemmal ou le Sochalien Adel Che-

« Au début, son état psychologique me faisait peur. Mais j'ai senti qu'il avait encore envie. C'est un gros bosseur »

HAMOUDA BEN AMMAR

dli de rejoindre la sélection.

« Roger se remet en cause, assure-t-il. Il est fier et très sensible, alors on lui cache ce qui pourrait le blesser, comme cet article qui parlait de sa vie privée. » Roger Lemerre a tout laissé derrière lui. Sa maison de Clairefontaine, ses amis, mais aussi ses faux amis. A la direction technique nationale, on considère qu'il s'est « exclu de lui-même ». « C'est un homme de terrain, estime Aimé Jacquet, il en a besoin. Il était meurtri d'avoir échoué. Mais on est maso, dans ce métier, un échec permet de rebondir... »

Maso, parano, la liste des adjectifs accolés à Roger Lemerre est longue. Peut-être voudrait-il simplement qu'on l'oublie : « Lemerre homme public, affirme-t-il, c'est tellement laid... »

Gérard Davet

DÉPÊCHES

■ **ATHLETISME** : L'Américaine Kim Gallagher (38 ans), double médaillée olympique du 800 m à Los Angeles (en 1984) et Séoul (1988), est décédée d'une crise cardiaque à Philadelphie. Elle souffrait d'un cancer à l'estomac depuis 1995.

■ **AUTOMOBILISME** : La ville d'Istanbul (Turquie) a été choisie par le patron de la Formule 1, le Britannique Bernie Ecclestone, pour accueillir un Grand Prix en 2005.

■ **BASKET** : L'équipe de France a subi une lourde défaite (94-80) face à la Hongrie, lors d'un match disputé à Szombathely et comptant pour la qualification à l'Euro 2003. Les autres résultats du Groupe D : Belarus-Estonie (81-79), Pologne-Lettonie (76-86).

■ **BOXE** : Fernando Vargas a été suspendu neuf mois et condamné à payer une amende de 100 000 dollars suite à un contrôle positif aux stéroïdes anabolisants. Le boxeur américain d'origine mexicaine avait subi un contrôle le 14 septembre, à l'issue de sa défaite contre son compatriote Oscar de la Hoya pour le titre WBC-WBA des super-welters.

■ **FOOTBALL** : L'Allemagne, vice-championne du monde, a subi une défaite à domicile (1-3) lors d'un match amical disputé à Gelsenkirchen face aux Pays-Bas. A la mi-temps, le score était de 1-1 (buts de Kluivert et de Bobic) avant que Hasselbaink puis Van Nistelrooy ne trompent Oliver Kahn. Autres résultats : Italie-Turquie, 1-1 ; Autriche-Norvège, 0-1 ; Macédoine-Israël, 2-3 ; Roumanie-Croatie, 0-1 ; Corée du Sud-Brésil, 2-3 ; Japon -Argentine, 0-2.

■ **LOTO** : résultats des tirages n° 93 effectués mercredi 20 novembre. Premier tirage : 5, 13, 19, 20, 22, 37 ; complémentaire le 40. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 72 287,70€ ; 5 numéros : 594,40€ ; 4 numéros et le complémentaire : 28,60€ ; 4 numéros : 14,30€ ; 3 numéros et le complémentaire : 3,40 € ; 3 numéros : 1,70 €. Second tirage : 13, 16, 22, 39, 40, 41 ; numéro complémentaire le 5. Pas de gagnant pour 6 numéros. Rapports pour 5 numéros et le complémentaire : 11871,20 € ; 5 numéros : 1461,30€ ; 4 numéros et le complémentaire : 52,80 € ; 4 numéros : 26,40€ ; 3 numéros et le complémentaire : 5,20 € ; 3 numéros : 2,60 €.

Ellen MacArthur en passe de remporter la Route du rhum

POINTE-À-PITRE (Guadeloupe)

de notre envoyée spéciale

L'hécatombe qui a décimé la flotte des multicoques de 60 pieds aura totalement éclipsé leur course sans faute, pourtant la Britannique Ellen MacArthur et *Kingfisher*, son monocoque de 60 pieds, devraient toucher la terre guadeloupéenne la première, dans la nuit du vendredi 22 au samedi 23 novembre.

Son compatriote Mike Golding (*Ecover*), avec lequel la petite Anglaise de 26 ans s'est livrée à une véritable partie de « match-racing » pendant toute la traversée de l'Atlantique, se fait moins menaçant pour les derniers milles. Après avoir explosé un spinnaker (voile ballon d'avant) ces jours derniers, il en a entortillé un autre autour de ses états aux petites heures du matin, mercredi 20 novembre. Jeudi 21 novembre, il se trouvait à 60 milles derrière Ellen MacArthur, alors que le vent arrière dominait.

Le duo anglais a su tenir le Français Joé Seten (*Arcelor-Dunkerque*) à distance (plus de 600 milles de MacArthur) pour ne pas avoir à s'en soucier outre mesure. Malgré une escale technique de 12 heures à Madère, Roland Jourdain (*Sill*), qui faisait partie des favoris, est remonté à la quatrième place, et grignote son retard.

Victime d'une panne de pilote automatique qui l'oblige à rester scotchée à la barre et navigant sous spinnaker, Ellen MacArthur s'est déclarée « très fatiguée », jeudi matin, alors qu'elle pointait à 615 milles du but. « Je suis très nerveuse, a-t-elle confessé, parce que le vent est assez faible et que Mike va plus vite que moi, mais ça va. »

« NE RIEN CASSER »

Elle attribue le « stress » qui monte en elle à la proximité de la ligne d'arrivée. Désormais, elle ne pense qu'à « ne rien casser, à tout faire correctement, à ce qu'il n'arrive pas de choses stupides, lors d'un changement de voile par exemple ». *Kingfisher* l'avait déjà menée à la victoire dans le classement monocoque de la Transat anglaise en solitaire en juin 2000, puis à la deuxième place du Vendée Globe (tour du monde en solitaire et sans escale) en février 2001.

Elle se refuse pourtant à crier victoire. « La course n'est pas finie, on peut avoir à l'arrivée vers l'île beaucoup de conditions de vent différentes, rappelle-t-elle comme pour se prémunir du sort qu'a connu Steve Ravussin, dont le trimaran *Tecno-Marine-Match TV* a chaviré mardi soir (*Le Monde* du 21 novembre). Alors détenteur d'une avance considérable, le Suisse commençait à évoquer la victoire. A l'heure qu'il est, réfugié dans sa coque centrale qui dérive à 700 milles de Pointe-à-Pître, il attend l'assistance d'un chalutier qui devrait arriver samedi. Pour l'heure, il signale sa position avec un panneau solaire.

L'hécatombe des multicoques de 60 pieds – censée être plus rapide –, qui comptait dix-huit partants et dont il ne reste plus que trois concurrents en course, devrait permettre à Ellen MacArthur de devancer sur la ligne d'arrivée Michel Desjoyeaux et son trimaran *Géant* mais elle refuse d'épiloguer sur ce scénario aussi inattendu qu'inédit. « C'est comme ça, c'est tout, dit-elle. Mais on n'a pas pris le départ le même jour [les multicoques de 60 pieds sont partis de Saint-Malo le dimanche 10 novembre, vingt-quatre heures après les monocoques], donc on n'est pas dans la même course. »

Patricia Jolly

■ **Fujifilm et Rexona-Men**, les trimarans de 60 pieds de Loïck Peyron et Yvan Bourgnon n'ont pu être récupérés. La trace de *Fujifilm*, disloqué et dématé à la suite de la fissure d'un de ses flotteurs, a été perdue car le signal de sa balise Argos a cessé d'émettre. *Rexona-Men*, dont le mât s'est brisé après un chavirage, a été délogé par des plongeurs. Mais n'a pu être remis à l'endroit et les dures conditions de vent et de mer ont contraint le remorqueur venu à la rescousse à rebrousser chemin.

EN CADEAU
IN THEATRE - 22 NOVEMBRE 2002

PARENTS

NAISSANCE
LES 10 EXPLOITS
DU NOUVEAU-NÉ

LES SIROPS POUR
LA TOUX SONT-ILS
EFFICACES ?

NOËL
LES MEILLEURS JOUETS
POUR LES 0-6 ANS

GROSSESSE
A QUOI SERT
LA CONSULTATION DU 9^e MOIS ?

ANNONCIERES
DUR, DUR, D'ÊTRE UN PAPA RAREMENT LÀ !

LABNET PRATIQUE N°42
Tout pour éviter
les accidents
domestiques

Vos vies, vos
envies

aux couleurs de l'hiver

plus féminin...
et toujours expert

Les livres vieux de plus de vingt ans sont menacés de ruine par le « lent incendie » du papier acide

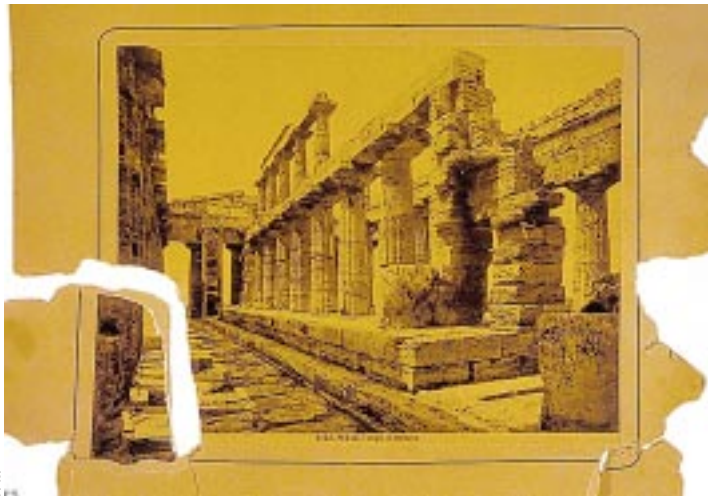
A Sablé-sur-Sarthe, la Bibliothèque nationale de France (BNF) a engagé le sauvetage de milliers d'ouvrages des atteintes de ce mal

MALGRÉ ses apparences de pérennité – ne dit-on pas que les écrits restent ? –, le livre se révèle parfois une mémoire fragile, surtout s'il a été imprimé il y a plus de vingt ans. La faute en incombe au papier. Pour cause de démocratisation et de consommation grandissante, les chiffons que l'on employait autrefois pour le fabriquer furent remplacés, pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, par le bois. Mais cette révolution industrielle entraîna une modification du procédé d'encollage du papier, opération rendue indispensable pour qu'il soit apte à l'écriture ou à l'impression. Sans cette transformation préalable, on n'aurait que du buvard.

Dans la fabrication industrielle du papier, l'encollage se fait en milieu légèrement acide en introduisant dans la pâte à papier un savon de résine de colophane obtenu grâce à l'adjonction de sulfate d'aluminium. Or, avec le temps, explique Alain Lefebvre, ingénieur chimiste au centre technique de la Bibliothèque nationale de France (BNF) de Sablé-sur-Sarthe, « le sulfate d'aluminium, en présence d'humidité, se transforme en acide sulfurique, qui s'attaque aux chaînes de cellulose du papier. Celles-ci rétrécissent de plus en plus, ce qui fragilise le papier, qui n'a plus alors de résistance mécanique et se casse à la première ou à la deuxième pliure. »

Sur nommé le « lent incendie » par les spécialistes, cet insidieux processus autodestructif peut aller jusqu'à la réduction en poussière des livres. Dans leur *Saga du papier* (Adam Biro et Arte Éditions, 256 p., 45 €), Pierre-Marc de Biasi et Karine Douplitzky rappellent qu'« un sondage réalisé en 1990 à la Bibliothèque nationale de France a permis d'évaluer que, sur 2,6 millions de livres et périodiques français publiés entre 1875 et 1960, 90 000 documents sont irrémédiablement perdus, 900 000 en danger immédiat (fragiles et incommunicables) et 700 000 en danger à moyen terme (fragilisés et communicables avec restriction) : au total, près de 65 % du patrimoine écrit se trouvent menacés de disparition. »

Pour porter secours à ces ouvrages, il faut désacidifier le papier. Une opération délicate, qui consiste à introduire dans la structure



Un exemple de détérioration par un processus d'acidification d'un papier épais servant de support à une photographie sur lequel elle est contrecollée.

du livre à sauver une réserve alcaline qui neutralisera les acides actuels et à venir. Cela ne permet pas de revenir en arrière mais ça stoppe le processus destructif. Le centre de Sablé-sur-Sarthe utilise depuis quinze ans une machine offrant la possibilité de désacidifier des ouvrages entiers, et non de travailler feuille par feuille.

UNE NORME INTERNATIONALE

Pour cela, « on immerge les livres dans un autoclave rempli de fréon liquide, qui véhicule les sels de magnésium alcalins, résume Alain Lefebvre. Le cycle complet prend deux heures. Mais il faut au préalable déshydrater le papier pendant 48 heures en le plaçant dans de l'air chaud, puis sous vide pour retirer les dernières traces d'eau. » Il faut compter environ 7 à 8 euros pour désacidifier un livre, et la machine de la BNF permet de traiter environ 20 000 volumes chaque année.

Le problème du papier acide finira par se résoudre de lui-même. En effet, dans les années 1980, une deuxième révolution industrielle a eu lieu dans l'industrie papetière : la mise au point d'un papier sans acide où la résine de colophane a été remplacée par des résines synthétiques neutres. Par ailleurs a été développé un papier dit permanent, qui contient une réserve alcaline. Ce produit a fait l'objet d'une norme internationale (ISO 9706 ou ANSI Z39.48, qui est la norme américaine). Il se

reconnait grâce à un symbole : un cercle dans lequel est inscrit le signe mathématique de... l'infini. Cela dit, disposer d'un papier résistant au temps n'est pas une garantie absolue. Car le papier n'est que le support de l'encre et de ce qu'il y a de plus intéressant dans un livre : l'écrit. Or, remarquent Pierre-Marc de Biasi et Ka-

rine Douplitzky, « 99 % des documents produits aujourd'hui hors du circuit des imprimeries traditionnelles émanent de photocopieuses et d'imprimantes qui utilisent une encre labile et une technique d'impression à durée précaire. A terme, la poudre d'encre déposée sur la feuille pour former les lettres et les tracés est destinée à quitter son support en ne laissant aucune trace. » « Cet état de fait, ajoutent-ils, est d'autant plus alarmant que la technologie de l'impression laser, flexible et naturellement adaptée à la numérisation, semble intéresser de plus en plus le monde de l'édition et pourrait rapidement donner naissance à des procédés d'impression industrielle pour une fabrication économique des livres. A l'exigence d'un papier permanent, il faut donc désormais ajouter celle d'une encre permanente adaptée à un procédé d'impression lui-même permanent. Faute de quoi, les livres du futur, imprimés sur un excellent papier neutre, finiront par se transformer en pages blanches, durables mais immaculées et muettes, totalement désertées par le sens. »

Pierre Barthélémy

La NASA renoncerait à remplacer ses navettes

DANS UN DOCUMENT RELATIF AU BUDGET des Etats-Unis pour 2003, la Maison Blanche vient de proposer que tout soit mis en œuvre pour mener à bien l'achèvement de la construction de la station spatiale internationale (ISS) et conduire les expériences scientifiques - 75 millions de dollars sont réservés à la biologie et à la physique - qu'il était prévu d'y mener. Cette nouvelle devrait rassurer les responsables des agences spatiales étrangères qui participent à ce colossal projet et doivent statuer sur le futur sort de l'ISS le 5 décembre à Tokyo. Le choix fait par la Maison Blanche permettrait en effet de débloquer les quelque 600 millions de dollars nécessaires à l'ISS. La conséquence pour la NASA de cette décision est que l'agence américaine devra renoncer à remplacer à l'horizon 2012 sa flotte de navettes spatiales et s'efforcer plutôt de prolonger la durée de vie de ces moyens de transport et de les rénover car ils commencent à connaître quelques problèmes de vieillissement. En revanche la NASA va devoir développer une sorte d'avion spatial porté par une fusée, l'Orbital Science Plane, chargé de transporter les équipages de l'ISS et de les ramener sur Terre en cas d'urgence.

La Russie envisage de construire des centrales nucléaires flottantes

POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES D'APPROVISIONNEMENT en énergie des régions du Grand Nord et de l'Extrême-Orient de la Russie, le constructeur de sous-marins nucléaires Sevmach, installé à Severodvinsk, envisage de promouvoir certains de ses produits. La firme propose d'utiliser une version civile modifiée des réacteurs nucléaires KLT-40C qui propulsent ses brises-glaces. L'idée est d'installer sur une barge, ancrée en mer, deux de ces réacteurs d'une puissance totale de 70 mégawatts pouvant alimenter en électricité et en chauffage les villes du Grand Nord. Les promoteurs de ce projet, qui fait grincer des dents les associations de défense de l'environnement, envisagent aussi d'associer à ces barges chargées de microcentrales nucléaires d'autres équipées d'unités de dessalement de l'eau.

Les révolutions de l'exploitation pétrolière à la Cité des sciences

LE PÉTROLE est devenu en un peu plus d'un siècle une source d'énergie prépondérante pour les sociétés industrialisées. Pendant cette période, l'industrie pétrolière est passée du stade artisanal des premiers prospecteurs d'or noir à la complexité des technologies les plus modernes. C'est à la découverte de cette aventure industrielle que la Cité des sciences et de l'industrie consacre sa nouvelle exposition permanente intitulée « Recherche et exploitation pétrolières ». La manifestation a été réalisée avec le concours du groupe Schlumberger, spécialisé dans les technologies pétrolières et membre de la Fondation Villetta-Entreprises depuis 1986.

L'exposition rappelle utilement qu'un gisement pétrolier ne se présente pas comme une sorte de lac souterrain, mais comme une énorme éponge rigide. Mélangée à de l'eau et du gaz dissous, l'huile minérale naturelle fossile occupe les interstices microscopiques d'une roche poreuse. Les gisements pétroliers sont en général situés à 3 km de profondeur. Le pétrole peut être soit très clair et fluide, soit visqueux et foncé.

Tout l'enjeu de l'industrie pétrolière consiste à découvrir des gisements et à les exploiter au moindre coût. Face à ce défi, elle a connu trois révolutions. La première, en 1927, est l'œuvre de Conrad et Marcel Schlumberger. Elle a permis de détecter la conductivité électrique des roches au moyen d'une sonde électrique fixée au tube de prospection. Le pétrole et le gaz sont isolants, contrairement à l'eau qui est conductrice.

« Avec les techniques sismiques, on fore maintenant un gisement à coup sûr », explique Bernard Montaron, directeur du centre de technologies Schlumberger de Clamart, et porte-parole de l'exposition. Cette deuxième révolution exploite la génération d'ondes sonores dans les différentes couches du sous-sol, ou dans l'eau s'il s'agit d'une prospection sous-marine. La vitesse de propagation de l'écho de ces signaux dépend de la nature des couches rencontrées.

« COMPRESSION INTELLIGENTE »

La troisième révolution, enfin, est la « compression intelligente ». Techniciens et ingénieurs pétroliers effectuent des mesures de pression à l'extrémité des tubes de forage, ce qui leur permet d'ouvrir ou de fermer certaines vannes des tubes en fonction des informations reçues, révélatrices de la présence d'eau ou de différences de viscosité du pétrole. Mais la plus grande révolution reste certainement à venir. Actuellement, lors de l'exploitation d'un gisement pétrolier, seuls 35 % des hydrocarbures présents sont extraits. « Or, la récupération de 1 % des 65 % restants représente trois ans de consommation pétrolière mondiale », précise Bernard Montaron. « L'enjeu est énorme », car cela équivaut à 80 milliards de barils de pétrole. La production journalière est actuellement de 75 millions de barils (156 litres/baril) par jour.

Christiane Galus

★ Ouvert tous les jours sauf le lundi, de 10 heures à 18 heures (19 heures le dimanche). Prix : 7,50 €. Tél : 01 40 05 80 00 ; www.cite-sciences.fr

Tendresse et humour, les jouets s'adoucissent

Dans un même élan, parents et enfants retrouvent le goût des objets agréables à toucher et à regarder. Et les constructeurs couvrent même les robots de peluche. C'est le retour à l'émotion, à l'affectif

LES CHIENS-ROBOTS seraient-ils rentrés à la niche ? Et tous leurs compagnons de la même engeance – chats, chouettes, lézards... – se retrouveraient-ils définitivement au grenier ? Eteints, oubliés à jamais ? Pas tout à fait. Mais presque.

Après avoir martelé, de sa démarche saccadée, le sol de nos appartements durant deux ans, la horde des animaux robotisés semble s'être repliée. Et si certains nouveaux spécimens osent encore, en ce Noël, sortir le bout de leur nez, ils n'ont pas vraiment la même allure que leurs prédécesseurs.

L'imaginaire au cœur des préoccupations des marques

Des Micropets (minuscules animaux interactifs) à Yano (la peluche qui raconte des histoires), de chez Tomy, ou à Freddy (le monstre mi-gentil, mi-méchant), de chez Goliath, en passant par les Magic Toutous (la famille de chiens-peluche, chez Lansay) ou les chats Anim'animaux, plus vrais et plus doux que nature (chez Hasbr), la nouvelle génération se couvre de matières douces, appel à la caresse.

« Le jouet n'est pas déconnecté de la technologie, c'est l'habillage qui change, précise Bruno Bokanowski, directeur de la rédaction de *La Revue du jouet*. Ces produits sont désormais recouverts de fourrure. Donc plus peluches que robots ». Et pour cause. De l'avis unanime des spécialistes, le jouet fait son grand retour dans le domaine de l'affectif.

En réaction aux produits mécaniques et aux personnages virtuels des jeux vidéo, le consommateur manifeste aujourd'hui l'envie de revenir à des jouets concrets, chaleureux, agréables à regarder et à toucher. Les marques ne se privent pas de combler leur attente, en jouant la carte du sentiment – mais souvent avec drôlerie – et de la nostalgie revisitée.

Le succès remporté par les produits de Manhattan Toy, enseignes américaine implantée depuis peu en France, témoigne de cet engouement pour ces nouveaux joujoux amusants et décalés. Animaux (vaches, cochons, chevaux, poules aux airs tristement avachis), personnages (notamment, les très branchées Groovy Girls), marionnettes à doigts ou à fils, en tissus colorés ; peluches en forme de dragon, façon Renaissance, objets d'éveil pleins d'astuces... séduisent autant les enfants que les parents. La recette : des créations bourrées d'humour et de poésie, au service de l'imaginaire et de la tendresse.

« Le design de nos produits met la science au service de la fantaisie, précise Brigitte d'Abo, directrice France de Manhattan Toy. Nos clients sont sensibles à cette démarche. Ils sont nombreux à manifester, à la fois, le plaisir des matières et des formes, en même temps que l'absence de technologie. J'entends souvent des gens me dire : enfin des jouets qui ne sont pas en plastique, qui n'ont pas besoin de piles et ne font pas de bruit. »

Même constatation, et démarche similaire, chez Catherine Harty qui, après avoir passé de nombreuses années, pour les autres, dans le jouet en bois, vient de créer sa propre collection de cadeaux pour enfants. « Je pars du principe que les petits ne jouent plus isolés dans leur chambre mais au milieu des adultes, dans la pièce à vivre com-



La vache Clara, et son air irrésistiblement avachi, compte déjà de nombreux adeptes, modèle 46 cm, 32 €, chez Manhattan Toy.

mune, dit-elle. J'ai donc imaginé des jouets qui échappent aux couleurs traditionnelles. Par exemple, j'utilise très souvent le noir – même si je le rehausse ensuite de teintes plus vives – afin que ces objets trouvent aisément leur place dans l'espace familial. »

Ses créations (sac cheval dans lequel on se glisse, château fort en tissu) ont pour ambition d'aider l'enfant « à être quelqu'un d'autre », à se projeter dans un personnage pour « mieux comprendre les autres ».

L'imaginaire au cœur des préoccupations, pour s'évader, pour comprendre mais aussi se réunir et se retrouver. « Dans un environnement insécurisant, le monde de l'enfance est un refuge, précise Catherine Harty. Aujourd'hui, on n'a plus honte de dire qu'on cultive cette part en soi. C'est même plutôt valorisé. »

remarque Bruno Bokanowski. Les jeux de société et d'ambiance – garantie d'une grande partie de rigolade autour de la table – marchent très fort. »

Chez Vilac, dont les ventes augmentent régulièrement depuis cinq ans, on ne s'étonne pas du phénomène. « Nous centrons nos efforts sur un design qui permet le toucher et dans lequel les enfants se reconnaissent, résume Hervé Halgand, PDG de cette entreprise jurassienne du jouet en bois. Ne pas s'écarter de cette ligne de conduite a été payant parce qu'à un moment où à un autre, on en vient ou revient toujours aux grands classiques. »

Ses voyages au Japon l'ont confirmé dans ses choix : « Dans ce pays qui a lancé les jeux électroniques, les rayons de magasins spécialisés ont toujours beaucoup de jouets en bois. Il est évident qu'on a besoin d'avoir, aux côtés de choses plus périsposables, des produits que l'on garde et auxquels on s'attache. »

Beaucoup de psychologues s'étaient alarmés des dangers des animaux-robots, qu'ils qualifiaient de « leurre » et de « tromperie » menaçant, selon eux, de restreindre l'imaginaire (*Le Monde* du 14 décembre 2001). Les nouveaux jouets, concrets et pleins de sentiments, devraient pouvoir les rassurer.

Même les circuits automobiles électriques des années 60-70, que l'ordinateur avait rangé aux rayons des accessoires ringards, font un retour en force. « Les papas peuvent enfin gagner, ce qui ne leur arrivait plus jamais avec l'ordinateur, explique Bruno Bokanowski. Cela montre que le retour de l'affectif se manifeste aussi dans le jouer ensemble, en famille. »

Véronique Cauhapé

Jano



Jano raconte des histoires aux enfants, qui, à certains moments, peuvent intervenir et changer l'orientation du récit, grâce à un boîtier magique interactif en diable. Ce petit robot-peluche joint le geste à la parole... Compagnon, à la fois vieux sage et sorcier, il fait sonner justes les voix des personnages qu'il campe... pour mieux capter son auditoire. Chez Tomy, 80 €.

Le cheval d'Aêtre



Cowboy ou écuère, on a toujours besoin d'un bon cheval. Celui-ci se porte avec les anses, sur les épaules. On se glisse dedans comme dans un jupon, et en avant sur les deux jambes ! On peut animer la tête avec la main, comme une marionnette. Et, quand on tire la fermeture à glissière, le sac cheval permet de ranger tous les déguisements. Chez Aêtre, 69 €.

Les Groovy Girls



Elles ont chacune leur personnalité, leur couleur de cheveux et de peau. Kinzey, Karly, Kayla, Kami, Kendra et Kelsey sont toutes des copines potentielles. Look branché, garde-robe hyper-tendance, les Groovy Girls suivent la mode. La décoration de leur cadre de vie n'est pas en reste : fauteuil, canapé, lit, complètent leur environnement. Chez Manhattan Toy, à partir de 15 €.

Baratin



Conçu pour les « 12-101 ans », Baratin veut rassembler la famille et mettre « la fièvre aux soirées ». Jeux de mots, phrases décalées et explications fantaisistes, c'est le meilleur baratin qui remporte cette partie de cartes. Ce coffret a été primé par la coupe du jury du concours Lépine 2002. Les Editions du jeu, 35 €.

Sylvie Kerviel

La poupée de chiffon chouchou des fillettes

DERRIÈRE la vitrine, rangées entre les Barbie à la poitrine généreuse, les bébés Corolle semblables à de vrais nourrissons, et les robots à rayon laser, elles paraissent un peu désuètes, avec leur silhouette pataude taillée dans du tissu et leur chevelure composée de fils de laine.

Et pourtant, il suffit de rester quelques instants devant les boutiques de jouets aux rayonnages bien garnis en cette période d'avant-Noël pour se rendre compte que c'est vers elles que les regards des petites filles convergent.

Inspirées des poupées de chiffon d'antan, les « Groovy girls » ont les faveurs des fillettes de ce début de XXI^e siècle. Créées aux Etats-Unis par la société Manhattan Toy pour les enfants à partir de trois ans, ces versions modernes des poupées de nos grands-mères, très à la mode aux USA et en Grande-Bretagne, sont arrivées en France en juillet 2001.

L'engouement a été immédiat, sans soutien publicitaire. « Le succès est venu du bouche-à-oreille, analyse Brigitte d'Abo, responsable de Manhattan Toy pour la France. Les petites filles ont voulu avoir la poupée qu'elles avaient vue entre les mains d'une copine, l'ont demandée dans les magasins qui à leur tour se sont intéressés à ce jouet. » Selon elle, toutes les boutiques distribuant la marque ont aujourd'hui mis en vente ce nouveau produit, qui s'écoule à grande vitesse.

LA DOUCEUR DU VELOURS

Ce qui séduit les fillettes ? Les poupées ont un corps souple et doux comme une peluche, et leur visage, à peine esquissé d'un trait brodé au fil noir, affiche un sourire paisible et semble sorti d'un dessin d'enfant. « Ces poupées me plaisent parce que j'ai l'impression que j'aurais pu les créer moi-même », explique Salomé, âgée de six ans, qui en possède déjà trois exemplaires et attend Noël impatientement pour agrandir sa petite famille.

Anna, huit ans, apprécie, elle, la douceur du velours, matière dans laquelle toutes les poupées sont

fabriquées. « On peut dormir avec, comme si c'était un doudou », remarque-t-elle. Quant aux parents, ils craquent volontiers pour un jouet au parfum de nostalgie qui ne coûte pas très cher : 15 € environ la poupée de 33 cm.

Si, par leur côté bricolé à partir de matériaux tout simples, ces poupées s'apparentent à celles d'autrefois, en revanche, s'agissant de leur garde-robe, les Groovy girls sont résolument « tendance ». Pantalon corsaire à franges, jeans pattes d'eph, mini-haut à paillettes, sandales à talons compensés, anneau d'argent à l'orteil : les tenues, toutes réalisées dans de belles matières, vendues séparément ainsi que les accessoires, suivent la mode et sont renouvelées régulièrement.

TOUTES LES FANTAISIES

Toutes les couleurs de peau sont représentées – du beige rosé au noir en passant par le marron clair et le marron foncé, et les chevelures se permettent toutes les fantaisies : boucles rousses, carré lisse ou tresses afro.

« Les concepteurs de ce nouveau style de poupée ont eu l'idée de coupler la Barbie, qu'on habille et déshabille à volonté, avec le doudou, cette peluche rassurante qui accompagne l'enfant partout, constate Jacqueline Bigeargeal, psychologue notamment auprès d'enfants. C'est bien vu. Ces poupées peuvent servir d'objet transitionnel pour les plus grands, à l'âge où l'on aimerait emmener encore une peluche à l'école mais où l'on n'ose plus, de peur d'avoir l'air ballot. » Un doudou « avouable » en quelque sorte.

Preuve de leur succès : les poupées de chiffon font cette année une entrée remarquée dans les catalogues de jouets de Noël. Les Groovy girls figurent ainsi dans celui du Printemps, tandis qu'une ligne concurrente très semblable – distribuée sous la marque Jelly Cat –, lancée par un ancien créateur de Manhattan Toy, s'expose dans celui de la Samaritaine.

CD, TV, RADIO...
La vogue du style rétro
ELLE
DECORATION
TABLES DE RÊVE
CADEAUX DE CHARME
FÉRIE DU NATUREL
VIVE LA MAISON EN FÊTE!
N°123
Vient de paraître

AUJOURD'HUI

Des nuages et de timides éclaircies

VENDREDI 22 NOVEMBRE
Lever du soleil à Paris : 8 h 11
Coucher du soleil à Paris : 17 h 02

La France reste toujours dans un flux dépressionnaire de sud-ouest mais se retrouve entre deux perturbations. En conséquence, les nuages alternent avec les éclaircies et les averses se cantonnent essentiellement aux régions de l'Ouest.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. Toute la journée se passe entre des éclaircies et des passages nuageux porteurs d'averses. Quelques coups de tonnerre peuvent se faire entendre. Le vent de sud-ouest atteint 70 km/h, puis faiblit. Les températures s'inscrivent entre 11 et 13 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Nuages et périodes ensoleillées alternent. Quelques averses se produisent près des côtes mais un petit risque est également présent dans l'intérieur des terres. Le vent de sud-ouest souffle en rafales à 70 km/h sur les plages. Il fait de 10 à 13 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le temps sec est agrémenté de quelques éclaircies. Il fait de 9 à 11 degrés au meilleur moment de la journée.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Des averses peuvent se produire de la Gironde au Poitou-Charentes, ainsi que sur le relief pyrénéen. Ailleurs, c'est-à-dire dans les plaines du Sud-Ouest, de larges éclaircies s'offrent après la dissipation de quelques bancs de brouillard. Il fait de 14 à 17 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Nuages et éclaircies se partagent le ciel. De rares averses se produisent dans le Massif central et sur le massif alpin (neige vers 1 400 mètres). Il fait de 10 à 13 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Un temps sec avec de larges périodes ensoleillées s'installe provisoirement. Une petite averse reste possible sur le relief corse. Le vent d'ouest atteint 70 km/h entre Corse et continent. Il fait de 14 à 16 degrés.

22 NOV. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

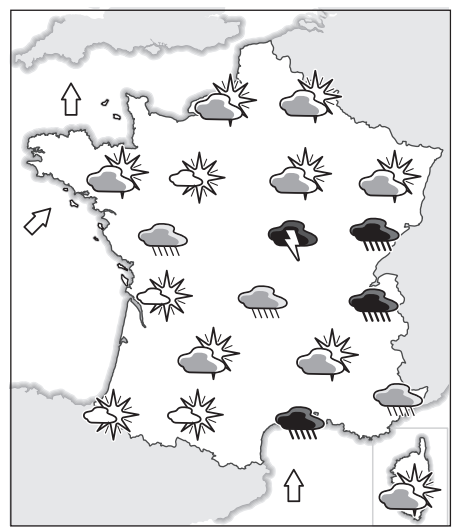
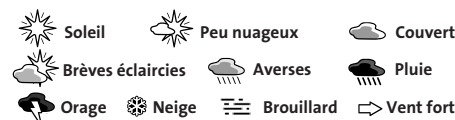
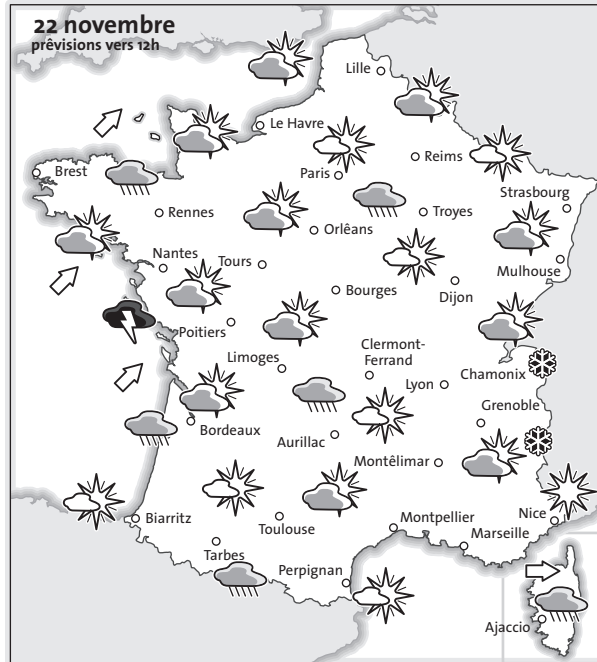
FRANCE MÉTROPOLITAINE		
Madrid	9/12 N	
Ajaccio	9/16 P	
Biarritz	9/17 S	
Bordeaux	9/14 N	
Bourges	6/12 P	
Brest	9/12 P	
Caen	9/12 P	
Cherbourg	7/12 N	
Clermont-F.	6/14 N	
Dijon	4/10 N	
Grenoble	7/10 *	
Lille	6/11 P	
Limoges	5/10 N	
Lyon	4/12 N	
Marseille	6/14 S	
Nancy	6/10 N	
Nantes	10/13 P	
Nice	7/14 S	
Paris	8/12 P	
Pau	6/16 S	
Perpignan	5/15 S	
Rennes	9/13 N	
St-Etienne	5/12 N	
Strasbourg	5/9 N	
Toulouse	5/13 N	
Tours	9/12 P	

AMÉRIQUES		
Brasilia	19/25 P	
Buenos Aires	14/26 S	
Caracas	26/32 P	
Chicago	-2/3 S	
Lima	18/24 N	
Los Angeles	13/22 C	
Mexico	-1/16 S	
Montréal	3/6 P	
New York	8/12 P	
San Francisco	12/19 S	
Santiago Ch.	13/30 C	
Toronto	-2/6 P	
Washington DC	5/11 P	

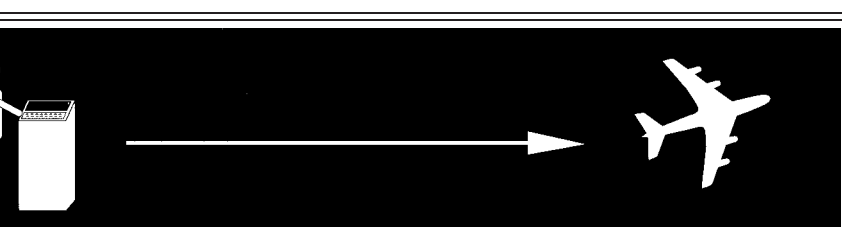
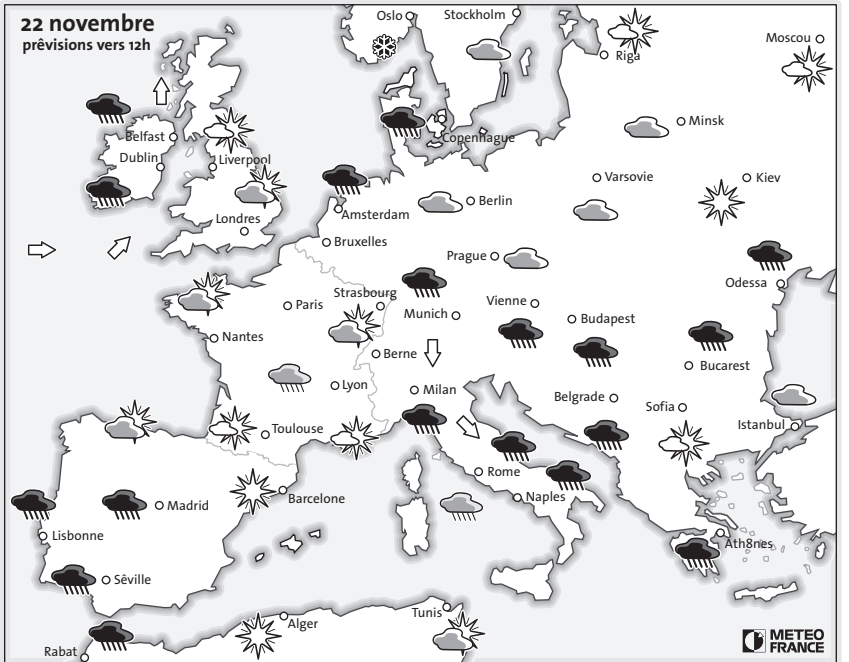
AFRIQUE		
Alger	13/22 S	
Dakar	25/29 C	
Kinshasa	23/27 P	
Le Caire	13/25 S	
Nairobi	16/22 P	
Pretoria	18/31 S	
Rabat	16/19 P	
Tunis	13/21 S	

EUROPE		
Amsterdam	7/11 P	
Athènes	15/19 P	
Barcelone	11/18 S	
Belfast	8/10 P	
Belgrade	10/13 P	
Berlin	2/7 C	
Berne	2/8 P	
Bruxelles	8/11 N	
Bucarest	5/15 P	
Budapest	6/12 P	
Copenhague	3/6 P	
Dublin	7/10 P	
Francfort	3/9 C	
Genève	5/8 *	
Helsinki	-8/-6 C	
Istanbul	11/16 C	
Kiev	3/8 S	
Lisbonne	13/16 P	
Liverpool	8/9 P	
Londres	9/10 C	
Luxembourg	6/9 P	

ASIE-OcéANIE		
Bangkok	26/32 C	
Beyrouth	19/26 S	
Bombay	22/34 S	
Djakarta	25/34 P	
Dubaï	20/28 S	
Hanoï	18/24 S	
Hongkong	16/22 S	
Jérusalem	12/22 S	
New Delhi	13/27 S	
Pékin	1/6 C	
Séoul	-5/8 S	
Singapour	26/31 P	
Sydney	18/24 S	
Tokyo	7/11 S	



PRÉVISIONS POUR LE 23 NOVEMBRE

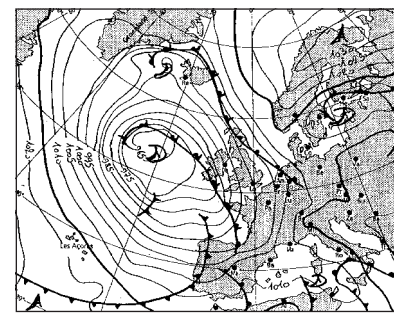


Enregistrez-vous en 30" avec les bornes libre-service.

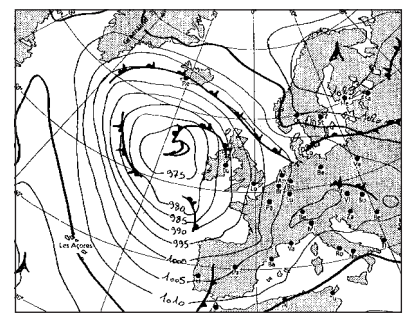
AIR FRANCE

Samedi 23 novembre

Le temps souvent nuageux s'accompagne d'averses temporaires. Près de la Méditerranée et notamment sur le relief exposé au sud, les pluies prennent un caractère plus durable. Les températures ne changent guère.



SITUATION LE 21 NOVEMBRE À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 NOVEMBRE À 0 HEURE TU

Des machines à écrire et d'autres appareils des XIX^e et XX^e siècles proposés à Cologne

VENTES
Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

LA REDÉCOUVERTE du patrimoine ancien prend tous les jours de nouvelles directions : à Cologne, une salle des ventes spécialisée dans les antiquités techniques organise régulièrement des ventes d'appareils des XIX^e et XX^e siècles : téléphones, machines à écrire, à calculer ou à coudre, caisses enregistreuse, équipements de bureau, sans oublier les grammophones, machines à sous, ventilateurs, machines à vapeur, etc. La prochaine vacation, qui aura lieu samedi 30 novembre, totalise mille lots.

Les catalogues bilingues anglais-allemand donnent leurs estimations, et, fait inhabituel, annoncent aussi le prix de réserve demandé par les vendeurs, qui marque le départ des enchères. Pour plus de précision, les objets sont cotés selon une échelle qui

situe l'état de conservation technique et esthétique.

Parmi quelques pièces étonnantes se trouve la première machine à écrire fabriquée en série, réalisée en 1867 par la marque danoise Malling Hansen. Cette mécanique complexe en laiton, dont le clavier est une demi-sphère, se révèle alors à la pointe de la technique : barre d'espacement, retour à la ligne, tabulation, sonnerie à la fin de la ligne, et l'écriture visible en soule-

Calendrier

- ANTIQUITÉS-BROCANTES
- **Marseille (Bouches-du-Rhône)**, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre ; tél. : 04-91-78-10-69.
- **Nantes (Loire-Atlantique)**, du vendredi 22 au lundi 25 novembre ; tél. : 02-40-52-08-11.
- **Villeneuve-sur-Lot (Lot-et-Garonne)**, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre ; tél. : 05-65-20-93-11.

- **Metz (Moselle)**, du vendredi 22 au lundi 25 novembre ; tél. : 03-87-55-66-00.
- **Collonges-sous-Salève (Haute-Savoie)**, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre ; tél. : 04-50-43-60-75.
- **Saint-Yriex-la-Perche (Haute-Vienne)**, samedi 23 et dimanche 24 novembre ; tél. : 05-55-08-20-72.
- **Chenovières-sur-Marne (Val-de-Marne)**, samedi 23

- et dimanche 24 novembre ; tél. : 02-37-24-51-60.
- **Saint-Nom-la-Bretèche (Yvelines)**, samedi 23 et dimanche 24 novembre ; tél. : 02-54-80-75-81.

COLLECTIONS

- **Paris Espace Champerret**, bandes dessinées, samedi 23 et dimanche 24 novembre ; tél. : 06-22-23-00-65.
- **Grenoble (Isère)**, livres

- régionalistes, du vendredi 22 au dimanche 24 novembre ; tél. : 04-76-51-57-98.

- **Bourg-la-Reine (Hauts-de-Seine)**, cartes postales, samedi 23 et dimanche 24 novembre ; tél. : 01-46-65-65-40.
- **Charleville-Mézières (Ardennes)**, livres anciens, samedi 23 et dimanche 24 novembre ; tél. : 03-24-33-56-22.

Autre machine extraordinaire, l'Enigma est un appareil de chiffrement à trois rotors fabriqué par l'armée allemande en 1941 (15 000 à 25 000 €). Grâce à des redondances dans son code, les alliés en trouvent la clé dès la première année. Les Allemands améliorèrent l'Enigma avec cinq rotors, dont les alliés cassent à nouveau le code en 1944. Est alors mise au point une machine à dix rotors, fabriquée à trente exemplaires réservés à l'état-major. L'un d'entre eux, adjudé 850 000 € en mai 2001, a obtenu un record mondial. Son code n'aurait pas encore pu être cassé.

Catherine Bedel

★ Maison de ventes Breker, Cologne (Allemagne), mercredi 30 novembre. Exposition sur place les 24, 29 et le matin de la vente. Lots visibles sur le site www.breker.com/ Tél. : 00-49-221-38-70-49. Représentant à Paris, Pierre J. Bickart, tél.-fax. : 01-43-33-86-71.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 278

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

L'ART EN QUESTION

N° 301

En collaboration avec la

Réunion des Musées Nationaux

Les clichés sortent de leur réserve

LE MUSÉE D'ORSAY a inauguré au mois d'octobre un espace dévolu de manière permanente à la présentation de ses collections de photographies, témoignant ainsi de la volonté d'affirmer la présence et l'importance de ces œuvres aux côtés de celles qui relèvent des autres disciplines. L'accrochage sera renouvelé trois fois par an, car, pour préserver leur bon état de conservation, les épreuves originales ne peuvent être exposées sur une longue durée.

Les œuvres proposées pourront correspondre à un choix thématique, monographique, ou simplement chronologique. Le premier accrochage, visible jusqu'au 23 février 2003, présente une soixantaine de chefs-d'œuvre sélectionnés parmi les 50 000 œuvres rassemblées depuis 1979, date qui marque le début de constitution de la collection.

Se côtoient sur les cimaises des daguerréotypes, images uniques fixées sur un support en cuivre suivant l'invention de Jacques Louis Mandé Daguerre rendue officielle le 19 août 1839, et des épreuves sur papier, descendantes du procédé négatif-positif inventé par l'Anglais



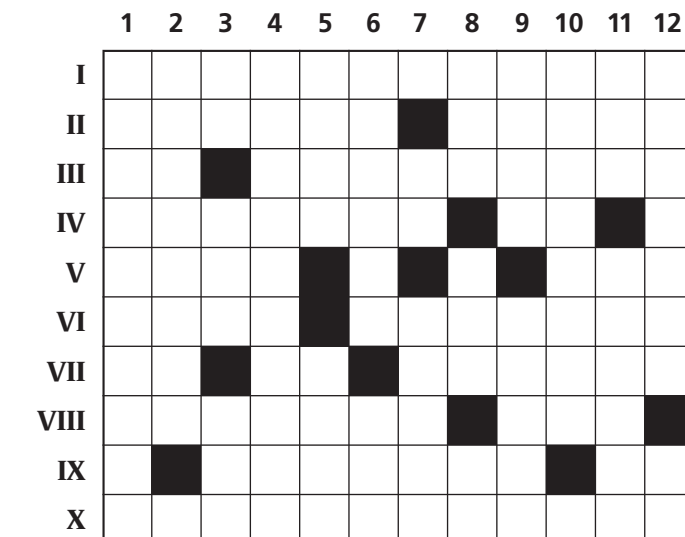
Louis Adolphe Humbert de Molard (1800-1874), « Scène paysanne : l'écochage des haricots », 1852. Epreuve sur papier salé à partir d'un négatif papier, 22 x 18,2 cm. Paris, Musée d'Orsay, galerie permanente de photographie (du 29 octobre au 23 février 2003).

tes, mais figurent aussi des images entrées très tôt dans les collections, ce qui est le cas de celle présentée ici.

Humbert de Molard, l'un de ceux que l'on a appelés les « primitifs » de la photographie, figure parmi les membres fondateurs de la Société française de photographie (SFP) en 1854. Cette fondation avait été précédée, dès 1851, par celle de : ● La Société d'art photographique ? ● La Société héliographique ? ● La Société des photographes amateurs ?

Réponse dans *Le Monde* du 29 novembre.

Réponse du jeu n° 300 paru dans *Le Monde* du 15 novembre. Arcimboldo créa ses *Saisons* pour Ferdinand I^{er} et Maximilien II, à qui il les remit en 1569.



HORIZONTALEMENT

I. Faisait de la fumée avant de passer la brosse. - II. Celle d'en face. Essences en voie de disparition. - III. En piste. Salle d'attente pendant le spectacle. - IV. Donne la preuve. Patron d'une grande entreprise. - V. Pour une multiplication divine. N'est pas du genre à s'aplatir. - VI. Permet au vaisseau de sortir. Du mouton et des légumes. - VII. Patron en

région. Un peu de calcium. Pleine de qualités. - VIII. Faire le tour. Sorties du résultat. - IX. Pleine peau si elle est belle. Donnée avant exécution. - X. Femmes de lettres.

VERTICALEMENT

1. Bon dans l'eau, sur route et en selle. - 2. Plutôt lourd quand il se donne en spectacle. - 3. Passage obligé à la fac. Couche ren-

versée. Appel. - 4. Giroflées des jardins, radis des champs. - 5. Flottent au dessert. A armé l'Amérique et le monde. - 6. Passage à table réussi. Grande aux Etats-Unis. - 7. Pour tirer les traits. Grand-père. - 8. Ne peut pas rester sur un échec. Sa mémoire est énorme. Sur le rivage. - 9. Beaux parleurs. Bien dégagée. - 10. Suivras le modèle. - 11. Liaisons rapides. C'est toujours madame qui la prend. - 12. Toxique à l'officine. Champion.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 277

Horizontalement

I. Convalescent. - II. Avoine. Tapir. - III. Cause. Casino. - IV. Hivernage. Au. - V. Ere. Gobi. Psi. - VI. CEA. Israël. - VII. Usé. II. Ail. - VIII. Cati. Corrida. - IX. Hie. Râle. Der. - X. Essence. Reed.

Verticalement

1. Cache-cache. - 2. Ovaire. Aïs. - 3. Nouveautés. - 4. Vise. Si. - 5. Anergie. RN. - 6. Le. Nos. CAC. - 7. Cabriole. - 8. Stagiaire. - 9. Case. - 10. Epi. Plaine. - 11. Ninas. Idée. - 12. Trouillard.

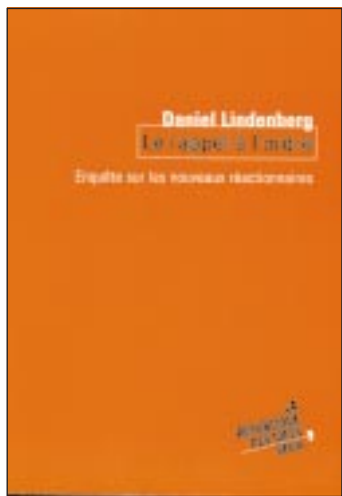
La publication d'un ouvrage de l'historien Daniel Lindenberg, « Le Rappel à l'ordre », qui dénonce la dérive « réactionnaire » de nombreuses personnalités, suscite une violente polémique, révélatrice des profonds bouleversements des clivages politiques au sein du débat public

Ce livre qui brouille les familles intellectuelles

DEPUIS deux semaines, l'ouvrage de l'historien Daniel Lindenberg, *Le Rappel à l'ordre. Enquête sur les nouveaux réactionnaires*, Seuil, « La République des idées » (« Le Monde des livres » du 15 novembre) provoque l'une de ces controverses qui, à intervalles réguliers, rebattent les cartes de la vie intellectuelle en France. Dans ce petit livre de 94 pages, Daniel Lindenberg, conseiller de la revue *Esprit*, dénonce en effet la dérive « réactionnaire » d'un certain nombre d'intellectuels français dont les critiques répétées de Mai 68, de l'islam, du « droit-de-l'homme », du féminisme ou de l'obsession festive auraient fini par dépasser les limites de l'horizon démocratique pour sombrer dans une dérive franchement néoconservatrice ou réactionnaire.

Les répliques ne se sont pas fait attendre. Les mots d'« épuration », d'« éradication » et de « délation » fleurissent. Perfidement, Alain Finkielkraut se demande dans *Le Figaro* (daté 14 novembre) s'il ne faudrait pas rebaptiser l'Institut Raymond-Aron, que dirige Pierre Rosanvallon – par ailleurs responsable de l'association La République des idées, qui publie le livre – « Institut Guy-Debord » du nom du célèbre chef de file des situationnistes.

Cette polémique tient tout d'abord à la surprise des personnalités mises en cause, furieuses de constater que la charge vient d'un camp qu'ils avaient plus ou moins cru le leur. Des intellectuels comme le sociologue Pierre-André Taguieff ou le philosophe Marcel Gauchet, malmenés par l'enquête de Daniel Lindenberg, ont eu longtemps pages ouvertes dans *Esprit*. En outre, depuis les grèves de 1995 contre le plan de réforme de la Sécurité sociale et la guerre des pétitions qui s'étaient ensuivies, deux galaxies intellectuelles paraissaient devoir s'opposer durablement : d'un côté les « radicaux », porteurs d'une lecture décidément critique de la société, regroupés autour de la figure



du sociologue Pierre Bourdieu, décédé en janvier 2002 ; de l'autre, les « libéraux » acceptant l'ordre démocratique et économique tel qu'il est, celui-ci fût-il amendable, et se réclamant de la redécouverte d'une tradition française de libéralisme politique symbolisée par Alexis de Tocqueville (1805-1859) et Benjamin Constant (1767-1830). C'est cette coalition, longtemps stigmatisée comme foyer de « consensus mou » ou comme « pensée unique » par ses adversaires, que le livre de Daniel Lindenberg fait voler en éclats. Comme si la césure passait désormais non plus entre libéralisme et radicalité, mais à l'intérieur même d'un camp antitotalitaire longtemps regroupé autour de revues comme *Esprit* et *Le Débat*.

Daniel Lindenberg distingue les libéraux « authentiques » (Jean-Claude Casanova, Pierre Rosanvallon, Dominique Schnapper) de ceux pour qui la référence à Tocqueville n'aurait été qu'« un outil destiné à écraser le marxisme ». Sous le masque libéral, il soupçonne ces derniers de nourrir la nostalgie d'une « démocratie forte, voire héroïque » quand ce n'est pas d'un « néo-populisme ».

L'auteur du *Rappel à l'ordre* balaise le reproche qui lui est fait par

M. Finkielkraut d'avoir épargné un personnage comme l'ancien directeur d'*Esprit*, Paul Thi-baud, pourtant proche des positions qu'il dénonce. A ceux qui s'étonnent de ne pas voir figurer dans sa liste le nom de Blandine Kriegel (aujourd'hui proche de Jacques Chirac après avoir été une figure de la gauche intellectuelle), Daniel Lindenberg répond qu'il s'est attaqué de préférence à « ceux qui tiennent un double discours ».

Mais cela vaut-il pour des écrivains comme Michel Houellebecq, Philippe Muray ou Maurice Dantec, autres cibles du *Rappel à l'ordre*, dont le moins que l'on puisse dire est que leur rejet convulsif de toutes les valeurs de la gauche intellectuelle n'est guère dissimulé ? Parmi les intellectuels mis en cause, Pierre-André Taguieff est un de ceux qui a contre-attaqué avec le plus de virulence : « Accuser des intellectuels de retour aux années 1930, c'est les accuser de mener tout droit aux années noires. » Selon lui, ce livre invente un genre inédit, celui du « pamphlet tiède ». « L'opération relève des chasses aux sorcières régulièrement lancées par la gauche communiste trotskiste et tiers-mondiste, ajoute M. Taguieff, mais avec cette sensibilité particulière au centre-gauche qui représente l'axe du Bien et la métapolitique des bons sentiments. » A l'en croire, Daniel Lindenberg incarne le prototype du « terrorisme intellectuel terrorisé ».

Beaucoup de personnalités visées par la charge de Daniel Lindenberg croient discerner en arrière-plan l'influence aussi bien de Pierre Rosanvallon que d'*Esprit*, une revue née sur le terreau du catholicisme de gauche et qui, après sa « déconfes-

sionnalisation », voulait incarner, dans les années 1990, la gauche antitotalitaire et non marxiste (Olivier Mongin, qui en est le directeur, est également vice-président de La République des idées).

Ce n'est pas l'opinion de Marc-Olivier Padiès, rédacteur en chef d'*Esprit*, auteur en 1996 du livre *Marcel Gauchet : la genèse de la démocratie* (Michalon), consacré à l'œuvre de ce philosophe aujourd'hui critiqué dans *Le Rappel à l'ordre*. Il juge le livre de Daniel Lindenberg « culotté, courageux, franc ». « C'est la fin de la famille antitotalitaire, dit-il. Une famille qui s'était d'ailleurs déjà effritée au moment de la guerre en Yougoslavie et, plus récemment, dans le contexte de flottement politique consécutif aux attentats du 11 septembre et au choc du premier tour de la présidentielle. »

FRACTURES DURABLES

Les fractures risquent d'être d'autant plus durables qu'elles divisent parfois des universitaires qui travaillent depuis longtemps ensemble. Ainsi au Centre Raymond-Aron, un laboratoire de l'Ecole des hautes études en sciences sociales que dirige Pierre Rosanvallon, aujourd'hui professeur au Collège de France, et dont Pierre Manent – autre « néoréactionnaire » selon Daniel Lindenberg – est l'un des chercheurs. « Une longue collabora-

tion amicale me lie à Pierre Rosanvallon, s'attriste Pierre Manent. C'est ce fait qui donne son amertume à la publication d'un livre dont la médiocrité m'aurait sinon rendu indifférent. »

« Je veux bien être qualifié de réactionnaire, ajoute-t-il, je réagis effectivement à la tendance actuelle à la dépolitisation ! Daniel Lindenberg m'insère dans un tissu de références sur l'islam, objet d'étude qui n'a jamais été le mien. Il évoque deux mots que j'ai prononcés en réponse à une interview au *Figaro*, dans laquelle je me livrais à l'exercice d'explication des résultats du premier tour de la présidentielle [Pierre Manent y parlait du « sentiment d'une triple déposssession de la société française », « par l'immigration musulmane, par l'Europe et par la mondialisation »]. En somme, s'il veut m'inculper, il devrait surtout me dénoncer comme un antieuropéen fanatique ! »

Même à l'intérieur de La République des idées, tous n'ont pas apprécié la publication de l'ouvrage. Laurent Bouvet, un proche de Pierre Rosanvallon qui fut rédacteur en chef de la *Revue socialiste* et également le premier secrétaire général de l'association, a décidé de prendre ses distances. « Je pense que ce livre est déplacé par rapport aux autres titres de la collection », commente-t-il simplement. Il désap-

prouve que le débat intellectuel en vienne à porter sur les personnes et se substitue au débat d'idées. Il déplore que, non sans un certain mépris de la politique, on en vienne à réduire celle-ci à une affaire de postures et non de convictions.

Pour le philosophe Alain Renaut, lui aussi discrètement mis en cause pour sa critique de « la pensée 68 » menée autrefois avec l'actuel ministre de l'éducation Luc Ferry, la controverse en cours témoigne que l'époque est moins à la recomposition qu'à la confusion. « C'est étonnant comme les intellectuels français ne peuvent comprendre une position de type toquevillien ! On peut être convaincu que l'individu reste l'horizon de la politique sans pour autant évacuer la mine de problèmes qui se posent dès lors qu'on introduit dans un milieu pénétré de hiérarchie, comme par exemple l'école, la liberté et l'égalité. »

Lui ne conteste pas qu'il y ait bien eu un « horizon conservateur » dans la redécouverte du libéralisme politique au cours des années 1980 puisque ce paradigme parfois appelé « néotocquevillien » avait été adopté contre les explosions des années 1970. Mais aujourd'hui, alors que ce paradigme semble s'épuiser, la pensée de la démocratie est à reconstruire.

Jean Birnbaum et Nicolas Weill

Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France et président de l'association La République des idées

« Il faut refaire le bagage d'idées de la démocratie française »

CET ENTRETIEN a été relu et amendé par M. Rosanvallon.

Comment expliquez-vous la violence des réactions au livre de Daniel Lindenberg ?

Leur brutalité m'a surpris. Mais elles s'expliquent à la fois par la forme et par le fond de ce livre. Sur le fond, il rend lisible un ensemble de recompositions du milieu intellectuel qui étaient jusque-là rampantes, implicites, et cet « effet de révélation » oblige soudain à un repositionnement des uns et des autres. En gros, l'espace politique était traditionnellement structuré entre, d'une part, l'ensemble droite libérale/social-démocratie et, d'autre part, un pôle de radicalité. Or on voit maintenant apparaître une sensibilité inédite, un mouvement indissociablement critique et réactif : Pierre-André Taguieff a parlé d'une réorientation « résistanciellement-conservatrice », Régis Debray de l'avènement de « traditionalistes subversifs » et Alain Besançon, plus sobrement, de « réactifs ». Quels que soient les mots, on voit bien émerger là une nouvelle culture politique, aux contours certes encore mouvants.

C'est ce qui a justifié pour moi l'édition de ce livre, même si, sur la forme, son mode d'exposition pointilliste, son choix de citer nombre d'auteurs assez rapidement entraî-

nent des rapprochements et des risques d'amalgames qui peuvent donner le sentiment d'une certaine confusion. Mais cette confusion est aussi celle de la réalité elle-même. L'élément nouveau, dans ce déplacement de la scène politique et intellectuelle, ce n'est pas une doctrine encore constituée, c'est d'abord un front commun de dénégations et de détestations partagées, un ensemble de chassés-croisés et de résonances entre des œuvres fort disparates ; par exemple une même façon de mettre en scène un rapport simplificateur entre le peuple et les élites.

Un passé de militant, une chaire au Collège de France et une collection de petits livres musclés, destinée au large public : certains vous soupçonnent de vouloir prendre la place de Pierre Bourdieu...

Ne fantasmons pas. Le problème n'est pas d'occuper des places, mais d'être fidèle à une certaine vision du travail intellectuel où l'universitaire s'engage par les objets qu'il se donne (en ce qui me concerne les transformations de la démocratie) et non par les postures qu'il adopte. Je n'ai pas attendu mon entrée au Collège de France pour avoir cette conception du lien entre travail intellectuel et vie civique. Il ne faut pas prendre Bourdieu comme le

seul exemple de l'intellectuel qui ait eu le souci de la société ! Remettons les choses à leur juste place.

Ce que je cherche avec cette collection de livres (eux-mêmes adossés à des travaux plus savants), c'est d'aider à un supplément d'intelligibilité dans des domaines où l'on sent confusément que des choses se passent mais sans bien arriver à les identifier. Il s'agit par là de participer à la refondation d'un débat



« Il y a une panne de l'intelligence critique et de la pensée de la modernisation »
PIERRE ROSANVALLON

public qui ne soit plus simplement structuré par un affrontement de positions déjà acquises.

Je pense comme Camille Desmoulins que le propre de la République, c'est d'appeler les hommes et les choses par leur nom.

En même temps, le ton du livre de Lindenberg apparaît largement pamphlétaire.

Les années 1990 ont été celles d'intenses recompositions intellectuelles. Ce livre rend visible un phénomène qui n'avait pas encore été décrit : l'apparition d'une nouvelle forme d'illibéralisme. La dénoncia-

tion de la société ouverte s'opère en effet maintenant au travers d'une sensibilité que l'on peut appeler « critique réactionnaire ».

Alors que le débat a longtemps opposé les visions modérée et révolutionnaire du progrès, l'actuelle décomposition des pensées de l'histoire a débouché sur une propension à la détestation générale de ce qui change, de ce qui bouge, et sur une volonté de retour au passé. La question n'est pas simplement celle d'un virage à droite de la société. C'est quelque chose de plus profond.

La démocratie implique bien sûr une capacité permanente à l'auto-critique. Mais ce que l'on voit surgir déborde de ce cadre. Ce sont des sentiments plus négatifs, la vision morose d'un déclin, voire d'une décadence. Il y a une panne de l'intelligence critique et des pensées de la modernisation, qui alimente aujourd'hui une sorte de repli sur une pensée réactive. Cela me paraît effectivement dangereux.

Le livre de Daniel Lindenberg met en cause certains de vos collègues du Centre Raymond-Aron (EHESS). Serait-ce la fin d'une famille politique ?

Nous vivons dans un paysage intellectuel qui a certes beaucoup changé. La proximité historique de ceux qui se sont retrouvés dans le

Centre Aron à la fin des années 1970 a été fondée par deux points communs très importants : la critique du totalitarisme et le sentiment d'un essoufflement des cultures traditionnelles, appelant une nécessaire réappropriation de l'héritage libéral. D'où un travail d'édition et de relecture d'œuvres comme celles de Constant ou de Tocqueville. Vingt ans après, ce travail de rattrapage est accompli, et, même si ce n'est jamais définitivement acquis, la question du totalitarisme est derrière nous ! Mais la vie universitaire commune continue, car les divergences politiques et intellectuelles n'empêchent pas d'être dans la même institution. La vie des idées consiste en effet à confronter des œuvres entre personnes qui ont une même vision de l'exigence intellectuelle, et non à dissenter d'étiquettes politiques. Relativisons donc dans ce cadre la portée des critiques adressées par Lindenberg à tel ou tel.

De la Fondation Saint-Simon à La République des idées et des fines notes vertes aux petits livres rouges, quelle a été l'évolution de votre projet ?

Quand a été créée la Fondation Saint-Simon, le problème-clé était la modernisation d'une gauche qui avait gagné les élections avec un programme commun inscrit dans la

tradition séculaire du socialisme de la fin du XIX^e siècle. Aujourd'hui, nous sommes entrés dans le monde de l'après-communisme et dans celui d'un nouvel univers du capitalisme. Il ne s'agit plus d'aggiornamento, mais de refondation intellectuelle, pour reconstruire une analyse de la réalité. Car même si les grèves de l'hiver 1995 ont semblé leur donner un nouvel élan, il y a bien une crise des anciennes pensées critiques, qui se sont réduites à de simples postures politiques, du type « résister à l'air du temps, à la mondialisation », et qui ne sont plus fondées sur une analyse constructive du monde en d'émergence.

Comment votre démarche s'inscrit-elle dans la quête actuelle de redéfinition d'une gauche moderne ?

On voit aujourd'hui se multiplier les clubs et les *think tanks*. On ne peut que s'en réjouir. Mais la plupart restent des machines politiques auxiliaires. Notre but est plus du côté de la production de connaissances que du côté de la politique partisane. Je pense que oui, il faut refaire le bagage d'idées de la démocratie française. La République des idées est liée à cette nécessaire refondation intellectuelle d'une gauche réformatrice.

Propos recueillis par J. Bi.

Historien des idées, l'auteur de « Rappel à l'ordre » entend poursuivre sa réflexion sur les nouvelles critiques de la démocratie en France

Daniel Lindenberg : rester à gauche après le totalitarisme

LA TRAJECTOIRE de Daniel Lindenberg est caractéristique de celle d'une génération d'intellectuels qui, après avoir été marquée par l'engagement dans l'extrême gauche, a su opérer un retour critique sur le totalitarisme sans passer du côté droit. Son dernier ouvrage, *Rappel à l'ordre*, constitue peut-être le terme de ce mouvement introspectif initié à la fin des années 1970. Il y reproche à certains de ses pairs d'avoir été trop loin dans la remise en question de leur choix politique de jeunesse ; mais n'en a-t-il pas lui-même emprunté quelques chemins ?

Daniel Lindenberg est né en 1940 à Clermont-Ferrand, de parents immigrés juifs polonais que les hasards de l'exode avaient conduit dans la capitale auvergnate. Après des études d'histoire et de sociologie à la Sorbonne, il adhère dans les années 1960 à l'Union des étudiants communistes, dont la fraction gauchiste fut « épurée » par le PCF. Puis il passe à l'Union des jeunes communistes (marxiste-léniniste), un groupe maoïste où milita également Blandine Kriegel, dont il croise l'itinéraire. C'est sous l'influence de la philosophie qu'il dit avoir rompu avec le marxisme.

Il devient ensuite historien des

idées – sa carrière se confond avec celle de l'université de Vincennes (aujourd'hui Paris-VIII, où M. Lindenberg est professeur depuis 1996). Ses premiers livres se ressentent des options politiques en vogue : *L'Internationale communiste et l'école de classe* (1972), sous l'inspiration du philosophe althusserien Nikos Poulantzas, aux éditions Mas-



Un parcours qui va de l'extrême gauche maoïste à la recherche d'un socialisme non marxiste

pero, et *Le Marxisme introuvable* (1975).

Un autre essai, *Lucien Herr, le socialisme et son destin*, écrit avec Pierre-André Meyer, défend les socialistes contre les attaques d'un autre dreyfusard, Charles Péguy. Le livre provoque la rencontre avec Paul Thibaud, plus favorable à Péguy, et avec la revue *Esprit*. A cette époque, Lindenberg tente de trouver une tradition socialiste française non marxiste, une démarche proche de celle de Jacques Julliard. Ami d'Olivier Mongin, le successeur

de Paul Thibaud à partir de 1988, il publie des articles consacrés à l'histoire intellectuelle – objet de ses *Années souterraines* (La Découverte, 1990) ainsi qu'au conflit israélo-arabe.

Daniel Lindenberg est un partisan du modèle du franco-judaïsme contre des versions plus communautaristes dans la ligne, affirme-t-il, de l'œuvre de la sociologue Dominique Schnapper. Il milite pour une version « laïque et humaniste » de la judéité – ce dont témoigne son essai sur le marranisme intitulé *Figures d'Israël : l'identité juive entre marranisme et sionisme* (Hachette Littérature, 1997).

Aujourd'hui, Daniel Lindenberg, qui est membre du PS, se définit comme « plutôt jospiniste » et se dit intéressé par Arnaud Montebourg et Julien Dray. Comme il ressent « une certaine insatisfaction de [s]'être exprimé de façon allusive » à propos de la polémique qui entoure son *Rappel à l'ordre*, il entend approfondir le sujet dans le cadre de son séminaire bientôt consacré aux « Nouvelles critiques de la démocratie en France », notamment chez Pierre Manent et Marcel Gauchet.

N. W.

TROIS QUESTIONS À ... PIERRE NORA

1 En tant que fondateur de la revue *Le Débat*, quelle lecture faites-vous de cette « Enquête sur les nouveaux réactionnaires » ?

Le livre lui-même me choque profondément, parce que, au prétexte de cerner une nébuleuse en formation, il se contente d'un amalgame confus qui mélange tout, en faisant croire que c'est justement ce mélange qui est significatif. En multipliant en plus les erreurs, les fausses interprétations, les à-peu-près douteux. Bref, de la bouillie pour les chats, du mauvais travail intellectuel, où la nomination dénonciatrice compte davantage que l'analyse des idées, et qui détonne dans une collection qui se veut clarificatrice.

2 Comment expliquer le climat de violence créé par cette polémique ?

Sur le fond, j'ai l'impression, dans les milieux intellectuels, d'un effet de sidération consécu-

tif au 21 avril, comparable à certains égards à l'effet de souffle du 11 septembre sur la mentalité américaine. Sauf que, là-bas, c'est une glaciation à droite et, ici, une régression à gauche. Il est inquiétant que, au lieu d'ouvrir les yeux, une partie de la gauche intellectuelle ne voie d'issue que dans l'anathème et le retour aux réflexes de la belle époque stalinienne.

3 Daniel Lindenberg évoque une charge contre la démocratie. Qu'en pensez-vous ?

Ce que ce livre a d'absurde, c'est de laisser entendre que toute critique de la démocratie est le fait des ennemis de la démocratie. A ce compte-là, la liste est large, et l'un des principaux reproches que l'on peut faire au livre de Lindenberg est d'isoler arbitrairement un petit nombre d'auteurs qui n'ont rien à voir les uns avec les autres, alors que quantité

d'autres devraient y figurer, en faisant les distinguos nécessaires et éclairants. La démocratie est le régime qui vit de sa propre critique. Qu'est-ce que cette démocratie propre que nous propose Lindenberg, qui commencerait par bâillonner ceux qui mettent le doigt sur ce qui fait problème ?

Ce que le livre a de vrai, c'est que nous sommes dans une situation de crise de la démocratie. Les gens dont il parle, chacun à leur façon, fort différente, témoignent de cette crise. Ils en sont pour les uns les contempteurs, pour d'autres les dénonciateurs, pour d'autres encore les analystes. D'après Lindenberg, tout va bien, et ce seraient les gens qui signalent la crise qui en seraient la cause. Tuons le thermomètre pour croire le malade guéri. Ce n'est pas comme cela que la gauche se refera une santé.

Propos recueillis par J. Bi.

Un procédé éditorial engagé par Pierre Bourdieu

À CHAQUE époque du débat intellectuel semble correspondre désormais une forme éditoriale. La Fondation Saint-Simon, auto-dissoute en juin 1999, dont l'historien Pierre Rosanvallon fut le dernier secrétaire général, s'était rendue célèbre en diffusant, très sélectivement, ses « Notes vertes » de sensibilité libérale à un public de journalistes, de chefs d'entreprise, d'intellectuels et d'hommes politiques. En ressuscitant le genre de la brochure politique, les « saint-simoniens » obéissaient à une stratégie bien précise qui consistait à produire des idées à ne diffuser qu'au sein des « élites ».

Cette forme a suscité des émules. Au point qu'à la fin des années 1990 on ne comptait pas une fondation, fût-elle bien plus à gauche que Saint-Simon, qui ne tentât d'avoir sa note, identifiée par une couleur. Aujourd'hui, En temps réel, un club de réflexion réformiste où se croisent des hauts fonctionnaires, des chefs d'entreprise et des intellectuels, s'efforce de perpétuer cette tradition via des « cahiers » à la couleur orange assourdie – la dernière en date était intitulée *2002 : le parti de la réforme est mort. Vive la réforme ?*

La République des idées, lancée d'abord confidentiellement en 2001 sous la présidence de Pierre Rosanvallon, et dont le trésorier est Jean Peyrelevade, président du

Crédit lyonnais, vise un tout autre objectif. En dépit d'une activité fermée de réunions et de réflexion, ce laboratoire intellectuel, étroitement associé à la revue *Esprit*, cherche également à s'adresser à un public élargi, au moyen d'une collection coéditée avec Le Seuil.

Plusieurs titres sont d'ores et déjà parus au cours de l'année 2002, comme celui de l'économiste Eric Maurin, *L'Egalité des possibles*, ou *Politique du chaos*, de Thérèse Delpech.

A la fin des années 1990, on ne comptait pas une fondation qui ne tentât d'avoir « sa » note

La maquette comme le style de ces petits ouvrages d'une centaine de pages rappellent immanquablement celui des livres lancés dans la foulée du « mouvement social » de décembre 1995 par Pierre Bourdieu. La ressemblance est d'autant plus frappante que l'éditeur est le même : Le Seuil. La maison de la rue Jacob à Paris, qui fut longtemps liée, spirituellement mais

non matériellement, à *Esprit*, édite aussi la revue *Actes de la recherche en sciences sociales*, ainsi que la collection « Liber » toutes deux fondées et dirigées par Bourdieu.

Raisons d'agir éditions – diffusé par Le Seuil – fut lancé par l'auteur de *La Distinction* en 1996. Il s'agissait d'opuscules d'« intervention sociologique » dont certains ont constitué de francs succès de librairie. Tel fut le cas de *Sur la télévision*, de Bourdieu lui-même, ou des *Nouveaux chiens de garde*, du journaliste Serge Halimi, sévère critique des médias qui ont dépassé les 200 000 exemplaires. L'audience de la sociologie critique s'en est retrouvée démultipliée par rapport à son public traditionnel formé d'universitaires et de chercheurs. Elle se voyait étendue à la dimension, du reste explicitement recherchée par son initiateur, « d'encyclopédie populaire internationale ». La collection d'Attac – une association qui se réclame aussi du mouvement des universités populaires – publiée par Mille et une nuits s'est depuis lors adressée à un public comparable. L'avenir dira si le réformisme de La République des idées, empruntant les mêmes canaux, rencontrera un succès éditorial analogue à celui des « nouvelles radicalités » de Pierre Bourdieu.

N. W.

Jean-François Deniau a accueilli sous la Coupole, jeudi 21 novembre, l'écrivain et critique littéraire du « Nouvel Observateur »

Le romancier Angelo Rinaldi reçu à l'Académie française

ANGELO RINALDI, 62 ans, journaliste et romancier – il fut longtemps le critique littéraire redouté de *L'Express* avant de rejoindre *Le Nouvel Observateur* – a fait, jeudi 21 novembre, son entrée à l'Académie française, où il avait été élu le 21 juin 2001, au fauteuil de José Cabanis. Dans son remerciement, il a fait, comme il est d'usage, l'éloge de son prédécesseur.

Mais il a d'abord invoqué Baudelaire, qui, jadis, brigua l'Académie, avant de retirer sa candidature : « Vous voudrez bien accepter que je prenne appui sur l'exemple du génie, comme on s'aide d'une canne pour avancer. Ce soutien, je le demande à Charles Baudelaire qui a, une fois pour toutes, défini l'état d'esprit de qui aspire à l'honneur d'entrer dans vos rangs. "Si je me déterminais à ne solliciter vos suffrages que lorsque je m'en sentirais digne, je ne les solliciterais jamais." (...) Cette lettre, il l'adresse à votre secrétaire perpétuel, qu'il ne pouvait espérer d'appeler, un jour, par un prénom féminin, lorsque s'établissent ces rapports d'amitié et de confiance qui ne sont pas l'un des moindres bonheurs que réserve votre Compagnie. Ni Hélène, ni Jacqueline, ni Florence pour Charles. »

« Mesdames et Messieurs de l'Académie, a-t-il ajouté, oserai-je vous avouer que je me sens aujourd'hui dans l'accomplissement de ce rite de passage comparable à l'initiation, face aux Anciens silencieux et immobiles d'une tribu d'Afrique centrale, a gravi un degré dans l'échelle de la connaissance, se trouvant, dès lors, pourvu d'une parole créatrice. Elle devrait établir désormais ma diffé-

rence, un pouvoir divinatoire et curateur avec sa contrepartie qui n'est pas mince. A savoir, un statut potentiel de bouc émissaire, convaincu d'accointances avec la nuit sorcière et le monde à l'envers des doubles, menacé, en conséquence, par la souillure, la chute et la mort sans espoir de réveil. On voit les risques, que le candidat ne mesure peut-être pas assez. Je m'y expose volontiers pour n'être pas séparé de vous, et la mort, grâce à vos bontés, je l'attendrai au creux d'un fauteuil dans la posture perplexe de la dame assise de Copi. »

PRÉCAUTIONS ORATOIRES

Avant d'évoquer les étapes du parcours de José Cabanis, son successeur a rappelé que son admiration « n'était pas de circonstance » : « J'ai abordé l'œuvre de José Cabanis par la lecture de ses essais. Je suis monté dans le convoi qui était en marche, pénétrant, par chance, dans le compartiment réservé à Saint-Simon (...). Cabanis pensait-il à Saint-Simon lorsque, depuis les fenêtres de sa maison à la campagne, il observait les coqs qui évoluaient dans la cour de son arche de Noé ? Saint-Simon qui se pousse, s'agite, bat de l'aile, est un coq pervers dans la ménagerie de Versailles. Il chante non pour saluer le lever du soleil, mais de rage, en souhaitant le coucher au plus vite du roi qui s'est identifié à l'astre, et à qui il ne pardonne pas de favoriser des serviteurs recrutés dans la bourgeoisie. Le roi préfère le talent à la naissance : Louis XIV est un progressiste. En abordant la lecture de cet ouvrage, je sais comme tout le monde que le sens de l'Histoire n'est pas la principale

qualité du mémorialiste, et qu'il est apprécié pour d'autres raisons. Quel romancier esquivera jamais la rencontre avec un auteur qui commande sept mille personnalités ? »

Jean-François Deniau a d'abord rappelé, avec humour, la réponse d'Angelo Rinaldi, un jour, à la question d'une éventuelle candidature à l'Académie : « Je suis corse. Jamais je ne me présenterai à une élection pour laquelle je ne maîtrise pas les listes électorales et les feuilles d'émargement. » Puis il a retracé, de manière plaisante et alerte, le parcours de Rinaldi, de son enfance corse aux ors du Quai Conti, en passant par ses débuts journalistiques à *Nice-Matin*, son travail de critique (avec un florilège de ses détestations d'auteurs contemporains) et ses romans, tout en prenant quelques précautions oratoires : « Ce n'est pas mon propos d'analyser ici chacun de vos livres. Les meilleurs commentaires, ils viennent sans doute de vous (...). "A la recherche de l'enfance perdue" pourrait s'appeler votre œuvre. Proust n'est pas seulement l'un de vos maîtres par votre goût de la longue phrase aux incidences multiples, mais aussi celui des personnages multiples (...). Mais votre refus commun de l'alinéa ne concourt pas à faciliter la tâche du lecteur. Quand on vous en fait la remarque, vous répondez : "Si vous voulez avoir la tâche facile, achetez du..." Vient là le nom d'un de vos confrères, monsieur. Il est dommage que je l'aie oublié. »

L'intégralité des discours d'Angelo Rinaldi et de Jean-François Deniau est disponible sur le monde.fr



SPEDIDAM

Les droits de l'interprète

COLLOQUE SUR L'AVENIR DES DROITS DES ARTISTES-INTERPRÈTES

La SPEDIDAM (Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes-Interprètes de la Musique et de la Danse) organise, le 2 décembre 2002, un colloque sur les droits de propriété intellectuelle des artistes-interprètes de la musique et de la danse ouvert à ses adhérents et à différents organismes professionnels.

Ce colloque sera organisé autour du thème suivant :

- *Le retour du droit exclusif : une menace pour les artistes-interprètes et la Culture.*

Après une présentation de la situation de la propriété intellectuelle faite par Monsieur François LUBRANO, Président de la SPEDIDAM, les intervenants pressentis sont les suivants :

- Monsieur Francis BRUN-BUISSON, Président de la Commission de la Copie Privée
- Monsieur Jack RALITE, Sénateur et Maire d'Aubervilliers, représentant les Etats-Généraux de la Culture
- Monsieur Marcel ROGEMONT, Délégué national du Parti Socialiste à la Culture
- Monsieur Hervé RONY, Directeur Général du SNEP
- Monsieur Jacques TOUBON, Ancien Ministre de la Culture
- Monsieur Xavier BLANC, Directeur des Affaires Juridiques et Internationales de la SPEDIDAM

Ce colloque se tiendra le 2 décembre 2002 de 14h à 19h au Théâtre Saint-Georges - 51, rue Saint-Georges, 75009 Paris (M° St-Georges)

POUR TOUTE INFORMATION, TÉLÉPHONER À LA SPEDIDAM
AU 01 44 18 58 88

PHOTOGRAPHIE • Deux expositions et un livre retracent les débuts en France de l'artiste américaine qui, confrontée au maccarthysme, tenta de minimiser cette période de sa carrière

Les éclats de Lisette Model, ancêtre du reportage de rue

UN INSTRUCTIF pas de deux entre art et commerce est à l'origine de deux expositions et d'un livre consacrés à la photographe américaine d'origine autrichienne Lisette Model (1901-1983). On redécouvre une grande signature qui a joué un rôle-clé dans la photo de rue, entre 1934 et 1942, et on éclaire ses premières années de création. Il se trouve que ces images, pour certaines très fortes, font partie du fonds d'atelier de l'artiste, acquis par le marchand Baudoin Lebon.

Comment un galeriste français, qui défend de jeunes artistes et fait du courtage de photos anciennes, s'est-il retrouvé à la tête de 800 photos américaines ? « En offrant aux ayants droit plus d'argent que les marchands américains, soit autour de 2 millions de dollars », répond Baudoin Lebon, expliquant son enthousiasme pour cette « ancêtre du reportage de rue », qui a influencé beaucoup de photographes et dont Diane Arbus fut l'élève. Pari risqué ? « Lisette Model a sa place dans l'histoire de la photographie ; je fais le pari qu'elle la trouvera dans celle du marché », répond le galeriste, qui vend ses épreuves entre 5 000 et 25 000 euros.

Baudoin Lebon, qui a échoué à faire venir en France une rétrospective muséale autour de l'artiste, tente donc de la montrer lui-même. Sa galerie présente six thèmes de l'œuvre, notamment les portraits à Nice, les jambes fuyantes dans la rue, les ombres et miroirs, les animaux au zoo. Il s'est associé avec le marchand et éditeur Léo Scheer, qui présente dans son espace, rue Verneuil, un parcours rétrospectif de Model à partir d'autres images du fonds – également à vendre.

Les deux expositions, de 80 photos chacune (elles courent de 1934 à 1955), sont au programme du Mois de la photo. « Ce festival n'amène pas un client mais attire des visiteurs



LISSETTE MODEL / IN « LISSETTE MODEL », ÉDITIONS LÉO SCHEER

et la presse », explique Baudoin Lebon. Pour l'accrochage de la rue de Verneuil, Sam Stourdzé a emprunté à des collectionneurs des images importantes qui ne figurent pas dans le fonds d'atelier, ainsi une « jambe floue » dans la ville, « icône absolue de l'artiste ». Stourdzé est également l'auteur, avec Ann Thomas, spécialiste de l'artiste, d'un livre sur Model, le premier en français, édité par Léo Scheer.

DES CLICHÉS JAMAIS VUS

Le Musée d'Ottawa (250 tirages), le Getty en Californie (70 tirages) se sont « servis » dans le fonds Model, avant que Baudoin Lebon ne fasse son acquisition. Mais ce dernier possède des images parmi les plus célèbres – la fameuse grosse baigneuse, femme à la voilette, passants assis à Nice, reflets et jambes, portraits de jazz –, notamment parce que plusieurs tirages d'une même photo ont pu se trouver dans le fonds.

La promenade des Anglais, à Nice, le 7 août 1934. A partir des années 1940, la photographe, qui avait émigré aux États-Unis, a abandonné les sujets sociaux (les laissés-pour-compte, les riches...) pour ne pas être suspectée de liens avec le communisme.

Pour apprécier ce qui est montré dans les galeries, il faut se reporter à l'ouvrage remarquable (en anglais) qu'Ann Thomas a consacré à Lisette Model, en 1990. Il manque à Paris quelques images dures de rue, comme l'époustouflante série des portraits volés de passants, à rapprocher de celle de Walker Evans puis de celle de Harry Callahan.

L'exposition, au-delà des images célèbres, a pour intérêt de montrer des photos jamais vues, notamment des affiches déchirées dans la rue et des photos prises sur un écran de télévision. Ces curiosités instructives ne font pas d'ombre à son grand œuvre : sa façon de remplir le cadre et de capter les corps et les visages, de se positionner à quelques centimètres, sans empathie, ou d'opposer les « nantis » de la Côte d'Azur aux laissés-pour-compte de New York ; puis de prendre du recul et de jouer avec les reflets des vitrines et le ballet virevoltant de la rue. Cette

force aurait mérité une cohésion. Il est dommage que les photos soient réparties en deux lieux, perdant ainsi une partie de leur énergie.

Baudoin Lebon est logiquement préoccupé par la vente alors que Stourdzé est passionné par une énigme : pourquoi Model n'a-t-elle cessé de minimiser sa période française des années 1930, pourtant la plus forte ? Pourquoi, contre toute évidence, ôte-t-elle à ses photos toute dimension politique ? Pourquoi n'a-t-elle cessé de brouiller les pistes, allant jusqu'à cacher la publication, en 1935, de son sujet sur les passants de Nice dans le magazine communiste *Regards* ? Parce que, écrit Ann Thomas, reprise par Stourdzé, Lisette Model, proche de la Photo League, suspectée de sympathies communistes, de père juif, était pourchassée par le maccarthysme. Ann Thomas a trouvé dans les archives du FBI les documents qui attestent qu'elle a été interrogée et fichée au milieu des années 1950. Cela expliquerait aussi pourquoi, à la fin des années 1940, Lisette Model abandonne la figure humaine et les sujets à connotation sociale pour une photographie plus formaliste. « Son attitude, dit Stourdzé, traduit une perte de confiance totale. Elle fuit Vienne, puis la France, à cause de la montée du nazisme. Et, aux États-Unis, le cauchemar recommence. »

Michel Guerrin

Galerie Baudoin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris-4°. Tél. : 01-42-72-09-10. M° Hôtel-de-Ville. Du mardi au samedi, de 11 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 23 décembre. « 14-16 Verneuil », 14-16, rue de Verneuil, Paris-7°. Tél. : 01-42-61-25-71. M° Rue-du-Bac. Du mardi au samedi, de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 23 décembre. « Lisette Model », Sam Stourdzé et Ann Thomas, éd. Léo Scheer, 190 p., 40 €.

THÉÂTRE • L'auteur algérien plonge avec talent dans « Le Syndrome de la page 12 »

Fellag, l'écrivain et les vertiges de la machine à fantasmes

UN HOMME écrit un livre. Il ne peut le mener à bonne fin parce qu'il est assassiné par l'un de ses personnages. Cet accident bête arrive, nous dit Fellag, « lorsque la machine à fantasmes s'emballe ».

Le nouveau spectacle de Fellag, *Le Syndrome de la page 12*, est l'aventure d'un écrivain dont la machine à fantasmes s'emballe excessivement. Lorsque Philéas, « auteur débutant plein de bonne volonté », se lance dans un nouveau livre, il est bientôt arrêté par un méchant tour que lui joue sa fiction. Philéas raconte une histoire – histoire d'un inconnu qui raconte une histoire, ainsi de suite si l'on veut, et bientôt « il perd le contrôle » de ce qu'il imaginait.

L'histoire tombe à plat, d'habitude vers la page 12. Philéas amorce une nouvelle histoire. Même catastrophe. Or ce qui chaque fois nous surprend très fort, c'est que nous perdons pied lorsqu'une histoire s'interrompt. Parce qu'il a suffi de quelques lignes pour que la nouvelle histoire nous entraîne, et, lorsqu'elle capote, nous ne savons plus qui raconte quoi. Nous perdons pied. Un vertige. Car le personnage qui raconte l'histoire et les personnages mêmes de cette histoire sont racontés par Fellag, l'auteur du spectacle.

Or Fellag « n'est rien », il nous a prévenus dès son arrivée en scène, il s'est donné l'apparence de n'importe qui, il est vêtu anonyme, il va et vient anonyme, il lit d'une voix anonyme le texte d'un manuscrit dont il tourne les pages d'un geste gentiment appliqué, mais cependant anonyme. Un récit est commencé, vous êtes accroché au bonhomme qu'il raconte, le récit tombe, vous tombez avec, et, oui, c'est vraiment un vertige qui vous saisit très fort parce que « vous étiez avec » ce bonhomme et vous ne vous raccrochez qu'à cet autre bonhomme, Fellag, qui n'est rien, il l'a voulu. C'est là une

expérience impossible à transmettre, il faut la vivre pour y croire, et la nature même, l'intérêt même du spectacle de Fellag est là, dans ce saisissement, ce doute, ce déséquilibre, que vous n'avez jamais ressentis dans aucun autre spectacle, dans aucune autre lecture.

LE MYSTÈRE DE LA FICTION

Sauf peut-être, un peu, de loin, chez des hommes comme Edgar Poe, comme Michaux. En tout cas de quoi méditer sur le mystère de la fiction. Un écrivain écrit : où est-il, sur quoi table-t-il, qui est-il, son énergie d'où vient-elle ? Pourquoi sa machine à fantasmes ne s'emballe-t-elle pas ? Ici, le phénomène repose sur la fausse absence de Fellag. Qu'a-t-il voulu dire ? Il rompt les amarres. Ses œuvres, d'habitude, sont « algériennes », comme *Djurdjurassique Bled*, l'une de ses pièces, ou *C'est à Alger*, son dernier roman. Cette fois, l'Algérie est tout à fait absente. Fellag est né en Kabylie en 1950 ; il est venu en France en 1995. Les Kabyles sont un peu « à part », en Algérie, et l'exil est un aparté, aussi. Mais non, ce n'est pas là l'origine du *Syndrome*, c'est que Fellag, qui « réussit » fort bien tout ce qu'il écrit, a voulu s'offrir une fiction de ses fictions, a voulu faire des noeuds, et il a réussi là encore, car il nous estomache chaque fois qu'il fait mine de buter.

Assister à ce spectacle est quelque chose d'un mystère si violent que cela vaut vraiment la peine d'aller le voir.

Michel Cournot

Le Syndrome de la page 12, de et avec Fellag. Théâtre du Rond-Point, 2 bis, av. Franklin-D.-Roosevelt, Paris-8°. Tél. : 01-44-95-98-21. Du mardi au samedi à 18 h 30, jusqu'au 30 novembre. De 12 € à 21 €.

CONCERT • A la Boule noire, la puissance de frappe des garnements magnifiques d'Oxford

Supergrass, pour le plaisir pur et simple du rock

ON POURRAIT être à Londres, au Marquee, devant les Who ou les Small Faces, au milieu des années 1960, au Town & Country ou au 100 Club, en pleine vague punk. On se serre à la Boule noire, deux cents places, au cœur de Pigalle, devant Supergrass qui s'offre un petit périple des salles parisiennes (complété au Trabendo et à l'Elysée-Montmartre) les 19, 20 et 21 novembre.

La sono choisit le corps à corps. La rythmique cogne au plexus, les tympan bourdonnent de guitare. Le rock prend une consistance moite qui se mêle idéalement à la saveur du houblon et à la fumée. Rien de meilleur pour replonger dans l'histoire. C'est écrit (*Le Monde* du 5 novembre), le rock revient. En

première partie, des gamins de 20 ans, les 20-20's, malaxent, comme si c'était la première fois, des riffs et larsens tout droit sortis d'un garage américain des sixties. Ils sont une myriade – de The Hives aux Yeah Yeah Yeahs, des Strokes à The Vines – à retrouver le plaisir fiévreux des guitares. Leurs modèles figurent en général au panthéon punk. Les groupes des années 1990 trouvent rarement grâce à leurs yeux, à l'exception de Supergrass.

Lancé à Oxford en 1994, ce « power trio » (guitare-basse-batterie) rapidement augmenté d'un clavier est sans doute le seul de sa génération (en gros celle de la britpop) à n'avoir jamais déçu, sur scène comme sur disque. Boulevard Rochechouart, leur performance live exprime à nouveau la quintessence de cette constance. La gourmandise de chansons et de décibels de ces garnements magnifiques fait plaisir à voir. Toute leur musique est animée d'une conception jouissive du rock.

MÉLODIES DYNAMIQUES

Cheveux longs et rouflaquettes, le chanteur-guitariste Gaz Coombes est un leader exubérant au charme légèrement simiesque. Véritable moteur à explosion du groupe, Danny Goffey ressuscite Keith Moon, le légendaire batteur des Who, quand Mickey Quinn propulse une basse aux ronds callipyges. Cette alchimie active une énergie de bûcheron autant qu'une science d'orfèvres.

Leurs albums – *I Should Coco*, *In it for the Money*, *Supergrass* et le récent *Life on Other Planets* – n'ont cessé de prôner la fusion de la sueur et de la fantaisie. Le concert en est la meilleure mise en pratique. On s'excite au rythme de courses folles, de morceaux qui mouillent la chemise, bousculé par l'épaisseur du son et la puissance de frappe. On reprend aussi, comme on chanterait sous la douche, ces refrains pétillants et ces chœurs excentriques. Plus sombre et romantique, le splendide *Moving* prouve que Supergrass pourrait ne pas se contenter d'humeurs potaches.

Ces bijoux de mélodies dynamiques revendiquent leur filiation historique. Contrairement aux musiques électroniques, le rock tire de l'euphorie de son héritage. Celui de

Supergrass est affiché sans complexe. La verve punk frénétique des Buzzcocks et de 999, le sex-appeal chevrotant de T. Rex, la nostalgie du music-hall des Kinks, l'ironie de Lennon, la suavité de McCartney. Souvent noyé par le punch du trio, l'orgue de Bob Coombes (le frère de Gaz) s'essaie à des volutes psychédéliciques. Une reprise rageuse d'un morceau de Neil Young, *The Loner*, démontre que les influences ne se limitent pas à la pop insulaire. La force de Supergrass consistant à toujours donner l'impression de réinventer cette musique.

Stéphane Davet

Le 19 novembre, la Boule noire, Paris. Prochain concert, le 21, à l'Elysée-Montmartre (complet).

THÉÂTRE • Nathalie Richard met en scène

« Le Traitement » comme une abstraction

Le rêve déshumanisé de Martin Crimp

L'AUTEUR a situé et daté sa pièce : New York, 1990. Des producteurs de cinéma engagent des inconnus pour les écouter raconter leur histoire. « Un trafic d'histoires vraies », comme dit Jacques Bonnafé, l'un des acteurs. Les producteurs se définissent autrement : ils sont « les facilitateurs qui établissent des connexions ». Ils sont « une micropuce à laquelle ils donnent l'énergie, tandis que les gens fournissent les données ».

Les deux producteurs, Jennifer et Andrew, engagent donc Anne, qui semble avoir à dire des choses intéressantes. Mais, comme le dit Elisabeth Angel-Perez, traductrice de la pièce de Martin Crimp, Anne est « une romantique de la dernière heure », elle est hésitante, elle se referme. L'auteur convoque d'autres « donneurs de données », un ancien dramaturge, Clifford, obsédé de voyeurisme, un chauffeur de taxi, un acteur noir, John, qui, lui, va prendre en main le film, va le mettre en scène, éjectant Anne.

Martin Crimp a écrit une pièce à deux tranchants, tantôt terre à terre dans l'approche des cinéastes et des liens entre personnages, tantôt irréaliste : un chauffeur de taxi aveugle-né. L'action est hasardeuse, disloquée. Nathalie Richard, qui met en scène, a choisi une ligne droite : l'abstraction. Par le dépouillement du décor, par le jeu des comédiens, retenu, par une manière de faufiler froidement le dialogue, librement, les répliques se chevauchant au besoin, elle donne à voir une pièce abstraite, com-



P. VICTOR / MAXPPP

me on disait peinture abstraite. Ce n'est pas New York en 1990, ce serait plutôt une œuvre de science-fiction, ou un rêve déshumanisé. Dès les premières secondes, la conversation entre les « facilitateurs » et Anne est si brutale que nous, qui ne savons rien encore, croyons assister à un interrogatoire de police, ou de psychiatres sauvages. Quelques références à Hamlet, à Cédipe, recourent l'action.

Excellente distribution : Aline Le Berre résistante (Anne), Jacques Bonnafé calme et secret (Andrew), et surtout Christine Vézinet (Jennifer), dessinant un être ni femme ni machine, ni actuel ni futur, comme une chimère, un simulacre aigu.

M. C.

Le Traitement, de Martin Crimp. Mise en scène de Nathalie Richard. Avec Jacques Bonnafé, Aline Le Berre, Jacques Nolot, Christine Vézinet, Alex Descas, Akonio Dolo, Valérie Kéruzoré, Stanislas Stanic. Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris-16°. Tél. : 01-53-65-30-00. Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 heures, jusqu'au 7 décembre. De 11 € à 24 €. Durée : 2 h 30.

Théâtre de la Ville
PARIS

DU 26 AU 30 NOV.

Jan Fabre
Parrots and Guinea Pigs
création pour 15 acteurs-danseurs-musiciens

2 PLACE DU CHÂTELET PARIS 4
01 42 74 22 77
www.theatredelaville-paris.com

L'Intrus
de Jean-Luc Nancy
mise en scène : Nicolas Klotz

du 12 au 30 novembre

Théâtre Ouvert

01 42 62 59 49

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél : 01 48 00 20 20 - Fax : 01 48 00 20 33
Calendrier des ventes au : 01 48 00 20 17
Internet : http://www.gazette-drouot.com

Expositions :
la veille de la vente, 11h à 18h
le matin de la vente, 11h à 12h

Régisseur O.S.P., 47, rue Louis Blanc,
92984 LA DEFENSE CEDEX - 01 49 04 01 83

DIMANCHE 24 NOVEMBRE
S.5 et 6 - à 14 h Collection CAVALERO. Tableaux et sculptures modernes.
Consultant : Guy LOUDMER.

ARTUS ENCHERES et CALMELS COHEN.
MERCREDI 27 NOVEMBRE
S.10 - Cadres anciens et de style. PIASA.
JEUDI 28 NOVEMBRE
S.16 - Orientalisme, arts d'orient. PIASA
VENDREDI 29 NOVEMBRE
S.4 - Tapis d'orient. PIASA.

ARTUS ENCHERES, 15, rue Grange Batelière (75009) Tél. 01.47.70.87.29
CALMELS COHEN, 12, rue Rossini (75009) Tél. 01.47.70.38.89
PIASA. PICARD, AUDAP, SOLANET, VELLIET
5, rue Drouot (75009) 01.53.34.10.10

Musique L'Académie des futures stars du baroque



CAEN Ils sont neuf, ainsi que les Muses, debout face au public comme pour une photo de classe. Ils ont entre 22 et 30 ans et font ce soir leurs premières armes sur la scène du Théâtre de Caen. William Christie est assis parmi son « Jardin des voix », choisi parmi 162 candidats de 32 nationalités pour participer à la toute nouvelle académie des Arts florissants. Durant quinze jours, ils ont trimé, passant d'ateliers d'expression dramatique en conseillers linguistiques, de l'étude des répertoires et des styles aux secrets des tempéraments, accompagnement et basse continue. La musique baroque, ils n'en ignorent ni l'alpha (ses sources éditoriales et manuscrites) ni l'omega (les spécificités de son enregistrement discographique). On veille même à leur

apprendre comment gérer leur future carrière.

Encouragés par les vingt-quatre musiciens des Arts florissants, ils vont tous devoir se lancer à l'eau. Des œuvres familières (*King Arthur*, de Purcell, *Les Indes galantes*, de Rameau, des *madrigali*, *canzonette* et *scherzi musicali* de Monteverdi), d'autres moins – l'ode « Celestial music », de Purcell, des extraits de *Giulio Cesare* et de *l'Orlando* de Haendel, d'*Amadis*, de Lully –, et aussi des raretés comme ce *Don Quichotte* de Telemann. Il y a les intrépides que la scène galvanise et

qu'il faudra contenir quelque peu, ceux qui gagneront en aisance. Mais le spectacle est là, qui se prend à son propre jeu. Ils ont tous une voix, mais certains révèlent déjà une présence confirmée : les Français Céline Ricci (soprano), Blandine Staskiewicz (mezzo) et Christophe Dumaux (haute-contre), le sensible et frémissant ténor américain Jeffrey Thompson... Demain, promus professionnels, ils partiront pour huit concerts en tournée européenne.

William Christie est heureux. Il a réussi son pari : « *J'ai monté ma propre académie, car l'enseignement me manquait* », affirme-t-il. Personne n'a oublié sa classe d'interprétation de la musique ancienne au Conservatoire de Paris, de 1982 à 1995, et la génération d'interprètes qui en

découla. Aujourd'hui, c'est sur ses terres d'accueil caennaises, où lui et ses « Arts flo » résident depuis 1990, qu'il entend assouvir tous les deux ans sa passion de pédagogue.

Elaborer, en Le Nôtre musicien, chaque nouveau « Jardin des voix ». « *Contrairement aux académies d'Aix et d'Ambronay, les élèves n'alignent pas le spectacle, ils sont eux-mêmes le spectacle. C'est pourquoi nous avons fait du sur-mesure et choisi des musiques qui leur correspondent et les mettent en valeur.* » Comme tous les amoureux de la nature, William Christie aime ce moment d'exaltation émue qui voit l'envol des chrysalides. « *On a apporté l'eau et l'engrais, on a bêché et biné. Eux, ils nous donnent leur fraîcheur et leur fragilité.* » Mieux qu'aucun autre, il sait que c'est le jardin qui fait le jardinier, et non l'inverse.

Marie-Aude Roux

Le Jardin des voix, la Nouvelle Académie des Arts florissants. Musiques de Purcell, Monteverdi, Lully, Rameau, Haendel et Telemann, avec Soledad Cardoso, Céline Ricci, Orlanda Velez Isidro (sopranos), Blandine Staskiewicz (mezzo), Christophe Dumaux (haute-contre), Jeffrey Thompson (ténor), Marc Mauillon et Gabriel Bermudez (baryton), Joao Fernandes (basse), Les Arts florissants, William Christie (direction).

Théâtre de Caen, le 12 novembre. Diffusion sur Radio Classique le 27 novembre à 20 h 40.

Forum William Christie à la Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès. Paris-19°. M° Porte-de-Pantin. Films documentaires « Bill et le baroque » et atelier musical, le 23 novembre à 15, 16 et 17 heures, à l'Amphithéâtre. Concerts le 23 novembre à 20 heures et le 24 novembre à 16 h 30. Tél. : 01-44-84-45-63. De 25 € à 34 €. Photo : D.R.

Jeunesse

PARIS La grève des fées

Les fées sont des gens comme les autres. Elles ont aussi des soucis, des rêves et des envies. Elles peuvent être ronchons, et même très en colère, au point de se mettre en grève. Cela tombe très mal, justement au moment où le Prince, grand timide, se décide à partir en quête de l'amour. C'est un conte, donc la chute est aisément prévisible : tout est bien qui finit bien dans cette histoire farfelue, mise en scène avec intelligence, et où l'on s'amuse beaucoup.

Espace Kiron, 10, rue de la Vacquerie, Paris-11°. M° Philippe-Auguste. Les 23, 27 et 30 novembre, le 4 décembre, à 14 h 30. Tél. : 01-44-64-11-50. 3,85 € à 9,15 €. A partir de 5 ans.

Musique

VILLES DE LA LOIRE Festival Pierre Boulez

La Loire célèbre l'un de ses plus illustres enfants. Pierre Boulez, le fondateur de l'Ircam, retenu aux Etats-Unis, ne participera toutefois

pas à la première édition du festival qui porte son nom. Ouvert le 18 novembre à Saint-Etienne par l'Atelier instrumental du XX^e siècle du CNSMD de Lyon, le panorama des œuvres de Boulez s'achèvera le 24 à Saint-Priest-en-Jarez avec l'Ensemble orchestral contemporain, dirigé par Daniel Kawka, après divers concerts donnés dans le département dont un à Montbrison, la ville natale du compositeur.

Concerts, conférences, master class et ateliers jusqu'au 24. Tél. : 04-77-49-90-14. De 10 € à 20 €.

Exposition

PARIS Jean-Pierre Pincemin

Une exposition de peintures récentes de Pincemin ressemble par bien des points à une soirée de jazz en compagnie d'un virtuose qui peut tout se permettre avec son instrument, parce qu'il en sait par cœur les ressources et les subterfuges. Les toiles – les morceaux – sont alternativement des improvisations libres et des variations sur des thèmes anciens. Ici, les thèmes, ce sont de vénérables soieries chinoises,

des estampes japonaises, des bois gravés du XVI^e siècle, des monstres des vieux contes. Pincemin s'en empare. Il s'astreint d'abord à les suivre à la lettre, puis il s'en va dans un sens ou dans l'autre, suivant une couleur ou une autre. Il s'abandonne aux délices d'une matière picturale épaisse et suave ; ou il s'en tient à la brutalité d'un noir et blanc violemment rythmé. Dans tous les cas, sa maîtrise des moyens et des formats est impressionnante.

Galerie Jacques Elbaz, 1, rue d'Alger, Paris-1^{er}. M° Tuileries. Tél. : 01-40-20-98-07. Du mardi au samedi de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30. Jusqu'au 7 décembre. Entrée libre.

Spectacle

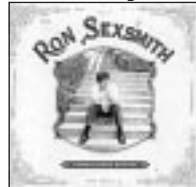
PARIS Macbeth

Des chevaux et des hommes. Et une route commune depuis 1992. Manolo, le créateur du Théâtre du Centaure, et Camille présentent à l'espace chapiteaux du parc de La Villette, jusqu'au 18 décembre, leur nouveau spectacle, une libre adaptation de *Macbeth* autour de l'acteur centaure. Après *Les Bonnes*,

« musique ». Quand nombre d'ex-boys band donnent dans la variété r'n'b, le jeune homme a pris le parti d'une britpop pour laquelle il a révélé, au côté de son guitariste Guy Chambers, de réels talents d'écriture. Après une escapade jazzy au pays des crooners dans l'album de reprises *Swing When You're Winning*, le voilà réactualisant à nouveau les traditions insulaires. Voix et mélodies empruntent la vivacité des Beatles et la grande gueule d'Oasis, édulcorées par le soft-rock d'Elton John et la grandiloquence de Queen, pour composer, non sans panache, une collection de tubes potentiels. – S. D.

1 CD Capitol/EMI

RON SEXSMITH Cobblestone Runway



(Dylan, McCartney, Costello). Non seulement l'inspiration mélodique ne s'est pas tarie, mais Ron Sexsmith continue ses passionnantes incartades par rapport à sa culture folk originelle. Après le rock terrien de *Blue Boy* (2001), produit par Steve Earle, le voici qui s'aventure du côté de la soul-pop charnelle (chœurs

chaloupés, cordes soyeuses) des années 1970, en s'offrant même trois minutes d'hérésie disco (*Dragonfly on Bay Street*). L'introverti signe un album au raffinement sexy en mêlant, à une instrumentation classique, électronique à visage humain et synthétiseurs apprivoisés. Sans renoncer à une mélancolie endémique qui s'exprime dans des ballades boisées à la beauté rêveuse (le duo avec Chris Martin, de Coldplay, pour *Gold in Them Hills*). – B. Lt

1 CD Nettwerk America/V2.

TOM PETTY The Last DJ

Tom Petty est en colère contre l'industrie musicale : les radios ne diffusent que des aïereries préfabriquées, les billets de concert sont prohibitifs, les postes à responsabilités occupés par des gens qui n'entendent rien à l'art. De ce constat qui brille par son originalité, le blond dylanien tire courageusement – il est sous contrat avec une *major company* – la matière d'un album pour dénoncer l'argent-roi (le logo du disque figure une couronne surmontant un dollar) en cultivant la nostalgie d'un fantasmagique âge d'or du rock'n'roll. Tout à son indignation, Tom Petty a oublié d'écrire des chansons – seule *The Last DJ* titille les tympans. Les mélodies sont pauvrettes, les guitares paresseuses, la voix est lasse, la production sans relief. Et la charge ne peut atteindre sa cible. – B. Lt

1 CD Warner.

MUSIQUE CONTEMPORAINE • A Toulouse, le festival multimédia donne rendez-vous à la création

Du rêve à la lune, les riches promesses de Novelum

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

A l'heure où les nouvelles technologies ne sont plus l'apanage de quelques centres de recherche parisiens, le studio d'électro-acoustique s'impose souvent en régions comme le fer de lance de la création contemporaine. Comme ses homologues de Nice (Manca) et d'Annecy (Concerts d'hiver et d'aujourd'hui), le festival Novelum résulte du travail de fond accompli dans les environs de Toulouse par la Structure d'action musicale (SAM), fondée en 1995 par Pierre Jodlowski et en résidence depuis 1998 à Odysseus, théâtre municipal de Blagnac. C'est là qu'est donné, le 12 novembre, le premier concert de Novelum 2002.

Parfaite illustration d'une 5^e édition qui s'intéresse au couple Pulse/Action, cet événement multimédia constitue également un modèle de programmation de musique contemporaine. Qu'il s'agisse en effet de la nature des œuvres, de leur mode d'exécution ou de leur insertion dans une forme de spectacle, on touche constamment à ce que le présent créatif peut offrir de mieux. Avec *Pris de court*, pour six instruments et dispositif électro-acoustique, Benjamin de la Fuente se comporte en funambule sur un axe de références techniques et esthétiques avant de basculer dans la poésie (voix off) du bouche-à-oreille. Moins haletante et spontanée, la confrontation entre instruments live et sons enregistrés détermine dans *Ecorce de lune*, de Laurent Soulié, une belle expression de matière, tantôt râpeuse, tantôt caressante. Sex-tuor sans électronique, *D'un rêve*

parti relève de la veine ludique et flamboyante de Bruno Mantovani dans un processus de fusion permanente des timbres qui conditionne l'ensemble des pièces de ce concert.

« SI VOUS N'AIMEZ PAS... »

Pierre Jodlowski a glissé autour de chaque œuvre (sur grand écran derrière les instrumentistes) des extraits d'*A bout de souffle*, de Jean-Luc Godard, agrémentés de transitions électro-acoustiques finement réalisées par Pascal Baltazar à partir de la bande-son du film.

« Confié » à Jean-Paul Belmondo, le mot de la fin de cette soirée originale ne semble pas davantage fortuit : « *Si vous n'aimez pas la mer... si vous n'aimez pas la montagne... si vous n'aimez pas la ville... allez vous faire foutre !* » Ce qui, dans la perspective de Novelum 2002, pourrait signifier : « *Si vous n'aimez pas Mantovani (la houle), si vous n'aimez pas Soulié (le relief) et si vous n'aimez pas De la Fuente (l'énergie), allez donc écouter François Bayle (le 23), François Paris (le 26) ou Pierre Jodlowski et Bruno Capelle (le 9 décembre...)* »

Pierre Gervasoni

Novelum 2002. Benjamin De la Fuente : *Pris de court*. Laurent Soulié : *Ecorce de lune* (création). Bruno Mantovani : *D'un rêve parti*. Pascal Baltazar : *Intermèdes électro-acoustiques*. Ensemble TM+, Laurent Cuniot (direction). Odysseus de Blagnac (31), le 12 novembre. Prochains concerts : *Œuvres de François Bayle*, le 23 à la MJC Roguet Saint-Cyprien, et *Chronofictions* par l'ensemble Pythagore, le 26 au Théâtre du Pavé. Tél. : 05-61-71-81-72.

Sélection disques rock

MISSY ELLIOTT

Under Construction

Marquée par l'accident mortel de sa protégée, Aaliyah, Missy « Misdemeanor » Elliott proclame, tout au long de ce quatrième album, son envie de revenir aux valeurs originelles du hip-hop : fête, danse, émulation pacifique. Un titre, *Back in the Day*, se fait piéger par le syndrome du « bon vieux temps ». Mais si le flow et les tempos de la femme de tête du rap américain jouent d'une frime et d'une répartie « old school », sa vision musicale élaborée avec son complice Timbaland reste des plus novatrices. L'obsession de la syncope funk, du sex-appeal et du sample hypnotique pousse le duo – accompagné d'invités comme Ludacris, Beyoncé Knowles, Jay-Z ou TLC – vers les expériences électroniques et les percussions orientales à l'origine de la redoutable efficacité de *Work It*, *Gossip Folks* ou *Slide*. – S. D.

1 CD EastWest/Warner

ROBBIE WILLIAMS Escapology

Capitol devra vendre des tombereaux de disques pour rentabiliser la reconduction du contrat de Robbie Williams. Ce dernier avait de quoi faire monter les enchères. En Grande-Bretagne, l'ancien Take That a confirmé son statut de star en affirmant, entre crânerie et autodérision, une personnalité aussi à l'aise dans les rubriques « people » que

Le Conseil général des Hauts-de-Seine présente la

Fête du livre

Samedi 23 novembre 2002 des Hauts-de-Seine

Au Pôle universitaire
Léonard de Vinci
Entrée libre - 11h-19h
www.hauts-de-seine.net/fetedulivre

RER Ligne A - Métro Ligne 1
Station Grande Arche de La Défense
Parking CNIT (sortie 6)

120 auteurs... Dédicaces, débats, rencontres, expositions...

Marcel Gauchet, au chevet de la démocratie

Le philosophe, rédacteur en chef de la revue « Le Débat », s'inquiète de la montée en puissance des individus au détriment du collectif

NÉ dans le bocage profond, d'un père cantonnier et d'une mère couturière, le jeune Marcel, qui était aussi enfant de chœur – « *je suis un miraculé de l'école républicaine* » –, ne se doutait sans doute pas qu'il officierait un jour au 5, rue Sébastien-Bottin, siège des éditions Gallimard, d'où, avec Pierre Nora, il pilote depuis 1980 la prestigieuse revue *Le Débat*.

Aussi n'est-ce peut-être pas un hasard si cet « intrus », en qui François Furet voyait « *un des penseurs les plus importants de sa génération* », s'est fait l'historien de cette révolution démocratique grâce à laquelle, depuis deux siècles, l'homme échappe à une vie jouée d'avance. Saisir les conséquences de cette réinvention de l'humanité, marquée par l'avènement d'une société où les individus se donnent à eux-mêmes leur propre loi, voilà ce à quoi s'attache l'œuvre de Marcel Gauchet. Que ce soit à travers l'histoire de la psychiatrie – qu'il explore dans *La Pratique de l'esprit humain* (1980), avec sa femme Gladys Swain, disparue en 1993 –, l'étude de la révolution française ou la sortie de la religion.

Il y a cependant du nouveau : à la cinquantaine passée, ce franc-tireur à la trajectoire atypique est en train de devenir une référence centrale. Sollicité de toutes parts, consulté à droite comme à gauche, celui qu'on définissait comme un intellectuel de l'ombre, aux rares apparitions médiatiques, serait-il sur le point d'occuper la place, laissée vacante depuis la mort de Pierre Bourdieu, de conscience ou de maître à penser ? L'ironie n'est pas mince, Marcel Gauchet, redoutable polémiste à ses heures, n'ayant pas hésité, dès le n° 2 du *Débat*, à railler, à propos du célèbre sociologue, « *le caoutchouc increvable de la prose normalienne* ».

A cette montée en puissance, deux raisons au moins. La première tient à la chute du communisme. Car, pour l'auteur de *La Démocratie contre elle-même*, la démocratie va mal. Elle l'a certes emporté sur ses ennemis. Mais précisément : alors que « *les droits de l'homme sont devenus une politique* », nos sociétés se meurent de cette victoire. Nous traverserions, en un mot, la deuxième grande crise de la démocratie après celle qui a culminé avec les totalitarismes. Sauf que le danger serait inverse : « *Il ne vient plus de l'affirmation du tout au détriment des individus, mais d'une affirmation sans limite des individus* », explique le philosophe. Résultat : « *Nos sociétés ont de plus en plus de difficulté à agir sur elles-mêmes selon une perspective d'ensemble*. » D'où la deuxième raison de son audience croissante. Le choc du 21 avril a amené plus d'un observateur à s'intéresser de près à celui qui, dès 1990, fut un des premiers à remarquer la fracture entre les élites et

BIOGRAPHIE

► **1946**
Naissance à Poilley (Manche).

► **1980**
Fonde la revue « *Le Débat* » avec Pierre Nora.

► **1985**
« *Le Désenchantement du monde* » (Gallimard).

► **1989**
Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

le peuple, en proie à un inquiétant sentiment d'abandon, en particulier sur le terrain de l'insécurité. Pour autant, le philosophe se veut très clair sur son identité politique : « *Je suis fondamentalement démocrate et philosophiquement socialiste. Mon identité spontanée est à gauche, voire à l'extrême gauche si je ne luttai pas contre certains de mes penchants... Pour autant, je suis favorable au dialogue avec la droite libérale.* »

HOMME DE REVUE

Cette attention portée à la dimension publique et collective de « l'être en société », où s'inscrit aussi son attachement à l'Etat-nation – ce qui ne l'empêche pas de taxer les souverainistes de « *paléolithiques* » –, se comprend mieux à la lumière de son parcours. C'est à l'École normale d'instituteurs qu'il découvre la politique. D'abord professeur de français dans un collège, il achève ses études de philosophie à Caen, où il participe à l'aventure de Mai 68. Ses sympathies vont alors à l'ultra-gauche spontanéiste. L'épisode maoïste que la rumeur lui prête parfois ? « *Absurde ! S'il y a bien une chose que je n'aurais jamais pu être, c'est mao. J'avais horreur de leur style et de leur propagande. Cela dit, j'ai fait partie de quelques imbéciles qui, par faiblesse démocratique, ont servi de boîte aux lettres lorsque la répression s'est abattue sur la Gauche prolétarienne.* »

Marcel Gauchet reconnaît n'avoir jamais eu le « *tempérament militant* ». En revanche, il a toujours été un homme de revue : « *C'est même là un des traits saillants de mon existence.* » Dans les années 1970, ce sera *Textures* et *Libre*, qu'il anime notamment, avant leur brouille, avec le philosophe Claude Lefort. A l'époque, Marcel Gauchet vit de divers expédients. « *Par exemple d'enquêtes sociologiques : j'étais ainsi devenu une sorte de spécialiste de l'implantation des parkings parisiens !* » Jusqu'au jour où François Furet le remarque. Et le convoque. Les choses sérieuses commencent, Furet lui met le pied à l'étrier en le faisant entrer à l'EHESS comme ingénieur de recherche. Pour un poste en bonne et due forme, l'outsider devra attendre... 1989. Débute alors une autre aventure : celle de son propre séminaire, auquel assiste, dans une salle bondée, un public de fidèles. L'œuvre, lentement, s'impose à l'institution.

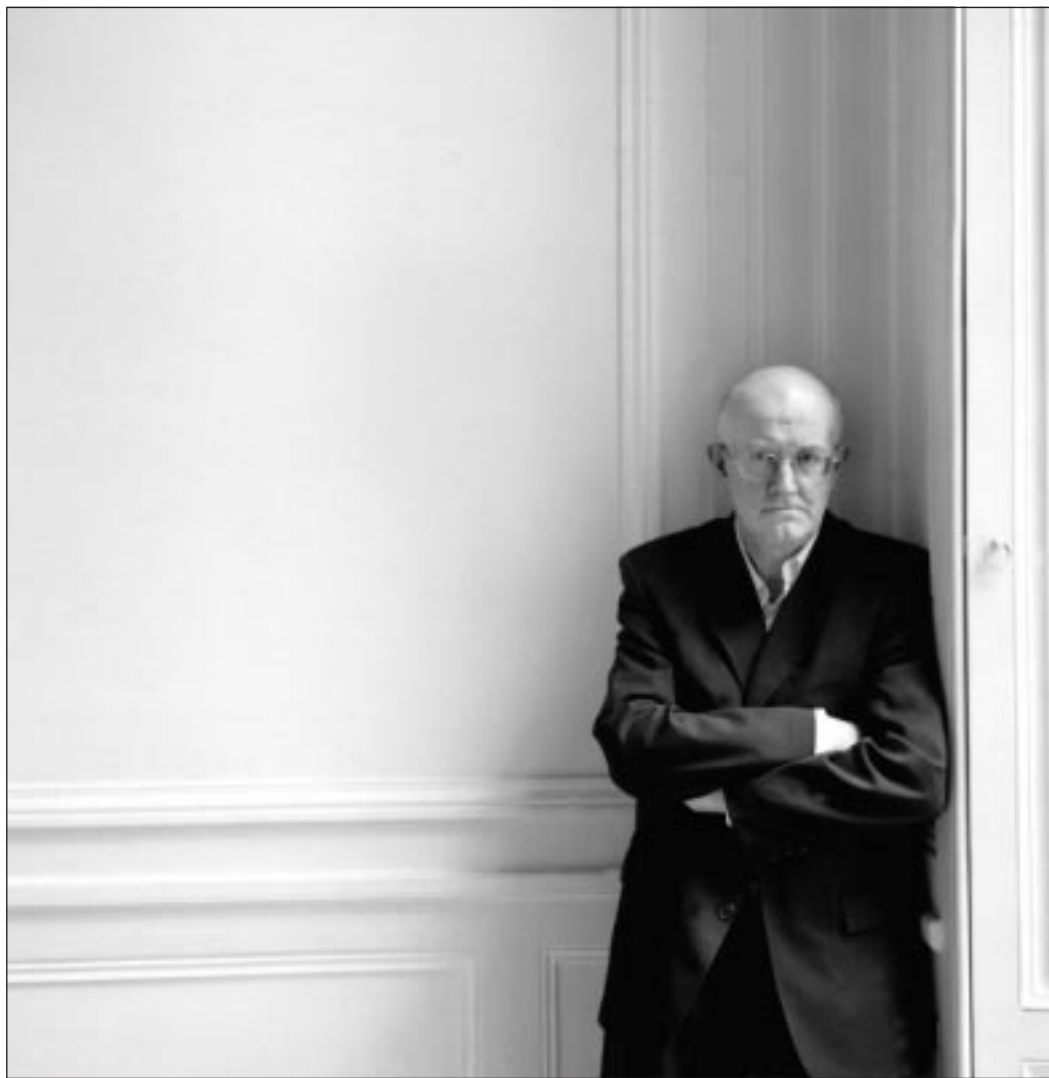
Rien d'étonnant si ce passage de la confidentialité à la notoriété lui vaut d'acérer critiques. Dernière en date : celle de Daniel Lindenberg, qui, dans le pamphlet *Le Rappel à l'ordre* (Seuil), le range parmi « *les nouveaux réactionnaires* », dans le voisinage d'un Georges Sorel, d'un Maurras et même d'un Houellebecq... Gauchet fulmine, non sans humour : « *L'échantillon est assez croquignolet ! C'est à la fois risible et très préoccupant : ce*

livre m'apparaît à la fois comme le symptôme d'une dégénérescence de la vie intellectuelle et d'une sorte d'extrémisme du centre. Comme si la démocratie ne tirait pas sa force d'être le seul régime à pouvoir s'enrichir d'un questionnement interne sur son propre fonctionnement. »

On peut trouver très discutables ses thèses sur la menace représentée par la recrudescence des demandes identitaires ; mais justement, elles mériteraient d'être discutées. On pourrait également lui objecter que le diagnostic, chez lui, se révèle souvent plus ferme que la thérapeutique ; Marcel Gauchet semble en être conscient, qui dit travailler « *au versant constructif* » de sa critique du « *droit-de-l'hommeisme* », comme en témoigne d'ailleurs sa réflexion récente sur l'éducation. Si on attend donc la suite avec impatience, on ne saurait pour autant lui contester l'horizon de sa démarche : le souci d'une démocratie plus responsable et mieux avertie d'elle-même.

Alexandra Laignel-Lavastine

Derniers ouvrages parus : *La Démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, 385 p., 10,50 € ; *Pour une philosophie politique de l'éducation* (avec Marie-Claude Blais et Dominique Ottavi), Bayard, 254 p., 20 € ; *Philosophie des sciences historiques* (textes réunis par M. Gauchet), Points Seuil, 361 p., 8,50 €.



LIONEL CHARRIER

LES GENS DU MONDE

■ Au classement des meilleures ventes de la semaine du 10 au 16 novembre (Top IFOP/Tite-Live diffusé par le SNEP), Johnny Hallyday occupe toujours la première place avec *A la vie, à la mort*, double album qui s'approche du million d'exemplaires, moins de trois semaines après sa sortie. Maintien au deuxième rang des *Années Berger*, telles que les candidats et les producteurs de l'émission de télévision « *Star Academy* » les convoient. Deux candidats potentiels à la première place sont par ailleurs entrés directement au Top : Gérard De Palmas avec son *Live 2002* (3^e) et le chanteur et lointainement batteur de Genesis Phil Collins pour *Testify* (4^e). La galanterie étant rarement de mise dans l'industrie du disque, la jeune Lorie perd sa troisième place avec l'album *Tendrement* (5^e).

■ La chanson *Feel it Boy*, interprétée par Janet Jackson et Beenie Man, présentée comme la « *rencontre inédite de la pop et du reggae dancehall* » par les responsables de sa promotion, fait l'objet d'un « *grand plan de communication autour de la sortie du CD 2 titres* ». Ainsi sur l'argumentaire chiffré envoyé à la presse est-il précisé que le budget de la campagne télévisée serait de 250 000 euros (sur M6, MTV et MCM) de 160 000 euros pour la radio NRJ (40 spots de 20 secondes) et de 75 000 euros sur Skyrock (33 spots de 30 secondes). Ces stations accueillant le titre en playlist (rotation du titre) durant huit jours.

■ Un album inédit de Jean-Michel Jarre, *Sessions 2000*, enregistré en studio par l'artiste « *comme un carnet de route* » a été publié fin octobre sans l'accord total de l'artiste, qui s'oppose aux modalités et au calendrier de sortie décidés par la société Francis Dreyfus Music, distributeur de l'œuvre de Jean-Michel Jarre depuis 1973. Si le créateur d'*Oxygène* s'est refusé au commentaire, Francis Dreyfus s'est étonné de la réaction de l'artiste. *Sessions 2000* réunit six morceaux inédits, conçus avec Francis Rimbert, et enregistrés du 24 janvier au 17 décembre 2000. Certains font appel aux cuivres et au chant, et tous portent comme titre la date de leur création.

■ Le « *roi* » de la musique populaire brésilienne, Roberto Carlos, a réuni le 17 novembre, à Rio, 300 000 spectateurs, selon les estimations de la police. Le concert gratuit en plein air était organisé par la municipalité pour fêter les 90 ans du téléphérique du Pain de sucre. Roberto Carlos, 61 ans, a vendu près de 70 millions de disques en quarante ans d'une carrière qui prit son essor à partir du groupe de rock formé en 1964, avec son ami Erasmo Carlos. Devenant la figure de proue de la Jovem Guarda (les yéyés), il sera le premier chanteur étranger lauréat du Festival de San Remo.

DOMINIQUE DHOMBRES

Un excellent match

LES DEUX HÉROS de la soirée sont Eric Carrière et Fabien Barthez. Pour ceux qui n'ont pas regardé France-Yougoslavie, mercredi soir, sur TF1, quelques précisions s'imposent. Tout d'abord, c'était du bon football, généreux, efficace et collectif, avec des moments d'enthousiasme des supporters. La France a gagné, 3 à 0, un plaisir sans mélange qui rappelle une soirée estivale d'il y a quatre ans. Et, cerise sur le gâteau, on a découvert les qualités d'un garçon de 29 ans, qui remplaçait Zidane et qui n'a pas démérité, c'est le moins que l'on puisse dire. Deux buts cadrés marqués par Carrière, ce sont des moments dont on se souviendra. Barthez, génial et tranquille, a évité aux tricolores d'encaisser quel que ballon que ce soit. C'était beau, c'était grand, et on se dit que cette équipe de France a retrouvé le moral et l'esprit des grands jours. On ajoute le troisième but, marqué par l'Auxerrois Olivier Kapo, et on a du mal à rester lucide. On se calme, et on essaye de résumer pour les malheureux, on les plaint, qui regardaient ailleurs mercredi soir.

TF1 diffuse gratuitement un magazine sur papier glacé, tout à la gloire de la chaîne, qui explique

à l'avance ce qu'il faut admirer. On apprend, dans le n° 47 de cette utile publication hebdomadaire, que la direction des sports de TF1 avait confié à un jeune réalisateur, Laurent Lachand, le soin de filmer France-Yougoslavie. On allait voir ce qu'on allait voir. « *Nous appliquons au football une écriture nouvelle utilisant les outils technologiques les plus performants. Il s'agit d'intervenir, de fournir une information supplémentaire, sans perturber le direct* », y affirmait, à l'avance, ledit jeune réalisateur. L'auteur de ces lignes n'a pas tout compris à ces innovations, qui permettent notamment d'indiquer à l'écran la distance précise d'un coup franc par rapport à la cage du gardien. Il a reconnu, cette fois, les voix bien distinctes de Thierry Roland et Jean-Michel Larqué.

Les soirées qui sont des spectacles de football, et qui sont réussies, doivent être saluées comme il convient, même par un ignare. Il faisait un petit temps gris de novembre, mercredi soir, à Paris. Mais au Stade de France, c'était visiblement la joie. Une *Marseillaise* spontanée entonnée, à plusieurs reprises, sur les gradins, c'était plaisant. Bref, un excellent match.

TÉLÉVISION

Tomber le voile

Très peu de commentaires, juste le refrain d'une prière : « *Si seulement les femmes d'Afghanistan étaient nées dans un autre pays, si seulement...* », prononcée à voix basse par le réalisateur de *Samira et l'alphabet afghan*, Moshen Makhmalbaf. Le cinéaste iranien s'était déjà intéressé aux conditions de vie des Afghanes, dans son film *Voyage à Kandahar*. Ici, ce sont des fillettes dont les familles ont fui la guerre, réfugiées à la frontière avec l'Iran, qu'il filme lors de leur rentrée scolaire. Elles apprennent les premières lettres de l'alphabet : A et B, et le mot « *ab* » (l'eau, en persan), repris en chœur par la classe, vient à son tour scander le document, transformé en litanie : si seulement tous les enfants avaient accès au savoir, si seulement leurs droits élémentaires étaient reconnus...

Parmi les élèves filmées, il y a Samira, qui refuse obstinément d'enlever son voile, malgré les incitations de la maîtresse : « *Si tu as les yeux couverts, comment peux-tu apprendre à lire ?* » Mais la présence de la caméra gêne horriblement l'enfant, « *Mollah Omar a dit que c'était un péché de se découvrir le visage* ». Le réalisateur insiste, filme Samira en gros plan, la tension monte. On en vient à reprocher à Makhmalbaf d'exercer une telle violence, jusqu'au moment, très émouvant, où la gamine se décide. Dans ses yeux, il y a comme une libération. – **LO. R.**

« *Samira et l'alphabet afghan* », vendredi 22 novembre, 22 h 25, Arte.

RADIO

VENDREDI 22 NOVEMBRE

► **Tam tam, etc.**
9 heures, France-Inter
L'actrice Sandrine Kiberlain est invitée par Pascale Clark.
► **Le Monde change**
12 h 10, RFI
Patrick Chompré s'intéresse à la notion de rivage, des années 1950 à nos jours.
► **Carnet nomade**

15 heures, France-Culture
Colette Fellous propose de partir à la découverte de Tallin, capitale de l'Estonie, qui attend son entrée dans l'Union européenne en 2004. Pour mieux saisir l'étrangeté de cette ville, la productrice convoque écrivains, poètes, musiciens et photographes.
► **Pollen, les copains d'abord**
21 heures, France-Inter
Live Clichy-sous-Bois, enregistré à l'Espace 93 Victor-Hugo, avec Aston Villa et Kad.

VENDREDI 22 NOVEMBRE

► **Les Pygmées de Carlo**
20 h 40, Arte

Ce téléfilm de Radu Mihaileanu, avant-dernier de la collection « *Aux quatre coins du monde* » (qui s'achève la semaine prochaine), est drôle, insolite et picaresque. L'histoire d'un choc entre deux cultures sous le regard plein d'humanité du réalisateur.

► **Contre-courant : Paysan et rebelle, un portrait de Bernard Lambert**

23 h 50, France 2
Son père était métayer en Loire-Atlantique et donnait la moitié de sa production au propriétaire. Dès sa naissance,

Bernard Lambert apprend l'inégalité. A 17-18 ans, il adhère à la Jeunesse agricole catholique (JAC), et il devient rapidement responsable départemental, puis national. Pour toute une génération de jeunes ruraux animés par la volonté de jouer un rôle dans la société et souffrant d'être considérés comme des « *bouseux* » ou des « *culs-terreux* », la JAC est le lieu où s'élabore collectivement une culture de la révolte et du refus. Pour évoquer l'homme et le militant, l'orateur et le leader, Christian Rouaud a interrogé sa femme Marie-Paule et une dizaine de compagnons de lutte, ainsi que Michel Rocard et José Bové.

jeudi 21 novembre à 21h00

PORTRAIT le mystère Vladimir Poutine...

DOSSIER l'anti-américanisme, est-ce un mal français ?

INVITÉS PLATEAU Marek Halter,

André Glucksman,

Jean-François Revel

et Emmanuel Todd.

Ce soir, retrouvez sur TV5,

"Une fois par mois"

le magazine d'information

de Christine Ockrent

et Xavier Lambrechts

TV5
www.tv5.org

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 21 NOVEMBRE

TF1

14.45 Une famille à l'épreuve Téléfilm. D. Greene (EU, 1994, ♦) **16.25** Providence Un homme providentiel **17.15** Dawson Le bal, c'est casse-pieds ♦ **18.10** Star Academy **18.55** Le Bigdil **19.55** Météo, Journal, Tiercé, Météo.



20.55 NAVARRO DÉLOCALISATION Série. José Pinheiro et Denys Granier-Deferre. Avec Roger Hanin, Sam Karmann, Jacques Martial, Christian Rauth (France, 2001, ♦), 5089315 *Un homme d'affaires vil et sans scrupules, sur le point de procéder à des licenciements massifs, est retrouvé sans vie. Navarro mène l'enquête.*

22.45 ALERTE AUX REQUINS I Téléfilm. Bob Misiorowski. Avec Casper Van Dien, Ernie Hudson (EU, 1999, ♦) O. 7166911 **0.25** Les Couilles de l'économie Magazine. 4578303 **1.15** Star Academy **1.58** Météo.

2.00 Ça peut vous arriver Magazine. 1009280 **3.30** Reportages La coiffeuse d'Aventignan. 4964261 **3.55** Histoires naturelles Vivre et pêcher à la Réunion. 4644377 **4.25** Musique Magazine musical (35 min) 30433087.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.40 Les Grandes Espérances ■■ David Lean (Grande-Bretagne, 1946, N., v.o., 115 min) O **Cinéo** **14.05** Le Mur ■ Yilmaz Güney (Turquie - France, 1982, v.m., 115 min) O **CC Auteur** **15.05** Pale Rider ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1985, v.m., 115 min) O **TCM** **16.05** American Beauty ■ Sam Mendes (Etats-Unis, 1999, 115 min) O **TPS Star** **17.10** La Séparation ■■ Christian Vincent. Avec Daniel Auteuil, Isabelle Huppert, Jérôme Deschamps (France, 1994, 87 min) O **Cinestar 1** **18.05** La Reine Christine ■■ Rouben Mamoulian (Etats-Unis, 1933, N., v.o., 95 min) O **Cinéo** **18.30** Sur la route de Madison ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1995, v.m., 135 min) O **TCM** **19.00** Peter Pan ■■ Hamilton Luske (Etats-Unis, 1953, 90 min) O **Disney Channel** **20.45** Le Colonel Chabert ■■ Yves Angelo (France, 1994, 110 min) O **TPS Star** **21.00** Pecker ■ John Waters (Etats-Unis, 1998, v.o., 85 min) O **Cinestar 2** **22.20** La Fille à la valise ■■ Valerio Zurlini (Italie, 1961, N., v.o., 120 min) O **CC Classic** **23.00** Confessions d'un barjo ■ Jérôme Boivin (France, 1992, 80 min) O **Cinéfaz**

FRANCE 2

17.00 Des chiffres et des lettres **17.30** Le Prince de Bel-Air Série ♦ **18.00** Sabrina, l'apprentie sorcière Série ♦ **18.25** Parents à tout prix Série ♦ **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série ♦ **20.00** Journal, Météo.



20.55 100 MINUTES POUR CONVAINCRE DOMINIQUE STRAUSS-KAHN Magazine présenté par Olivier Mazerolle, avec la participation d'Alain Duhamel. Invités : Guy Bedos, J.-F. Copé, P. de Villiers. 9665808

22.40 ET 0.42 L'image du jour Route du rhum. Magazine O 5656228.

22.45 CAMPUS, LE MAGAZINE DE L'ÉCRIT SOMMES-NOUS CONDAMNÉS A PRENDRE DU PROZAC ? Magazine littéraire présenté par Guillaume Durand. 6011222 **0.20** Journal de la nuit, Météo.

0.45 Les Soprano Série. Cas de conscience O 2201803 **1.40** Contre-courant L'argent de la confiance. 6044803 **Made in India**. 9292236. **3.25** 24 heures d'info, Météo **3.45** L'Eldorado de plastique Documentaire (50 min) 3563261.

FRANCE 3

16.30 T03 **17.30** Mon kanar **17.45** C'est pas sorcier Les araignées ♦ **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'info, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** Le Fabuleux Destin de...



20.55 MICHAEL COLLINS Film. Neil Jordan. Avec Liam Neeson, Julia Roberts, Ian Hart, Aidan Quinn, Alan Rickman. Politique (Etats-Unis, 1996, ♦) O. 3288421 *Une biographie spectaculaire et habilement didactique d'un héros de l'indépendance irlandaise.*

23.10 Météo, Soir 3.

23.40 MÉMOIRES D'IMMIGRÉS LES MÈRES [2/3] Documentaire. Yamina Benguigui (France, 1997, ♦). 488131 **0.35** Ombre et lumière Bertrand Blier. 1118938 **1.05** Européos Magazine. 4832822.

1.35 Espace francophone Portrait de René de Obaldia. 2390716 **2.00** Le Fabuleux Destin de... 5701025 **2.25** Soir 3 **2.50** Des racines et des aïeux Magazine. 91501990 **4.40** La Case de l'oncle Doc Le Recul des Dieux (50 min, ♦).

CANAL+

16.45 Betty Fisher et autres histoires Film. C. Miller. *Drame* (Fr. - Can., 2001) O ► *En clair jusqu'à 21.00* **18.30** Hyper Show **19.30** Le Journal des bonnes nouvelles O **19.55** Les Guignols **20.05** H Série O **20.35** Les Journaux O.



21.00 DE SI JOLIS CHEVAUX Film. Billy Bob Thornton. Avec Matt Damon, Henry Thomas, Penelope Cruz, Lucas Black. *Western* (Etats-Unis, 2000, ♦) O. 7687082 *Deux amis texans partent au Mexique tenter leur chance. Le roman éponyme de Cormac McCarthy transformé en carte postale.*

22.50 JEUDI BOXE Présenté par Christian Delcourt et J.-C. Bouttier. 1558792 **0.25** Je rentre à la maison ■■ Film. Manoel de Oliveira. Avec Michel Piccoli. *Drame* (Fr. - Port., 2001, ♦) O 3702209.

1.50 Etats de service ■■ Film. Jean-Paul Andreu. *Documentaire* (Fr., 2001, ♦) O. 25314648 **4.35** Hockey sur glace NHL Pittsburgh Penguins - Montréal Canadiens (120 min) 4287377.

FRANCE 5 / ARTE

16.35 Planète Terre [2/2]. Chronique d'une mort annoncée **17.30** 100 % Question **18.05** C dans l'air **19.00** Flash info **19.01** Voyages, voyages Hollywood **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Hollywood en Afrique.



20.45 SEMAINE DU CINÉMA EURO-PÉEN - JUHA ■■ Film. Aki Kaurismäki. Avec Sakari Kuosmanen, Kati Outinen. *Drame* (Finl., 1999, muet, N., v.o.) ♦. 559353 *La femme d'un paysan est séduite par un citadin. Une nouvelle adaptation d'un drame célèbre, entièrement muette. Un alliage d'ironie et d'émotion difficile et réussie.*

22.00 THEMA - ROSA VON PRAUNHEIM, PROVOCATEUR GAY ROSA, TU CRAINS ! Doc. (All., 2002). 109647632 **23.10** Thema - Chaud lapin ■■ Film. Rosa von Praunheim (Allemagne, 1990) 3027131.

0.40 Thema - Chérie, chéri Dialectique humoristique. *Documentaire* (All., 1971, ♦) 7421667 **2.00** Thema - Sœurs de révolte. 9278464. 2.20 *Ouvriers roses sur fond doré*. 4439087. 2.30 *Rosa von Praunheim* (12 min) 9835025.

M6

17.05 go à l'heure **17.55** Stargate SG-1 Série. Expérimentation hasardeuse **18.55** Charmed Rage et chagrin **19.45** et **20.40** Caméra café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Une nounou d'enfer Série (S3, ♦) O.



20.50 POPSTARS EPISODE N° 13. Feuilletton-Documentaire (2002). 650082 *Toujours en Belgique, Erika, Cyril, Monia et Nicolas travaillent sur leur premier album. Le moment de choisir le titre qui en sera le single approche tout comme le nom de leur groupe reste à trancher.*

22.05 LA LIGNE NOIRE Feuilletton. Jean-Teddy Philippe. Avec Louise Monot, Maveva Galanter, Xavier Laffitte, Fedor Atkine [1 et 2/6] (France) O. 5086711 - 25421

23.55 Ça me révolte ! Viols et violence entre jeunes. Magazine. 6702518 **1.54** Météo **1.55** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (305 min) 66407989.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Quadrille. **21.00** Le Gai Savoir. **22.00** Journal, Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. [4/5].

FRANCE-MUSIQUES

20.00 Concert de Jazz. A la Maison de la culture de Nevers. *Gettin' Weill'd* (une relecture de Kurt Weil), de Dee Dee Bridgewater. **22.00** En attendant la nuit. Jacques Amblard. **23.00** Jazz poursuite. Le style jungle. **0.00** Le Cabinet de curiosités.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. *Aquarelle* op. 19, de Gade, dir. C. Frowein ; *Œuvres* de Grieg, Nielsen. 20.40 Wilhelm Friedemann Bach. *Œuvres* de W.-F. Bach ; *Cantate* « Das neugeborne Kindelein » BWV 122, de Bach, dir. Philippe Herreweghe ; *Œuvres* de W.-F. Bach, Hasse, C.P.E. Bach, Mozart. **22.35** Concert. *Œuvres* de Brahms, Berg, Grisey, Lachenmann. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

VENDREDI 22 NOVEMBRE

TF1

12.50 A vrai dire Les saucisses d'hiver **13.00** Journal, Météo **13.55** Les Feux de l'amour Feuilletton ♦ **14.45** Un rêve de cendrillon Téléfilm. Ute Wieland. Avec Sophie Schütt (Allemagne, 1999, ♦) ♦ **16.25** Providence Série. Sauvons Tyler ! **17.15** Dawson Révisé ou je fais un malheur ♦ **18.10** Star Academy **18.55** Le Bigdil **Jeu** **19.50** Métiers de campagne **19.55** Météo, Journal, Météo, Trafic Infos.



20.50 SANS AUCUN DOUTE LES SEPT PÉCHÉS CAPITALEUX Magazine présenté par Julien Courbet, avec la participation de M° Didier Bergès, Isabelle Brès, Pascal Sellem et Hervé Pouchol. Invités : Roland Giraud, Diana, Brandos. 93359349 *Le magazine diffusé en première partie de soirée débute avec le témoignage de Patrick Dilis.*

23.05 C'EST QUOI L'AMOUR ? VISIBLES OU CACHÉS : PEUT-ON SE DÉBARRASSER DE SES COMPLEXES ? Magazine présenté par Carole Rousseau ♦ 8454261 **0.35** Les Coups d'humour Magazine. Invité : Gilbert Montagné. 2802675 **1.10** Star Academy **8731588** **1.53** Météo **1.55** Trés chasse Renard, blaireau et chiens de terrier. Documentaire. Claude Cailloux. 3345694 **2.50** Reportages Les forçats du Guano 2064025.

3.15 Histoires naturelles Dombes : l'empire des canards migrants. Documentaire. 4521472 ♦ **3.45** Musique Magazine musical. 78984304 **4.20** Ça peut vous arriver Magazine présenté par Géraldine Carré (90 min) 5536149.

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

13.10 Le Lit conjugal ■■ Marco Ferreri (Fr. - It., 1963, N., 90 min) O **Cinéo** **14.05** Le Colonel Chabert ■■ Yves Angelo (France, 1994, 110 min) O **Cinestar 2** **15.25** Docteur Mabuse, le joueur ■■ Fritz Lang (Allemagne, 1922, N., v.o., 160 min) O **CC Classic** **16.10** Bird ■■ Clint Eastwood (Etats-Unis, 1988, v.m., 160 min) O **TCM** **18.05** Beyond the Time Barrier ■■ Edgar G. Ulmer (Etats-Unis, 1960, N., v.o., 75 min) O **CC Classic** **18.50** Calme blanc ■■ Philip Noyce (Australie, 1989, v.m., 100 min) O **TCM** **19.00** Papyrus, La Vengeance de Seth ■■ Michel Gautier (France, 1997, 90 min). **Disney Channel** **20.45** Docteur Mabuse, le démon du crime ■■ Fritz Lang (All., 1922, N., v.o., 115 min) O **CC Classic** **21.00** Le Cri de la liberté ■■ Richard Attenborough (Etats-Unis, 1987, v.m., 155 min) O **CC Emotion** **21.30** Le Jeu ■■ David Fincher (Etats-Unis, 1997, 130 min) O **TSR** **22.55** Hypnose ■■ David Koepp (Etats-Unis, 1999, 100 min) O **Cinestar 1** **23.05** Elisa, mon amour ■■ Carlos Saura (Espagne, 1977, v.o., 145 min) O **CC Auteur** **23.35** Boys Don't Cry ■■ Kimberly Peirce (Etats-Unis, 1999, v.m., 120 min) O **CC Emotion** **0.10** Comme un aimant ■■ Akhenaton et Kamel Saleh (France, 2000, 95 min) O. **Cinéfaz**

FRANCE 2

12.56 Météo, Journal, Météo, Point route **13.55** Inspecteur Derrick Le Théâtre de la vie **15.00** Le Renard La vie a ses secrets **16.05** Rex Le Faux Coupable **16.50** Un livre PRIX Littéraire de France Télévision **16.55** Rayons X Les robots domestiques **17.00** Des chiffres et des lettres **17.30** KD2A **18.55** On a tout essayé **19.40** C'est pas banal **19.45** Un gars, une fille **20.00** Journal, Météo ♦ **20.40** D'art d'art.



21.00 UNE SOIRÉE DE POLARS P.J. La pilule de l'oubli. Série. Gérard Vergez. Avec Bruno Wolkowitch, V. Bagnou-Beido, Cyprien Fouquet ♦ O. 66193 **22.00** Avocats et associés Série. Rendez-moi ma fille. Christophe Lamotte. Avec François Levantal, Muriel Combeau ♦. 30483 **22.55** Les Enquêtes d'Éloïse Rome Série. A cœur ouvert. Avec Christine Citti. 3131754

23.50 CONTRE-COURANT PAYSAN ET REBELLE : UN PORTRAIT DE BERNARD LAMBERT Documentaire. Christian Rouaud. Présenté par Stéphane Paoli ♦. 3973358 *Portrait de Bernard Lambert, paysan de Loire-Atlantique, devenu une figure mythique des luttes paysannes dans l'Ouest dans les années 1970. Avec les témoignages de M° Henri Leclerc, Michel Rocard et José Bové.*

1.20 Journal, Météo **1.40** Contre-courant Une sacrée vacherie. 7855762 **2.40** Vingt ans... à Bagdad Documentaire. 4934675 **3.30** ET 4.00 Haïti Les fruits **3.40** Infos, Météo **4.10** Des mots de minuit Magazine (85 min).

FRANCE 3

13.55 C'est mon choix **15.00** Une femme nommée Jackie Téléfilm. Larry Pearce. Avec Roma Downey (EU, 1991, ♦) ♦ **16.30** T03 **17.30** Mon kanar **17.45** C'est pas sorcier Les bébés : Histoire d'une naissance ♦ **18.15** Un livre, un jour Un tribunal au garde-à-vous, de Jean-Denis Bredin **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'info, Météo **20.10** Tout le sport **20.25** Le Fabuleux Destin de...



20.55 THALASSA SUR LA ROUTE DES ALIZÉS Présenté par Georges Pernoud ♦. Au sommaire : La route des vainqueurs. Les Indiens sous la mer. 9618990 *Dès la fin juillet, les Indiens Misquitos du Honduras risquent leur vie pour pêcher les 700 tonnes de queues de langouste destinées à l'exportation.*

22.55 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, Ariane Massenet, avec la participation de Stéphane Blakowski, Alexis Trégarot et Doc Gynéco. Invité : Luc Besson. 7909087 **1.10** Ombre et lumière Magazine. Invitée : Marie-France Pisier. 1092946 **1.40** Toute la musique qu'ils aiment... Magazine. Invité : Michel Glotz. 6993101.

2.30 Le Fabuleux Destin de... Jean-Yves Lafesse, Frédéric François. **2.55** Soir 3 **3.20** Culture et dépendances Télé-culture : le couple infernal. 7548965 **4.50** La Ruée vers l'air Pays de Saint-Junien en Haute-Vienne (60 min) 5339149.

CANAL+

14.00 The Hole Film. Nick Hamm. *Suspense* (GB, 2001) O **15.40** Les Expéditions sous-marines de Franck Goddio Alexandre, le mystère d'une disparition O **16.25** Une hirondelle a fait le printemps Film. Christian Carion. *Drame* (Fr., 2001) O **18.05** 7 jours au Groland O ► *En clair jusqu'à 21.00* **18.30** Hyper Show La dernière O **19.30** Le Journal des bonnes nouvelles O **19.50** Les Guignols **20.05** H Série O.



20.35 FOOTBALL CHAMPIONNAT DE FRANCE LIGUE 1 Paris-SG - Nantes. Match décalé de la 16^e journée. 20.45 Coup d'envoi en direct du Parc des Princes. 236342 **Le PSG, battu à Lens (3-2), laisse filer Nice et Lyon en tête du classement. Il reçoit ce soir une équipe nantaise qui a retrouvé une certaine efficacité offensive face à Strasbourg (4-1).**

23.00 24 HEURES CHRONO 18 h 00 - 19 h 00 O 93087. 19 h 00 - 20 h 00 O 4955290. Série (saison 1). Stephen Hopkins. Avec Kiefer Sutherland (EU, 2002). *Tandis que Jack et Mason se rendent à Saugus pour vérifier la piste fournie par Morgan, Kim se fait prendre en flagrant délit de trafic de stupéfiants et Palmer passe aux aveux lors d'une conférence de presse.*

0.25 Hannibal Film. Ridley Scott (EU, 2000, ♦) O 4816217 **2.30** Honest Film. David A. Stewart. Avec Peter Facinelli (GB, 2000, ♦) O. 8721781 **4.20** L'Égyptien Film. M. Curtiz. *Aventures* (EU, 1954, 135 min, ♦) O 68038323.

FRANCE 5 / ARTE

12.05 Midi les zouzous **13.45** Le Journal de la santé **14.10** Les Refrains de la mémoire Prendre un enfant par la main, 1978 **14.40** Sciences et coïncidences [5/6]. Les sciences du cœur ♦ **15.35** Objectif Route du rhum **16.35** Le Monde des glaces [3/3]. L'influence des pôles **17.30** 100 % Question **18.05** C dans l'air **19.01** Tracks **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage La Monnaie du pape.



20.40 LES PYGMÉES DE CARLO Téléfilm. R. Mihaileanu. Avec Yves Verhoven, Sonia Rolland, Beppe Clerici, Stéphane Ravier (France, 2001, ♦). 468209 *Deux assistants réalisateurs naïfs, partis en Afrique équatoriale à la rencontre des Pygmées, découvrent un univers qu'ils ne soupçonnaient pas.*

22.25 LA VIE EN FACE SAMIRA ET L'ALPHABET AFGHAN. Documentaire. Mohsen Makhmalbaf (2001). 5069377 *Dans un camp de réfugiés à la frontière iranienne, peu après la chute des talibans, la première rentrée scolaire d'une petite fille afghane.* **23.10** Johan à travers les rapides ■■ Film. Mauritz Stiller. Avec Jenny Hesselqvist. *Drame* (Suède, 1921, muet, N., v.o.) 3094803.

0.50 Le Photographe rusé Téléfilm. Wolfgang Panzer (All. - Sui., 1998, ♦) 40579897 **2.25** Le Poteau rose Michel Leclerc. *Court métrage*. 1179149 **2.40** Why Are You Creative ? Pedro Almodovar (29 min) 23976014.

M6

13.35 L'Esprit de Liberty Moon Téléfilm. Tim Van Patten (EU, ♦) **15.20** Les Anges du bonheur Série (S4). Les Deux Femmes de ma vie O **16.10** Subjumbo **17.05** go à l'heure **17.55** Stargate SG-1 Série (S4). Destins croisés O **18.55** Charmed La Balade des âmes O **19.45** et **20.40** Caméra café Série **19.54** 6 Minutes, Météo **20.05** Une nounou d'enfer La Fièvre acheteuse O **20.40** Dérochages info.



20.50 CÉLINE DION À TOUT PRIX Divertissement présenté par Laurent Boyer. Invités : Céline Dion, David Douillet, Yannick Noah, Zinedine Zidane, Les 15, Natasha St-Pier, Daniel Levi, Dany Brillant, Låam, Michel Drucker, Luc Plamondon, Hugues Aufray, Patrick Bruel, Maurane, Jean-Jacques Goldman, Pascal Sevran, Garou. 64909464

0.10 PROFILER LE CULTE DU FEU. Série (S3) [16/21]. Kris Tabori. Avec Ally Walker, Robert Davi, Julian McMahon, Roma Maffia, Peter Frechette (EU, 1999) O. 2438043 *Sam Waters et ses équipiers se lancent sur la piste d'un criminel incendiaire qui sévit à Atlanta et qui pourrait bien être lié à une secte mystérieuse.*

1.05 Delta Team Un monde meilleur. Série. Avec Diego Wallraff, Stefanie Schmid O 7732217 **1.59** Météo **2.00** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (285 min) 33705385.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.30 Appel d'air. Africa Incognita, histoire des premières rencontres en terre africaine. **20.30** Black and Blue. Le jazz comme illustration sonore de textes littéraires. **21.30** Cultures d'Islam. Kubrà (XII^e siècle), maître de l'amour. **22.00** Journal, Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit.

FRANCE-MUSIQUES

19.05 Tutti or not tutti. L'Orchestre philharmonique de Munich. **20.00** Concert franco-allemand. En direct. Par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. Hugh Wolff. **22.30** Alla breve. **22.45** Jazz-club.

RADIO CLASSIQUE

18.30 Classique affaires soir. **20.00** Les Rendez-Vous du soir. *Concerto n° 3*, de Durante, par le Concerto Kölln ; *Sonate*, de Haendel, A. Gangler, hautbois, S. Hartig et L. Samuels, clavecins ; *Œuvres* de Vivaldi, Geminiani. **20.40** Le Chef d'orchestre Carlos Kleiber. **22.50** Les Rendez-Vous du soir (suite). *Œuvres* de Chopin, Mozart.

PIERRE GEORGES

Pavés volent !

CE N'EST pas sans un certain amusement, un certain intérêt aussi, et quelque distance, que l'on entend et voit se croiser volant bas dans le ciel gris de France, missiles de croisières, épithètes vengeresses et insultes diverses. Réacs ! Staliniens ! Louis-Philippards ! Soixante-huitards ! Renégats ! Irresponsables !

Le débat fait rage sur les présumés enragés de naguère et sur les présumés restaurateurs, au sens de l'ordre, de maintenant. La machine à remonter le temps, la société, ses désordres, ses hoquets, les fautes et les responsabilités fonctionne à plein régime, à pleins articles, à pleins livres. Et ce débat nous semble absolument beau et vain à la fois, comme le signe conjoint d'une magnifique capacité française à s'inventer de somptueuses querelles d'école et d'une non moins magnifique capacité à cataloguer les gens, comme déjà de présumés coupables, passés ou présents, des maux, évolutions, soubresauts et plaies du pays.

Les pavés volent bas. Et l'on s'écharpe allégrement autour de cette vieille idée toute neuve que si rien ne va en France, ni l'ordre, ni la famille, ni l'autorité, ni la nation, ni le rapport au travail, c'est la faute à 68. C'est la faute à ses trublions, aux gauchistes, menées et pensées et délirantes d'une génération d'agités du bocal, de révolutionnaires en peau de lapin et de termites sociaux rongant les piliers vermoulus d'une société poussive et policée au beau et unique projet qu'il serait « interdit d'interdire ».

Le voici qui ressort en effet du magasin des accessoires le fameux slogan, résumé un peu court du moment et explication un peu facile de tout ce qui suivit.

Une bataille furieuse, une bataille d'idées, l'interdit d'interdire contre l'interdit d'interdire en somme. Et voici aussi dans l'autre sens que des gens fort honorables ayant des idées fort honorables sur le besoin d'ordre, de respect du savoir, de nécessité de l'autorité parentale comme professorale ou étatique sont insultés, dénoncés, traités de collabos, d'opportunistes ou de ralliés de gauche à la pensée la plus droite et pas-séiste.

Holà, on se calme ! Refaire 68 ses mérites ou ses méfaits, à l'envers ou à l'envers, c'est certes fort passionnant. Mais pas vraiment d'avenir. Ayant eu généralement l'avantage de participer, de façon très contemplative et ludique à cette fameuse révolution printanière et sociétale, on veut, et ce sera notre seule contribution au débat, certifier ici qu'on ne s'en repent ni ne s'en vante. Ce fut ainsi. La société française d'avant 1968, bloquée, figée, ne méritait et ne risquait pas autre chose que ce qui lui arriva : un beau coup de jeunesse par le travers du museau et de l'ordre établi des mœurs, obligations et coutumes. Ce fut, nous semble-t-il, sans enjoliver le passé, ni mythifier le projet une manière de révolte joyeuse et désordonnée contre un carcan trop serré, une société trop bloquée. Et pas vraiment une révolution à mettre la France cul par-dessus tête.

Et puis le temps passa. Les soixante-huitards, on parle ici des militants révolutionnaires, rentrèrent pour la plupart dans la carrière. La société française évolua. Les mœurs aussi. Et les idées aussi. Rien que de très normal. 68 ? Osez proposer le débat aux jeunes d'aujourd'hui ! Tu l'as dit papy !

En Californie, les animaux domestiques en voie de clonage

SAUSALITO (Californie)

de notre envoyé spécial

« En Californie, certains propriétaires de chiens ou de chats éprouvent pour leur animal un amour profond et exclusif. Ils dépensent sans compter pour son bien-être et sa santé, et, quand il meurt, ils restent inconsolables pendant des années. Cela peut sembler excessif, mais c'est ainsi. Le clonage offre à ces gens explorés une perspective inespérée. Ensuite, quand il sera entré dans les mœurs, le clonage touchera un public plus vaste : vous possédez un chien beau, énergique, intelligent, et à sa mort vous voulez retrouver un jeune chien qui lui ressemble le plus possible, mais c'est difficile si c'est un bâtard, donc un modèle unique. Il suffira de le cloner pour obtenir un bébé chien possédant les caractéristiques génétiques exactes de votre chien disparu. Ce sera un jumeau parfait, décalé dans le temps. » Lou Hawthorne, 41 ans, est le fondateur de Genetics Savings & Clone (GS & C), la première société de biotechnologie spécialisée dans le clonage des animaux domestiques.

Il vise en priorité une clientèle fortunée : ses bureaux sont installés dans un petit immeuble élégant situé sur le port de plaisance de Sausalito, face à la baie de San Francisco, entre les yachts, les jardins exotiques et les villas de luxe. L'actionnaire principal de GS & C est John Sperling, un célèbre milliardaire de l'Arizona, qui, ces dernières années, a investi des dizaines de millions de dollars dans différents projets futuristes. Dans cette affaire, l'un des objectifs de M. Sperling est de faire cloner sa chienne Missy, qu'il adorait et qui est morte en juin.

Créée en février 2000, GS & C s'est fait connaître deux ans plus tard grâce à une première mondiale : la naissance, dans son laboratoire situé au Texas, de Carbon Copy, dit Cc, le premier chat issu du clonage. Aujourd'hui, Cc se porte bien, et mène une vie de chat ordinaire chez le généticien qui l'a fabriqué. La pro-



Le clonage de chiens représente le plus gros marché potentiel.

chaîne étape sera le clonage de chien, qui représente de loin le plus gros marché potentiel. Mais, pour cela, il faudra attendre encore un peu : « L'appareil reproductif des mammifères fonctionne de façon différente d'une espèce à l'autre. Le clonage du chat est relativement facile, mais pour le chien cela se révèle plus difficile que prévu. Nous espérons quand même être prêts en 2003. »

En attendant, M. Hawthorne propose à ses futurs clients d'effectuer dès à présent le prélèvement d'un échantillon de tissu sur leur animal et de le confier au laboratoire de GS & C, qui se charge d'extraire l'ADN de l'animal, puis de le congeler et de le stocker en lieu sûr. L'opération coûte 900 dollars si l'animal est en bonne santé, et 1 400 dollars en cas d'urgence, s'il est mourant ou mort.

Le réseau logistique qui permettra de se procurer la matière première est en cours de



constitution. Les cellules d'ovocytes dont le noyau sera remplacé par celui de l'animal à cloner proviendront de cliniques vétérinaires pratiquant la stérilisation de chiennes. Les « mères porteuses », dans lesquelles on implantera les embryons modifiés qui donneront naissance aux clones, seront hébergées et soignées dans des chenils spécialisés.

Quand les recherches auront abouti, M. Hawthorne espère détenir le monopole du clonage du chien pendant plusieurs années, car sa société est la seule à investir massivement sur ce créneau : « Nous avons inventé un ensemble de procédures rigoureuses qui vont nous permettre de passer directement au stade industriel, ce qui ne se fait encore nulle part. Tout d'abord, nous allons robotiser toutes les manipulations de laboratoire, pour éviter les erreurs humaines et les contaminations accidentelles. Ensuite, nous allons généraliser et automatiser le diagnostic préimplantatoire : seuls des embryons sans aucun défaut génétique seront implantés dans les femelles porteuses. » Par le biais de prises de participation et de partenariats avec une dizaine d'autres sociétés, GS & C contrôlera l'ensemble de la chaîne de production. En 2003, le clonage d'un chien coûtera environ 20 000 dollars, mais son prix devrait tomber à 5 000 ou 7 000 dollars d'ici à 2005.

Le clonage « simple » n'est qu'une première étape. GS & C compte se lancer prochainement dans la manipulation génétique des embryons, afin de produire des chiens « augmentés » ou « améliorés » : « Nous pensons pouvoir isoler le gène responsable de la malformation de la hanche fréquente chez les chiens-loups, et le désactiver. Pour réduire les risques de dissémination incontrôlée d'animaux génétiquement modifiés, nous produisons surtout des bêtes stériles. »

Yves Eudes

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Une parodie de la justice

APRÈS ceux de Rajk et de Kostov, voici le grand procès Slansky-Clementis à Prague. En présence de cet événement dramatique, qui se terminera sans doute par un verdict de mort pour les principaux inculpés, les communistes du monde entier ne se posent pas de questions. Pour eux, les accusés de Prague sont des criminels, des espions et des traîtres qui ont mérité le châtement suprême. N'ont-ils pas tous fait des aveux complets à l'instruction et approuvé

d'avance, en se noircissant eux-mêmes avec sadisme, la sentence qui doit les frapper ? Personne dans les milieux communistes ne se demande comment des hommes qui ont pendant de nombreuses années donné mille preuves de leur dévouement au communisme, qui ont joui de la confiance totale de Moscou et ont été nommés aux postes les plus responsables ont pu jouer double jeu sans avoir été démasqués à temps, renier tout leur passé révolution-

naire et devenir les pires ennemis de leur peuple. Les autres hommes de la Terre ne sauraient partager leur tranquillité assurée. Tout leur semble au contraire étrange et suspect dans ce procès : l'argumentation des accusateurs et le comportement des accusés. Ils se demandent s'ils ne sont pas devant un sanglant règlement de comptes entre clans rivaux et si la prétendue « justice du peuple » n'est pas une parodie de la justice.

(22 novembre 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ Check-List.

Lettre d'information quotidienne : un tour d'horizon de l'actualité nationale et internationale, le sommaire du Monde et les principaux rendez-vous politiques et culturels de la journée. Edition abonnés.

■ Littérature. L'intégralité du « Monde des livres » est en ligne dès le jeudi soir.

■ Emploi. Des milliers d'offres d'emplois pour les cadres et des offres pour les jeunes diplômés, sur la chaîne Emploi.

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 24
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>
Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immo.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms :

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-44-97-54-54

En vente : « Télé-réalité : les nouveaux maîtres de l'écran ».

■ Tirage du Monde daté jeudi 21 novembre 2002 : 521 348 exemplaires.

1-3



opodo

Le voyage en ligne

AVANT DE PARTIR,
N'OUBLIEZ PAS
VOTRE CADEAU.

25€ offerts en chèque cadeau par
tranche de 450€ d'achats de billet
d'avion, jusqu'au 31 décembre.

C'est vous qui voyagez

www.opodo.fr

0 826 10 16 20 (0,15€ TTC/min)

LES BELLES ÉTRANGÈRES INDE



pages II et III

POLITIQUE

Pour résoudre la crise du socialisme, Jean-Claude Michéa propose notamment de découpler l'idée socialiste du libéralisme.

Une thèse que discute Paul Allès page V



LIVRES DE POCHE

« Folio » fête ses 30 ans.

Dernières parutions pages VI et VII



DOSSIER GUERRES

pages VIII et IX

Le grand Fitzgerald

C'est une révélation de beauté, d'étrangeté et d'intelligence. Jouons un peu. Qui a écrit ce qui suit : « Un homme dans la pièce voisine avait allumé un feu. Le feu avait consumé le matelas. Peut-être aurait-il mieux valu que le feu l'ait consumé lui aussi, mais il s'en était fallu de quelques centimètres. Le matelas fut emporté avec beaucoup de cérémonie. » Kafka ? Non, Fitzgerald. Et ceci : « Ils prétendent que tu as insulté une des filles. N'importe quoi, je lui ai seulement dit que j'aimais mordre son cou. Je vous souhaite à toutes, mesdames, d'avoir un cou que j'aimerais mordre immédiatement. Je suis avide de cous de dames. » Kafka de nouveau ? Non, toujours Fitzgerald. « Quels jolis mots, dit-elle sur un ton moqueur. Si vous continuez, je vais me jeter sous les roues du taxi. » Et ainsi de suite. La parenté entre les deux types de notation, entre fragments de situations et de rêves est évidente. L'Amérique de Fitzgerald passe par Prague, *Le Procès*, de Kafka, traverse le jazz et Hollywood. Seul Alfred Hitchcock a compris cela. On peut imaginer Fitzgerald comme Cary Grant dans *La Mort aux trousses*.

Tout est bon, on le sait, pour se débarrasser d'un écrivain qui s'impose : mythologies, photos, cinéma, roman familial. Hemingway torse nu avec un espadon, Faulkner en éthylisme cavalier sudiste, Fitzgerald en grand puni du succès précoce et des années folles, Joyce en errant illisible, Kafka en martyr ténébreux, Céline en monstre, Artaud en grimaces. Pour Fitzgerald, interminablement, les clichés sont là : héros désenchanté, Musset de l'autodestruction, ivresse de la perte, persécuteur de Zelda, persécuté par lui-même, Côte d'Azur et crise de 29, imprévoyance, dépenses et alcool. Les caméras sont prêtes, il jouera sans arrêt dans ce mauvais film. Le ressentiment dont il est l'objet est pourtant très simple à comprendre : il a été extraordinairement heureux, même dans le plus grand malheur. Ses *Carnets* le prouvent : « Je ne possédais pas les deux trucs supérieurs, le grand magnétisme animal ou l'argent. Mais j'avais les deux trucs juste au-dessous, la beauté et l'intelligence. Aussi j'ai toujours eu la meilleure fille. »

Les amateurs de suicide, de désolation et d'échec inévitable ont grand besoin de romans. Mais les histoires des romans vieillissent vite, tandis que les phrases persistent parfois en eux, ouvrant sur une richesse de perception jaillie du milieu du temps. Exemples dans les *Carnets* : « Tout,

Même si nous savons que Francis Scott Fitzgerald est mort à 44 ans, en 1940, ses phrases sont des illuminations d'aujourd'hui. Elles sont précises, vives, drôles, colorées, tendres. Celui qui les a écrites est ici

dans le voisinage, même le soleil de mars, était neuf, frais, plein d'espoir et impalpable, comme on peut s'y attendre dans une ville dont la population a triplé en quinze ans. » Ou bien : « Le vent fouillait les murs à la recherche de la poussière ancienne. » Ou bien : « Elle escalada un assemblage de métal, de béton et de verre, passa sous un dôme élevé qui renvoyait un écho et déboucha dans New York. » Ou encore (et il faut ici se souvenir que Picasso, contrairement aux préjugés de son temps, aimait Fitzgerald) : « Ses yeux étaient remplis de jaune et de lavande, jaune pour le soleil à travers les stores jaunes et lavande pour la couette, gonflée comme un nuage flottant mollement sur le lit. Soudain elle se souvint de son rendez-vous et, les bras jaillissant de la couverture, elle enfila un négligé violet, rejeta sa chevelure en arrière dans un mouvement circulaire de la tête et fondit dans la couleur de la pièce. » Mais aussi : « Elle lui fit un sourire de côté, d'une moitié de visage, comme une petite falaise blanche. » Et aussi : « Debout près de la porte avec cette faible lueur derrière elle, Dinah était elle-même un poste avancé du jardin, sa fleur la plus représentative. » Et encore : « Lola Shisbe n'avait jamais fait dérailler un train de sa vie. Mais elle avait tout juste seize ans et il vous suffisait de la regarder pour savoir que sa période destructrice allait commencer d'un jour à l'autre. » Et encore : « Il caressa ses cheveux d'un brun ordinaire, se répétant pour la millièmes fois qu'elle ne lui apportait rien de la sombre magie du monde et qu'il ne pourrait pas vivre sans elle plus de six heures consécutives. » Et enfin (mais il n'y a aucune raison d'en finir) : « Celles qui auraient été probablement capables de conduire avaient l'air de ne pas savoir taper à la machine ; celles qui semblaient savoir taper à la machine n'avaient pas l'air d'être en mesure de conduire – et la majorité

écrasante des deux catégories donnait l'impression que, même si elles aimaient les enfants, l'enfant pourrait ne pas y être sensible. »

Même si nous savons que Fitzgerald est mort à 44 ans, en 1940, ces phrases, et bien d'autres, sont des illuminations d'aujourd'hui. Elles sont précises, vives, drôles, colorées, tendres. Celui qui les a écrites est ici. Il y a une histoire d'amour entre les écrivains et les mots, ceux-ci viennent à eux en même temps qu'une sensation savante. Ce que l'Amérique a eu et peut encore avoir de meilleur s'ouvre ainsi, raison pour laquelle Fitzgerald, le plus libre des Américains libres, est toujours un contemporain capital. Il a éprouvé la destruction, l'échec, la folie, l'oubli ? Justement. C'est un homme de connaissance, un psychiatre très averti du fond violent maladif. Sa passion pour cette femme magnifi-

Philippe Sollers

que qu'était Zelda (tout le contraire d'une bourgeoise américaine) l'a conduit aux remarques les plus pénétrantes. Jusqu'où peut-on écrire ce qu'on vit ? Quel partenaire peut le supporter ? Écrire est-il dangereux pour tout être humain et ses proches ? « Il est significatif qu'en février dernier elle se soit effondrée alors que je lui montrais l'ébauche de ce qui représentait alors une nouvelle approche de mon travail, soit une histoire fondée sur les huit ans que nous avons passés en Europe... Plus je m'approche de la réalisation finale, de la satisfaction artistique, et plus je le lui annonce – plus elle devient agitée, même si elle donne l'impression de se réjouir. Elle a l'impression que je dois absolument avoir du succès, sans quoi nous sombrerons tous, et elle a l'impression que ce succès la menace – "Pourquoi lui ? Pourquoi pas moi ? Je suis aussi douée que lui, sinon plus". »

En réalité, dans cet affrontement, tout est dit. Zelda se bat de toutes

les façons possibles, Scott ne l'abandonne jamais (comme on le lui recommandait sans arrêt). Il écrit ainsi à Scottie, leur fille : « C'est étrange comme ta mère a raté son existence sociale : même les criminels n'échouent pas ainsi, ils représentent pour ainsi dire l'opposition loyale à la loi. Mais les fous ne sont que de simples invités sur terre, d'éternels étrangers, porteurs de décalogues brisés qui leur sont illisibles. » Après la mort de Scott, Zelda fait de lui un superbe éloge à Scottie, qui se termine par ces mots : « Comme tu l'as toi-même éprouvé au cours de nombreuses disputes et controverses, c'était l'homme le plus doué du monde pour les longues, les épuisantes conversations. » Dernière touche : Fitzgerald, d'origine catholique, s'est vu refuser par l'Eglise, ses livres étant « indécorables », un enterrement religieux dans le Maryland, dont il avait dit : « Ma place est là-bas, où tout est civilisé, gai, pourri et court-tois. » Arrêtons ici la légende douloureuse, et rouvrons les *Carnets* de ce dernier, tragique et merveilleux nabab. Choc immédiat : « C'était gai dans la voiture avec les filles dont le bavardage excité se répandait comme une fumée sur l'odeur de caoutchouc humide. » Ou bien : « Le printemps était arrivé sur le littoral oriental – des milliers de minuscules baies noires inattendues sur chaque arbre brillaient d'impatience, et une brise fraîche les avait

douloureuse, et rouvrons les *Carnets* de ce dernier, tragique et merveilleux nabab. Choc immédiat : « C'était gai dans la voiture avec les filles dont le bavardage excité se répandait comme une fumée sur l'odeur de caoutchouc humide. » Ou bien : « Le printemps était arrivé sur le littoral oriental – des milliers de minuscules baies noires inattendues sur chaque arbre brillaient d'impatience, et une brise fraîche les avait

CARNETS de Francis Scott Fitzgerald. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) et préfacé par Pierre Guglielmina, Fayard, 444 p., 23 €.

ZELDA ET SCOTT FITZGERALD les années vingt jusqu'à la folie de Kendall Taylor. Traduit par Camille Fort, Autrement, 530 p., 22,95 €.

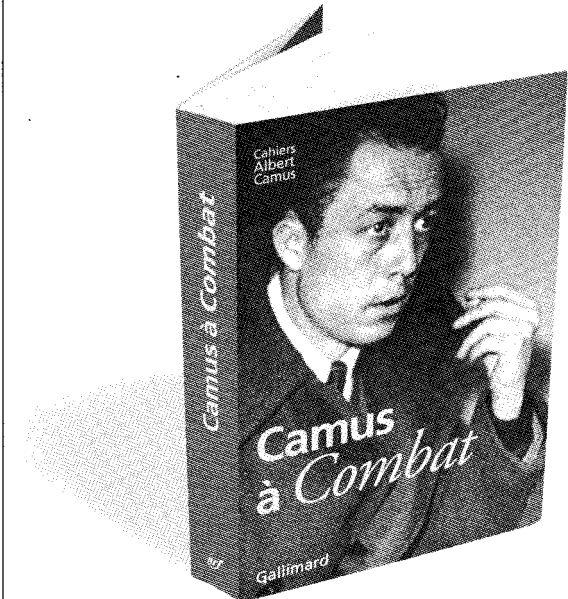
fait danser vers le Sud toute la journée. » Ou bien carrément : « Le grand art est le mépris d'un grand homme pour l'art médiocre. »

★ A lire également, l'album *Les Années Fitzgerald, la Côte d'Azur 1920-1930*, de Xavier Girard (éd. Assouline, 196 p., 39,80 €).



Scott Fitzgerald dans les années 1920

Albert Camus



Édition établie, présentée et annotée par Jacqueline Lévi-Valensi

Camus à Combat :

«... du journalisme, mais qui avait l'éclat et le prestige de la littérature.» Bernard Pivot, *Le Journal du Dimanche*

GALLIMARD

LES BELLES ÉTRANGÈRES-INDE

Cette année, les « Belles étrangères » rendent hommage à l'Inde (du 18 au 30 novembre dans 37 villes, voir agenda). Un vaste pays où il est difficile de parler de

« littérature » au singulier. Chaque région a sa langue (hindi, bengali, tamoul... dites « vernaculaires ») et nombre d'Indiens écrivent en anglais. C'est donc une

production plurilinguistique, reflet des réalités sociales, que cette manifestation met en lumière, parallèlement aux choix des éditeurs français.

Controverse sur la diversité linguistique

Anglais ou langue vernaculaire : depuis de longues décennies, le choix est l'objet d'âpres discussions qui renvoient inévitablement à des réalités politiques et sociales complexes. Pour les « Anglo-Indiens », ce débat n'a plus lieu d'être

C'est un vieux débat, une controverse plus ancienne que l'âge de l'Inde indépendante (55 ans) et qui illustre tout à la fois les contradictions et la diversité d'un pays-continent aux dix-huit langues officielles. Le débat reste toujours d'actualité car le succès de la littérature indienne en anglais continue à faire grincer les dents de ceux qui écrivent dans l'une ou l'autre des langues locales, dites vernaculaires. Pour ces derniers, les « Anglo-Indiens » (au sens littéraire du terme), pour brillants qu'ils soient, ne sauraient représenter à eux seuls l'âme profonde d'un univers dont la culture s'enracine dans un passé antérieur et distinct du legs d'un siècle et demi de présence britannique. Pour les écrivains indiens de langue anglaise, qui ne nient pas forcément l'importance d'une littérature vernaculaire, le débat n'a plus lieu d'être aujourd'hui : l'anglais est une langue indienne comme les autres...

« Durant le mouvement indépendantiste, les Indiens qui écrivaient en anglais, peu nombreux à l'époque, étaient tournés en ridicule : les nationalistes estimaient que l'utilisation littéraire de l'anglais revenait à trahir la cause, c'était en quelque sorte collaborer avec la culture de l'occupant », explique Ravid Dayal, qui a fondé sa propre maison d'édition (en anglais).

Ce débat sur la légitimité de la littérature renvoie inévitablement à des réalités politiques et sociales qui sont au cœur même de la complexité indienne. D'une part, les auteurs de langue anglaise sont généralement plus jeunes, ont été éduqués dans les meilleurs collèges des grandes métropoles et appartiennent peu ou prou à une classe sociale aisée et plus ouverte vers l'étranger. Ils participent donc souvent d'une réalité perçue comme celle des « privilèges, du pouvoir et de l'ascension sociale », comme l'expliquait récemment la

critique Meenakshi Mukherjee dans un article publié par la revue française *Page*. A l'inverse, de nombreux écrivains « vernaculaires » tendent à demeurer plus proches, dans leurs écrits comme dans leurs vies, d'une Inde « profonde », traditionnelle et régionale.

RUSHDIE PROVOCATEUR

Il reste que l'anglais constitue malgré tout un médium indépassable (pour les 3 % d'anglophones sur le milliard d'Indiens, dont 35 % ne savent ni lire ni écrire) car seuls les plus connus d'entre les auteurs bengalis, marathis, tamouls, etc. sont systématiquement traduits dans la totalité du corpus des autres langues officielles. On imagine le travail de Sisyphe d'un organisme comme l'Académie Sahitya (l'Académie indienne des arts), chargée de la lourde mission de traduction d'une langue indienne à l'autre... Le débat a été relancé, de manière particulièrement aiguë, il y a quelques années à la suite d'une déclaration quelque peu provocatrice de Salman Rushdie, l'écrivain britannique d'origine indienne considéré à juste titre comme le précurseur d'une littérature qui a su avec talent, par le biais d'un anglais « indianisé », mêler la langue de Shakespeare à un parler typiquement sous-continentale : « L'écriture en prose créée par les écrivains indiens s'exprimant en anglais, déclara l'auteur des *Enfants de minuit*, a prouvé qu'elle constituait une œuvre plus forte et plus importante que la plupart de ce qui a été produit dans les dix-huit langues "reconnues" de l'Inde et représente peut-être la contribution la plus précieuse de l'Inde au monde littéraire... » La remarque fit grand bruit et écoeura plus d'un écrivain de langue indienne. « C'était un commentaire scandaleux, s'indigne Nirmal Verma. Beaucoup d'écrivains de mon pays ne connaissent pas les œuvres de leurs collègues de langues indiennes qui restent ignorés hors des frontières de leurs propres Etats ou de leurs univers culturels. Il existe en fait



Photographie issue d'une exposition itinérante en Inde faite dans le cadre des Belles étrangères

un fossé entre les deux littératures indiennes, l'une anglaise, l'autre vernaculaire. J'ai par ailleurs beaucoup de respect pour ce qui s'écrit en anglais. Mais il y a parfois de l'hostilité entre les écrivains appartenant à l'un ou l'autre de ces littératures. Je ressens parfois, de la part de certains écrivains anglophones indiens, une sorte de parti pris post-colonial, l'anglais jouissant d'un prestige particulier en tant que symbole d'un statut social.»

« J'éprouve un sentiment de frustration », renchérit Mukundan, écrivain de langue malayalam, l'idiome de l'Etat méridional du Kerala, écrivain très connu dans sa région et auteur de *Sur les rives du fleuve Mahé* (Actes Sud) qui, originaire d'un ancien comptoir français de l'Inde, s'exprime couramment en français : « Je ne suis pas jaloux mais le fait est que l'on peut être, dans son

Etat, une véritable star de la littérature et être complètement ignoré parmi l'élite anglicisée de Delhi ou de Bombay. Heureusement, il y a aujourd'hui une prise de conscience des œuvres en langues indiennes même si les préjugés subsistent : j'ai publié 27 livres, l'un d'entre eux a été réimprimé douze fois et quand j'ai reçu, de concert avec Vikram Seth (qui écrit en anglais), le prix du meilleur roman par l'Académie des belles-lettres indiennes, tout le monde s'est précipité vers mon collègue à la séance de signatures. J'ai eu l'impression d'être totalement marginalisé, quasiment ignoré... »

Le fait que les publications en langues indiennes se limitent à de modestes tirages (guère plus de deux à trois mille pour les premières éditions) n'est pas le moindre des paradoxes : les ouvrages en langues indiennes, même si leurs tirages

sont loin d'être comparables aux chiffres occidentaux, bénéficient d'un « marché captif » dans les Etats d'où sont issus les écrivains locaux et les éditeurs peuvent plus facilement attirer un public déjà tout acquis à un genre littéraire qui tourne autour de réalités proches de celle du lectorat.

FACILITÉS ÉDITORIALES

A l'inverse, comme l'avance David Davidar, directeur des éditions Penguin-India, « il est relativement plus difficile de vendre un très bon livre en langue indienne qu'un ouvrage plus médiocre en anglais compte tenu du fait que ce dernier peut être distribué dans l'ensemble du pays, que les librairies anglaises sont plus nombreuses et que le pouvoir d'achat des lecteurs anglophones tend à être supérieur. Cela dit, Arundathi Roy a vendu en Inde 150 000 exemplaires de

son Dieu des petits riens (*Gallimard*) mais, à ma connaissance, il n'y a eu qu'une seule Arundathi Roy... »

A la différence des écrivains « vernaculaires », les auteurs en anglais considèrent de toute façon la polémique comme un sujet forços. Certains d'entre eux avancent même, avec prudence, que la littérature en langue indienne reste trop « provinciale » et a donc des difficultés à accéder à l'universel. « Un mythe a été créé par certains selon lequel les ouvrages indiens en anglais seraient écrits pour une audience étrangère, c'est faux », s'insurge David Davidar : « Moi, je suis tamoul et j'écris en anglais parce que c'est la langue dans laquelle j'ai été éduqué, un point c'est tout. L'anglais fait partie de manière évidente du corpus des langues de mon pays. » Le distinguo entre une littérature provinciale ou universelle est par ailleurs pour beaucoup considéré comme une aberration. S'il est vrai que les écrivains « anglo-indiens » ont tendance à porter parfois sur l'Inde un regard occidentalisé, « je connais des auteurs gujératis ou marathis profondément influencés par l'étranger et l'évolution globale de la littérature mondiale », explique Ruchir Joshi, qui s'exprime dans ces deux idiomes, plus le bengali et l'anglais.

Meenakshi Mukherjee est, quant à elle, plus définitive quant à la non-pertinence du débat : « Il faut rappeler que les écrivains qui écrivent en Inde dans d'autres langues que l'anglais ne peuvent être pris en bloc et considérés comme plus "indigènes" ou plus "authentiques", car en Inde aucune langue n'est à l'abri des modes littéraires qui balayent le monde en ce moment. C'est pourquoi l'opposition binaire entre écrivains de langue anglaise et les autres constitue une simplification lamentable d'une situation complexe... »

Bruno Philip

Verma, le choix de l'hindi

Nirmal Verma, 72 ans, considéré comme l'un des plus grands écrivains hindis, a publié une vingtaine de livres. Dans les années 1960, il est envoyé en Tchécoslovaquie où il travaille durant huit ans au département des traductions en langue étrangère, y fréquente une jeunesse qui respire l'air frais du « printemps de Prague », rate l'arrivée

des troupes soviétiques puis traverse la France et l'Europe en auto-stop et revient en Inde où il traduira en hindi les œuvres de Milan Kundera...

Mais Nirmal Verma est avant tout un Delhiite, un habitant de la capitale dont il décrit avec bonheur la luminosité et les couleurs du soir, comme dans l'un de ses plus grands romans, *Un bonheur en lambeau* (Actes Sud). Un roman de tristesse et de nostalgie où évolue, dans les années 1970, un groupe de théâtres marginaux et désabusés, parmi lesquels le jeune Munnu, qui est venu de sa lointaine cité gangétique d'Allahabad rejoindre à Delhi sa cousine Bitti. Comment trouver sa place, comment gérer les premières émotions amoureuses, comment comprendre certains des amis de Bitti revenus de Grande-Bretagne retrouver un monde dans lequel ils ne se reconnaissent plus ?

Passant impromptu du « je » au « il », Verma entremêle les extraits oraux d'une sorte de journal intime qui défile dans la tête de Munnu. Cet anglophone a choisi la langue hindie, dont il est un grand militant, « parce qu'il y a pour moi une évidente affinité culturelle entre une langue indienne et la réalité de l'Inde puisque les langues font aussi partie des mythes, transportent avec eux le sanskrit d'un très ancien passé. Ecrire en anglais, ça ne sera jamais la même chose, l'anglais est un médium qui s'inscrit autrement, dans un contexte particulier ».

B. Ph.

L'émergence des intouchables

L'un est haut fonctionnaire à la banque centrale indienne et réside à Bombay. L'autre est institutrice dans un village du Tamil Nadu. Lui, Narendra Jadhav, 49 ans, évolue dans les cercles cosmopolites et influents de la capitale économique de l'Inde ; elle, Bama Faustina, 44 ans, vit dans une modeste maison qu'elle s'est fait construire dans la banlieue rupestre d'une bourgade située à deux heures de voiture de Madras. Rien ne semble rapprocher ces deux personnages, sinon leur commune passion pour l'écriture. En fait, si : tous deux sont des intouchables ; l'un est « mahar », l'une des plus importantes castes d'intouchables de l'Etat du Maharashtra (dont Bombay est la capitale), l'autre une « paria », la plus basse d'entre les basses castes de l'ère géographique et culturelle tamoule, en Inde du Sud. Deux écrivains, aux destins divergents qui emblémentent à leur façon l'émergence d'une littérature « dalit » ou « opprimé », vocable politiquement correct par lequel les intouchables se désignent aujourd'hui.

Narendra Jadhav a été éduqué dans les meilleures écoles, a poursuivi ses études aux Etats-Unis avant de travailler pour le Fonds monétaire international et devenir un brillant économiste. Bama, élevée dans un petit village tamoul, eut la chance d'étudier, fut marquée par la violence et le mépris des hautes castes – et de ceux des hommes de son

propre milieu à l'égard des femmes. Ses grands-parents s'étant convertis au catholicisme (ce qui n'empêche pas les intouchables de rester méprisés par beaucoup de chrétiens issus de castes supérieures), elle devint nonne, enseigna dans des collèges catholiques avant de renoncer à ses vœux parce que, dit-elle, « le christianisme a été, en Inde, impuissant à libérer les dalit de leur propre condition ».

Intouchable, le livre de Jadhav publié chez Fayard, est une puissante évocation de l'histoire de son père et de l'engagement de ce dernier aux côtés de Babasaheb Ambedkar, leader dalit mais aussi président du comité pour la rédaction de la Constitution de l'Inde indépendante et ministre du pandit Nehru... Ecrit tout à la fois comme un témoignage indirect entremêlant les souvenirs reconstitués de son père, Damu, et de sa mère, Sonu, le livre débute par la tragédie de l'humiliation et culmine dans l'engagement politique : Damu, le père, quitte son village après avoir été battu pour son refus de s'occuper du cadavre d'une femme qui s'était jetée – ou avait été poussée – dans un puits, comme y aurait été obligée une personne de sa caste : les mahars, « impurs » de naissance, ont pour tâche de frayer avec la mort et l'ordure. A la fin, après avoir raconté comment le père participa à Bombay au mouvement d'émancipation des intouchables emmené par Ambedkar, l'auteur, désormais devenu économiste,

revient sur les lieux de son enfance et emmène son fils parmi ses pairs, dans une Inde d'en bas où « les âmes errantes ont les yeux rougis et se parlent à elles-mêmes »... Tout cela n'empêche pas Narendra Jadhav de se raconter « de visu » en éclatant à tout moment d'un rire communicatif, faisant fi de toute modestie mal placée : « J'ai toujours été tellement meilleur que tout le monde au fur et à mesure que je grimpais l'échelle sociale sur le plan professionnel que ça n'a jamais été un problème d'être un intouchable. Si j'étais jaloux, ce n'était pas à cause de ma caste, mais plutôt à cause de ma réussite ! »

PAROLES REBELLES

Bama Faustina, tamoule-dalit-chrétienne, ne joue évidemment pas dans la même division. Mais elle est tout autant, sinon plus, une rebelle. Une révoltée face à l'autorité des hautes castes, au machisme, à la religion, au système indien « soi-disant démocratique ». Bama avait écrit son roman *Sangati* (éditions de l'Aube), comme une sorte de journal, pour déverser sa hargne contre la violence et l'oppression. Si elle a défrôqué, c'est parce qu'elle n'en pouvait plus de « porter un masque » devant les religieuses indiennes et la mère supérieure « de haute caste ». « Ma vie est un exemple à elle toute seule, et d'autres écrivains intouchables ont envie aujourd'hui de se raconter et se mettent à écrire, comme en témoigne la multiplication de nouveaux romans dit

dalits. Quand mon premier livre a été publié, ma famille était furieuse. C'était indécent de dire les choses comme j'ai voulu les écrire. Ensuite, mes proches ont compris. » Il faut dire que Bama n'a pas lésiné dans la crudité de langage pour décrire le parler tamoul des intouchables, bien différent du vocabulaire plus châtié des hautes castes de même origine ethnique.

« Un homme peut se permettre mille choses », fait-elle dire à l'un de ses personnages dans *Sangati*, un ouvrage quasi sociologique racontant la vie au jour le jour des intouchables du village ; « mais vous, les femmes, vous devez penser aux conséquences ! » Ailleurs, parlant des femmes parias : « Dès qu'elles ouvrent la bouche, ce sont des mots en "con", en "cul", en "dard" qui sortent. Elles ne trouvent aucune jouissance dans la vie conjugale et elles assouvissent un désir lascif en nommant ainsi chaque organe en guise d'injure. »

Pour l'instant, une littérature « intouchable » a surtout émergé dans l'ouest de l'Inde, au Maharashtra et au sud, au Tamil Nadu, où se développa dans les années 1960 un mouvement tamoul anti-brahmanique. Mais, la mobilisation sociale aidant, il est probable que se dessine à terme, dans le pays tout entier, un genre littéraire combinant à la fois la forme de l'engagement politique et la description sans concession d'une société de basses castes en mouvement.

B. Ph.

RENCONTRE

avec

Michel GRIBINSKI

en présence de

J.-B. PONTALIS

pour le deuxième

numéro de

PENSER/REVER

(éd. Mercure de France)



Mercredi 27 novembre à 18 heures

49, Bd St Michel
75005 PARIS
tel 01 44 41 81 20

Anita Desai, entre le monde et soi

On connaissait la romancière comme écrivain de l'intime et de l'infime. On découvre dans ces courts récits une nouvelle couleur à sa palette, une sorte de réalisme fantastique à l'indienne

POUSSIERE DE DIAMANT
(*Diamond Dust and Other Stories*)
d'Anita Desai.
Traduit de l'anglais
par Anne-Cécile Padoux,
Mercure de France, 264 p., 21 €.

Anita Desai compare la vie à une écorce – une pellicule fine et fragile qui se brise à chaque pas. Ces bris, ces miettes d'existences écrasées, la grande romancière indienne les ramasse et les collectionne. Au microscope de son écriture, elle les agrandit, les observe, les décrit avec une justesse de trait et une sensibilité incomparables. D'habitude, ce sont des brèches insoupçonnées, comme dans *Où irons-nous cet été* (Denoël, 1997) où une femme « en équilibre sur le rebord du monde » refuse de faire le deuil de ses illusions perdues. Il peut s'agir aussi de fêlures plus « sociales », entre le rêve d'un destin individuel et celui, tout tracé, que la société indienne réserve à ses membres (*Le Jeune et le Festin*, Mercure de France, 2001, « Folio », n° 3762).

A moins que l'auteur ne choisisse d'explorer, plus largement encore, le fossé qui sépare les modes de vie et de pensée en Orient et en Occident.

Car Anita Desai est à cheval entre plusieurs continents. Née à Bombay en 1937 d'un père bengali et d'une mère allemande, elle a vécu à Bombay les cinquante premières années de sa vie, et se partage aujourd'hui entre Cambridge (Angleterre), où elle a une maison, et Cambridge (Massachusetts), où elle enseigne la littérature au Massachusetts Institute of Technology. Lorsqu'elle a émigré, il y a huit ans, elle croyait laisser derrière elle son « *patrimoine indien* ». Mais elle s'est aperçue qu'elle y revenait puiser sans cesse, même



GRAZIA IPPOLITO

si certaines de ses histoires s'ancrent désormais aux Etats-Unis ou au Canada. Revoilà donc toute l'Inde dans ces neuf nouvelles. L'Inde-fournaise d'avant la mousson. L'Inde funèbre et mélancolique des mélodies de Tagore. L'Inde des sahibs désarçonnés quand le cuisinier est en vacances ou celle des coolies à turban dont les jambes ressemblent à des racines de « *très vieux arbres* »... Revoilà les familles, les haines, les jalousies. Et aussi les portraits de femmes – qui dira combien Anita Desai sait magnifiquement parler des femmes ? Mais cette fameuse « cassure » que l'on trouvait jus-

qu'alors dans presque tous ses livres, où est-elle ? L'auteur, ici, l'a légèrement déplacée. C'est une frontière invisible qui sépare les êtres en leur for intérieur. Comme si ces personnages étaient, pour des raisons diverses, empêchés d'être eux-mêmes. Quelquefois, la cause en est aussi banale qu'extravagante.

C'est, par exemple, une passion pour un chien qui conduit son maître, lorsqu'il se croit à l'abri des regards, à perdre le sens commun. Ou un voyage retardé qui contrarie en profondeur le comportement d'un personnage. A d'autres occasions, ce sont des étrangetés psycho-

logiques : une femme qui, par culpabilité ou par amour renonce à son statut de mère pour offrir son enfant à sa sœur. Ou un mari qui confesse dans le noir à sa jeune épouse qu'il a « *deux mères* ». Mais il arrive qu'Anita Desai entraîne son lecteur sur des terrains plus troublants encore. Comment être vous-même lorsqu'un inconnu rencontré dans un train vous affirme – il le sait, il a le don de clairvoyance – que vous êtes son grand-père ou plutôt la réincarnation de son honorable ancêtre parti pour y méditer dans l'Himalaya ? C'est dans cette veine que s'inscrit la nouvelle la plus obsédante de tout le recueil, « *L'Homme qui s'est noyé deux fois* ». Lors d'un voyage d'affaires, le narrateur sort de sa chambre d'hôtel pour aller faire une promenade vespérale, s'approche d'une rivière d'où l'on vient de sortir un objet dégoûtant d'eau et de boue, s'approche, observe intensément, et s'aperçoit que ce cadavre, avec toutes ses caractéristiques, ses dents inégales, sa fente au menton, c'est lui. A partir de ce moment, l'homme va assister, impuissant, à sa propre déchéance, ainsi qu'à ce qu'il advient de sa vie d'« avant », maison, femme, enfants. Il voudrait capter le regard des autres, crier qu'il est là et qu'il existe, mais il est transparent.

On connaissait Anita Desai comme écrivain de l'intime et de l'infime. On découvre ici une nouvelle couleur à sa palette, une sorte de réalisme fantastique à l'indienne. Mais ce n'est qu'une nuance supplémentaire dans ses teintes habituelles, une variation poussée à l'extrême sur un thème qui lui est cher : l'éternel et crépusculaire jeu de cache-cache entre le monde et soi, entre soi et ses proches, entre soi et soi-même.

Florence Noiville

La saveur Davidar

A travers trois générations, le romancier dépeint l'évolution, parfois sanglante, d'un pays en pleine mutation

LA MAISON AUX MANGUES BLEUES
(*The House of Blue Mangoes*)
de David Davidar.
Traduit de l'anglais (Inde)
par Jean Guilloineau,
Fayard, 556 p., 23 €.

Il y a de l'espace dans le roman de David Davidar. Une forme d'ampleur majestueuse, engendrée par la chronologie d'un récit qui court sur une cinquantaine d'années, mais aussi par la géographie d'un pays fait d'une imbrication de territoires, de langues, de religions, de populations. Agé de 44 ans, cet éditeur (il est le patron de Penguin en Inde) issu d'une famille tamoule et chrétienne a remporté un grand succès grâce à ce premier roman plein de remous et de fureur. Où l'on découvre, à travers trois générations d'hommes et de femmes, les évolutions plus ou moins sanglantes d'un pays en pleine mutation.

Partant de la dernière année du XIX^e siècle, David Davidar a braqué son objectif sur une famille chrétienne du sud de l'Inde, les Dorai. Solomon, le père, puis Daniel (le médecin converti aux affaires) et Aaron (le militant nationaliste), les fils, qui verront le déclin et la chute d'une dynastie dans les tourbillons de la première moitié du siècle. L'auteur, qui maîtrise bien l'histoire, pousse en effet ses personnages dans les méandres de tous les événements majeurs de la période, depuis les deux guerres mondiales jusqu'aux conflits entre castes ou à la lutte qui opposa les Indiens aux colonisateurs britanniques. Toutefois, Davidar n'a pas hésité à situer son récit dans des lieux semi-fictifs,

– par exemple le Chevathar, un affluent imaginaire du puissant fleuve Tamraparani, dont le romancier donne le tracé sur une carte non moins imaginaire, au début du livre –, et à créer pour la circonstance trois castes de son cru. « *J'ai inventé ces castes*, explique-t-il dans une note de fin d'ouvrage, *parce que je ne voulais pas alimenter les polémiques sur un sujet qui a déchâiné les passions pendant des siècles.* »

Des inventions qui n'enlèvent rien à la vraisemblance de la fresque et à la vraisemblance. L'écriture de Davidar est classique, parfois même convenue, mais son ton se prête finalement assez bien à une saga familiale menée par un narrateur omniscient. D'autant que le romancier se révèle un bon conteur, expert dans l'art de tenir son lecteur en suspens, de retourner des situations, de faire rire, rêver ou tout simplement saliver... Certaines scènes culinaires sont particulièrement savoureuses, comme le montre la préparation d'un biryani de poisson : « *D'épaisses tranches de seer, fraîches et miroitantes, du riz luisant qu'on avait lavé et séché, des oignons, des piments verts, de l'ail, de la coriandre, des piments rouges, du curcuma, du lait caillé, des feuilles de menthe, de la cannelle, de la cardamome, des clous de girofle, de la noix de muscade, des graines d'anis, de cumin et de macis (tout cela devant être moulu et pilé pour faire le masala qui donnerait son goût unique au plat), une pincée de safran, du beurre clarifié, épais et parfumé.* » De quoi dire que *La Maison aux mangues bleues* n'est pas innovant dans la forme, mais procure d'agréables moments de lecture.

Raphaëlle Rérault

Le choc des Indes selon Chatterjee

Où un fonctionnaire, un rien déjanté, découvre une autre face de son pays

Upamanyu Chatterjee porte sur le monde un regard élégamment désemparé, impression renforcée par une moue dubitative qui semble induire comme une distance entre le monde et son rapport à la réalité. « *Enarque* » indien sans illusion âgé de 43 ans, il mène de concert depuis une douzaine d'années une vie de haut fonctionnaire, de père de famille tranquille et d'écrivain. Il a déjà publié trois livres et son premier, écrit au début des années 1990, *Les Après-midi d'un fonctionnaire très déjanté* (traduit de l'anglais par Clarisse Busquet, éd. Robert Laffont) conte, dans un style délibérément provocateur, l'errance d'un jeune stagiaire fraîchement émoulu de l'Indian Administrative Service (IAS).

Agastya, c'est le nom du personnage, a été nommé dans l'un de ces milieux de nulle part de l'Inde profonde et c'est bien son drame : là-bas, le jeune homme élevé à l'anglaise dans les meilleurs collèges, de surcroît issu

d'une grande famille (son père est gouverneur du Bengale), découvre avec stupéfaction et horreur un pays qu'il ne connaît pas. Le comportement un peu ridicule des fonctionnaires locaux, l'ennui aussi pesant que la chaleur lourde qui s'est abattue sur la ville, l'impression d'un univers absurde qu'aucun envoyé du gouvernement ne saurait jamais vraiment changer. Pratiquant l'onanisme comme un forcené dans la chambre de son bungalow, fumant joint sur joint et frayant avec des personnages douteux tout aussi « déjantés », Agastya fait peu à peu l'apprentissage de la vie en brandissant son cynisme comme un bouclier protecteur contre le non-sens.

« *Tu as l'air d'un acteur de film porno mince et vicelard* », lui avait dit son meilleur ami à New Delhi avant son départ. « *Je préférerais jouer dans un film porno qu'être fonctionnaire* », répond Agastya. Le ton est donné. Et continue sur le même registre tout au long du livre. L'un de ses collègues

lui confie : « *Tous les jours au bureau, j'ai l'impression qu'on me viole le crâne, comme si quelqu'un me mettait sa queue dans les oreilles et remuait la cervelle jusqu'à mélanger son sperme avec ma matière grise, pas vous ?* »... Mais *Les Après-midi...*, c'est surtout un livre sur l'Inde, sur la coupure entre les villes et les campagnes, entre l'élite des métropoles et les « *boiseurs* » des provinces, qu'Agastya observe avec un mépris amusé. « *En fait*, explique Chatterjee, *ce livre n'avait pas pour but de se moquer de la haute administration indienne. Et mon héros aurait tout aussi bien pu être une sorte de Mère Teresa local. Ce qu'il y avait d'important pour moi c'était de montrer le choc entre des Indes qui ne se comprennent pas.* » Upamanyu, comme son héros, débute là aussi sa carrière dans un endroit semblable. Mais l'auteur assure avoir été, à l'époque, infiniment « *moins immature* » qu'Agastya...

B. Ph.

Sagesse d'un égaré

Le livre posthume de Lokenath Bhattacharya, poète bengali

LA REPRÉSENTATION COMMENCE À SEPT HEURES ET DEMIE
de Lokenath Bhattacharya.
Traduit du bengali
par France Bhattacharya,
éd. du Rocher, 282 p., 21 €.

Du poète bengali Lokenath Bhattacharya, disparu soudainement le 23 mars 2001 à la suite d'un accident de voiture en Egypte, nous parvient ce livre posthume, à la fois celui d'un conteur, d'un rêveur, d'un égaré. Son titre s'en tient à un énoncé banal, à une précision d'ordre temporel habituellement sans conséquence, si ce n'est l'obligation, pour qui veut assister à un spectacle, de respecter l'horaire. Le narrateur ne demande d'ailleurs qu'à obéir à cette règle, mais insensiblement toutes ses tentatives pour « *être à l'heure* » vont tourner au désastre. Il ne s'agit d'abord que de petites interrogations personnelles sur les raisons qui régissent ses

moindres paroles, ses moindres faits et gestes : pourquoi avoir dit telle chose le matin à sa femme, pourquoi avoir choisi de rester au bureau plutôt que de rejoindre tout de suite sa famille, etc. Puis, dès qu'il doit se mettre en route, la confusion augmente : il ne sait plus où il a garé sa voiture, il ne sait même plus trop à quoi ressemble sa voiture... Un reste de lucidité lui fait alors penser : « *Aujourd'hui, c'est clair, je suis destiné à perdre, à tout perdre.* » Et c'est bien une lente et inexorable entrée en perdition qui s'ébauche. Tout ce qui s'accomplit d'ordinaire sans problème, sans même qu'on ait à y penser, se met à résister, devient incontrôlable. Les êtres et les choses se révèlent indifférents, malaisants, hostiles, comme si une vengeance imprévue était en train de s'accomplir. Mais qui voudrait se venger d'un homme si modeste au point de le rendre étranger à toute réalité ? Car c'est à cette sorte d'exil radical que semble condamné le nar-

rateur. « *Peut-être ai-je réellement mis le pied, tout à coup, non seulement dans une autre ville mais dans un autre monde, par la puissance de je ne sais quelles formules magiques ?* »

Ce roman de Lokenath Bhattacharya reprend, en le développant jusqu'à l'étourdissement, l'un des thèmes majeurs de son œuvre : l'incertitude. Dans quel rêve sommes-nous, ou, mieux, dans le rêve de qui sommes-nous ? A quelle représentation assistons-nous ? Sommes-nous spectateurs ou acteurs ? Pourquoi faudrait-il être au rendez-vous de sept heures et demie ? Pourquoi ne pas s'inventer une autre vie en s'abîmant dans la contemplation d'une peinture populaire de Madhubani ? Pourtant, in extremis, une notation aussi brève qu'une réplique de Samuel Beckett vient congédier le doute : « *Rien à regretter.* » Trois mots de sagesse au bout d'un égarement sans fin.

André Velter

■ **L'ÉMEUTE**
de Shashi Tharoor

Une jeune Américaine travaillant pour une organisation humanitaire dans une petite ville du nord de l'Inde est tuée lors d'affrontements violents entre hindous et musulmans. Personne ne pouvait lui en vouloir et la thèse officielle est qu'elle s'est trouvée « *au mauvais endroit au mauvais moment* ». La réalité est plus complexe, comme l'indique la reconstitution de l'affaire à travers une multiplicité de points de vue et de sources divergentes. La virtuosité d'une écriture polyphonique qui permet d'appréhender quelques-uns des multiples visages de l'Inde (traduit de l'anglais par Claude Demanueli, Seuil, 336 p., 20 €).

■ **KALI-KATHA**
d'Alka Saraogi

Depuis qu'il est tombé sur la tête à l'âge de 72 ans, Kishore Babou n'est plus le même. Tyranique, arrogant, ce patriarche d'une famille de marchands est tout à coup devenu humble, il s'in-

téresse pour la première fois à son passé et se met à pratiquer la marche à pied dans les quartiers pauvres de Calcutta. Une fresque familiale féroce et drôle qui est aussi toute l'histoire de l'Inde contemporaine (traduit du hindi par Annie Montaut, Gallimard, « *Du monde entier* », 390 p., 29 €).

■ **SUR LES RIVES DU FLEUVE MAHÉ**
de Mukundan

L'année 1954 à Mahé, port de la côte du Kerala que les Français occupent toujours sept ans après l'indépendance de l'Inde mais qu'ils s'apprentent à quitter. Un épisode peu connu de l'histoire de l'Inde et la chronique romanesque haute en couleur de ce comptoir rendu célèbre par une chanson de Guy Béart (traduit de l'anglais par



Sophie Bastide-Foltz, Actes Sud, 300 p., 23 €).

■ **LA SPLENDEUR DE MAYA**
de Krishna Baldev Vaid

Six nouvelles d'un romancier et dramaturge né en 1927, traducteur en hindi de Racine et de Beckett et qui aborde non sans humour le problème de la difficile coexistence entre communautés hindoue et musulmane en démontant systématiquement ce que Rushdie appelle « *l'absolutisme du pur et de la vérité* » (traduit du hindi par Annie Montaut, éd. Caractères, 144 p., 12 €).

■ **SANGATI**
de Bama

Elles ont tout juste le droit de se taire, et pourtant, il faut bien qu'elle prenne la parole pour faire triompher la justice. Chronique d'un village tamoul où les femmes revendiquent leur place contre la domination masculine et le pouvoir des castes par une intouchable née en 1958 (traduit du tamoul par Josiane Racine, L'Aube, 180 p., 15 €).

G. Me.

■ **LA LIANE DU DÉSIR**

de Chitra Banerjee Divakaruni

A Calcutta, une jeune femme ne supporte plus son mari et sa belle-mère acariâtre ; elle quitte le foyer pour élever sa fille seule. En Californie, une jeune Indienne vient de faire une fausse couche et tente de reprendre goût à la vie. Lorsque deux destins se croisent, ceux de deux cousines liées par une enfance commune et des souffrances partagées, l'auteur parvient à saisir avec justesse une situation et des caractères empreints de réalité (traduit de l'anglais par Françoise Adels-tain, Plon, 330 p., 20 €).

■ **LES ERREURS INCONNUES DE NOS VIES,**

de Chitra Banerjee Divakaruni



Ce sont des portraits de femmes saisies à tous les âges, de l'enfance à la maturité. Sur fond d'exil, de quête d'identité, de choc des cultures entre l'Inde et les Etats-Unis, l'auteur nous offre un recueil d'histoires tendres et émouvantes. Une vieille femme de Calcutta s'installe chez son fils aux Etats-Unis et prend conscience qu'elle n'a pas sa place auprès de cette famille déracinée (« *Mrs Dutta écrit une lettre* »), les retrouvailles d'un père et d'une jeune femme brisée par l'absence de ce dernier pendant son enfance (« *L'Amour d'un homme bon* »), une femme qui se replonge avec nostalgie dans le journal intime de ses 15 ans (« *Les Erreurs inconnues de nos vies* »)... (nouvelles traduites de l'anglais par Marie-Odile Probst, éd. Philippe Picquier, 18 €, 228 p.). Du même auteur, *La Maîtresse des épices* (traduit de l'anglais par Marie-Odile Probst, éd. Picquier poche, 348 p., 8,5 €).

■ **LA CHEMISE DU DOMESTIQUE**

de Vinod Kumar Shukla

Roman fait de vivacité et de simplicité, vivacité des dialogues et simplicité du style, sans artifice, il s'agit d'un récit pur et réaliste de l'Inde contemporaine. L'auteur dresse le portrait d'un individu attachant au sein d'une société particulièrement hiérarchisée. Santou Babou, un jeune Indien de classe moyenne vivant dans une petite ville d'Inde du Nord, nous dévoile son existence qui ressemble à une subtile tragédie, entre sa mère très présente, son épouse à la fois soumise à la tradition et aspirant à une certaine modernité, son patron alcoolique et tous ceux qui animent son quotidien (traduit de l'hindi par Nicole Balbir-de-Tugny, éd. L'Écluse, 289 p., 23 €).

St. L.



La conversation, ou l'invention de l'« honnête homme »

Dans un passionnant essai sachant mettre en perspective comme en écho les figures des femmes de l'Ancien Régime qui fixent les usages d'une nouvelle civilité, Benedetta Craveri lit l'art de la conversation comme la fusion d'une éthique et d'une esthétique

L'ÂGE DE LA CONVERSATION
(La civiltà della conversazione)
de Benedetta Craveri.
Traduit de l'italien par Eliane
Deschamps-Pria,
Gallimard, 496 p., 28,5 €.

Madame du Deffand ne craignait rien tant que de s'« ennuyer à la mort ». Pourtant, lorsque la cécité la gagna, ses yeux éteints ne fixant plus que la nuit, c'est là que son angoisse devint la plus forte, l'abîme du néant le plus vertigineux. Si elle s'en ouvrit à Voltaire comme à Walpole, elle n'en laissa rien paraître, la vie mondaine restant la distraction par excellence et sa meilleure thérapie. Aussi l'hôtel parisien de la rue Saint-Dominique ne cessa d'accueillir le milieu littéraire. Son salon tendu de soie jaune, auquel la lumière des chandeliers conférait une fluidité chaleureuse a bruit jusqu'au bout de conversations. Puisque, lorsque s'effacent formes et couleurs, n'existe plus que le langage.

Naguère, la Romaine Benedetta Craveri nous offrit un passionnant portrait de la marquise, brossant par-delà la peinture d'un caractère d'exception le tableau d'un siècle (1). Elle ouvre aujourd'hui plus largement l'angle pour camper un *Age de la conversation* qui s'avère d'abord être celui des femmes. N'est-ce pas l'une d'elles qui a le mieux noté l'in-

curable nostalgie dont souffrirent les émigrés, orphelins d'un art de vivre à jamais perdu ? « Il me semble reconnu que Paris est la ville du monde où l'esprit et le goût de la conversation sont le plus généralement répandus ; et ce qu'on appelle le mal du pays, ce regret indéfinissable de la patrie (...) s'applique particulièrement à ce plaisir de causer que les Français ne retrouvent nulle part au même degré que chez eux », observait M^{me} de Staël dans *De l'Allemagne*, avant de conclure : « La parole n'y est pas seulement, comme ailleurs, un moyen de communiquer ses idées, ses sentiments et ses affaires, mais c'est un instrument dont on aime à jouer, et qui ranime les esprits, comme la musique chez quelques peuples, et les liqueurs fortes chez quelques autres. »

LE VERBE CONTRE L'ÉPÉE

Tout semble naître en fait deux siècles plus tôt, vers 1618, lorsque M^{me} de Rambouillet se retire de la vie de cour, quittant le « théâtre du monde » pour un espace privé où, en accueillant ses familiers, elle s'efforce de tenir à distance la violence des instincts et du siècle, comme la tutelle de l'Eglise, choisissant le langage comme bouclier, le verbe confectionnant l'épée. Tandis que Richelieu enrôlait les anciens codes de courtoisie comme instruments de coercition et de contrôle au service de l'absolutisme, les salons parisiens s'essayèrent à inventer une nouvelle civilité où la



Détail de « Conversation de dames en l'absence de leurs maris », d'après Abraham Bosse (début du XVII^e siècle)

noblesse, désormais bridée, puisse se reconnaître sous le gouvernement des femmes. Si plus tard Fénelon s'alarmera de la « dévirlisation » d'une société fondée sur l'oisiveté et le loisir, la galerie de portraits que propose Benedetta Craveri fait raison de cette misogynie. D'Arthénice – pseudonyme de la « précieuse » Rambouillet – et sa Chambre

bleue à la scandaleuse M^{me} du Tencin, qui conquiert sa liberté avec une détermination n'ayant plus cours à l'aube du XVIII^e siècle – on jurerait une frondeuse égarée une régence trop tard –, mais incarne au mieux la sociabilité militante et cosmopolite des Lumières. En passant par les figures « politiques » (M^{me} de Longueville et La Grande Mademoiselle), les amitiés (M^{me} de Sévigné et M^{me} de La Fayette, Ninon de Lenclos et la veuve Scarron, future M^{me} de Maintenon) ou les plus discrètes mais admirables figures de M^{me} de La Sablière et de M^{me} de Lambert. Autant d'entrées pour camper des options qui forment le puzzle d'une aventure où le goût comme la littérature s'inventent.

le), les amitiés (M^{me} de Sévigné et M^{me} de La Fayette, Ninon de Lenclos et la veuve Scarron, future M^{me} de Maintenon) ou les plus discrètes mais admirables figures de M^{me} de La Sablière et de M^{me} de Lambert. Autant d'entrées pour camper des options qui forment le puzzle d'une aventure où le goût comme la littérature s'inventent.

Mais cette merveilleuse promenade délivre aussi une leçon plus ténue. C'est là en effet que se redéfinit, revanche de la noblesse, l'« honnêteté » de l'ère moderne.

Exorcisme d'un recul, la conversation devient le lieu d'équilibre précaire entre les prescriptions de la représentation sociale et les nouvelles aspirations individuelles. Un « monde » nouveau en naît, établissant un savoir-vivre qui s'appuie sur une rhétorique inédite, où la pratique prime la théorie. L'intuition psychologique, l'art de l'improvisation comptent désormais autant que les connaissances, et le langage offre une autre entrée à l'illusion baroque. Subtilement décliné, l'esprit définit une nouvelle politesse et les limites de l'humour toléré, comme celles de l'éloquence du corps (regard et gestes). Si certaines critiques visent une mission éthique et esthétique qui masque l'hypocrisie (*Le Misanthrope*, de Molière), les règles nouvelles d'un échange, qui suppose la cooptation comme l'égalité des partenaires, offrent une arme si efficace que les Lumières en feront un arsenal décisif. Même si Fontenelle déplorait, avant Ligne, que la guerre « gâte la conversation ».

Philippe-Jean Catinchi

(1) *Madame du Deffand et son monde* (Seuil, 1987, réédition augmentée en « Points », 1999).

Lumière du Nord

Une sœur ouvrière est exclue de l'ordre pour militantisme syndical. Elle parle avec les anges

LES FRUITS POUSSENT DANS LES ARBRES
de Dominique Sampiero.
Flammarion, 408 p., 18 €.

CELUI QUI DIT LES MOTS AVEC SA BOUCHE
de Dominique Sampiero.
Gallimard, « L'Arbalète », 82 p., 10 €.

Surtout, ne pas perdre le Nord, sa lumière, sa fraîcheur drue : c'est la « plaintitude » de son pays natal, que l'on retrouve dans le nouveau roman de Dominique Sampiero. Il y retrace la vie de Thérèse Felici, une des premières sœurs ouvrières. On est au creux d'un village, dans ce pays « ébouriffé en haut, tout nu en bas, avec des arbres droits comme des "i" », où les douaniers pourchassaient jadis, dans les sentiers, les « blauwers » passeurs de dentelles. Thérèse s'est retirée là, dans sa maison de « briques et de broc », entre son chat Yédouchka et son pommier. Elle se rappelle son enfance de fillette aussi « p'tiote » que remuante, et tous ses proches : « maman Yvonne » et « matante » Léonie, et les légumes déposés pour l'âne de saint Nicolas. « Papa André », plombier zingueur devenu wattman, qui meurt trop tôt d'un « chaud et froid » ou plutôt de la tuberculose. Et le grand frère si protecteur, Raymond, qui, réparant un toit, succombe après une chute accidentelle.

Thérèse : une enfant « pas comme les autres » qui ne confie qu'à quelques-uns – et surtout pas à sa mère – sa vocation religieuse. Après l'école, où elle excelle dans les parties de balle au prisonnier, après le certificat d'études, elle entre, à Mar-

quette, dans la petite communauté des sœurs du Sacré-Cœur, prononce ses vœux perpétuels et devient sœur Bernadette.

Bientôt, « fini le cocon du couvent » : elle pratique les soins à domicile, accompagne les mourants. Sillonant le Cambrésis à Mobylette, elle est une des premières sœurs à partager, à titre expérimental, la vie des ouvriers : elle est successivement embauchée dans un atelier de confection, employée à l'épluchage des endives (ou plutôt des « chicons : endives, c'est pour les Parisiens »). Elle travaille enfin dans une chocolaterie, où elle mène la révolte contre la pauvreté, aux côtés des délégués syndicaux : c'est un beau portrait de personnage impulsif, haut en couleurs, qui paie sa générosité par la double solitude d'un licenciement et d'une exclaustation.

Un autre texte de Dominique Sampiero – une prose poétique, nocturne et tourmentée – évoque l'étrange expérience d'un poète redécouvrant son propre texte, *La Lumière du deuil*, à travers la lecture de deux acteurs. « Celui qui dit les mots avec sa bouche, les mots de l'autre, écrits pour trahir, pour manquer, creuser le vide entre Dieu et sa colère, celui-là risque la vie du texte. » Là aussi reviennent des chemins « d'enfance noire », des fenêtres de village murées, des ruisseaux et des saules. Sampiero, poète de la *Vie pauvre* et de la *Fraîche évidence*, éprouve aussi l'angoisse liée au surgissement violent, désordonné d'une parole arrachée au mutisme, d'une lumière dérobée à la nuit : parole claudicante, heurtée, meurtrie, prenant le risque du manque, de la chute.

Monique Petillon

Vous recherchez un livre épuisé ?
Librairie Le Tour du Monde
29, rue de Condé 75006 Paris
Ordinateurs en accès direct !
15 millions de livres
internet : www.chapitre.com
téléphone : 0892 35 01 00 (jusqu'à 18h)
minitel : 3615 chapitre
chaPitre.com
LIBRAIRIE SUR INTERNET

ECRIVAINS
les Editions Bénévent publient de nouveaux auteurs
Pour vos envois de manuscrits :
9 rue Boyer - B.P. 4049
06301 Nice Cedex 4
Tél : 04 93 26 30 12

Ferveurs mystiques

Les héroïnes de Nathalie Rheims et de Nitya Varnès entrent au couvent. Michel Séonnet s'interroge sur Dietrich Bonhoeffer

L'ANGE DE LA DERNIÈRE HEURE
de Nathalie Rheims.
Flammarion, 188 p., 15 €.

LA DENTELLE DES HEURES
de Nitya Varnès.
Plon, 264 p., 17 €.

SANS AUTRE GUIDE NI LUMIÈRE
de Michel Séonnet.
Gallimard, « L'Un et l'autre », 150 p., 16,50 €.

La fatalité du deuil hante les textes de Nathalie Rheims, sans que jamais la séparation d'avec les êtres perdus soit perpétuelle. Elle les décline comme des variations sur la communion entre les morts et les vivants, corps séparés mais âmes vives. Qu'il s'agisse de *L'Un pour l'autre*, tombeau dédié à son frère Louis quasi réincarné dans la figure du comédien Charles Denner (Folio n° 3491), de *Lettre d'une amoureuse morte*, où deux femmes disparaissent pour mieux se retrouver flamboyantes (Folio n° 3744), la romancière, née de confession juive, est chaque fois fascinée par la thématique chrétienne de ce miracle et par ses pompes : d'une disparition s'ensuit une résurrection.

L'Ange de la dernière heure, livre à deux voix, est construit sur cette obsession. D'un côté, une femme qui, jadis, a aimé, une fois, un homme en soutane disparu depuis dans un accident d'avion, en eut une fille, et n'a jamais connu d'hommes depuis, « fidélité insensée » (décalque de la Vierge) ; de l'autre, cette enfant, visitée par le bien comme par le mal (elle eut, gamine, le corps électrisé, paralysé par une tumeur diabolique, avant de se relever alors qu'on la croyait enterrée). A 22 ans, la fille choisit de s'enfermer dans un couvent ; tandis que sa mère s'abîme dans la douleur de cette brutale séparation, la fille poursuit un itinéraire mystique afin, non pas tant de rejoindre Dieu que son père, qu'elle n'a jamais connu, et à travers lui sa mère que tourmentent par ailleurs des désirs obscurs. Au duo mère-fille se joint dans cette campagne reculée du monde un troisième larron que l'on nomme « l'étranger ».

Ce livre, dont les « révélations » sont aussi romanesques, orchestre un rituel assez troublant d'attractions mêlées : ivresse d'absolu,

volonté d'expiation, interdiction de se regarder dans les miroirs, et fascination pour des séductions, voire des sorcelleries, des lieux maudits.

L'héroïne devient pur esprit, jusqu'à redevenir immortelle, tout en faisant des rêves fantastiques où résonnent des chants tziganes et où les cadavres n'ont plus d'yeux, une « plaie palpitante à la place du cœur », des bras qui se détachent du corps et tombent à terre lorsque les mains veulent se joindre pour esquisser le geste de la prière. Il y a ici une extrême dévotion en même temps qu'un vertige dont on attend avec intérêt les prochains symptômes.

C'est au sortir de la première guerre mondiale que l'héroïne de Nitya Varnès décide d'entrer au carmel. *La Dentelle des heures*, premier roman d'une écriture tenue, est la confession de Mélanie, 26 ans, qui de sa cellule retrace ce que fut une existence de petite fille choyée, promise à un mariage conformiste, et justifie sa décision de prendre le voile, détruire son passé, se retrouver sans attaches, pour échapper à « l'atroce angoisse du monde » : implacable radioscopie d'un amour maternel étouffant, d'une bourgeoisie confite dans les présences, d'une idylle avec un amant (marié) trop indélicat. Ici, il y a moins de quête religieuse qu'un défi : Mélanie n'a pas la foi, elle s'ennuie, elle fuit cette impression d'être un objet, elle doute même que la vérité se réfugie dans le dépouillement. C'est l'inventaire d'une irrémédiable solitude, d'une existence sans pulsions de vie ni d'agir, sans jouissances charnelles. Le désir d'être hors du monde par insatisfaction, à essayer d'appliquer la phrase de saint Paul : « Savoir convertir son regard. » La métamorphose en une sorte d'ange, sans chair ni désir, si ce n'est la gourmandise. Sous la robe de bure, « grossir ou pas ne change rien ».

Michel Séonnet a déjà exploré les héritages des pires guerres du XX^e siècle. Tentative de rédemption de la fille d'un Waffen SS par l'action révolutionnaire terroriste dans *Que dirai-je aux enfants de la nuit ?* (Verdier, 1994), stigmates de la guerre d'Algérie dans *La Tour Sarrazine* (Verdier, 1996). C'est à la première personne qu'il témoigne aujourd'hui des traces laissées par le pasteur Dietrich Bonhoeffer,

résistant durant dix ans avant d'être arrêté et conduit à la prison militaire de Tegel, où il écrivit ce livre icône : *Résistance et soumission. Lettres et notes de captivité* (1). Séonnet veut rendre justice à ces pages qu'il a lues, recopiées, annotées, invoquées ; il se rend à Berlin, dans un hôtel près de Tegel, et retrace les années de braise du théologien. Journal rythmé par des citations de Bonhoeffer (« Notre force intérieure sera-t-elle assez grande pour résister à ce qu'on nous impose ? » ; « Je réfléchis souvent au fait que les Israélites ne prononcent jamais le nom de Dieu, et je le comprends toujours mieux » ; « Que signifie une vie chrétienne dans un monde sans religion ? »...) et par des considérations sur les conflits contemporains, l'Irak, l'Afghanistan, la difficulté à « affronter les puissances du mal grâce à sa pureté ». Pourquoi l'absence de Maria, sa fiancée, dans son livre de captivité ? Pourquoi le nom de Bonhoeffer, dit Séonnet, ne fut-il jamais cité parmi les martyrs. « Esprit de sacrifice, don de soi, et toutes ces choses, jamais il n'accepte ces mots, pas même qu'on parle de souffrance. On n'a pas le droit de dramatiser les choses, il dit. Sa vie, sa mort, c'est en elles-mêmes qu'elles doivent trouver leur raison, leur sens... » Celui que Séonnet est venu chercher à Berlin dans ce beau livre de chevet n'est « ni un héros ni un saint ». Il est venu « savoir ce que c'est être un homme. Et il n'y a pas de monument pour ça ».

Jean-Luc Douin

(1) Les œuvres de Dietrich Bonhoeffer ont paru aux éditions Labor et Fides, Genève.

La Librairie **DEDALE** vous invite à rencontrer **Henri Mitterand** le 27 novembre 2002 à 19 heures pour une soirée **Zola** à l'occasion de la parution du tome III - **L'Honneur** - de sa biographie chez Fayard
4 ter, rue des écoles, 75005 Paris
Tél. : 01 43 26 04 99

« Ascèse contre Prozac »

INTERDIT À TOUTE FEMME ET À TOUTE FEMELLE
de Christophe Ono-dit-Biot.
Plon, 380 p., 18,50 €.

Christophe Ono-dit-Biot, 27 ans, écrit avec une sorte d'allégresse vengeresse. Il a de l'énergie et de l'humour, ce qui augure bien de son avenir – et des ennuis qu'il va avoir avec les nombreux amateurs de tristesse. Pour son deuxième roman, ambitieux, il a choisi de mêler, avec habileté, deux univers de l'excès, celui des branchés bourgeois français et celui du mont Athos, « lieu sacré dédié au silence et à la chasteté ». D'un côté, la cocaïne, la bouteille de champagne à « 450 € TTC » à Saint-Trop ; « lieu du spleen frigé », de l'autre, le repli, l'austérité, univers uniquement masculin, « tous identiques, la toque noire posée sur les cheveux longs ramenés en chignon derrière la tête, la soutane, noire également, fermée jusqu'au col ou bien ouverte sur le poitrail » : « ascèse contre Prozac ».

Le lien entre les deux : l'éternelle histoire du « je t'aime moi non plus ». Gabriel, ami de Paul, Raphaël et Octave, aime Faustine. Celle-ci fait un enfant avec Octave, qui, avant même la naissance, s'enfuit au Mont Athos. Faustine demande à Gabriel, qui devait partir pour Ibiza avec Paul et Raphaël, de le retrouver. Il accepte. Sans le lui dire, Paul et Raphaël renoncent à Ibiza pour tenter de le rejoindre. S'ensuit une odyssée étrange et loufoque, très bien menée par Christophe Ono-dit-Biot, qui a le sens du suspense, un goût pour la critique sociale féroce, tant à l'égard de Paul et Raphaël, caricatures de jeunes « bobos » (bourgeois bohèmes), que des « desperados », ayant renoncé à « fêtes, orgies, drogues et paillettes », pour venir sur l'Athos « nettoyer » leur âme, se « purger » des passions.

On ne s'ennuie pas en suivant Gabriel dans ce coin de Grèce censé être destiné à la prière et au recueillement. L'aventure comporte ce qu'il faut d'inattendu – un cadavre qu'on croit être celui d'Octave –, de dangers – un trafic d'armes... Avec Gabriel en héros, Octave en statue du Commandeur, Paul et Raphaël en avatars des Pieds-Nickelés. Quant au happy end... bonne chance !

Jo. S.

Le socialisme des « gens ordinaires »

En appui de la critique du livre de Jean-Claude Michéa qui propose notamment de découpler l'idée socialiste du libéralisme, Paul Alliès, professeur de science politique, réfute une thèse qui, selon lui, fait l'impasse sur plusieurs états de la connaissance

IMPASSE ADAM SMITH
Brève remarque sur
l'impossibilité de dépasser
le capitalisme sur sa gauche
de Jean-Claude Michéa.
Climats, 186 p., 16 €.

Cet ouvrage, aussi dense que stimulant, apporte sa pierre philosophique aux propositions de reconstruction d'un édifice bien ébranlé depuis le premier tour de la présidentielle le 21 avril : le socialisme. Certaines des voix qui proposent de résoudre la crise par un retour aux sources du XIX^e plaident pour que soient renoués les liens entre le socialisme et l'idée libérale. Le chemin qu'ouvre ici Jean-Claude Michéa peut paraître plus tortueux, plus risqué aussi, dans la mesure où il propose, au contraire, de découpler l'idée socialiste du libéralisme, de l'idéal républicain et de celui du rationalisme des Lumières – sans pour autant manifester aucune nostalgie des hiérarchies propre à l'« univers théologique ».

Une habileté d'orfèvre est requise pour éviter les rets propres à vous faire tomber dans la catégorie en vogue des « nouveaux réactionnaires » désignés par Daniel Lindenberg (« Le Monde des livres » du 15 novembre). Disons-le tout net :

Jean-Claude Michéa, qui a visiblement le goût du paradoxe (« non seulement une certaine sensibilité conservatrice n'est pas incompatible avec l'esprit révolutionnaire, mais l'histoire montre qu'elle en est généralement la condition »), n'évite pas toujours les embardées de ce côté-là. Mais, pour l'essentiel, le propos reste tenu autour d'une critique roborative du capitalisme menée au nom de la notion de « décence », entendue comme la vertu qu'ont les « gens ordinaires » – le peuple – à pratiquer la solidarité réciproque sans chercher à se dominer mutuellement.

C'est que, pour l'auteur, le capitalisme ne se confond pas avec le sens de l'histoire. Il s'agit d'abord d'une option métaphysique, ce que symbolise ici l'allusion à Adam Smith. Si cette option s'est imposée comme l'ordre du monde, c'est qu'elle a croisé une conjoncture économique pour la porter. Faut-il pour autant considérer comme une vérité scientifiquement démontrée que l'individu, une « canaille » par essence, ne puisse être conduit que par la considération de ses propres intérêts rationnellement conçus, ou qu'une « main invisible » (autre concept de Smith) métamorphose inéluctablement les vices ou les passions privées en vertu publique ?



IVAN SIGG

Non, estime Jean-Claude Michéa, qui affirme que les mythes scientifiques du capitalisme ont été depuis longtemps battus en brèche. Les sciences sociales, dit-il, ont renoncé depuis les années 1970 à découvrir une quelconque formalisation mathématique de la théorie du marché. Elle ont, en revanche,

montré à partir de l'Essai sur le don (1932), de Marcel Mauss, que les formes humaines de l'échange n'étaient pas toutes réductibles à l'idéologie utilitariste. Il n'est donc pas invraisemblable d'y réintroduire une dimension éthique.

Or la gauche n'est plus capable d'un tel pas parce qu'elle a, elle aus-

si, depuis longtemps érigé en valeur suprême le progrès et la modernisation. Cette gauche-là, Jean-Claude Michéa la fait remonter à l'affaire Dreyfus, quand les républicains héritiers des Lumières pactisent avec les socialistes, même si, tient-il à préciser pour prévenir toute ambiguïté, cette alliance fut

indispensable dans la lutte contre l'antisémitisme.

Aujourd'hui, les effets pervers de ce pacte-fusion se retrouveraient dans la figure du « libéral-libertaire », du nomade ou de l'exaltation d'une jeunesse dont les transgressions servent à la bonne marche des affaires (comme dans l'industrie du rock). Ces postures libertaires sont aux antipodes de l'idéal anarcho-syndicaliste, qui a les faveurs de l'ouvrage, car elles rompent les solidarités effectives et isolent plus encore l'individu dans une monade où se perd « le goût des autres », où il n'est plus qu'un rouage...

Retourner aux sources du socialisme consistera donc à remonter au sens qu'avait le mot lorsqu'il fut forgé au tournant des années 1830 en France par Pierre Leroux comme l'opposé de l'individualisme. L'altruisme des « gens ordinaires » (la « common decency » chère à Orwell, dont la pensée inspire bon nombre de ces pages), la chaleur des communautés de travailleurs seront opposés au « citoyen abstrait » ou à l'« homme égoïste ». En admettant, avec l'auteur, qu'il soit bien sûr que tout sursaut d'ancien Régime ait été définitivement écarté.

Nicolas Weill

Impasse Michéa, ou de la difficulté de se débarrasser de la gauche

Jean-Claude Michéa est un auteur rare et excitant. Très économe de ses écrits et plus encore de ses propos, il conjugue une solide connaissance de la philosophie avec une vive curiosité pour tout ce qui peut expliquer les méfaits de la société du spectacle. Plongé professionnellement dans le vif toujours renouvelé du « jeunisme », il cherche des antidotes susceptibles de former une critique radicale de la modernité. L'ouvrage qu'il publie aujourd'hui en est une étape. Il mérite lecture attentive et réfutation tant sa thèse, en prétendant dévoiler l'impasse dans laquelle se serait fourvoyé le « socialisme ouvrier », fait elle-même l'impasse sur plusieurs états de la connaissance. Sa thèse, la voici : un « socialisme originaire » aurait été instrumentalisé par « la Gauche », laquelle n'aurait rien fait d'autre que socialiser la philosophie des Lumières, donc le libéralisme. Le temps serait venu de retrouver « l'autonomie philosophique » d'un mouvement populaire en dehors du faux clivage gauchedroite. Cet énoncé soulève trois types de questions : sur l'histoire du mouvement ouvrier, sur l'histoire de la démocratie représentative, sur l'histoire sociale des idées et le rôle de la philosophie.

Sur l'histoire du mouvement ouvrier, on ne peut qu'éprouver

une certaine gêne devant le schématisme des classifications comme des périodisations. L'âge d'or serait celui des chartistes, luddites et autres tisserands de Silésie résistant à l'industrialisation au début du XIX^e siècle. Leur feraient écho des populismes de tous ordres dont le point commun serait d'être aujourd'hui stigmatisés par les nouveaux maîtres-penseurs. On ne saura donc pas s'il s'agit des fermiers américains des années 1880, des différents milieux intellectuels des classes moyennes privilégiant la paysannerie dans les mêmes années en Russie, ou des courants qui, après 1917, minoraient le rôle des couches urbaines dans la révolution coloniale. Ce qui les relie entre eux, c'est bien l'anti-élitisme et l'appel au peuple comme rejet de toute médiation politique, administrative ou sociale à partir d'une vision dichotomique du monde allant jusqu'à des affirmations identitaires, nationalistes ou racistes.

Toute la verve de Michéa contre les experts, les « politologues de l'ordre établi » et surtout les journalistes ne suffit pas pour définir politiquement sa référence à cette histoire. Il en reste un fétichisme assez naïf de la spontanéité des « simples gens, ceux qui, par la force des choses, ont l'habitude de déchiffrer une société en la

considérant sous le seul angle approprié, à savoir de bas en haut ». Ce genre de posture n'emporte évidemment aucune perspective ni sur les modes de repolitisation des électeurs du Front national ni sur la tragique alliance entre les colons et les pauvres en Israël pour ne citer que quelques cas bien concrets. La Gauche, « simple machine politique destinée à légitimer culturellement la civilisation libérale » ne sert évidemment à rien. Tant pis si elle a produit une notion discriminante durable, celle d'égalité, vecteur durable de mobilisation contre les politiques libérales. Passe ainsi par profits et pertes un siècle au moins d'histoire, d'invention

■ Paul Alliès

et de transformation d'une forme originale, celle du parti, issue du mouvement ouvrier dans les pays industrialisés. La discussion sur l'épuisement possible de cette forme aujourd'hui passe par une analyse rigoureuse des différents systèmes, en particulier le stalinisme. Curieusement, Michéa l'évoque en creux si ce n'est avec nostalgie, en soutenant que la bolchevisation des années 1920 aurait aidé à « maintenir l'autonomie des travailleurs par rapport à la Gauche républicaine ou libérale », ou encore pour énoncer que depuis

la chute du mur de Berlin « chaque victoire de la Gauche correspond obligatoirement à une défaite du socialisme ». D'évidence, les nombreux et riches travaux sur la généalogie des organisations partisans ne l'intéressent pas, bien que ce soit là une question centrale du fonctionnement de la démocratie. Mais c'est là la deuxième impasse dans laquelle il s'engage.

L'histoire de la démocratie représentative se réduirait-elle au pari des Lumières fantasmant l'autonomie du sujet et de l'individu ? C'est sur le terrain de la conception de l'élection et de son organisation qu'affleurent peut-être le plus de contradictions. L'enjeu est considérable : comment

l'électeur a-t-il fait l'apprentissage d'une autocontrainte par laquelle l'être social qu'il est devient un autre, le citoyen, sans cesser d'exister en tant que tel ? Quelles que soient les variations cycliques du nombre très composite des abstentionnistes, ce mystère laïque reste au cœur des réflexions sur la légitimation du pouvoir et de l'autorité dans nos sociétés. Une des pistes (ouverte par Norbert Elias) est dans l'étude des rapports entre l'individualisation de la société à partir du XVI^e siècle en Occident, ses expressions philosophiques et juridiques d'une part, et l'incorporation physique et mentale de nou-

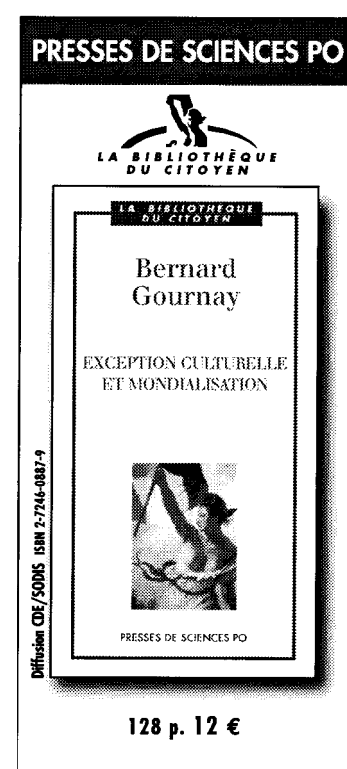
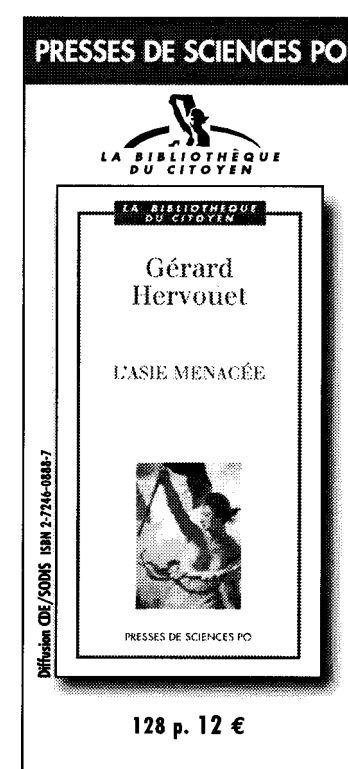
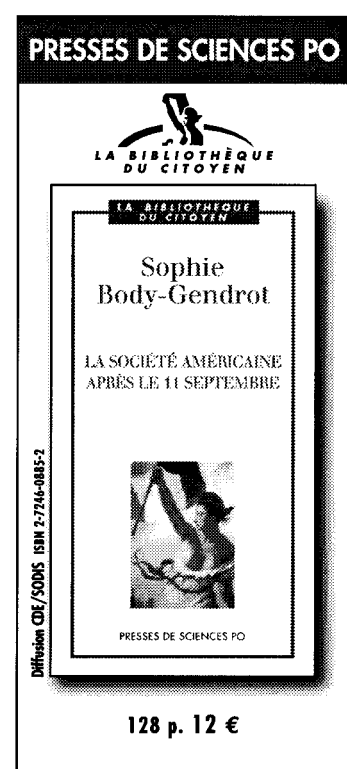
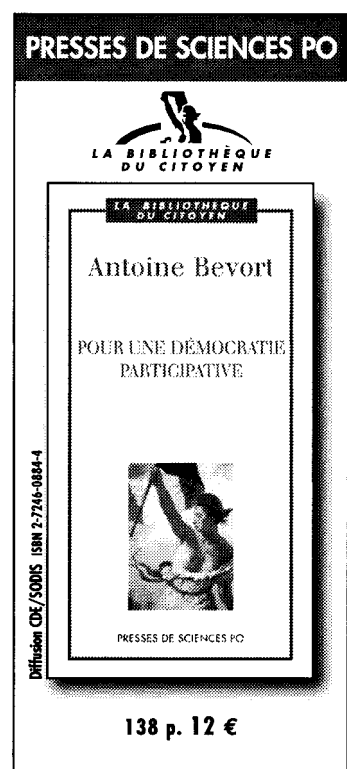
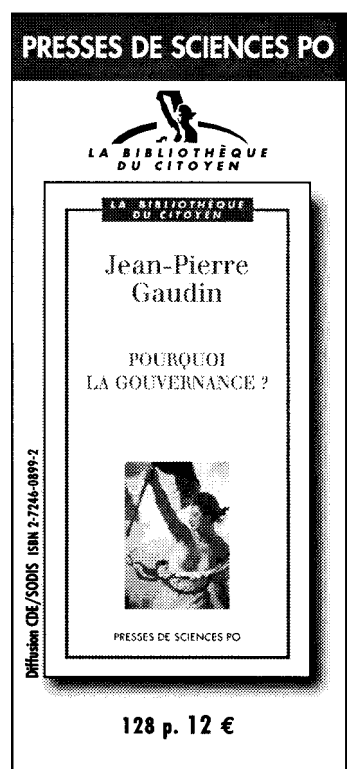
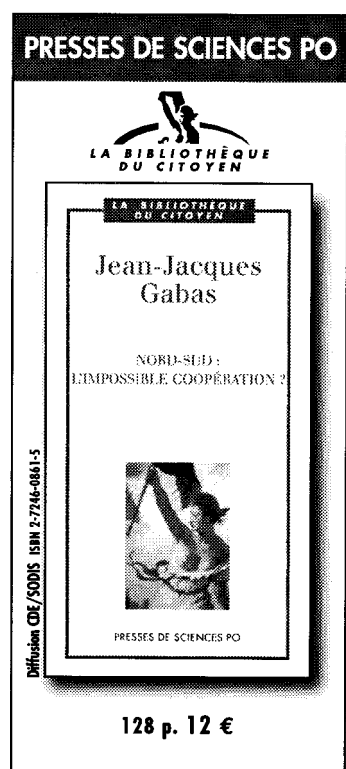
veaux codes de comportement et de conduites d'autre part. Michéa non seulement n'évoque jamais la question des formes de la démocratie (ce que faisaient pourtant si bien les chartistes anglais qu'il donne tant en exemple), mais il ramène l'histoire de cette civilisation très complexe de la représentation à une simple faute philosophique commise par les Lumières. L'individu sujet de droit rendrait impossible et impensable l'épanouissement, dans des communautés d'appartenance, des classes populaires organisées autour de l'économie du don. Burke écrivait dès 1790 que la Révolution française allait à sa perte parce qu'elle avait voulu créer un homme nouveau, le citoyen, et rompre avec la représentation des intérêts réellement existants dans la société. C'est un opportun rappel sur l'impossibilité de dépasser le libéralisme sur sa droite.

L'histoire des idées enfin, tient une grande place dans le propos de Michéa. Par exemple c'est l'influence de Saint-Simon dans les années 1820 qui aurait déclenché l'importation du libéralisme des Lumières dans le « socialisme ouvrier ». Si cela a pu se faire c'est « faute d'un ensemble doctrinal » rendant impossible « l'autonomie philosophique ». Le projet capitaliste lui-même ne serait rien d'autre que la rencontre acciden-

telle entre l'accélération des échanges marchands et « une configuration philosophique particulière ». On reste perplexe devant tant d'importance donnée à la seule force des idées nonobstant les conditions pratiques de leur réception et assimilation à une échelle de masse. Tout un courant s'est développé autour de l'histoire sociale de celles-ci, qui, justement, met en évidence en quoi les partis peuvent être des entreprises culturelles ou comment des procédures et des institutions peuvent être des facteurs d'acculturation débouchant sur des formes spécifiques de politisation ou de mémoire collective. Michéa n'en a cure : « Nous disposons pour la première fois dans l'histoire moderne de moyens philosophiques suffisants » pour assimiler la promesse des premiers ouvriers européens du XIX^e siècle. La messe est ainsi dite sans un mot sur les successives révolutions du capitalisme industriel et leur impact sur l'individualisation des rapports sociaux.

Autant d'impensés constituent de trop sérieuses impasses pour pouvoir construire une alternative intellectuelle à ce qu'est devenu le libéralisme aujourd'hui. C'est l'essentielle limite de cet ouvrage qui en a la prométhéenne prétention.

★ Professeur de science politique à l'université de Montpellier.

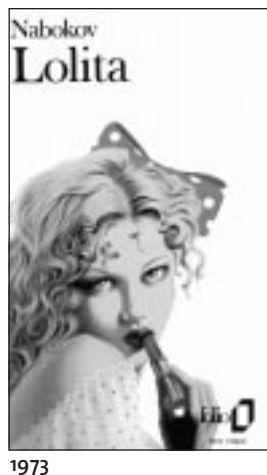


« Folio » : trente ans et treize enfants

C'est en 1972 que fut créée la célèbre collection de poche de Gallimard. Avec aujourd'hui pas moins de 4 700 titres à son catalogue et 250 nouveautés par an, elle couvre tous les domaines de la littérature et des sciences humaines. Rencontre avec son directeur Yvon Girard

Pour commencer l'année 2002, celle de son trentième anniversaire, « Folio », la collection de poche de Gallimard, a créé sa treizième « sous-collection », le « Folio 2 euros », déjà riche de 35 titres « et de 600 000 exemplaires vendus », se félicite Yvon Girard, directeur de « Folio », qui ajoute : « Lettre au père, de Kafka, était depuis six ans en "Folio bilingue". On avait vendu 4 500 exemplaires. En "Folio 2 euros", on a vendu 24 000 exemplaires en six mois. » Yvon Girard, 55 ans, qui a la responsabilité de « Folio » depuis 1989, est un éditeur heureux. Ce germaniste de formation, qui renonça à l'université en 1979 pour entrer chez Gallimard (représentant jusqu'en 1982, puis chef des ventes), n'a « pas hésité longtemps » avant d'accepter la proposition d'Antoine Gallimard, devenu PDG de la maison, de prendre en main « Folio ».

« Folio », c'était déjà toute une histoire, commencée en 1972, lorsque Claude Gallimard décida de ne pas renouveler son contrat avec le Livre de poche (Hachette) et de créer sa propre collection. Personne ne sait vraiment qui suggéra le nom « Folio » – est-ce une antiphrase, le folio étant un très grand format ? Peu importe, l'idée était bonne, tout comme la décision d'inventer une couverture à fond blanc avec une illustration, pour se différencier des couvertures très colorées du Livre de poche. Jusqu'en 1985, les illustrations de couverture étaient



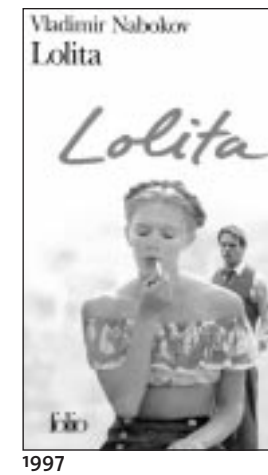
1973



1984



1995



1997



2001

généralement confiées à des dessinateurs. Depuis, on préfère des photos ou des reproductions de tableaux.

Le premier âge de « Folio », dont Antoine Gallimard assure la direction, est surtout consacré à exploiter le remarquable fonds littéraire de la maison Gallimard et de ses filiales. Le prestige du Livre de poche a évidemment souffert de se voir d'un coup privé des quelque 250 auteurs Gallimard (dont Camus, Céline, Sartre...) qui figuraient au catalogue.

En 1977, Antoine Gallimard crée en outre une collection de « semi-poche », « L'Imaginaire », pour des textes plus complexes, plus marginaux (le premier tirage est de 4 000 à 6 000 exemplaires, alors que « Folio » ne descend pas au-dessous de 12 000).

En 1985, naît « Folio essais » – qui reprend les textes de sciences humaines de la collection de poche « Idées » Gallimard, dirigée depuis 1962 par François Erval – à laquelle s'ajoutent, en quelques mois, « Folio histoire » et « Folio actuel ». « Et, en 1989, en me donnant la direction de "Folio", précise Yvon Girard, Antoine Gallimard me fixe deux objectifs principaux : développer "Folio" dans le domaine littéraire en l'ouvrant à d'autres maisons que celles du groupe Gallimard – aujourd'hui 30 % de la production vient d'autres maisons – et développer de nouvelles séries. » C'est ainsi qu'à côté de « Folio » (130 nouveaux titres par an), sont nées « Folio bilingue », « Folio classique », la « Foliothèque » (qui propose un essai sur

un auteur connu), « Folio Plus » (qui, pour des ouvrages très pressés dans les collèges, adjoint au texte un dossier de travail), « Folio policier », « Folio SF », et enfin, juste avant « Folio 2 euros », « Folio documents », qui, accueillant des ouvrages plus éphémères, liés à l'actualité, les reprend six mois après leur parution (le délai pour les autres séries est de dix-huit mois), en les réactualisant (préfaces, postfaces, éditions révisées et augmentées...).

« PRENDRE DES PARIS »
« Au total, nous publions 250 nouveautés par an, et, depuis plusieurs années, tous les textes sont recomposés, et non photographiés, explique Yvon Girard. Ma fonction est double.

D'une part je coordonne la programmation de l'ensemble des séries, mais le choix est fait par d'autres éditeurs, par exemple Eric Vigne pour les essais, Jean-Yves Tadié pour le classique ; d'autre part, je suis l'éditeur de la littérature contemporaine, française et étrangère. Tous les programmes étant évidemment soumis ensuite à Antoine Gallimard. J'essaie d'avoir une politique diversifiée. Il y a, bien sûr, les auteurs que nous souhaitons suivre. Ceux qui ont tous leurs livres chez Gallimard, ceux aussi qui ont plusieurs éditeurs, mais tous leurs ouvrages dans la même collection de poche, "Folio". Ensuite, nous privilégions la découverte : amener à un public plus jeune que celui des nouveautés en grand format des auteurs pas encore confirmés. Prendre des

paris. Nous l'avons fait naguère avec Hervé Guibert, avant son grand succès public. Plus récemment avec Camille Laurens, qui était en "Folio" avant d'obtenir le prix Femina, avec Régis Jauffret... "Folio" vend, dans environ 5000 points de vente, 12 millions de volumes par an, à des prix allant de 2 € à 13,30 €. Le Livre de poche vend plus de volumes, mais, cet automne, nous avons été en tête des ventes de romans contemporains, grâce au cinéma, avec notamment L'Adversaire et Minority Report. »

« Folio », avec ses 30 ans, possède 4 700 titres au catalogue. Trois cents environ sont manquants alternativement, « mais nous réimprimons », dit Yvon Girard, « dès qu'un livre manquant est dans un programme d'études, adapté au cinéma, etc. » Le best-seller absolu est toujours L'Étranger, de Camus (6 millions d'exemplaires). Sartre est n° 7 avec Huis clos, le premier étranger est Steinbeck (8) avec Des souris et des hommes (3 millions), la première femme est Marguerite Yourcenar (35) avec Mémoires d'Hadrien (1 300 000), Simone de Beauvoir vient en 60^e position avec Mémoires d'une jeune fille rangée, suivie immédiatement de Marguerite Duras avec Hiroshima mon amour. « On ne sait pas quelle sera la liste dans trente ans, ce qui est passionnant, conclut Yvon Girard, et ce que j'aime par-dessus tout dans "Folio", c'est sa diversité, c'est la largeur du spectre. Je ne m'ennuie jamais. »

Josyane Savigneau

Les premières salves de René Char

Préserver dans la belle édition parue chez José Corti, consignés dans « La Pléiade », voici enfin ses premiers poèmes promis à un large public. Il aura fallu 68 ans

LE MARTEAU SANS MAÎTRE de René Char. Poésie/Gallimard, 204 p., 6,40 €.

Il fut un temps où René Char (1907-1988) publiait ses recueils à quelques exemplaires et s'en glorifiait. Selon lui, sa poésie se suffisait à elle-même : « Il est réconfortant de penser que les imbéciles n'en sauront rien », précisait-il à la dernière page, dans la justification du tirage. Que lui importait le nombre ? Il était lu et compris par André Breton, Paul Eluard et Louis Aragon. Il avait 22 ans. Il venait de rallier le mouvement surréaliste avec Arsenal sous le bras.

Cela se passait en 1929. Cinq ans plus tard, il allait récidiver avec Le Marteau sans maître. C'est ce volume que nous avons aujourd'hui entre les mains, ce mince volume publié sous la jaquette de la collection « Poésie » de Gallimard : l'histoire littéraire retiendra qu'il aura fallu 68 ans pour qu'il puisse toucher un large public. Il était jusqu'à présent réservé aux heureux possesseurs de la belle et sobre édition de

José Corti, premier éditeur de ce recueil, ou de « La Pléiade ».

Sa beauté sombre et son tranchant restent intacts. A le lire ou à le relire, on comprend à quel point Char fut tout à la fois un « locataire » actif et virulent du surréalisme et un dissident dans l'âme. Ses textes charrient une violence comprimée, explosive. Une singulière empreinte sadienne court au travers des pages, mais aussi des images secrètes surgies du monde des alchimistes, les pensées enfouies de son arrière-pays mental. Le verbe cingle, les mots sont fouettés.

Son recueil tient de l'aveu et du programme. « Les mondes en transformation appartiennent aux poètes carnassiers », affirme-t-il en guise de credo. Dès ces premiers textes, il condense ses émotions. Il écrit, ratoure, égorge le surplus, biffe pour arriver au suc pur. Et quand il parvient au cœur, il corrige encore pour arriver au noyau.

C'est le même révolté au cœur incandescent qui écrit, en conclusion d'un court poème, ces deux vers classés par beaucoup parmi les plus achevés de la langue française :
Des yeux purs dans les bois
Cherchent en pleurant la tête habitable

rien aux abois, frère, fuyard, étrangle ton maître. Sa cuirasse n'est qu'une croûte. Il a pourri la santé publique. Autrement tu somrais dans la tendresse. Entre les cuisses du crucifié se balance ta tête créole de poète. »

Le Marteau sans maître parut dans la plus grande discrétion le 20 juillet 1934. Il fallut attendre la deuxième édition, en 1945, pour que le recueil reçoive un large écho. René Char n'était plus seulement le jeune barbare de l'avant-guerre, mais le capitaine Alexandre, chef de maquis héroïque dans le Sud-Est. Avec le recul d'une décennie, l'ensemble du volume parut annonciateur des années noires.

Le poète lui-même l'affirmait hautement dans sa présentation : « La clef du Marteau sans maître tourne dans la réalité pressentie des années 1937-1944. » Et il est vrai que la chute du premier poème, écrite dans les années 1920 :

Nuage de résistance
Nuage des cavernes
Entraîneur d'hypnose
brillait et brille encore, comme frappée de lueurs.

Laurent Greilsamer

★ A signaler : René Char, le témoignage d'André Velter et une série de photographies de Marie-José Lamothe (L'Atelier des Brisants, 140 p., 18 €).

Hallucinant Arenas

Rédition d'une œuvre culte du romancier cubain, consacrée à un moine réfractaire, et d'une farce sur l'esclavage

Hallucinant : qui a une grande puissance d'illusion, d'évocation. Au lecteur désabusé ou curieux d'un exemple, on recommande celui, éblouissant, d'une œuvre devenue culte, Le Monde hallucinant de l'écrivain cubain Reinaldo Arenas. Trois cents pages de figures instables et sidérantes, tirées comme d'un puits sans fond des lacunes de l'Histoire. Ou plutôt d'une histoire : celle du moine mexicain Servando Teresa de Mier, cet aventurier précurseur des XVIII^e et XIX^e siècles « qui voulait faire frir le pape », et fut lui-même un combustible de choix pour les feux des prélatés qu'il frôla souvent. Féroce partisan de l'indépendance mexicaine, il fut pour cela traîné sa vie durant en diverses prisons d'Amérique et d'Europe par les puissants de l'époque. Un réfractaire hors pair, donc, parfaite icône pour Reinaldo Arenas, lui-même en butte à la censure artistique, sexuelle et politique du régime castriste. Avec trois narrateurs discordants, dont lui-même et ce moine à tu et à toi, Reinaldo Arenas a fait un roman : « total », a-t-on souvent dit, « par trop de genres à la fois », comme le rappelle son traducteur Didier Coste, « magique », a-t-on renché-

ri, comme le réalisme ainsi qualifié, lorsqu'on lut le roman en 1969 en France, envoyé sous le manteau depuis Cuba en plein boom de la littérature latino-américaine. De la minutieuse invention du style au service des prodiges, des fantaisies diaboliques et des cauchemars dont le roman est farci, il faut retenir l'efficacité. « Vous venez d'un pays qui existera bientôt » : ce mot adressé à Servando par la peu bégueule M^{me} de Staël, couchée elle aussi dans ce livre, salue la puissance du roman, aussi révolutionnaire que des faits d'armes, capable d'écraser et d'étendre espace et temps, moins total qu'« infini ».

Après ce deuxième roman d'avant l'exil aux Etats-Unis en 1980, Arenas continuera à amplifier et à chahuter amoureusement les modèles dont il s'inspire. L'un de ses derniers romans, La Colline de l'ange, dont la rédaction précédera de quelques années son suicide à New York en 1990, sera ainsi une « parodie sarcastique et tendre » du roman anti-esclavagiste Cecilia Valde publié en 1882 par un compatriote, Cirilo Villaverde, comme l'histoire d'un drame incestueux au cœur de Cuba. Dans la réécriture d'Arenas, on rit aux larmes sur de l'infâme. Le

scandale de l'esclavage tourné en farce, les puissants en ridicule, et les basiliques en cimetières kitschs témoins de cette « somme d'irrèverences » dont Arenas, déjà à bout de forces, approfondissait encore l'expression. Ici l'art de l'ironie, vif et désinvolte, est à égalité avec celui de la fantaisie, et en équilibre avec le lyrisme des amants, que, comme une relique tantôt futile, tantôt sacrée, Arenas a conservée mais dispersée en plusieurs voix – irréconciliables, bien entendu. « Ce n'est pas le roman écrit par Cirilo Villaverde, avait prévenu Arenas, que je présente au lecteur (chose évidemment inutile), mais celui que j'aurais écrit à sa place (...). Libéré du souci d'une intrigue spécifique, on atteint l'essence pure de l'imagination, donc de la véritable création. »

Fabienne Dumontet

★ Le Monde hallucinant (El Mundo alucinante), de Reinaldo Arenas (traduit de l'espagnol – Cuba – par Didier Coste ; éd. Mille et une nuits, 296 p., 12 €).
– La Colline de l'ange (La Loma del angel), de Reinaldo Arenas (traduit de l'espagnol – Cuba – par Liliane Hasson ; Actes Sud, « Babel », 190 p., 7 €).

En décembre

Philippe Bourgois et Patrick Declerck

Mardi 10 décembre à 19h30

Olivier Roy et Abdelwahab Meddeb

Jeudi 12 décembre à 19h30

villa gillet

25, rue Chazière 69004 LYON
www.villagillet.net
Renseignements 04 78 27 02 48



■ CRITIQUE DE LA SCIENCE-FICTION de Jacques Goimard

Jacques Goimard, qui fut le critique de science-fiction au Monde dans les années 1970 et appartient à l'équipe de la revue Fiction, a réuni en un recueil quelques-uns des articles, essais et préfaces qu'il a consacrés à un genre dont il a été un défenseur lucide (n'écrit-il pas que la S-F a ses Dolly, mais aussi ses Proust ?) mais fervent, avant de devenir l'un de ses éditeurs français les plus en vue. Le volume, qui regroupe des textes dispersés à l'envi dans divers ouvrages et revues, s'ordonne en plusieurs grands chapitres qui abordent le problème de la définition du genre, ses thématiques, certains de ses auteurs essentiels – de Simak et Leiber à Michel Jeury, en passant bien sûr par Dick ou Silverberg (ce qui donne à l'auteur l'occasion de tracer les grandes lignes d'une histoire de la S-F) – et bien sûr le cinéma de S-F, dont il dissèque l'un des chefs-d'œuvre, à savoir 2001 : l'odyssée de l'espace. Que l'on partage ou non les opinions, les analyses et les théories de l'auteur, on lit avec intérêt et surtout beaucoup de plaisir les textes ici rassemblés. C'est qu'à une érudition sans faille et à une culture académique (mais jamais trop pesante ou jargonante) dans le domaine des sciences humaines s'ajoutent une écriture déliée d'une grande lisibilité et un doigt d'humour pince-sans-rire du meilleur effet ! Pour qui veut comprendre ce qu'est la S-F de la seconde moitié du XX^e siècle et quels sont ses enjeux, cette anthologie critique est une clé précieuse. (Pocket, « Agora », 670 p., 10 €).

Jacques Baudou



■ SAKÉ DES BRUMES de Romain Slocombe

Avoir miraculeusement survécu aux combats aériens de la deuxième guerre mondiale et trouver bêtement la mort dans un accident de la route en Normandie, une soixantaine d'années plus tard, c'est un comble pour un kamikaze japonais et c'est le point de départ de la nouvelle aventure de Gabriel Locoureur alias « le Poulpe », imaginée par Romain Slocombe. L'accident bien sûr était un assassinat déguisé et le vieil Isamu Hino qui sillonnait la Normandie au volant d'une voiture de location pour visiter les musées militaires était accompagné de Yoko, sa petite-fille, ce qui permet à l'auteur, dans la droite ligne de ses romans policiers à la « Série noire », à la fois de revisiter un des épisodes les plus troubles de l'histoire du Japon et de réaffirmer sa fascination pour les petites Japonaises surtout lorsqu'un harnachement de plâtres et de bandages vient ajouter une aura d'étrangeté à leur séduction naturelle. Donc une jeune fille accidentée, un kamikaze éliminé mais aussi un réseau de pédophiles belges (les touristes japonais sont passés par Bruxelles pour venir en Europe croyant réaliser une économie qui va s'avérer bien coûteuse) et même un fort ancrage dans le paysage politique français et plus précisément les élections présidentielles de mai dernier, voilà de quoi donner du fil à retordre au Poulpe qui ne s'en tirera pas sans quelques plaies et bosses mais par une chute particulièrement astucieuse (Le Poulpe, Baleine, 518 p., 10 €).

Gérard Meudal

■ LES CHIOTS de Mario Vargas Llosa

Avec cette nouvelle tirée des Chiots/les Caïds (Gallimard, 1974), c'est dans la banlieue de Lima que nous conduit Mario Vargas Llosa, en compagnie de Lalo, Ouistiti, Marlou, Fufu, une bande de jeunes chiens fous, aimant se défier balle aux pieds ou sur les tremplins de la Terrazas. Parmi eux, un nouveau venu, Cuéllar, surnommé Petit Zizi à la suite d'un tragique accident. Malgré la rude affection que lui portent ses condisciples, l'adolescent va vite se sentir mis au ban d'une société où la virilité et la réussite sociales font force de loi. Une loi dont l'écrivain dépeint, dans un style gouailleur où s'entremêlent et se heurtent narration et dialogues, les rouages implacables (traduit de l'espagnol – Pérou – par Albert Bensoussan, Gallimard, « Folio », 84 p., 2 €).

Ch. R.

Lumières sur l'absolutisme

Comment la monarchie s'est-elle théorisée ? Comment a-t-elle agi ?

Une enquête originale et instructive de Fanny Cosandey et Robert Descimon

L'ABSOLUTISME EN FRANCE
Histoire et historiographie de Fanny Cosandey et Robert Descimon.
Seuil, « Points-Histoire », 320 p., 7,8 €.

L'absolutisme, que dire de ce concept étranger à la période même qu'il prétend délimiter et décrire, de ce mot ignoré de l'Ancien Régime et forgé par ses adversaires ou ses admirateurs du XIX^e siècle, du cortège de mépris et de méprises, d'illusions et de désillusions, des pièges, aussi, qu'il charrie avec lui ? Et que proposer à sa place, s'il faut se résoudre à en faire le deuil ?

Inaugurant, avec la réédition de *La Philosophie des sciences historiques* de Marcel Gauchet, une nouvelle et prometteuse série de « Points Histoire », « *L'Histoire en débats* », Fanny Cosandey et Robert Descimon entreprennent d'apporter à ces questions un début de réponse en adoptant une démarche critique qui mêle débats historiographiques et tentative d'historicisation méticuleuse de la construction de l'absolutisme en France.

Refusant d'adopter un plan schématique qui aurait distingué un survol historiographique des grands textes qui ont fait l'histoire de l'absolutisme et une enquête empirique plus précise, ils insistent ainsi, à juste titre, sur l'impossibilité de comprendre le système de la monarchie absolue sans s'interroger en même temps sur les instruments, indigènes ou savants, ceux des juris-



« La prise de pouvoir par Louis XIV » de Roberto Rossellini (1966)

tes d'Ancien Régime ou ceux des sociologues contemporains, qui servent et servent encore à le penser.

Contre l'illusion, en grande partie véhiculée par les juristes au service d'une monarchie qui n'aurait rien tant que se présenter comme immémoriale, d'un absolutisme inchangé sur près de mille ans, Descimon et Cosandey se livrent donc à une relecture suggestive des textes des polygraphes, légistes et clercs qui participèrent au long travail théorique de la monarchie sur elle-même, relevant non seulement l'hétérogénéité des sources juridiques et des autorités convoquées au service du monarque, mais aussi les glissements significatifs qui se produisent au cours des trois siècles

d'Ancien Régime. Ils montrent ainsi comment, dans un contexte historique précis, celui des incertitudes dynastiques et politiques de la seconde moitié du XVI^e siècle, se constitue petit à petit un mythe fondateur ce que l'on va finir par désigner comme les « lois fondamentales du royaume ». Ils replacent, de même, la question de l'émergence du concept de raison d'Etat au début du XVII^e siècle dans le cadre des débats sur la puissance ordinaire et extraordinaire du roi et de la sortie des guerres de religion dans l'exaltation inédite de la puissance temporelle. Ils soulignent, enfin, les effets contradictoires de l'absorption de l'Etat par le roi, manifeste sous le règne de Louis

XIV, et de l'affirmation d'une mystique du sang royal qui transforme la monarchie légale-héréditaire en « *dynasticisme propriétaire* » lourd de menaces.

A ce premier travail historique qui rend à la monarchie absolue sa dimension de création continue, de discours du pouvoir sur lui-même, de stratégie, s'ajoute une seconde mise en perspective attentive, cette fois, aux pratiques politiques, elles aussi changeantes, de l'Ancien Régime.

De cette double historicisation, qui fait de l'écart entre les constructions intellectuelles des juristes d'Ancien Régime et les explications des sciences sociales, un atout interprétatif et non un handicap, le livre tire sa force. Car il ne faut pas croire les auteurs lorsqu'ils affirment que leur « *travail ne vise pas à l'originalité* ». Leur ouvrage est bien autre chose qu'un manuel, comme en témoignent certaines propositions risquées (sur le « *confessionnalisme à la française* ») ou la bibliographie, sélective, dans laquelle on ne peut s'empêcher de relever quelques absences (comme celle de Mario Turchetti). Mais, par exigence intellectuelle et par souci de ne pas céder aux facilités des vastes synthèses qui embrassent trop et n'étreignent rien, Cosandey et Descimon ne renoncent-ils pas trop prudemment aux comparaisons avec les expériences politiques des autres monarchies européennes dont la contribution à l'histoire de l'absolutisme mériterait d'être à nouveau interrogée ?

Olivier Christin

Le calvaire de Stella

Journal d'une jeune fille rescapée d'Auschwitz inscrite sur la liste de Schindler

LE LIVRE DE STELLA
Jeune fille de la liste de Schindler (*Das Mädchen von der Schindler-Liste*)
Aufzeichnungen einer KZ-Überlebenden)
de Stella Müller-Madej.
Traduit de l'allemand par Marcelo Gandaras,
Arte éd./Le Félin, 374 p., 10 €.

PAROLES D'ÉTOILES
Mémoire d'enfants cachés 1939-1945
Sous la direction de Jean-Pierre Guéno, Libro, 160 p., 1,52 €.

PAROLES D'ÉTOILES
L'Album des enfants cachés 1939-1945
de Jean-Pierre Guéno et Jérôme Pecnard.
Les Arènes/France Bleu/
France Info/Mémorial de Caen, 136 p., 32 €.

Stella Müller a 9 ans quand la guerre met brutalement fin à une existence paisible. En novembre 1939, sa famille doit quitter son confortable appartement de Cracovie pour le ghetto. La fillette y découvre une vie de privations, d'humiliations et de confinement. La menace d'une mort qui peut survenir à tout instant, au gré des caprices des nazis, plane sur cette zone d'où le droit est exclu et dont la taille se réduit comme peau de chagrin, obligeant les familles à vivre entassées dans des appartements où la promiscuité est de règle. En février 1943, le ghetto est vidé de ses occupants transférés au camp de Plaszów. Stella, qui a maintenant 13 ans, y découvre un environnement mortifère, un univers où « *pourquoi ?* » et « *à quoi bon ?* » n'ont plus aucun sens, un quotidien fait de souffrances corporelles et psychiques aiguës. Sa mère est là, vigilante, pour secouer l'apathie qui la gagne. A l'approche de l'hiver 1944, un mince espoir naît quand on apprend qu'une usine dans laquelle les juifs sont casernés a pris le relais des commandos situés à l'extérieur du camp. Son directeur, Oskar Schindler, essaierait de soustraire des juifs à la mort qui leur est promise. De nouveaux convois continuent d'arriver, constitués de pauvres hères désemparés parce qu'ils n'ont « *pas fait l'école de l'avisement progressif des êtres humains* ». Stella observe les changements survenus chez sa mère, autrefois nerveuse et impatientée, désormais pensive et inquiète. Elle en vient à la prendre en charge

dans une totale inversion des rôles. L'oncle de Stella fait inscrire sa famille sur la liste des ouvriers destinés à l'usine de Schindler à Brännlitz. Mais, à la mi-octobre 1944, son père et son frère partent pour Gross-Rosen. Stella et sa mère sont emmenées à Auschwitz-Birkenau, dernière station de leur chemin de croix. Gravement malade, Stella y frôle la mort. D'actives solidarités clandestines la sauvent en extremis. Elle peut intégrer le convoi des femmes inscrites sur la liste de Schindler et rejoint l'usine de Brännlitz. Le 8 mai 1945, Stella et les siens, réduits à « *l'état d'épaves humaines piteuses et transies de peur* », sont libérés par les Russes.

Publié à compte d'auteur en polonais en 1991, édité en Allemand en 1994 après la sortie de *La Liste de Schindler* de Steven Spielberg, ce récit, élaboré au fil des ans depuis 1945, est avant tout une description des effroyables conditions dans lesquelles des êtres humains ont dû tenter de survivre. C'est aussi un hommage rendu à Oskar Schindler. C'est enfin la terrifiante vision d'une enfant jetée dans une tragédie au quotidien des années durant. Comme en écho, recueillies par Radio France en janvier 2002, les bribes de récits d'enfants cachés sur notre sol entre 1939 et 1945 disent la profondeur d'un traumatisme ineffaçable. C'est une exposition kaléidoscopique de fragments de souvenirs disposés chronologiquement. Ces éclats de témoignages, entrecoupés de quelques courts extraits de textes d'époque, dénoncent tous le saccage de ces enfances arrachées à la quiétude des temps ordinaires.

En marge du Libro paraît également une édition illustrée du recueil sous la forme d'un album de famille. Photos, lettres manuscrites, mots dactylographiés, dessins d'enfants, caricatures, documents administratifs donnent une coloration poignante aux textes, faisant toucher du doigt la réalité de l'impitoyable traque. Florilège de citations, mosaïque d'images, les deux ouvrages n'ont pas de visée scientifique mais une forte puissance évocatrice. Témoin, cette photo de Victor Pajnylzer posant en costume, entouré de ses deux jeunes enfants. Appuyé sur ses béquilles, il porte ses décorations militaires, mais on ne voit que la grosse étoile jaune sur la robe de la fillette. On sait par la légende que la demande d'exemption de ce jeune amputé de guerre fut rejetée par les autorités françaises. Tous trois furent déportés à Auschwitz en 1942.

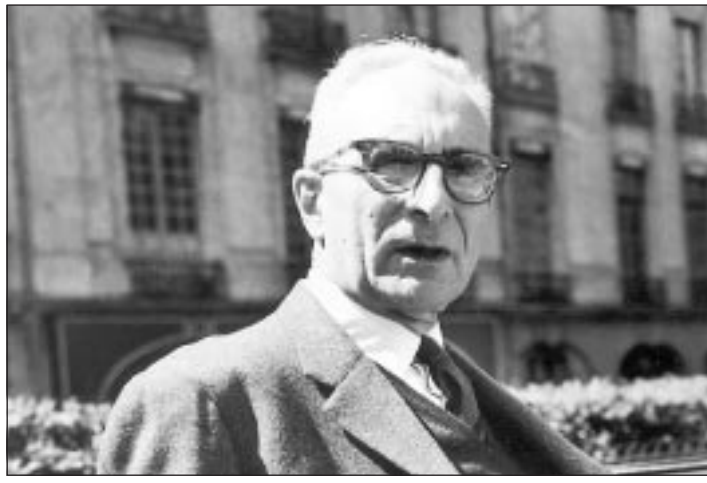
Laurent Douzou

Le tour de Lévi-Strauss en 128 pages

Le plus grand anthropologue de son temps fait l'objet d'un « *Que sais-je ?* » de Catherine Clément, coloré, goûteux, subtil. Un vrai bonheur

CLAUDE LÉVI-STRAUSS
de Catherine Clément.
PUF, « *Que sais-je ?* », 128 p., 6,50 €.

Si nous étions au Japon, nous l'appellerions « *Trésor national vivant* ». Claude Lévi-Strauss est en effet, chacun le sait, l'un des intellectuels français les plus célèbres de par le monde. Son œuvre a profondément renouvelé l'anthropologie, la conception même de la culture et de l'ordre symbolique humain. Et ce n'est pas son seul titre de gloire ! Son style le place parmi les grands prosateurs français (les Goncourt, en 1955, faillirent couronner *Tristes tropiques*). Ses refus comme ses nostalgies font de lui l'un des premiers écologistes. Surtout, son œuvre couvre un large rayon de bibliothèque. Elle brasse des milliers de mythes, s'étend des Nambikwara à Nicolas Poussin, se soucie de la géométrie secrète des récits comme de la structure des masques, elle voit cohabiter la critique de l'histoire avec la parenté entre Montaigne et les bouddhistes. Comment, dans



les 128 pages réglementaires d'un « *Que sais-je ?* », faire le tour d'un tel monument ?

La solution ? D'une éclatante simplicité : pour évoquer l'apport multiple de Claude Lévi-Strauss, pour rendre sensible son extraordinaire attention au concret, à la richesse des mondes, il faut commencer par écarter le musée, la statue, l'encyclopédie, tout ce qui fige et raidit. Plutôt le patchwork que

l'ordre des raisons. Et, pour conduire au concept, l'insolite exotique de préférence à la froideur des structures. Le pari était difficile. Catherine Clément le gagne avec élégance. Il est vrai que son premier livre, chez Seghers, en 1970, était déjà consacré au même auteur, dont l'a rapprochée, une vie entière, cette affectueuse admiration qui éclate ici à chaque page. Entre-temps, la philosophe a voya-

gé, rajeuni, beaucoup écrit et beaucoup appris de la vie et de la littérature.

Le résultat est coloré, goûteux, syncopé et subtil, aussi inhabituel dans les présentations de Lévi-Strauss qu'inattendu dans cette collection utile mais régulièrement austère. On y croise, entre autres, un jeune agrégé rebelle dormant à la dure dans le Mato Grosso, un homme d'institutions, plutôt conservateur, un esprit attentif aux fous, un tamiseur de mythes, un mélomane, ainsi que des pirogues, du miel, divers animaux et une foule de références. Le plus étonnant est sans doute que ce bric-à-brac, à l'usage, se révèle rigoureux, éclairant, didactique. Construit et pédagogie. Pourtant, rien de moins abstrait que ce Lévi-Strauss. « *Vous rendez attentif aux frémissements du monde*, lui écrit Catherine Clément, *au martin-pêcheur perché sur le roseau, à la broderie d'une antique châle de Cachemire et, dans le lointain, à la guillotine qui coupe le cou des chèvres devant le temple de Kali, à Calcutta.* » Bref, on l'aura compris, un vrai bonheur.

R.-P. D.

■ LETTRES DE MADAME DU DEFFAND 1742-1780

Opérée à partir de l'édition intégrale de la correspondance de la marquise, établie par Lescure (1865), cette copieuse anthologie révèle plus qu'une galerie de portraits d'hommes et de femmes de talent qui furent intimes ou familiers de M^{me} du Deffand, mais la fresque d'une société où l'art de l'échange, conversation et correspondance, véhicule des idées visant à élaborer des vérités universelles. La dimension personnelle n'est pas la moins fascinante puisque cette femme libre fut sans cesse la tête-à-tête avec elle-même et joue les équilibristes, grisée de mondanités, de lectures et de visites, mais happée par le vertige de l'ennui (préface de Chantal Thomas, Mercure de France, « *Le Temps retrouvé* », 992 p., 13 €) Ph.-J. C.



■ LA RÉPUBLIQUE ET L'UNIVERSEL

de Pierre Bourretz
Publié à l'origine dans le volumineux ouvrage collectif dirigé par Marc Sadoun, *La Démocratie en France* (2 vol., 2000), et quelque peu noyé alors au milieu d'autres contributions, cet essai couvrant deux siècles de relations « en miroir » entre la France, l'Amérique et l'Allemagne méritait d'être redécouvert seul. Il y reprend du coup toutes ses couleurs. Le philosophe Pierre Bourretz, en effet, n'y entend pas seulement une histoire critique du sentiment qu'ont les Français de leur « exception ». L'originalité de l'approche vient de ce que la France est ici prise comme « *exposée au risque du monde* », se racontant donc à elle-même et à autrui son rapport privilégié à l'universel dans un voisinage qui n'a, en vérité, jamais cessé d'être polémique, que ce soit sur la question de la laïcité ou du multiculturalisme. Au-delà des enseignements qu'apporte la comparaison, l'auteur interroge aussi un autre type de distance : celle qu'instaure une relation critique à sa propre histoire. De ce point de vue, le bilan n'est guère brillant. Pierre Bourretz montre bien les difficultés durables qu'éprouve la société française à surmonter les blessures narcissiques que le XX^e siècle lui a infligées, de l'affaire Dreyfus à Vichy. Et d'analyser avec finesse combien, de sa capacité à construire un récit national ouvert à d'autres mémoires, pourrait bien dépendre, demain, sa disponibilité à l'expérience européenne (Gallimard, « *Folio/histoire* », 292 p., 6,30 €) Alexandra Laignel-Lavastine

■ LES FUSILLÉS DE LA GRANDE GUERRE ET LA MÉMOIRE COLLECTIVE

(1914-1999)
de Nicolas Offenstadt
Longtemps tenue pour taboue, la question des « *fusillés pour l'exemple* », hâtivement, et à tort, assimilée aux mutineries qui secouèrent le front des tranchées au printemps 1917, dut longtemps attendre son historien. C'est paradoxalement un médiéviste, spécialiste des geste de paix, qui entreprit la double enquête sur la réalité historique et le parcours mémoriel de ces fusillés dont les monuments aux morts récusaient le souvenir. Le passionnant essai de Nicolas Offenstadt, qui intégra presque à chaud la polémique droite/gauche qui joua à l'automne 1998, a conservé en poche son cahier photos. Un travail qui pourrait être appelé à devenir un « *classique* » (éd. Odile Jacob, 352 p., 7,5 €) Ph.-J. C.

Après l'immense succès du *Cercle de la Croix*, le livre tant attendu...

Iain Pears

Le Songe de Scipion

roman

« *Le Songe de Scipion* d'Iain Pears pourrait bien être la réponse à ceux qui attendaient un roman historique à la hauteur du *Nom de la rose* d'Umberto Eco. Grâce à un méticuleux souci du détail, Iain Pears est parvenu à construire un monde en trompe l'œil d'une richesse et d'une subtilité éblouissantes. »

The New York Times Book Review

468 pages, 21,20 €

© photos Ulf Andersen / Gamma

Auteur Dominique Touvain

La guerre n'en finit plus de fasciner. Historiens et sociologues interrogent la terrible efficacité de tueur de l'homme

occidental, si redoutable qu'elle a pu expérimenter contre les Indiens le nettoyage ethnique par la seule force de la loi. Juristes

et journalistes analysent les crimes de guerre, tandis qu'aux marges, l'histoire de l'armement reprend des couleurs

Pourquoi nous sommes les meilleurs tueurs

L'Occident tue très efficacement. L'humanité invente continûment massacres et terreurs. Comprendre pour quelles raisons est à la fois indispensable et malaisé

CARNAGE ET CULTURE

Les grandes batailles qui ont fait l'Occident (Carnage and Culture. Landmark Battles in the Rise of Western Power) de Victor Davis Hanson. Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat Flammarion, 600 p., 25 €.

L'ÈRE DE L'ÉPOUVANTE

Folie meurtrière, terreur, guerre (Zeiten des Schreckens. Amok, Terror, Krieg) de Wolfgang Sofsky. Traduit de l'allemand par Robert Simon, Gallimard, « NRF Essais », 294 p., 22,90 €.

À quoi tient la puissance dominante de l'Occident ? Est-ce, comme on l'a dit mille fois, une affaire de sciences et d'industries, de finances et de rationalité ? L'or de la Nouvelle Espagne, l'esprit du protestantisme, l'émancipation de la recherche et nombre d'autres facteurs, tous bien connus, auraient ouvert la voie au temps des empires coloniaux, puis à celui de la mondialisation. L'intérêt du livre de Victor Davis Hanson est de mettre l'accent sur une continuité historique de plus longue durée. Spécialiste de l'histoire militaire de l'Antiquité, professeur à l'université de Californie, Hanson soutient en effet qu'il existe une permanence de la supériorité militaire occidentale allant des Grecs et des Romains jusqu'aux Américains d'aujourd'hui. Elle tient à ce constat, qui

peut choquer les âmes sensibles : les armées de l'Occident tuent plus et mieux. Elles infligent de plus lourdes pertes qu'elles n'en subissent. On se souvient évidemment de défaites, de revers et de passages à vide. Mais, finalement, de l'Antiquité à nos jours, une forme spécifique de génie meurtrier aurait assuré aux Occidentaux la suprématie. Telle est la thèse du livre, en tout cas son premier aspect.

Car sa principale singularité est de vouloir mettre en relation cette efficacité particulière dans les carnages avec les formes d'organisation culturelles et politiques propres aux sociétés occidentales. Le citoyen d'une démocratie, éduqué selon les valeurs de la liberté et de l'individualisme, obéissant à des chefs élus et contrôlés par l'opinion, serait – à cause de cela ! – un guerrier plus destructeur que le sujet d'un despote. Le lecteur commence par être interloqué. Il suit alors pas à pas cet étrange érudit dans sa description minutieuse de neuf batailles exemplaires, de Salamine, en 480 avant notre ère, jusqu'à l'offensive du Têt, en 1968, pendant la guerre du Vietnam. Six cents pages plus tard, il n'est pas convaincu de la pertinence de ces hypothèses curieuses, car il faudrait disposer d'une vision intégrale de l'histoire militaire universelle pour commencer à en mesurer la validité. On demeure cependant impressionné par la somme de détails mis en perspective par Hanson : chaque carnage est regardé à la loupe, avec un luxe de précisions indiquant une incontestable fascination.



« La Bataille de Lépante », fresque de Vasillachi fin XVI^e début XVII^e siècle

Cette obsession fascinée est perceptible aussi dans le dernier ouvrage de Wolfgang Sofsky, sociologue à l'université de Göttingen. La perspective est toutefois très différente. On retrouve dans ce texte les qualités aiguës du *Traité de la violence* (Gallimard, 1998) : un sens implacable de la réalité, donc une bonne dose de pessimisme et de désillusion, joint à une capacité d'évocation digne d'un écrivain puissant.

Sofsky n'a pas son pareil pour contraindre le lecteur à fixer les yeux sur les atrocités qui peuplent l'époque. Il conduit froidement de l'espace clos des chambres de torture à l'ivresse de ces folies meurtrières où n'importe qui, apparemment, bon père et bon époux, commence à trancher les siens avant de massacrer ses voisins. Il explore sans ciller les formes modernes de persécution, de terreur, de razzia. Son écri-

ture photographique donne à voir les violences de la guerre, les blessures béantes de l'assaut entre tranchées, l'hébétéude des corps saturés d'explosions et d'effroi. L'invisible aussi est évoqué : meurtres sans traces ni sépultures des camps d'extermination, disparition absolue où même la mort devrait être effacée.

Le parcours n'oublie pas cette multitude de « guerres sauvages » aujourd'hui répandue sur tous les

continents, guerre de maraudeurs, de gosses à kalachnikov, de mercenaires sans maîtres. Ces guerres sans objectifs et sans fin prévisible n'ont rien à voir avec les anciens conflits entre États. Il en va de même de cette nouvelle guerre où nous sommes, celle de la terreur, qui ne connaît « ni front ni zone de sécurité ». Ayant pour seul but « la mort et la dévastation », elle parvient à ébranler la confiance de chacun dans la persistance de son monde personnel : « N'importe quel endroit peut devenir une cible. »

A ceux qui ne manqueront pas de demander comment on est arrivé là, Sofsky a le mérite de rappeler que la violence, même la pire, n'est pas une anomalie, une monstruosité, une pathologie extrême et rare. « La transformation des gens normaux en assassins de masse nécessite peu de temps et de peine. » L'horreur toujours possible et renaissante est un effet direct de la capacité humaine d'inventer, d'imaginer, d'agir librement. Le pire n'est pas une fatalité bestiale, la résurgence de l'animalité, c'est l'autre face, atroce et banale, de l'humanité de l'homme. Voilà pourquoi nous sommes les meilleurs tueurs, toujours plus cruels et performants que les fauves et les rapaces naturels. Toutefois, le point faible de Sofsky est de demeurer silencieux sur les issues éventuelles de ce labyrinthe. Malgré tout, il se trouve toujours des êtres humains pour devenir les meilleurs ennemis des tueurs. Aussi petit que soit leur nombre, c'est en ceux-là qu'il reste à espérer.

Roger-Pol Droit

Abécédaire des crimes contre l'humanité

Collectif rédigé par des journalistes et des juristes, ce bel ouvrage doit être le livre de chevet des révoltés contre l'indifférence

CRIMES DE GUERRE

Collectif dirigé par Roy Gutman et David Rieff. Ed. Autrement, 448 p., 38 €.

Existe-t-il des guerres sans crimes de guerre ? Impossible. Ce sont les populations, et non les combattants, qui sont visées par les états-majors des belligérants modernes. Peut-on adoucir des batailles dont les civils font maintenant les frais à plus de 90 % ? Il faut s'y acharner. C'est l'objectif de ce livre de combat, ouvrage de lutte contre les massacres, essentiel pour l'honnête homme et le militant, document précieux pour l'étudiant et le chercheur en géopolitique. Noir du sang séché des tueries du siècle passé qui battit tous les records de cadavres, rouge du sang versé encore aujourd'hui, en Tchétchénie en particulier : la couverture de ce livre des éditions Autrement reflète son contenu.

Les organisateurs de ce défilé des horreurs indispensables à voir, Roy Gutman et David Rieff, s'étonnent qu'en ce début de siècle, à l'époque du triomphe de l'humanité, tant de motifs d'in-

dignation persistent. Des photos horribles et magnifiques, preuves indiscutables des perversités humaines, alertent sur ce qui se passe sous nos yeux. Bréviaire des massacres, *Crimes de guerre* se veut résolument visuel. Il est l'écho du Comité international de la Croix-Rouge. Rappel indispensable des Conventions de Genève, cet ouvrage servira de base de données en exactions aux pétitionnaires, aux intellectuels devenus denrée rare, aux signataires de manifeste, à tous ceux qui se battent pour que les massacres éloignés puissent ne pas être oubliés trop vite par temps de mémoire courte.

Dictionnaire du crime, abécédaire de l'espoir et du désespoir alternés. A comme actes de guerre, comme armes chimiques, comme Afghanistan... Tiens on aura oublié Auschwitz ! Le sous-titre de *Crimes de guerre*, « ce que nous devons savoir », n'imposait-il pas cette mention qu'on a remplacée par une simple photo de fil de fer barbelé ? B comme belligérants, comme boucliers humains, comme Bosnie-Herzégovine... D comme détention illégale, comme disparitions... Droit d'ingérence m'ar-

rête au passage. La critique de cette avancée majeure dans la protection des minorités est aussi sévère qu'injuste. On qualifie ce progrès de « régression du droit international », on l'accuse de « discrimination dans les opérations », ce qui est hélas encore vrai, car il est plus facile d'intervenir en Sierra Léone qu'en Russie. On ne retient aucune conséquence positive, ni Timor ni le Kosovo. Il est décidément plus facile de changer le Droit que les Juristes ! Et pourtant, la séquence Bosnie, Kosovo, Macédoine est démonstrative. Bosnie,

■ Bernard Kouchner

attentisme : 250 000 morts avant l'ingérence. Kosovo : 10 000 morts – chiffres approximatifs – avant et après l'intervention. Macédoine, ingérence préventive : pas de guerre !

Je me porte sur « Kosovo ». J'y lis, au terme d'un exposé bien balancé, qui fait la part entre la protection nécessaire des Albanais du Kosovo, réussie, un peu tard, et la protection manquée des Serbes qui demeuraient au Kosovo : « Il en émerge un héritage poli-

tico-militaire évident : pour la première fois, une action collective internationale a été mobilisée afin de répondre par la force au défi capital lancé aux normes humanitaires... La leçon de ce conflit : la communauté des Nations a réussi, dans le cas du Kosovo, à se forger un dessein commun pour prévenir le génocide. » Voilà exactement ce que je pense. Les auteurs sollicités sont donc très divers. Le kaléidoscope des idées et des opinions rend ce livre vivant, passionnant.

Je glisse vers T comme Tchétchénie. Une description courageuse et réaliste, pour tenter d'arrêter cette guerre effroyable, cherche son salut dans le droit international. C'est insuffisant. Il faut parfois être illégal pour améliorer le droit établi. La Tchétchénie, comme toute toute colonie, mérite son indépendance. Dans *Crimes de guerre*, l'auteur de l'article affirme que : « la stratégie qui consistait à prendre Grozny était illégale puisque les lois de la guerre stipulent que les attaques doivent être dirigées vers des objectifs militaires déterminés... » Ces lois de la guerre sont toutes obsolettes. A Beyrouth ou à Sarajevo,

en Sierra Léone comme au Kosovo et à Timor Oriental, la population fut une cible permanente : plus de 90 % des victimes. Il faut non pas s'y résigner, mais se porter plus en amont dans la protection. Il faut changer les lois de la guerre. Exiger l'ingérence préventive des démocraties.

Voici maintenant T comme Timor. Une des raisons d'espérer. On reconnaît justement dans ce livre les avancées autorisées par la position ferme de Kofi Annan et le rôle des Nations unies, sous la direction de Sergio de Mello. L'accusation de crimes contre l'humanité a permis à une force internationale d'imposer une indépendance et d'organiser un pays. Une politique internationale ferme peut faire exploser les fatalités historiques. Si les démocraties n'avaient pas affronté Hitler, nous en serions encore aux lois de Nuremberg.

A quelques-unes nous avons inventé, contre les neutres et les gouvernements, le droit d'ingérence humanitaire. J'ai soutenu le combat de la diplomatie française qui parvint à convaincre le président Bush à emprunter la voie du

conseil de sécurité des Nations unies. Je ne suis donc pas suspect. Pourtant je m'afflige de voir les foules dont je partage le combat contre une mondialisation trop libérale qui serait un poids supplémentaire sur le dos des plus pauvres et des plus malades, hurler à Florence, contre les États-Unis, les slogans d'une paix qui confortera le tyran Saddam Hussein, bourreau de son propre peuple. La neutralité mal employée peut-être aussi ambiguë que le pacifisme.

Il n'empêche : cet abécédaire du malheur des temps, cette litanie de souffrances des hommes doit être le livre de chevet de tous les révoltés contre l'oubli et l'indifférence, de tous ceux qui veulent adoucir la brutalité des temps et empêcher que l'on assassine les minorités dans le silence indifférent des neutralités.

Crimes de guerre pose une question essentielle : est-il possible d'être neutre au début du XXI^e siècle ? La densité et l'intérêt même de ce livre, les opinions tranchées et contradictoires qu'il contient, apportent un début de réponse : l'horreur ne s'aménage pas.

■ LES GUERRES PRÉHISTORIQUES

de Lawrence H. Keeley
Très bien accueilli lors de sa parution en 1996, *War before Civilization*, de l'anthropologue Lawrence H. Keeley, réfute la thèse souvent admise du lien entre l'apparition de la guerre et celle de la civilisation dans les mondes d'avant l'écriture. Son tableau atroce de la violence primitive, appuyé essentiellement sur des données archéologiques, peut ouvrir des polémiques, il porte une interrogation sur l'instinct violent de l'homme dont la leçon est autant morale et philosophique qu'historique (traduit de l'anglais – États-Unis – par Jocely-

ne de Pass et Jérôme Bodin, Le Rocher, « L'Art de la guerre », 352 p., 22 €).

■ LES VIKINGS

Histoire et civilisation de Régis Boyer

Si l'éditeur n'omettait de préciser qu'il s'agit là d'une réédition (l'original parut en 1992), on ne trouverait rien à reprocher à ce plaidoyer enflammé de Régis Boyer pour un peuple et une culture qu'il s'évertue à déprendre d'une mythologie tenace qui ne veut voir dans le Viking qu'un guerrier sanguinaire d'une épouvantable cruauté. Parce que réfléchir sur la guerre ne doit pas conduire à inventer un

panthéon d'effroi, ce retour sur un moment de civilisation – la seconde partie de l'ouvrage – est bienvenu (Perrin, 460 p., 23 €).

■ LE CHEVAL ET LA GUERRE

Du XVI^e au XX^e siècle sous la direction de Daniel Roche

S'il se présente comme un beau livre, superbe cadeau à l'approche des fêtes, ce collectif emmené par Daniel Roche est d'abord un ouvrage de recherche puisqu'il tend à établir comment les mutations de l'art de la guerre ont modifié le rôle du cheval dans l'affrontement et, partant, l'art équestre. Tactique, équipement, gestion, tout change et la spécialité des tâches commande

une pratique comme un dressage appropriés. Un regard très rarement tenté qui ouvre d'utiles perspectives qui convainquent autant que la beauté de l'ouvrage séduit (éd. Association pour l'académie d'art équestre de Versailles [42, rue Sibuet, 75012 Paris], 400 p., 69 €).

■ LA POLITIQUE ET LA GUERRE

Pour comprendre le XX^e siècle européen
Recueil d'articles offerts en hommage à Jean-Jacques Becker, ce collectif, dirigé par Stéphane Audouin-Rouzeau, Annette Becker, Sophie Coeuré, Vincent Duclert et Frédéric Monier, dépasse le genre académique dans lequel il s'inscrit pour

démontrer, en quatre séquences (portraits et témoignages, guerre, opinion et politique) et près de cinquante contributions, la vertu du travail de Becker qui sut réintroduire la préface de René Rémond (éd. Agnès Viennot-Noéris [11, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris], 656 p., 31 €).

■ LE GRAND LIVRE DE LA STRATÉGIE

De la paix et de la guerre
d'Edward N. Luttwak
Paru initialement en 1987, *Strategy. The Logic of War and Peace* repa-

rut en 2001 et atteint enfin le public français à l'occasion du flux éditorial qui suit le drame du 11 septembre 2001. La préface inédite donnée pour l'édition française réactualise le propos sans le modifier, épinglant la « vanité du terrorisme », courant qui nuit à la cause qu'elle prétend servir. Une leçon qui mérite de faire débat (traduit de l'anglais – États-Unis – par Michel Bessières, éd. Odile Jacob, 400 p., 26,5 €). Ph.-J. C.

★ Signalons encore la reprise en poche de l'essai de Frédéric Encel *L'Art de la guerre par l'exemple. Stratèges et batailles* (« Champs » Flammarion, 384 p., 9 €).

Le récent passé par les armes

La V^e République marque un tournant capital dans l'histoire de l'armement, devenant « l'enjeu d'une modernisation qui touche toute l'économie »

ARMEMENT ET V^e RÉPUBLIQUE
Fin des années 1950 -
fin des années 1960
Sous la direction
de Maurice Vaïsse,
CNRS éd., 432 p., 39 €.

Par rapport aux doctrines, aux opérations de terrain ou aux connexions politiques, voire au destin des différents corps d'armée, l'armement fut longtemps le parent pauvre des études d'histoire militaire.

Une inégalité de traitement aujourd'hui partiellement compensée pour la période la plus contemporaine, à l'initiative du Centre d'études d'histoire de la défense (CEHD), qui a lancé une série de colloques depuis moins de dix ans dont les travaux sont scrupuleusement publiés. Après celui de juin 1995, consacré à *La France face aux problèmes d'armement, 1945-1950* (éd. Complexe, 1996) et celui de septembre 1997 (*La IV^e République face aux problèmes d'armement*, Addim, 1998), l'exploration se poursuit en novembre 2000 selon la même logique chronologique, traitant des mandats de Charles de Gaulle, premier temps de la V^e République.

Avec l'expérimentation de l'arme nucléaire dans un contexte de guerre froide où la France devient un recours pour les pays tentés par le non-alignement, ce moment constitue sans conteste un tournant, capital même puisque pour reprendre la formule de Maurice Vaïsse, alors directeur du CEHD, qui assura l'édition des actes des trois colloques, « l'armement est [alors] à la fois le fer de lance et l'enjeu d'une modernisation qui concerne toute l'économie de la société française ».

Pourtant, contrairement à ce que laisse entendre Pierre Messmer, qui signe la courte préface de

ce collectif, réécriture scrupuleuse des actes du colloque, puisque les débats y sont judicieusement intégrés, c'est moins la rupture qui frappe que la continuité dans la définition des objectifs de défense, même si la fin des guerres de décolonisation est un préalable déterminant pour mener à bien l'effort sur les moyens, absorbés sous la IV^e par d'autres coûteuses priorités – on mesure le poids de

Maurice Vaïsse



Spécialiste des relations internationales, Maurice Vaïsse présida, en tant que directeur, aux destinées du Centre d'études d'histoire de la défense de 1995 à 2001. Il est aujourd'hui professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. On lui doit, outre *Diplomatie et outil militaire 1871-1969* (en collaboration avec Jean Doise, Imprimerie nationale, 1987) et la direction du collectif *La France et l'atome* (Bruylant, 1994), une synthèse « grand public » sur la politique étrangère du général de Gaulle, *La Grandeur : politique étrangère du général de Gaulle (1959-1968)*, Fayard, 1998.

l'engagement colonial dans la limpide contribution de Philippe Gras sur « l'armée de l'air en Algérie, 1954-1962 ». Toutes les contributions n'ont pas la même clarté pédagogique. Sans doute est-ce inévitable lorsque alternent analyses d'historiens et paroles d'acteurs, sources heureusement sollicitées en complément de l'archive. Aux études d'universitaires se mêlent donc les témoignages (ainsi le bombardier supersonique Mirage IV vu par l'ingénieur chargé du système d'arme stratégique piloté, SASP, Jean Forrester ; le programme du *Redoutable* présenté par l'ingénieur général Touffait, l'un des polytechniciens qui participa au lancement du premier sous-marin lance-engins français à propulsion atomique, dont Maurice Brunet, par ailleurs responsable de la mise en service des deux uni-

tés du plateau d'Albion, assura l'armement). Des apports parfois si techniques que le lecteur est soulagé de retrouver sous la plume d'un historien l'angle didactique qui permet seul l'assimilation du savoir.

Qu'importe ! On saura gré aux éditions du CNRS de proposer ce type de collectif qui lève un coin du voile sur des enjeux essentiels où la marque de la décennie est

bien l'affirmation d'une volonté politique qui tient de la gageure, au vu de l'affaiblissement de la France amputée de son empire, la folle tentation de rivaliser avec les Etats-Unis (« jeter un coup d'œil sur la copie du premier de la classe », résume joliment Touffait) et la priorité donnée à la force de dissuasion nucléaire, seulement possible grâce aux options arrêtées sous la très décriée IV^e République. Souhaitons que le chantier historique se prolonge, avec la même rigueur éditoriale.

Ph.-J. C.

★ Ministre des armées de 1960 à 1969 et aujourd'hui chancelier de l'Institut de France, Pierre Messmer, qui préface le collectif, vient de publier chez Albin Michel *La Patrouille perdue et autres récits extraordinaires* (176 p., 15 €).

Morts au combat

NOS MORTS
Les sociétés occidentales face aux tués de la guerre de Luc Capdevila et Danièle Voldman.
Payot, 282 p., 18,5 €.

En 1884 la société Sautter proposa à l'armée française un « appareil d'éclairage électrique pour évacuer les blessés et enterrer des morts pendant la nuit après une bataille ». L'humanité était encore dans l'enfance du massacre de masse que ses techniciens songeaient déjà aux moyens à mettre en œuvre pour faire face à une consommation accrue de chair à canon. Prolongeant les travaux publiés sur les violences de guerre et la « brutalisation » des sociétés occidentales, Voldman et Capdevila s'attachent aux pratiques et aux rites qui accompagnent dans la tombe les tués, civils et militaires, depuis la guerre de Sécession. Les auteurs étant spécialistes de la seconde guerre mondiale, celle-ci les retient en priorité. Le plan du livre suit le cheminement du cadavre, identifié grâce à une plaque métallique apparue au cou des militaires à la fin du XIX^e siècle, honoré par ses camarades ou ses ennemis, puis rapatrié auprès des siens ou enterré dans une sépulture militaire qui devint après-guerre, un lieu de mémoire.

Ce parcours du soldat mort, dont l'Etat et la science assurent la gestion individualisée, est une invention des sociétés industrielles. Mais il n'est pas simple de dissocier le devenir d'un corps du contexte dans lequel on lui a ôté la vie : cadavres de « rebelles » outragés, corps d'opposants disparus, crémation de masse... Et la catégorie « tués de la guerre » est sans doute trop globale pour permettre d'approfondir chacune des pistes ouvertes ici.

Vincent Guigueno



© C. Bellinche

Geneviève Brisac

La marche du cavalier

« Ceux qu'afflige ce qui s'écrit sur la littérature contemporaine dans beaucoup de journaux et quelques livres, ceux que le spectacle de la télévision rend moroses, pourront recourir à un remède tonique, rapide, efficace et peu onéreux. Il s'appelle *La Marche du cavalier*. »

Josyane Savigneau, *Le Monde*

« Dans *La Marche du cavalier*, Geneviève Brisac épingle le milieu germanopratin, rend hommage aux romancières qui l'ont nourrie, et tente d'approcher l'énigme de la création. Pour donner, dit-elle, des forces à celles – et à ceux – qui savent que les livres aident à vivre. »

Isabelle Lortholary, *Elle*

« *La Marche du cavalier* est, par cette façon non pas de résoudre l'énigme mais de la développer en ligne de fuite, un essai salutaire. La littérature n'est pas là pour simplifier. Elle est là pour rendre compte, face à une société broyeuse de singularités, de l'immense complexité du monde. »

Marie-Laure Delorme, *Le Magazine Littéraire*

« Dans un essai remarquable sur la création littéraire, Geneviève Brisac écrit en marge des livres qu'elle aime et elle les fait aimer. En prenant pour objets des textes de femmes écrivains, elle explore deux définitions majeures de la littérature : on écrit avec ce qu'on ignore ; on écrit avec ce qu'on a oublié. »

Tiphaine Samoyault, *La Quinzaine Littéraire*

« Lisez séance tenante ce petit livre raffiné, peuplé de silhouettes mélancoliques, où résonne une voix tchékhovienne. »

Mona Ozouf, *Le Nouvel Observateur*



Éditions de l'Olivier

Aux sources du nettoyage ethnique

Une somme sur le tragique destin des Indiens et un formidable retour sur l'inique spoliation des Cherokees ébranlent la fable américaine

LE SENTIER DES LARMES
Le Grand exil des Indiens Cherokees de Bernard Vincent.
Flammarion, 256 p., 17 €.

LA TERRE PLEURERA
Une histoire de l'Amérique indienne (The Earth Shall Weep) de James Wilson.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Alain Deschamps, Albin Michel, « Terre indienne », 528 p., 25 €.

Il est des commémorations plus délicates que d'autres. Tandis que les Etats-Unis font déjà du 11 septembre 2001 un tournant dans l'art de la guerre, il leur fallut cent ans pour admettre la portée tragique du massacre de Wounded Knee (Dakota du Sud) perpétré le 29 décembre 1890 par le 7^e régiment de cavalerie contre les Sioux Lakotas. Lieu de mémoire du « dernier combat des guerres indiennes », le site s'apparentait, jusqu'à la marche du souvenir menée fin 1990 par 300 représentants de l'ethnie décimée, à l'adresse où les Indiens avaient quitté la scène de l'Histoire. Victimes maquillées en perdants légitimes pour apaiser les consciences nationales, qui reliaient, intacte, la foi en cette « destinée manifeste » qui cautionna l'expansionnisme de l'Américain blanc – si la formule du journaliste John Louis O'Sullivan date de 1845, cette arrogante conviction qu'une mission spirituelle incombe aux descendants d'Européens avait, dès la présidence du général Andrew Jackson (1829-1837), multiplié les méfaits, programmant l'élimination des peuples indigènes.

Il était légitime, pour ne pas dire nécessaire, que la belle et courageuse collection de Francis Geffard accueille la somme de James Wilson, qui stupéfia l'Amérique. Conjuguant l'érudition scrupuleuse et

l'empathie douloureuse, *The Earth Shall Weep* livre le récit sans fard d'une triste épopée, celle des Indiens d'Amérique du Nord, voués à l'incompréhension et au malheur depuis l'arrivée des Blancs à l'aube du XVI^e siècle. Conjuguant les apports de l'histoire, de l'anthropologie comme de l'archéologie, en empruntant à la tradition orale ce sens du récit qui implique le lecteur, James Wilson a réussi là un livre superbe, dont on regrettera seulement que l'absence d'index nuise à ce type de consultation pointue réservée aux ouvrages de référence.

Rien ne manque en revanche dans le très beau travail de Bernard Vincent sur l'éviction des Indiens Cherokees des terres de leurs ancêtres, aux confins de la Géorgie, de l'Alabama et du Tennessee, entre 1830 et 1839. Avec un art du récit qui ne le dispense jamais de citer l'archive ni de livrer ses sources, l'essayiste fait le terrible récit d'un nettoyage ethnique avant l'heure.

Comment la plus évoluée des « cinq nations civilisées » du monde amérindien fut impitoyablement déportée au-delà du Mississippi pour libérer aux Géorgiens des terres où la rumeur de filons aurifères aiguillait encore les convoitises les plus cruels. Fidèles soutiens du gouvernement fédéral lors de la « deuxième guerre d'Indépendance » (1812-1815) comme dans la guerre contre les Creeks (1813-1814), les Cherokees s'étaient déjà dotés d'une Cour suprême (1822) et venaient d'adopter une Constitution calquée sur le modèle fédéral (1827) lorsque la Géorgie remit en cause la souveraineté de leur territoire. Spoliation insigne, la manœuvre reçut bientôt l'assentiment de la Maison Blanche, où Jackson, sitôt élu, fit voter, difficilement il est vrai, l'Indian Removal Act, qui prévoyait le déplacement des Indiens, dont les terres, précocement confisquées, devaient être

redistribuées au hasard de loteries (1830).

Mieux armés que d'autres peuples, les Cherokees disposaient grâce à Sequoyah (1778-1845), un génial autodidacte dont un botaniste conquis donna le nom à des arbres géants de Californie, d'un syllabaire (1821) et bientôt d'un organe de presse d'une redoutable autorité, le *Cherokee Phoenix*, qui fut, sous la houlette d'Elias Boudinot (1828-1832), l'organe officiel du gouvernement tribal. Mais le cynisme des Blancs, les divisions fratricides des élites indiennes – plus que la sombre lucidité de certains des leaders – ruinèrent toute velléité de résistance et, au terme de près d'une décennie de pression, les Cherokees durent s'expatrier. Parqués comme des animaux dans des enclos, ils quittèrent la terre de leurs ancêtres pour emprunter le « sentier des larmes », qui n'offrait aucune promesse de Canaan. Le quart des 16 000 déportés n'y parvint du reste jamais, et les règlements de comptes entre frères ennemis y transfèrent la contagion du malheur. Une histoire édifiancée où les principes civilisateurs se jouent des paradoxes.

On aurait aimé que certaine sentence de Jefferson ne se soit pas si vite et si cruellement perdue : « *A la pensée que Dieu est juste, je tremble pour mon pays.* »

Philippe-Jean Catinchi

★ On ne peut qu'admirer le magnifique album consacré aux œuvres réalisées par trois artistes voyageurs, Charles Bird King, George Catlin et Karl Bodmer, partis entre 1821 et 1836 à la rencontre des Indiens d'Amérique (texte de Robert J. Moore, traduit de l'anglais par Thérèse de Cherisey, éd. Place des Victoires, 280 p., 39,95 €), qui offre pour la première fois un aussi large éventail d'un regard tant « photographique » qu'ethnographique, où la fascination ne bride jamais l'émotion.

Jomini, le précurseur

FAIRE LA GUERRE :
ANTOINE-HENRI JOMINI
I. Chronique, situation, caractère de Jean-Jacques Langendorf.
Georg éd., 416 p., 30 €.

Finira-t-on par reconnaître la place de Jomini dans l'histoire de la pensée militaire ? Aîné du Prussien Clausewitz et de l'archiduc Habsbourg Charles, ce Vaudois qui naquit aux premières heures de la guerre d'Indépendance américaine et disparut, à 90 ans, à la veille de la guerre de 1870, fit naguère l'objet d'une précieuse anthologie présentée par Bruno Colson (*Les Guerres de la Révolution 1792-1797*, Hachette « Pluriel », 1998), et voilà que Georg entreprend de restituer la dimension majeure de ce général, historien et théoricien de la guerre que Napoléon appréciait, tour à tour au service de la France et de la Russie (Jomini change de camp en août 1813, mais refuse de combattre ses anciens compagnons d'armes à Leipzig), précepteur du futur Alexandre II (1837) et conseiller de Nicolas I^{er} jusqu'à la guerre de Crimée.

En attendant le volet capital (« Le penseur politique, l'historien militaire, le stratège ») annoncé pour 2003, on découvrira avec profit un personnage singulier dont les ambiguïtés fascinent grâce à ce premier volume qui évite le moule de la biographie classique pour composer une chronique, parcours strictement chronologique établi à partir de documents largement cités. Une approche prudente qui permet de tromper l'impatience du lecteur avide de rencontrer le stratège.

Ph.-J. C.

★ Georg annonce encore un essai de Bernard Wicht, *Guerre et hégémonie. L'éclairage de la longue durée*, qui joue la perspective braudélienne pour comprendre le 11 septembre comme un dérèglement du système-monde (128 p., 16,5 €).

Beigbeder chez Flammarion

C'est confirmé. Frédéric Beigbeder va rejoindre Flammarion comme directeur littéraire au sein du département littérature (« Le Monde des livres » du 8 novembre). L'éditeur l'a officiellement annoncé, mercredi 20 novembre. « Il y publiera principalement des romans mais pourra également intervenir sur d'autres types d'ouvrages », précise Flammarion dans un communiqué.

« J'en ai un peu assez de faire parler de moi : chez Flammarion je m'emploierai à faire parler des autres, commente Frédéric Beigbeder, je suis heureux de rejoindre un fleuron de l'édition française, qui publie certains des écrivains contemporains les plus importants. » Frédéric Beigbeder a décidé d'arrêter la télévision après l'échec de l'émission « Hyper Show » sur Canal+ (« Le Monde Radio-Télévision » du 16 novembre).

En choisissant Frédéric Beigbeder comme successeur de Raphaël Sorin, parti chez Fayard, Flammarion veut rajeunir son image. « Cela montre que la littérature est une priorité de notre développement. Nous voulons nous renforcer et être un acteur important dans ce domaine. C'est un pari, car il n'a jamais exercé cette fonction, mais il baigne depuis toujours dans la littérature. Il a envie d'être à l'écoute des auteurs de la maison, de leur apporter un soutien », explique Frédéric Morel, directeur du groupe Flammarion, filiale de Rizzoli.

L'arrivée de Frédéric Beigbeder a été suggérée par Michel Houellebecq, l'auteur-vedette de la maison, que la rumeur donne volontiers partant. « C'est notre premier auteur », explique M. Morel, ses liens avec Flammarion sont forts. Il s'entend bien avec Frédéric Beigbeder. Il n'y a pas de raisons pour qu'il ne fasse pas son prochain livre chez nous. »

A. S.

CENTRE DE RECHERCHE FRANÇAIS DE JÉRUSALEM 1952 - 2002

CNRS ÉDITIONS, diffuseur exclusif des ouvrages publiés par le Centre de recherche français de Jérusalem, vous propose deux collections dirigées par Dominique Bourel et Florence Heymann

CAHIERS DU CRFJ/ HOMMES ET SOCIÉTÉS

Le corps du texte
Pour une anthropologie des textes de la tradition juive
Sous la direction de Florence Heymann, Danièle Storper Perez
352 p - br. 29,73 €

De la Shoah à la réconciliation ?
La question des relations RFA/Israël (1949/1956)
Dominique Trimbou
448 p - br. 30,49 €

L'intelligentsia russe en Israël
Rassurante étrangeté
Danièle Storper Perez
320 p - br. 28,97 €

CAHIERS DU CRFJ/ MÉLANGES

De Bonaparte à Balfour
La France, l'Europe occidentale et la Palestine, 1799-1917
Coordonné par Ran Aaronsohn, Dominique Trimbou
440 p - br. 36,59 €

L'historiographie israélienne aujourd'hui
Sous la direction de Michel Abitbol, Florence Heymann
250 p - br. 27,44 €

Le Yiddish
Langage, culture, société
Sous la direction de Jean Baumgarten, David Bunis
282 p - br. 29,73 €

NOUVEAUTÉ
Les voyages de l'intelligence
Passage des idées et des hommes. Europe, Palestine, Israël
Sous la direction de Dominique Bourel, Gabriel Motzkin
Emigrés volontaires ou exilés malgré eux, des hommes et des femmes furent les passeurs d'idées et de modes d'existence, structurant un Moyen-Orient aujourd'hui au centre de toutes les interrogations.
336 p - br. 27 €

En vente en librairie ou à LA LIBRAIRIE de CNRS ÉDITIONS : 151 bis, rue Saint-Jacques 75005 Paris Tél : 01 53 10 05 05

Les Belles Lettres, six mois après l'incendie

En dépit du plan d'aide à la réimpression mis en place par le Centre national du livre, la situation des éditeurs demeure fragile

Il y a eu le symbole de ces millions de livres partis en fumée, la peur, pour les petits éditeurs sans assurance, de disparaître en perdant ces ouvrages. Six mois après l'incendie de l'entrepôt des Belles Lettres, à Gagny (Eure), l'éditeur et ceux qu'il distribue font les premiers bilans. Dès le mois de juillet, les Belles Lettres ont ouvert un nouvel entrepôt à Gaillon (Eure), un peu plus petit mais plus moderne. « Tout s'est bien passé. Les éditeurs reconstituent petit à petit leurs stocks et ont sorti comme prévu leurs nouveautés », explique Michel Desgranges, PDG des Belles Lettres.

Sa maison a lancé un vaste plan de réimpression, notamment pour la prestigieuse Collection des universités de France (les Budé). « Nous prévoyons entre 100 et 140 réimpressions par mois. On devrait pouvoir réimprimer toute la collection (800 titres) d'ici à l'été. Je crois que personne n'a jamais fait ça. Les progrès technologiques nous aident considérablement. Cela n'aurait pas été possible sans

l'impression numérique. Tous les livres sont scannés et sont imprimés entre 400 et 600 exemplaires », explique Michel Desgranges. Le programme des réimpressions coûte environ 1 million d'euros. Les Belles Lettres ont organisé une souscription mais n'ont pas demandé, pour l'instant, d'aides de l'Etat. Le stock était assuré, ce qui n'était pas le cas de nombreux éditeurs distribués (Agone, La Fabrique, Obsidiane, Thélème, etc.).

279 500 EUROS

Le Centre national du livre (CNL) a mis en place un plan de trois ans d'aides à la réimpression. Vingt-six éditeurs ont bénéficié d'un premier montant global de 279 500 euros, pour 220 livres, disques ou revues. Des dossiers seront examinés chaque semestre jusqu'à la fin de l'année 2004. Les réimpressions sont financées dans une fourchette allant de la moitié aux deux tiers des coûts. Le CNL accorde une aide des deux tiers aux éditeurs qui ont perdu plus de la moitié de leurs stocks.

Un élan de solidarité s'est organisé après l'incendie, avec de nombreux appels à cotisation. Les éditeurs régionaux ont bénéficié d'aides locales, voire internationales puisque le Portugal a aidé l'éditeur bordelais L'Escampette. En Suisse, La Dogana bénéficie de l'aide de Pro Helvetia pour publier une anthologie de poésies de Philippe Jaccottet. Des libraires ont mis en avant les livres des éditeurs des Belles Lettres. « Il y a eu des efforts de faits pour qu'il y ait une plus grande présentation des livres », constate Marie-Claude Brossard au Temps qu'il fait. Le prix du Petit-Gaillon a été créé pour les éditeurs sinistrés, qui a récompensé Tombeau pour l'éléphant d'Asie, de Gérard Busquet et Jean-Marie Javron, chez Michel Chandeigne.

L'association Helikon pour la défense du livre de création a lancé un appel aux dons et au mécénat, qui n'a pas pour l'instant recueilli tous les fruits escomptés. L'association a réuni moins de 20 000 euros. « On pensait pouvoir réimprimer cinquante

livres, on a de quoi en faire cinq », regrette Baptiste-Marrey. La Fondation BNP-Paribas et la Caisse des dépôts ont versé chacune 5 000 euros. Les contacts sont pris avec d'autres institutionnels. L'appel d'Helikon continue (3, rue Ravignan, 75018 Paris).

Un seul éditeur a déposé son bilan, en Suisse : François Demoures, directeur des éditions Demoures. Il affirme que l'incendie n'est pas la seule cause de la fermeture de sa maison d'édition : « Mais, après l'incendie, continuer me faisait prendre des risques énormes, financièrement. Je ne pouvais pas me le permettre. »

L'incendie a eu une autre conséquence en Suisse. Vladimir Dimitrijevic, directeur des éditions L'Age d'homme, annonce son intention de quitter son distributeur français au printemps. Il a perdu 51 000 livres dans l'incendie. « Cela représente une somme considérable. Certains titres classiques sont de fait épuisés. Il n'y a plus de stock. La perte va se

manifeste tout au long de l'année. Je ne veux pas faire de procès pour estimer le manque à gagner. Aussi je les quitte, c'est ma réponse. Eux, ils étaient assurés. Ils ont lancé une campagne en vue de trouver des fonds pour aider à la réimpression de leurs livres. Mon contrat avec les Belles Lettres court jusqu'en mars. Après, je ne sais pas qui je vais prendre. » La maison d'édition n'était pas assurée, mais l'incendie ne la met pas en péril, car elle a reçu des aides du CNL.

Les éditeurs sont sortis des flammes, mais leur situation reste fragile, surtout dans des régions où il n'y a pas eu d'aides locales. La situation est difficile pour les petits éditeurs parisiens, comme La Bibliothèque ou Jean-Paul Rocher, qui ont reçu des aides du CNL et repartent. « L'herbe repousse par endroits », explique Jacques Damade pour La Bibliothèque. Son dernier livre, après l'incendie, s'appelle Naissance du fantôme.

Alain Salles et Sylvie Tanette

Mise à feu du prochain Michael Crichton

Le lancement d'un best-seller américain ressemble de plus en plus à celui d'un film. Pour Michael Crichton, l'auteur de *Jurassic Park* (10 millions d'exemplaires) ou de *Soleil levant* (6 millions), on ne parle d'ailleurs pas de best-seller, qui fait un peu misérabiliste, mais de blockbuster, comme pour le dernier Spielberg, qui a plusieurs fois travaillé avec Michael Crichton. Lundi 25 novembre, HarperCollins lance le nouveau livre de Michael Crichton, *Proie* (« Proie »), avec un premier tirage de deux millions d'exemplaires, ce qui est la routine pour Crichton.

Tout est fait pour susciter l'attente du public avant la date fatidique. Le livre fait l'objet d'un teasing sur le site de HarperCollins : « Vous ne les verrez pas, jusqu'à ce qu'ils vous envahissent et vous deviendrez une PROIE. » Le père du techno-polar s'est consacré cette fois à la nanotechnologie : « Dans le désert du Nevada, une expérience a terriblement mal tourné. Un nuage de nanoparticules - des microrobots - s'est échappé du laboratoire. » Un site a été dédié au livre chez HarperCollins qui propose un entretien avec l'auteur, un extrait, un forum de discussions, ce qui est banal, mais aussi un concours, pour gagner une poignée de livres dédiés, de tee-shirts, et dont le premier prix est... un quart d'heure de conversation avec Michael Crichton.

Le *New York Times* du 11 novembre ironisait en disant que « HarperCollins prévoyait le timing de Proie, presque à la nanoseconde près ». Michael Crichton enchaînera plusieurs plateaux de télévision, dès la sortie du livre, avant de partir pour une tournée dans plusieurs villes des Etats-Unis. Le roman bénéficie d'une très forte campagne de publicité qui culminera avec des spots télévisés. « C'est le premier livre de Crichton depuis trois ans. On espère que les gens verront son visage ou entendront le mot « proie », partout. Ils rentreront dans une librairie, et ça les frappera en pleine figure », explique, au *New York Times*, Jane Friedmann, PDG de HarperCollins.

Pour la maison, l'enjeu est considérable. C'est le premier livre de Crichton que la maison publie. Il a suivi Jane Friedmann qui est passé de Random House à HarperCollins (« Le Monde des livres » du 1^{er} novembre). La fidélité à l'éditrice s'est accompagnée d'un chèque substantiel. Le montant est estimé à 30 millions de dollars (29,6 millions d'euros) pour deux livres. Cela correspond en France au chiffre d'affaires de Dargaud, Harlequin-France ou Eyrolles. Les droits du film ont déjà été vendus à la Fox, filiale, comme HarperCollins, de l'empire Murdoch. Il paraîtra en France - où son succès est moindre (100 000 exemplaires) - dans un an chez Laffont.

A. S.

À L'ÉTRANGER

■ ÉTATS-UNIS : le Nobel et la lutte des presses universitaires

Le nouveau Prix Nobel, le romancier hongrois Imre Kertész, a été publié aux Etats-Unis par les Presses universitaires du Nord-Ouest, qui connaissent de grandes difficultés. Comme l'affirme le directeur de ces éditions, Jonathan Brent, « les presses universitaires sont en danger », et un prix Nobel ne suffit pas à redresser la barre, même s'il permet de faire monter les ventes. Les difficultés sont nombreuses : la réduction du budget des bibliothèques, la baisse du nombre de commandes... Certaines maisons, comme les éditions de l'Université de Rice, ont dû fermer leurs portes. Peter Gilver, directeur de l'association des Presses universitaires américaines, estime qu'il s'agit d'« une période très difficile où la marge d'erreur est très étroite ». Jonathan Brent, passionné de littérature de l'Europe de l'Est, est fier d'avoir contribué à la reconnaissance du talent d'un auteur comme Kertész, mais son constat sur l'avenir de ces éditions reste pessimiste.

■ ESPAGNE : polémique pour le centenaire de Rafael Alberti

Le ministère de la culture espagnol organise, à l'occasion du centenaire de la naissance de Rafael Alberti, une série d'expositions et de colloques à Cordoue, Tenerife, Murcia, Madrid, Grenade, Malaga et El Puerto. Sa fille Aitana Alberti parle d'un « hommage aux cent ans d'un poète universel ». Cependant, cette commémoration est placée sous le signe de la polémique, du désaccord entre certains proches d'Alberti et les membres de la commission du ministère de la culture. Le vice-président de la commission confie à *El País* : « Nous avons beaucoup discuté avant d'élire les membres, et nous espérons que ce choix ne donne pas lieu à trop de contestations », mais des proches comme les poètes Luis Garcia Montero, Luis Munoz, Benjamin Prado et sa nièce Teresa Alberti ne figurent pas sur la liste et contestent la part prépondérante prise par la veuve du poète, Maria Asuncion Mateo.

AGENDA

■ DU 22 AU 30 NOVEMBRE. BORÉALES. A Caen (14), le 11^e Festival d'art et de littérature nordiques a pour thème « Territoires et identités », avec l'Estonie pour invitée d'honneur (Centre régional des lettres de Basse-Normandie, 14, rue des Croisiers, 14009 Caen. Rens. : 02-31-15-36-40).

■ JUSQU'AU 30 NOVEMBRE. INDE. Dans le cadre des Belles Etrangères, rencontres avec Mukundan et Krishna Baldev Vaid le 23 à Uzès (librairie

Le Parefeuille à 19 h 30), avec Shau-na Singh Baldwin, Upumanyu Chatterjee, Mukundan, Sashi Thadoor le 25 à Paris (la Sorbonne de 10 heures à 20 h 30, salle des commissions), avec Alka Sarangi et Akhil Sharma le 29 à Ajaccio (bibliothèque municipale à 15 heures).

■ LES 22 ET 23 NOVEMBRE. LACAN. A Paris, colloque sur Lacan et la littérature avec C. Millot, A. Compagnon, E. Marty... (amphi 24 et amphi J.-Monod, université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005).

■ LE 23 NOVEMBRE. PREMIER

ROMAN. A Draveil, le Salon du premier roman regroupe plus de 50 jeunes auteurs (de 10 heures à 18 heures, entrée libre, château de Villiers, 3, av. de Villiers, Draveil-Essonnes, rens. : 01-69-03-82-34).

■ LE 23 NOVEMBRE. HEIDEGGER. A Paris, la BNF et France-Culture organisent une journée philosophique sur la pensée de Martin Heidegger aujourd'hui, avec Jean-Pierre Faye, Georges-Arthur Goldschmidt... (de 11 heures à 18 heures, BNF, quai François-Mauriac, Paris-13^e, grand auditorium, rens. : 01-53-79-59-59).

■ LES 23 ET 24 NOVEMBRE. PSYCHANALYSE. A Paris, colloque sur le travail psychanalytique (Maison de l'Unesco, 125, av. de Suffren, 75007. Rens. : 01-43-29-66-70).

■ LE 27 NOVEMBRE. QUENEAU. A Paris, la BNF organise une conférence sur Raymond Queneau par Henri Godard (de 18 h 30 à 21 heures, BNF site François-Mitterrand).

■ DU 27 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE. JEUNESSE. A Montreuil se tient le 18^e Salon du livre et de la presse jeunesse en Seine-Saint-Denis (entrée à 4 € pour les plus de 14 ans,

126-138, rue de Paris, 93100 Montreuil, rens. : 08-20-00-00-43).

■ LE 28 NOVEMBRE. LACOUTURE. A Paris, la BNF consacre une journée à Jean Lacouture, qui a donné l'ensemble de ses archives au département des manuscrits (de 9 heures à 21 heures, site F.-Mitterrand).

■ LES 29 ET 30 NOVEMBRE. ISLAM. A Auxerre, le Cercle Condorcet organise avec *Le Monde*, un entretien sur « L'avenir de l'islam en France et en Europe » (Abbaye Saint-Germain, 2 bis, place Saint-Germain, 89000 Auxerre, rens. : 03-86-67-03-92.)

ROBERT HASZ

LA FORTERESSE

Avec cette somptueuse métaphore d'un monde en proie à la déliquescence, Robert Hasz affirme sa vocation de grand arpenteur de l'imaginaire.

E. Reichmann, *Le Monde*

ÉDITIONS VivianeHamy

ANDRÉ LORANT

LE PERROQUET DE BUDAPEST

« Il y a quelque chose de tragique et de doucement admirable dans cette érudition qui loque à la porte définitivement scellée par les nazis hongrois. »

E. Holder, *Le Nouvel Observateur*

ÉDITIONS VivianeHamy

Desclée de Brouwer

www.descleedebrouwer.com

RENÉ RÉMOND

UNE MÉMOIRE FRANÇAISE

DESCLÉE DE BROUWER